TRENTE ET UNIÈME ANNÉE — N° 9240

40 PAGES DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 29-LUNDI 30 SEPTEMBRE 1974

Après l'échec des négociations

L'équipage se prononce sur le retour du « France » au Havre

LIRE PAGE 34



Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 7 sch. ; Belgique, 9 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,50 kr. ; Espagne, 16 pes. ; Grande-Bretagne, 14 p. ; Grèce, 15 dr. ; Iran, 45 rls ; Italie, 250 L ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 9 fr. ; Norvège, 3,50 kr. ; Pays-Bas, 0,75 fl. ; Portugal, 10 esc. ; Suède, 1,75 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 75 cts ; Yougoslavie, 6 n. din.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

SITUATION CONFUSE AU PORTUGAL

L'épreuve de force engagée à Lisbonne tourne à l'avantage du Mouvement des forces armées

• La manifestation de soutien au général Spinola annulée
• Trois cents personnalités de droite ont été arrêtées

Une confuse épreuve de force se déroule à Lisbonne entre la droite, qui se réclame du général Spinola, et les dirigeants du Mouvement des forces armées favorables à la gauche. Elle a eu pour origine la grande manifestation qui devait rassembler ce samedi 28 septembre, dans la capitale portugaise, la « majorité silencieuse » et qui a finalement été annulée par le chef de l'Etat à 13 heures. C'est pour empêcher ce rassemblement que les militants de gauche avaient dressé, dans la nuit de vendredi à samedi, aux accès de Lisbonne, des barricades, démantelées ce samedi en début de journée. Le premier ministre, le général Gonçalves, avait été, toute cette semaine, en désaccord ouvert à propos de la manifestation, avec le président de la République. L'épreuve de force tourne nettement à l'avantage du Mouvement des forces armées. L'A.F.P. déclare apprendre de bonne source l'arrestation de trois cents personnalités de droite, dont plusieurs généraux, démis ou à la retraite, et l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Nogueira.

A Strasbourg, le ministre portugais des affaires étrangères, M. Soares, a assuré que le Mouvement, « maître de la situation, est bien décidé à poursuivre son programme et à construire au Portugal *une démocratie pluraliste », et que le « coup d'Etat* d'extrême droite » *a échoué. Tandis qu'un conseil des ministres se tient ce samedi matin, tous les accès à la capitale, où la situation est calme, sont contrôlés par l'armée.*

Aucune déclaration officielle n'avait confirmé dans la matinée du samedi 28 septembre l'information puisée à *« bonne source »* et publiée à 4 heures du matin par l'Agence France-Presse de Lisbonne, puis confirmée vers 8 heures, selon laquelle le général Spinola aurait pris tous les pouvoirs au Portugal, à l'issue d'un long conseil des ministres qui avait eu lieu dans la nuit. Un porte-parole gouvernemental a déclaré ne pouvoir *« ni confirmer ni infirmer »* les rumeurs de changement dans l'équilibre des pouvoirs au Portugal ou à la tête du gouvernement. De même, aucune confirmation officielle n'a été donnée des informations faisant état de l'arrestation du général Vasco Dos Santos Gonçalves, premier ministre, et du général Otelo Saraiva de Carvalho, gouverneur militaire de Lisbonne et commandant adjoint du Copcon, organisme de coordination du maintien de l'ordre. De toute évidence, des événements très graves se déroulent au Portugal, des barricades ont été dressées dans la nuit de vendredi à samedi sur les principales voies d'accès à la capitale afin d'empêcher le déroulement de la manifestation de la *« majorité silencieuse »*, prévue pour ce samedi 28 septembre dans l'après-midi.

Le palais présidentiel de Belem, résidence du général Spinola, ainsi que celui de Sao Bento, qui abrite le chef du gouvernement, étaient gardés au début de la matinée par des unités de blindés. Des troupes avaient pris position aux abords de la capitale. La publication de tous les journaux a été suspendue. L'armée et la police occupent l'immeuble de la radiodiffusion. Deux des trois émetteurs — Radio-Clube et Radio-Rinascença — étaient muets.

La radio nationale, au début de la matinée, avait suspendu ses émissions habituelles, mais diffusait à intervalles réguliers un communiqué émanant du gouvernement, publié pour la première fois dans la nuit. Ce communiqué, lu par le ministre de l'information, le commandant Sanchez Osorio, est un appel au calme. Le gouvernement demande à la population d'éviter toute violence, qui ne pourrait que dégénérer en « *guerre civile* », pour le seul « *profit des ennemis de la situation démocratique actuelle* ». Il demande, en conséquence, que soient immédiatement démantelées les barricades qui avaient été édifiées dans la soirée du vendredi à l'entrée de la capitale et assure que l'armée « *fera tout pour rétablir l'ordre et la paix* ».

(Lire la suite page 2.)

L'ALERTE

Le nouveau coup de tonnerre de Lisbonne n'a pas éclaté dans un ciel serein. De lourds nuages avaient commencé de s'amonceler au début de la semaine, lorsqu'il était devenu évident que des forces de droite, appuyées par des éléments d'extrême droite, s'apprêtaient à prendre au pied de la lettre l'appel lancé le 10 septembre par le général Spinola à la « majorité silencieuse ». Celui-ci a-t-il seulement tacitement approuvé *le projet de* manifestation du 28 septembre ? A-t-il encouragé ses promoteurs ? Ou s'agissait-il d'une manœuvre concertée — dont le discours du 10 septembre aurait *été le* coup d'envoi — visant à exprimer avec éclat le redressement et le rassemblement de la droite au nom de l'antimarxisme, à la faveur d'une grande démonstration publique plébiscitant en quelque sorte le chef de l'Etat ! La démonstration est, pour l'instant du moins, très compromise.

Ces événements, qui constituent une sérieuse alerte, s'inscrivent dans le prolongement de ceux qui, en juillet dernier, avaient conduit au remplacement du premier ministre modéré, M. Palma Carlos, par le colonel Gonçalves — devenu depuis lors général, — un homme fortement influencé, quant à lui, par les thèses marxistes. La démission avait été provoquée, en particulier, par le refus inattendu du Conseil d'Etat d'accroître les pouvoirs du premier ministre et d'avancer la date d'élections qui auraient, sans aucun doute, consacré les pouvoirs du général Spinola.

Mais — et c'était sans doute le cas en juillet dernier au Portugal — on peut rechercher l'onction populaire sans être inspiré par des considérations totalement démocratiques. Le général Spinola, d'abord considéré comme un « baroudeur » sans réelle « tête politique », a acquis une réputation d'officier libéral grâce à la publication de son livre « le Portugal et son futur », paru peu de semaines avant la chute de M. Caetano. Il fallait toute la chape de plomb que faisait peser sur tous les écrits la censure d'alors pour ne voir dans cet ouvrage que les accents démocratiques qu'il contenait, notamment pour ce qui concernait l'avenir des territoires d'outre-mer.

L'actuel président de la République y exprimait aussi le souci de ne se hâter qu'avec lenteur pour faire *évoluer le statut* des colonies portugaises et définissait une conception très... militaire de l'autorité. Ce sont ces traits-là qui frappent à la relecture — aujourd'hui possible en français — du livre qui a joué au Portugal un rôle de détonateur.

La droite portugaise avait courbé le dos le 25 avril, et depuis lors. L'armée, il est vrai, avait emboîté le pas, en apparence, comme un seul homme derrière le Mouvement des capitaines, très influencé par les idées de gauche.

Le pouvoir, et notamment les difficultés de la décolonisation — illustrées par le soulèvement avorté des Portugais blancs du Mozambique il y a trois semaines — ont montré l'étendue de l'autorité du Mouvement des forces armées. Civils et militaires conservateurs ou, simplement, libéraux effrayés par la force manifestée dans tous les secteurs par le parti communiste ont sans doute estimé que le moment était venu de reprendre l'offensive. Mais le Mouvement des forces armées et le gouvernement provisoire ont fait face et paraissaient, samedi après-midi, avoir repris la situation en main. Ainsi s'expliquerait, en tout cas, l'annulation décidée à la dernière minute par le chefd e l'Etat de la manifestation de la « majorité silencieuse ».

LA NOUVELLE CONSTITUTION DE LA R.D.A. SUPPRIME TOUTE REFERENCE A LA « NATION ALLEMANDE »

(Lire page 40.)

AU JOUR LE JOUR

TOUT ET RIEN QUE...

Que M. Chirac, devant les élus U.D.R., ait tenté, comme il l'avait promis, de dire toute la vérité aux Français, était une entreprise honorable, mais, hélas ! désespérée. Quand on demande à un témoin de se livrer à cet exercice périlleux, on entend par là qu'il doit dire tout ce qu'il sait de la vérité ou de ce qu'il croit être la vérité. Son rôle se limitant à donner une information parcellaire à ceux qui prendront les décisions, sa responsabilité s'arrête là.

Mais un gouvernement prend des décisions, ce qui implique qu'il fait des synthèses. Et, s'il entend y inclure toute la vérité, les millénaires passeront avant qu'il n'y parvienne ; la science universelle n'est donnée à personne.

Toute la vérité, c'était trop beau : il nous aurait suffi de rien que la vérité.

ROBERT ESCARPIT.

Pour une coopération rénovée avec l'Afrique

M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, s'est rendu en Côte-d'Ivoire, puis au Dahomey. A Abidjan il a assisté, à l'invitation du gouvernement ivoirien, au quatrième congrès de l'Union fraternelle des anciens combattants d'expression française d'Afrique et de Madagascar.

Simultanément se poursuivent à Paris les négociations pour la révision des accords conclus en 1961 entre le Dahomey et la France. Enfin, le président du Gabon, M. Omar Bongo, vient d'avoir à Paris divers entretiens, dont il tire les conclusions dans une interview au « Monde » (Lire page 4.).

M. Abelin définit ci-dessous la politique qu'il entend suivre.

Par PIERRE ABELIN (*)

La coopération avec les jeunes Etats africains qui ont accédé pacifiquement à l'indépendance il y a bientôt quinze ans ne doit pas échapper au grand souffle d'imagination et de renouveau qui anime la politique française sous l'impulsion du président Giscard d'Estaing.

Avant d'exposer les orientations qui guideront notre politique, je crois utile, dans un domaine où les idées fausses sont fort répandues, de rappeler quelques données de fait.

Qu'est-ce que la coopération ? C'est d'abord la présence active de quarante-deux mille Français, techniciens, enseignants, médecins, ingénieurs, jeunes gens volontaires du service national dans le tiers-monde, dont vingt-cinq mille en Afrique et onze mille dans les pays francophones de l'Afrique subsaharienne. C'est aussi *la participation* de la France à toutes sortes d'opérations de développement, depuis les grands travaux d'aménagement des fleuves (Sénégal ou Niger) jusqu'aux *petits* équipements appelés à transformer la vie rurale africaine comme ils ont transformé la nôtre (adduction d'eau, électrification). Ce sont *enfin des opérations particulières* adaptées aux besoins de tel ou tel pays, par exemple la télévision scolaire en Côte-d'Ivoire, des concours au développement des *industries* naissantes, un large appui aux jeunes universités d'Afrique.

Rien n'est plus vain que la querelle du « qui y gagne ? ». Aux *esprits* chagrins qui, les uns dénoncent le néo-colonialisme, les autres, les mêmes parfois, nos prétendus excès de générosité, je ne répondrai pas seulement en les opposant les uns aux autres, mais en rappelant deux vérités d'évidence, accessibles au bon sens de tous les Français. D'une part, notre action répond aux intérêts à long terme et parfois à court terme de la France et de l'Europe, intérêts politiques, culturels, commerciaux et monétaires. C'est dire que la coopération n'est pas à sens unique. D'autre part, cette action ne peut être mesurée à la seule aune de nos intérêts.

(Lire la suite page 4.)

(*) Ministre de la coopération.

Le Monde

publiera dans son prochain numéro son supplément

« EUROPA »

préparé en collaboration avec « la Stampa », « The Times » et « Die Welt »

AU SOMMAIRE

- Un débat entre MM. Samuel Pisar et Charles Levinson.
- Un article de M. Jean-Louis Servan-Schreiber : « Les journaux, vingt ans après la télévision ».
- Un « dossier » sur l'industrie de l'édition en Europe.

A CAMP-DAVID

Les cinq principales puissances capitalistes cherchent les moyens de conjurer la crise

Les ministres des affaires étrangères et des finances d'Allemagne fédérale, de France, de Grande-Bretagne — M. Callaghan était représenté par un haut fonctionnaire, — du Japon et des Etats-Unis, se réunissent ce samedi 28 septembre à la résidence présidentielle américaine de Camp-David (Maryland). Cette rencontre est suivie dimanche d'une autre entre les ministres des finances et les responsables des banques centrales des cinq mêmes pays, analogue à celle qui s'était déroulée à Champs au début du mois. L'Italie pourrait se joindre à une partie des travaux.

M. Sauvagnargues, qui s'est entretenu vendredi avec M. Kissinger, devait être reçu par M. Ford, lequel a confirmé qu'il rencontrerait « certainement », à une date non précisée, M. Giscard d'Estaing.

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) suit avec une particulière attention les discussions de Camp-David, et son président, M. Jarrin (Equateur), procède actuellement à des consultations sur l'opportunité d'une réunion extraordinaire.

M. Sauvagnargues reçoit aux États-Unis un accueil exceptionnellement favorable

De notre correspondant

Washington. — Les entretiens de M. Sauvagnargues dans la capitale américaine s'achèvent, ce samedi 28 septembre, par une conversation avec M. Gerald Ford, qui l'a invité à son petit déjeuner. Dans l'après-midi, le ministre des affaires étrangères se rendra à la résidence présidentielle de Camp-David pour la réunion des cinq grands pays industrialisés consommateurs de pétrole.

Pour sa première visite à Washington en qualité de ministre, M. Sauvagnargues a reçu un accueil exceptionnellement favorable, tant du Parlement que de la Maison Blanche. Incontestablement, les récentes et sévères mesures d'austérité pétrolière décidées par le gouvernement français ont produit la meilleure impression sur les officiels américains, qui attribuent à la démarche française une valeur d'exemple. Aussi bien le vice-président, M. Rockefeller, présent au petit déjeuner offert vendredi matin par M. Kissinger, que les nombreux sénateurs, invités à déjeuner par l'ambassadeur de France, M. Kosciusko-Morizet, se sont félicités de l'attitude française.

Dans l'après-midi de vendredi, MM. Kissinger et Sauvagnargues ont repris leurs entretiens au département d'Etat et, dans la soirée, le secrétaire d'Etat a offert un dîner à la National Gallery en l'honneur du ministre français. A cette occasion, M. Kissinger a décrit la France et les Etats-Unis comme *« de bons amis et de solides alliés »*, conscients des menaces contre leur propre identité et des dangers qu'il y aurait pour eux à ne pas trouver les bases d'une action commune. M. Sauvagnargues a déclaré que les difficultés passées n'avaient jamais affecté l'unité profonde existant entre la France et les Etats-Unis. Il a exprimé le sentiment d'avoir établi avec les dirigeants américains des relations de travail qui vont désormais permettre aux deux pays d'œuvrer en étroite coopération.

En fait, les conversations franco-américaines de Washington ont confirmé le nouveau départ des relations entre les deux pays. De part et d'autre, on veut enterrer les querelles du passé et établir une concertation *de facto*. L'ère des récriminations réciproques semble avoir disparu, et c'est sous le signe de l'empirisme que, dans l'après-midi de vendredi, MM. Kissinger et Sauvagnargues ont procédé à un large tour d'horizon international.

HENRI PIERRE.

(Lire la suite page 36.)

AU CARREFOUR DES TÉLÉVISIONS

Le prix Italia

C'est une émission dramatique présentée par l'O.R.T.F., « Josse », qui a remporté le prix Italia. Paradoxalement, il s'agissait d'une des productions les moins intéressantes dans cette compétition internationale.

Une catastrophe, un encouragement à la télé de papa, ce prix Italia décerné à « Josse », la dramatique d'Alain Franck et Guy Jorre, adaptée d'une nouvelle de Marcel Aymé, une histoire de l'entre-deux-guerres, avec Jacques Dufilho et Maria Meriko, le frère *et la sœur, l'adjudant à la retraite* et le professeur de piano rancie. Ils se détestent, ils se détruisent d'abord façon Daumier, et puis façon Guignol. C'est lourd, c'est *raide, c'est appuyé et, surtout,* c'est complètement à la remorque de ce qui se fait ailleurs actuellement, et qu'on aurait aimé voir s'imposer enfin sur nos écrans : des personnages, ou plutôt des personnes, vous, moi, en situation, la nôtre, si proche de la réalité que le romanesque en arrive à se confondre avec le reportage.

C'était le cas pour cette admirable production danoise « les Nœuds » (elle a eu le prix de la R.A.I., heureusement), et improvisée, et interprétée par des handicapés. Un document, un pamphlet et une romance. La réponse incroyablement libre et, comment dire..., cynique aux questions que se posent les « normaux » sur les « anormaux ». Le choc. Et ce « Cancer », la haine et la maladie, la maladie de la haine, semée, récoltée par deux fermiers irlandais. Et cette fable hollandaise : « les Tribulations des malheureux parents d'un bébé Boeing », conçu à proximité d'un aérodrome. Ses hurlements ont la curieuse particularité de se confondre avec les vrombissements d'un jet. Fureur des voisins, diagnostic des médecins, passage au journal télévisé. A partir d'un postulat absurde, une de ces émissions en « trompe l'œil », dont Orson Welles a fixé le modèle autrefois à la radio. Là aussi, le soir de la diffusion, beaucoup de gens y ont cru, se sont émus.

Cette tendance au mélange des genres, on l'avait déjà remarquée à Venise, l'an dernier, avec « Smog », avec « Crash ». Et l'on en arrive à s'interroger sur le bien-fondé de ces catégories (musicale, dramatique et documentaire) toujours de mise à Florence. Le prix Italia offre en effet ce merveilleux avantage de promener d'année en année, à travers la péninsule, des centaines de délégués appartenant à trente-quatre ou trente-cinq pays, invités à s'inviter en participant aux frais de la confrontation, la seule vraiment dont le prestige soit entier. Alors « Josse », vraiment, on ne comprend pas.

(Lire page 19 l'article de Claude Sarraute.)

EUROPE

Portugal

Une situation confuse

(Suite de la première page.)

Il annonce que le gouvernement « *fera le nécessaire pour que la manifestation en faveur de son Excellence le président de la République puisse se dérouler dans l'ordre et la dignité* ».

Un communiqué très ferme du Mouvement des forces armées, diffusé peu avant 8 heures par la radio nationale, déclare que le Mouvement reste « *déterminé à accomplir son programme* ».

Il demande aux Portugais de rester vigilants « *en vue de répondre à toute manœuvre de la réaction* ». Le communiqué confirme, en outre, sans autre précision, l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes aux premières heures de la matinée. Il dénonce « *les milieux les plus réactionnaires* », qui, ne comprenant pas les buts du mouvement du 25 avril, tentent « *de ressusciter un passé condamné bien clairement par le peuple portugais et par le monde entier* » au moyen de « *manœuvres séditieuses visant à la création d'un climat émotionnel, de sabotage économique* », et même en recourant au « *trafic d'armes* ».

C'est le projet de manifestation de la « *majorité silencieuse* » qui est à l'origine de la crise. Les murs de la capitale et des principales villes portugaises s'étaient, en une nuit, couverts d'affiches reprenant des passages du discours prononcé le 10 septembre par le général Spinola, dans lequel, notamment, il appelait la « *majorité silencieuse* » du Portugal à se dresser contre tous « *les extrémistes* ». Cet appel avait paru, aux observateurs, viser tout spécialement le parti communiste.

Les membres du comité d'organisation appartiennent, pour les plus éminents d'entre eux, au parti libéral, situé très à droite sur la scène politique portugaise. Aussi la gauche avait-elle rapidement dénoncé comme « *réactionnaire* » et « *contre-révolutionnaire* » cette manifestation, que ses organisateurs présentaient comme destinée à aider le général Spinola et même le Mouvement des forces armées à lutter contre l'infiltration, dans tous les secteurs de la vie publique portugaise, du parti communiste.

Une semaine de tension

Durant toute la semaine écoulée, une grande tension a été perceptible entre les différents organes du pouvoir à Lisbonne. Tout en demeurant muet sur cette question, le général Spinola ne paraissait pas contrarié de cette manifestation, qui pouvait être pour lui une sorte de plébiscite.

En revanche, le gouvernement, où figurent auprès des militaires, dont plusieurs sont considérés comme très progressistes, des socialistes et des communistes, était hostile à la tenue de cette manifestation.

A Strasbourg, M. Soares a déclaré qu'il avait pu prendre contact avec Lisbonne, où la situation était désormais « *calme, et où le Mouvement des forces armées est maître de la situation et bien décidé à poursuivre l'application de son programme. Un tel programme et une telle situation ne sont pas, évidemment, sans provoquer des tensions internes* ».

M. Soares a décidé, dans ces conditions, de prononcer à Strasbourg le discours prévu.

Des incidents avaient déjà eu lieu, le jeudi 26 septembre dans la soirée, à la fin d'une corrida que présidait le général Spinola. Des heurts assez vifs s'étaient produits entre partisans de la droite — qui avaient occupé l'arène — et militants de gauche et d'extrême gauche.

Dans la soirée de vendredi, les premières barricades apparurent sur les voies d'accès à la capitale. Des civils arrêtaient les véhicules, les fouillaient et remettaient aux conducteurs des tracts. L'un d'entre eux, signé d'un « Comité de vigilance antifasciste », demandait « *à chacun de descendre dans la rue pour prévenir la manifestation fasciste* ». Le tract demandait aux militants de gauche de se réunir dans un parc, près du lieu où devait se tenir la manifestation de soutien au président Spinola, une heure avant le début de cet événement.

Sans que l'on puisse totalement exclure l'hypothèse d'une provocation — *aucune consigne n'a été* publiquement donnée par les partis aux mouvements de gauche *de tenter d'empêcher physiquement* la manifestation — il est vraisemblable que des militants *gauchistes ou communistes* ont tenté d'empêcher des Portugais venus de province de se joindre à la « *majorité silencieuse* » de la capitale.

C'est sans doute l'analyse de la situation consécutive à cette action de blocage des routes qui a été l'objet d'un premier conseil des ministres, qui s'est tenu dans la première partie de la nuit, sous la présidence du général Spinola. Une deuxième réunion, de quatre heures, toujours sous la présidence du chef de l'Etat, a eu lieu aux premières heures du 28 septembre. A son issue, un communiqué, dans lequel le gouvernement s'engageait à veiller à ce que la manifestation de la « *majorité silencieuse* » se déroule dans le calme, a été publié.

Aux premières heures de la matinée, la capitale offrait un aspect normal. La plupart des barricades dressées dans la nuit avaient été démantelées, soit par ceux qui les avaient dressées, soit par les militaires qui contrôlaient les accès vers la capitale. Ceux-ci fouillaient minutieusement tous les véhicules se rendant vers Lisbonne. Les occupants de ceux dans lesquels des armes étaient trouvées étaient arrêtés.

LE COMMUNIQUÉ DU MOUVEMENT DES FORCES ARMÉES

Lisbonne (A.F.P.). — Le communiqué du Mouvement des forces armées diffusé à 7 h. 40 par la radio nationale déclare que :

« 1) Les milieux les plus réactionnaires, qui ne comprennent pas les buts du mouvement du 25 avril tentent de ressusciter un passé condamné bien clairement par le peuple portugais et par le monde entier.

» 2) Ces activités vont des manœuvres séditieuses tendant à la création d'un climat émotionnel au sabotage économique en passant par le trafic d'armes.

» 3) En vue de garantir la marche vers la nouvelle société démocratique, définie sans équivoque par le programme du Mouvement des forces armées, il a été procédé à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes aux premières heures de la matinée.

» 4) L'opération en question, conduite par des forces militaires, n'avait évidemment pas été annoncée à l'avance, ce qui a provoqué une certaine alarme. Mais le Mouvement des forces armées, qui reste déterminé à accomplir son programme, demande au peuple de garder sa sérénité et de rester vigilant en vue de répondre à n'importe quelle manœuvre de la réaction. »

La lecture du communiqué a été précédée et *suivie* de l'hymne du mouvement du 25 avril « Grandola Vila Morena ».

Dans une étude rédigée cet été

Les grandes orientations de la politique économique ont été bien définies, estime l'O.C.D.E.

Au Portugal, « *les grandes orientations de la politique économique et l'échelle des priorités sont relativement bien définies* », qu'il s'agisse de prévenir la récession, d'éviter une rupture dans le processus de production, de redistribuer les revenus ou de ralentir l'inflation. C'est du moins l'avis exprimé par les experts de l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) dans le rapport consacré à ce pays. La dernière étude sur le Portugal remonte à septembre 1972, le gouvernement de l'époque ne s'étant pas, en 1973, montré particulièrement coopératif quant au déroulement des travaux de l'O.C.D.E.

Dans l'actuel document, les experts estiment qu'un des traits essentiels du programme du 15 mai réside dans le maintien des institutions de base d'une économie de marché, même si est envisagée une intervention plus active de l'Etat dans les domaines *économique et social*. En outre, ajoutent-ils, « *les autorités ont l'intention — très réaliste — de concentrer leurs efforts sur les solutions à apporter aux problèmes économiques courants, réservant les décisions à long terme pour après les élections prévues en 1975* ».

L'étude rédigée à la mi-juillet, souffre de l'insuffisance de l'appareil statistique portugais, ce qui a restreint l'analyse du passé récent et les précisions quantitatives pour le proche avenir. Les experts de l'O.C.D.E. soulignent toutefois que « *le risque sérieux d'une spirale inflationniste prix-salaires est sans doute aujourd'hui le problème le plus important de la politique économique* » du Portugal. Selon eux, « *le blocage des prix n'est qu'une mesure temporaire devant céder la place à des moyens de contrôle plus souples* ». Des augmentations de prix importantes semblent, dès lors, probables dans les mois à venir, entraînant une érosion du pouvoir d'achat. Aussi « *le besoin le plus pressant reste l'établissement, dès que possible, d'un appareil institutionnel de négociations régulières sur les salaires et les conditions de travail, au niveau de la nation, du secteur et de l'entreprise...* [qui] *n'éliminera pas les conflits d'intérêts ni les pressions inflationnistes, mais permettra de trouver, d'une façon ordonnée, des solutions de compromis* ».

Autre danger : « *Le risque de développement du sous-emploi paraît considérable, compte tenu des forces dépressives qui s'exercent déjà dans l'économie et du contrôle sévère de l'immigration dans certains pays européens, même si l'on n'assiste pas à un retour massif de population en provenance des territoires d'outre-mer.* » Aussi, pour maintenir un niveau élevé d'activité, les experts jugent nécessaire le recours à une *politique globale de soutien de la* demande, ainsi qu'à des mesures plus spécifiques. L'apparition d'un important déficit du secteur public leur semble indispensable, mais cette évolution « *devra être soigneusement expliquée devant l'opinion publique* » et comporter une augmentation de la fiscalité sur les revenus les plus élevés et un renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. De même, une croissance relativement rapide du crédit est souhaitable, avec la mise en place de bonifications pour des secteurs bien définis et contrôlés.

Ainsi, le gouvernement portugais se trouve confronté à de difficiles problèmes de gestion. Elément positif : le déficit important de la balance des paiements courants qui est accepté peut être financé sans grandes difficultés, étant donnés le niveau élevé des réserves et les possibilités d'emprunt à l'extérieur. Pour 1974, le déficit commercial du Portugal avec les pays hors de la zone escudo pourrait, selon l'O.C.D.E., atteindre 1,5 milliard de dollars, contre 0,9 milliard en 1973. « *Il faudrait un recul important des recettes invisibles pour donner lieu à un déficit courant considérable.* »

En conclusion, les experts de l'O.C.D.E. soulignent que « *les plans concrets d'action à long terme devront être subordonnés à la clarification préalable d'un certain nombre d'options de base. En particulier, le poids que représenteront les dépenses militaires, le type de relations avec les territoires d'outre-mer, la nature des liens avec les autres pays de l'O.C.D.E., pourront exercer un rôle important dans l'avenir de l'économie portugaise* ».

DU COUP D'ÉTAT A L'ÉPREUVE DE FORCE

AVRIL

25. — Des unités de l'armée se soulèvent contre le gouvernement de M. Marcelo Caetano. Une junte militaire est formée. Il se confirme rapidement que le général Spinola, relevé quelques semaines auparavant de son poste de chef d'état-major adjoint, a pris la direction d'un mouvement dont l'initiative revient à un groupe de jeunes officiers (les « *capitaines* »).

MAI

15. — Le général Spinola devient président de la République.

16. — M. Adelino da Palma Carlos, « modéré de centre droit », est nommé président du conseil. Le gouvernement comprend, en particulier, deux ministres communistes, des socialistes, des libéraux du parti démocrate populaire et des techniciens apolitiques. Le soir même, M. Mario Soares, ministre des affaires étrangères, rencontre à Dakar M. Aristides Pereira, secrétaire général du PAIGC (Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau et des îles du Cap-Vert).

22. — Certains membres du gouvernement expriment leur mécontentement de ne pas avoir été informés de l'autorisation donnée à M. Caetano de se réfugier au Brésil.

23. — A Londres, les négociations s'ouvrent entre M. Mario Soares et les *représentants du PAIGC*. Le ministre des affaires étrangères se voit accusé, à Lisbonne, de rechercher avec trop de hâte un accord sur le cessez-le-feu.

29. — A Porto, le général Spinola adresse une sévère mise en garde aux « tenants du désordre et de l'anarchie ».

JUIN

21. — Un décret-loi restreint la liberté de la presse.

27. — Des dissensions au sein du gouvernement font reporter la publication d'un train de lois économiques, fiscales et sociales.

JUILLET

2. — Les partis de gauche protestent contre la nomination de M. Veiga Simao, ancien ministre du gouvernement Caetano, comme représentant du Portugal aux Nations unies.

9. — Au cours du conflit entre les modérés et la gauche, M. Palma Carlos démissionne. La campagne *anticommuniste se développe*.

17. — A la suite de tractations difficiles avec le mouvement des capitaines qui est décidé à éviter un « coup de barre à droite », le général Spinola nomme premier ministre le colonel Gonçalves, connu pour son rôle dans le mouvement du 25 avril. Quatre représentants du Mouvement des forces armées entrent au gouvernement. M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste, reste ministre d'Etat. M. Mario Soares conserve son poste de ministre des affaires étrangères.

18. — Le général de Spinola dénonce le « climat d'anarchie » et lance un appel à la « majorité silencieuse ».

27. — Le général de Spinola annonce *que* « le moment de l'autodétermination est venu pour l'Afrique portugaise ».

AOUT

4. — En présence de M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, M. Mario Soares présente une déclaration gouvernementale reconnaissant le « droit à l'autodétermination et à l'indépendance » de tous les territoires portugais.

7. — Contrairement au vœu du PAIGC, le général Spinola se prononce en faveur d'un référendum aux îles du Cap-Vert.

14. — Les partis de gauche protestent contre l'attitude de la police au cours d'une manifestation, place du Rossio, à Lisbonne.

17. — M. Soares et le président du *FRELIMO (Front de libération du* Mozambique) se rencontrent secrètement en Tanzanie.

26. — *Accord signé à Alger* sur le transfert des pouvoirs en Guinée-Bissau. L'accord prévoit l'autodétermination des îles du Cap-Vert et l'indépendance de la Guinée-Bissau le 10 septembre.

28-29. — Les droits de grève, de réunion et de manifestation sont reconnus mais strictement réglementés.

SEPTEMBRE

6. — Accord signé à Lusaka sur le transfert des pouvoirs au Mozambique.

9. — Des colons tentent un coup de force au Mozambique. *Les* troubles font une vingtaine de morts.

20. — Des milliers d'affiches apposées sur les murs de *Lisbonne* et des tracts lâchés par des avions, la « majorité silencieuse » à manifester.

23. — Un porte-parole du gouvernement annonce que le général Spinola entend désormais diriger en personne les négociations avec les mouvements de libération de l'Angola.

26. — De vifs accrochages opposent, à Lisbonne, des militants de *droite et de gauche*.

« LE PORTUGAL ET SON AVENIR » du général Spinola

C'est le 22 février dernier que ce livre, qui devint immédiatement célèbre, parut à Lisbonne. Le général Spinola, ancien commandant en chef en Guinée, venait d'être nommé (le 16 janvier) chef d'état-major adjoint. Le 14 mars, il était destitué. On connaît la suite.

Le général écrit dans son livre — dont la traduction française vient de paraître — que la guerre est militairement perdue. A ses yeux, la solution de la question coloniale ne peut être que politique. Il préconise d'accorder aux provinces portugaises le droit à l'autodétermination et envisage la création d'une sorte de Commonwealth — ou, si l'on préfère, de « *Communauté* ». *Il manifeste*, bien qu'en termes fort prudents, son désir de libéraliser la vie *politique portugaise*.

M. Mario Soares, l'actuel ministre des affaires étrangères, écrivait dans *le Monde* du 6 mars, à propos de ce livre : « *Le général Spinola vient de franchir une dangereuse barrière, et personne ne peut prévoir d'avance jusqu'où cela le conduira.* »

★ Flammarion, 240 pages, 22 F.

Espagne

La police de Madrid assure que des membres du P.C. étaient impliqués dans l'attentat de la Puerta del Sol

• M. Santiago Carrillo dément catégoriquement

Le secrétaire général du parti communiste espagnol, M. Santiago Carrillo, a vigoureusement rejeté, le vendredi 27 septembre, dans une déclaration, les allégations de la police espagnole, selon lesquelles des membres du P.C. d'Espagne seraient impliqués dans l'attentat commis le 13 septembre à Madrid (le Monde du 25 septembre 1974). *M. Carrillo affirme qu'au une des personnes dont l'arrestation a été annoncée à Madrid n'appartient au parti communiste d'Espagne et rappelle que cette organisation a déjà, dans le passé, marqué* « sans ambages son désaccord avec le terrorisme ». *L'attentat de la Puerta del Sol est à son sens* « une action typiquement fasciste », *et le dirigeant communiste espagnol estime même qu'un tel* « crime... n'a rien de commun avec les activités connues jusqu'ici de l'ETA » *basque*.

A Madrid, la police, en mettant hors de cause l'un des militants basques, Juan Manuel Galarraga Mendizabal, initialement soupçonné d'avoir participé à l'attentat, a réitéré ses accusations contre le P.C.

De notre correspondant

Madrid. — « *Quatre nouvelles caches utilisées par l'ETA et le parti communiste espagnol ont été découvertes à Madrid, en liaison avec l'attentat perpétré le 13 septembre et qui a provoqué la mort de onze personnes* », a déclaré au cours d'une conférence de presse, le 27 septembre, M. José Sainz, chef de la brigade d'enquêtes sociales de la police *madrilène*. De *nouvelles* arrestations ont été opérées, dont celle de M. Alfonso Sastre, auteur dramatique ; les détenus sont actuellement interrogés. M. Sastre est l'époux du docteur Genoveva Forest, médecin psychanaliste arrêtée il y a quelques jours dans le cadre de cette même enquête et qui, selon la police, appartiendrait depuis 1962 au P.C. espagnol.

C'est dans les appartements de membres du mouvement révolutionnaire basque ETA-5e assemblée », dont M. et Mme Sastre, qu'ont été découverts un revolver, deux machines à polycopier, plusieurs machines à écrire, trois uniformes d'officier de l'armée de terre et un matériel pour fabriquer des faux passeports. D'après le chef de la brigade d'enquêtes sociales, Mme Sastre a transporté dans sa voiture les auteurs de l'attentat du 13 septembre à la Puerta del Sol, un jeune homme et une jeune fille non identifiés, jusqu'à une cache située à Alcorcon, localité des environs de Madrid. Toujours d'après le policier, *Mme* Sastre savait parfaitement quel était l'objectif de l'attentat.

Dans les milieux madrilènes de l'opposition, *le scepticisme* n'en continue pas moins de dominer, en raison des divergences qui existent notoirement entre les personnes arrêtées et le P.C.E. Certains vont même jusqu'à dire que les milieux officiels de Madrid essaient de brouiller les cartes dans le but de compromettre la Junte démocratique, dont la création avait été annoncée à Paris fin juillet par MM. Carillo et Calvo Serer, membre de l'Opus Dei et ancien président du conseil d'administration du défunt quotidien *Madrid*. — J.-A. N.

Turquie

M. Ecevit assouplit sa position

(Correspondance)

Ankara. — Chargé par le président de la République de dénouer la crise ouverte après la démission du gouvernement, le 16 septembre, M. Bulent Ecevit, leader du Parti républicain du peuple et premier ministre de la coalition sortante, a repris, vendredi 27 septembre, ses consultations avec les chefs des autres formations politiques.

Après le rejet par le Parti démocratique de l'idée d'un gouvernement de coalition chargé d'organiser des élections législatives anticipées *en décembre, le Parti républicain du* peuple, revenant sur sa décision initiale, a indiqué qu'il était prêt à renvoyer la consultation au-delà de la date qu'il préconisait.

« *Le P.R.P. donnera toutes facilités en vue de la formation d'un gouvernement de coalition, à la condition que des élections anticipées aient lieu au printemps après le vote du budget* », a déclaré, au cours d'une conférence de presse, M. Bulent Ecevit. Il a précisé que « *l'assemblée du P.R.P.* » (organisme dirigeant de son parti) avait établi cette nouvelle ligne de conduite à l'issue de neuf heures de délibérations. Soulignant qu'il « *n'hésiterait pas à former un gouvernement minoritaire si la possibilité lui en était assurée* », M. Ecevit a ajouté : « *Le problème de Chypre nous oblige à sortir de l'impasse le plus vite possible. Dans le cas où des élections anticipées seraient décidées, elles devraient avoir lieu rapidement, car une période d'instabilité et d'incertitude serait préjudiciable à l'économie du pays.* »

Après avoir rendu compte, vendredi matin, au président de la République, M. Fahri Koruturk, des nouvelles directives de son parti, M. Ecevit s'est entretenu successivement avec M. Suleyman Demirel, chef du Parti de la justice (le plus important parti d'opposition), ainsi *qu'avec les dirigeants du Parti* républicain de la confiance et du Parti *démocratique*.

Les représentants des deux dernières formations ont indiqué qu'ils allaient consulter les organismes directeurs de leur parti et qu'ils comptaient pouvoir donner, lundi prochain, leur réponse aux propositions de M. Ecevit. Quant à M. Suleyman Demirel, il a réaffirmé qu'il excluait toute alliance du Parti de la justice avec le P.R.P.

Des rumeurs circulent à Ankara selon lesquelles des membres du *Parti de la justice, mécontents* de la politique générale suivie par les dirigeants du P.J. et favorables à une coalition avec le Parti démocratique et le Parti islamique du salut national, *envisageraient de « se révolter »* contre M. Demirel et ses principaux collaborateurs. Des tracts, portant la signature « *Mouvement de rénovation du Parti de la justice* », ont été mis en circulation, à quelques semaines du congrès national du parti. Les « rebelles » avanceraient comme candidat *à la présidence du P.J.* le nom de M. Kamuran Inan, sénateur de Bitlis, qui a récemment fait la tournée des capitales occidentales, venant notamment à Paris afin d'exposer la thèse turque au *sujet* de Chypre.

● PRECISION. — Lord Brayley, sous-secrétaire d'Etat à la défense, dont nous avons annoncé la démission (*le Monde* du 27 septembre) n'a pas quitté le gouvernement britannique pour des raisons politiques. Ainsi que le précisait notre correspondant dans un passage qui a sauté à l'impression, M. Wilson a dû se séparer de son collaborateur qui est accusé d'avoir perçu indûment une somme de 16 000 livres alors qu'il dirigeait une firme industrielle. De son côté, Lord St Davids a quitté le parti travailliste parce qu'il le juge « trop à gauche ».

Chine

● Mme IMELDA R. MARCOS, épouse du président philippin, a rencontré le vendredi 27 septembre le président Mao Tse-*toung dans une villa située* à l'extérieur de Pékin, annonce une dépêche de l'agence officielle philippine (P.N.A.) datée de Shanghai. — *(A.F.P.)*

Corée du Sud

● UNE MANIFESTATION de quelque mille catholiques a eu lieu le jeudi 26 septembre à Séoul pour exiger du gouvernement la libération des prisonniers politiques. Le parti néo-démocrate a de son côté déposé à l'Assemblée nationale un projet de résolution demandant au président Park Chung Hee d'amnistier les détenus. — *(Reuter, A.P.)*

A TRAVERS LE MONDE

Espagne

● LE MAGAZINE DE LA PHALANGE ESPAGNOLE *Fuerza Nueva* a critiqué le gouvernement de M. Carlos Arias Navarro avec une extrême virulence, dans l'éditorial de son numéro du 26 septembre. C'est, en particulier, le projet de création d'associations politiques *défendu* par le chef du gouvernement qui fait l'objet de cette attaque, sans doute la *plus vive qui ait été jamais* publiée dans la presse espagnole pour le régime franquiste contre l'exécutif. — *(A.F.P., Reuter, U.P.I.)*

États-Unis

● Mme BETTY FORD, *épouse* du président des Etats-Unis, admise le 27 septembre à l'hôpital des forces navales de Bethesda, à la périphérie de Washington, sera opérée d'un *nodule au sein droit, découvert* jeudi dernier lors d'un examen médical de routine. Si la tumeur se révèle d'origine cancéreuse, une intervention chirurgicale sera nécessaire. — *(Reuter.)*

Guinée-Bissau

● M. LUIS CABRAL, président du conseil d'Etat, a annoncé vendredi 27 septembre à Madina-Do-Boé que l'Etat contrôlerait désormais tout le commerce intérieur et aurait le monopole de l'importation des produits de première nécessité, *dont il assurera lui-même la* distribution aux détaillants. L'Etat contrôlera aussi la commercialisation des produits agricoles destinés à l'exportation afin d'assurer aux producteurs « *des prix plus justes* ». — *(A.F.P.)*

Yougoslavie

● CINQ ETUDIANTS en philosophie et un de leurs professeurs ont été condamnés le 27 septembre, à Ljubljana (Slovénie), à dix mois de prison ferme chacun pour avoir « présenté d'une façon fausse et malveillante les rapports sociaux et politiques en Yougoslavie ».

Il s'agit d'étudiants de Belgrade, Zagreb (Croatie) et Ljubljana (Slovénie), et d'un professeur de la faculté de Zagreb, *condamnés* pour avoir rédigé une motion de soutien à huit professeurs de la faculté de philosophie de Belgrade accusés « d'activité anti-parti ».



A Strasbourg

Le Conseil de l'Europe ne décidera d'admettre à nouveau Athènes qu'après les élections grecques

L'Assemblée du Conseil de l'Europe a refusé, vendredi 27 septembre, de rendre son avis sur le retour de la Grèce dans l'organisation européenne avant que soit réalisé ce qu'elle considère comme une condition préalable : des élections législatives démocratiques.

Le ministre de la défense grec, M. Evanghelos Averoff, avait auparavant plaidé le dossier d'un retour immédiat de la Grèce au sein du Conseil de l'Europe. Il avait notamment annoncé que les élections auraient lieu au cours de la première quinzaine de novembre.

De notre envoyé spécial

Strasbourg. — La visite et le discours de M. Averoff au Conseil de l'Europe ont marqué le retour de l'enfant prodigue. L'heure était à la joie. Pourtant, ces retrouvailles ne seront véritablement célébrées que le jour où, les élections grecques ayant eu lieu, la Grèce sera admise à reprendre sa place au sein de la famille des pays démocratiques constituant le Conseil de l'Europe. Or ce jour est proche puisque, à Strasbourg, on a appris que ces élections auraient lieu sans doute le 10 novembre et que l'Assemblée consultative, répondant aux vœux des dix-sept ministres du Conseil de l'Europe en date du 20 septembre, a mandaté son président pour réunir d'urgence, après ces élections, sa commission permanente afin qu'elle donne son avis sur la réadmission immédiate de la Grèce.

Les débats de vendredi et les applaudissements prolongés qui ont accueilli M. Averoff indiquent que cette réadmission ne fait problème pour aucun des membres du Conseil de l'Europe. Ces derniers, d'ailleurs visiblement heureux de retrouver l'un des leurs dont les avaient séparés les sombres années de la dictature des colonels grecs, ont paru subjugués par la maîtrise dont leur ancien collègue a fait preuve dans le débat. S'exprimant dans un français remarquable, le ministre grec de la défense a impressionné ses auditeurs avec la liste des innombrables réalisations que le gouvernement Caramanlis vient d'opérer sur la voie de la démocratisation en deux mois seulement. Avec le même brio, il a répondu aux questions qui lui furent posées le matin par les parlementaires et l'après-midi par les journalistes.

Devant ces derniers, particulièrement, il a tenu à dénoncer les « *informations erronées* » qui, a-t-il dit, ont été publiées un peu partout sur la loi électorale grecque et selon lesquelles cette loi serait anti-démocratique puisqu'elle exclurait pratiquement de la compétition les petits partis en fixant un seuil de 17 % des suffrages pour qu'il soit possible d'acquérir des sièges. « *Cela est absolument faux,* a-t-il déclaré. *On n'a pas compris que les élections grecques se feront en deux étapes. D'abord, 85 % des suffrages permettront d'élire les députés sans la moindre restriction. Supposons ainsi qu'une circonscription grecque comporte cent mille électeurs avec cinq députés à élire : tout candidat qui obtiendra vingt mille voix sera élu. C'est seulement pour les restes que jouera le seuil de 17 %. Cette prime en faveur des grands partis n'interviendra donc que pour 15 % des suffrages et n'a d'autre but que de renforcer la stabilité des gouvernements.* »

M. Averoff, qui n'avait guère évoqué le problème chypriote dans son exposé, a été amené à en parler longuement, en réponse aux nombreuses questions qui lui furent posées, notamment par les parlementaires turcs, dont M. Feyzioglu, chef du parti de la confiance. Soit en raison de l'atmosphère « *européenne* » de Strasbourg, soit à cause des vieux liens d'amitié qui unissent les deux hommes, le ministre grec a souhaité qu'ils soient mandatés l'un et l'autre pour régler « *entre eux* » le problème chypriote.

M. Averoff a réaffirmé qu'en tout cas il ne négocierait pas avec le revolver sur la tempe et qu'aucune solution ne saurait intervenir dans l'humiliation et tant que les Grecs chypriotes ne pourraient rejoindre leur foyer. M. Feyzioglu a certes rappelé les responsabilités grecques. Mais chacun des partenaires a soigneusement évité de fermer la porte à une solution de compromis qui serait dégagée, d'abord par les représentants des deux communautés.

« *Nous ne cherchons nullement,* nous a confirmé M. Feyzioglu, *à brimer les Grecs et à annexer injustement des territoires. Nous voulons seulement un accord solide assurant la protection des droits des uns et des autres sur une base fédérale qui est la seule possible. Ceci accepté, le retrait de la ligne de démarcation actuelle est négociable et, bien entendu, les réfugiés chypriotes grecs pourront s'installer comme ils le voudront sur les territoires d'où nous nous serons retirés. Pour le reste, les Chypriotes grecs pourront rentrer dans les territoires sous l'administration turque, pourvu qu'ils acceptent de se soumettre à cette administration, de même que les Turcs devront pouvoir rentrer chez eux dans un territoire sous administration chypriote grecque, à condition qu'ils acceptent cette dernière. Bien entendu, beaucoup des uns et des autres préféreront rester sous l'administration de leurs compatriotes ; ce qui renforcera la solution fédérale.* »

JEAN SCHWŒBEL.

ONU

LES POUVOIRS DE LA DÉLÉGATION SUD-AFRICAINE SONT REJETÉS EN COMMISSION.

New-York. (Nations unies) (*A.F.P.*). — Les pouvoirs de la délégation de l'Afrique du Sud ont été rejetés, vendredi 27 septembre, par la commission de vérification des pouvoirs des délégations à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies. Le vote a été acquis par cinq voix (Sénégal, Chine, Philippines, Tanzanie et U.R.S.S.), contre trois voix (Etats-Unis, Belgique, et Costa-Rica) et une abstention (Venezuela). La décision de la commission doit être soumise à l'Assemblée générale.

Le conseil des Nations unies pour la Namibie a d'autre part adopté, vendredi, un « décret » aux termes duquel toutes matières premières ou ressources minérales, agricoles ou autres exportées de Namibie sont susceptibles de saisie et de confiscation, et les navires transportant ces marchandises susceptibles d'être arraisonnés. Le conseil s'est estimé fondé à prendre un tel « décret » en application des décisions de l'Assemblée lui confiant nominalement l'administration de la Namibie.

RECONNAISSANCE « DE FACTO » DE LA C.E.E.

M. Ortoli est invité à Moscou pour discuter des rapports entre les Neuf et le Comecon

M. Fadeiev, secrétaire général du Comecon — l'organisation économique rassemblant les pays de l'Est européen — vient d'adresser une lettre à la Commission de Bruxelles, invitant le président Ortoli à venir à Moscou pour délibérer des problèmes que posent les relations entre la Communauté et le Comecon. La Commission n'a pas encore fait connaître sa réponse, mais on a tout lieu de croire qu'elle sera positive. Rappelons qu'à partir du 1er janvier 1975 la politique commerciale tombe sous la compétence de la Communauté. Cela signifie que les pays membres ne pourront plus conclure de façon bilatérale des accords commerciaux avec les pays de l'Est ; ceux-ci devront être négociés par la Commission au nom de la Communauté.

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — L'invitation adressée à M. Ortoli peut être légitimement considérée comme une reconnaissance *de facto* de la Communauté. Elle est l'aboutissement logique du changement d'attitude amorcé par les Soviétiques voici un peu plus d'un an. Jadis l'Union soviétique ignorait l'existence de la C.E.E., sinon, lorsque l'occasion s'en présentait, pour en critiquer les objectifs et les méthodes. Certains pays de l'Est — telles la Pologne et la Hongrie — avaient établi des contacts « techniques » avec les institutions bruxelloises, essentiellement dans le but d'obtenir des aménagements de la réglementation agricole communautaire de nature à faciliter leurs exportations vers les Etats membres de la C.E.E. Mais la portée de ces relations était restée étroitement limitée.

Les premières avances de M. Fadeiev datent du mois d'août 1973. Rencontrant M. Norgaard, le ministre danois des affaires économiques internationales, qui assurait alors la présidence des travaux des Neuf, le secrétaire général du Comecon avait émis le souhait qu'un contact s'organise entre la Communauté et le COMECON. Les Neuf, estimant sans doute qu'il n'y avait aucune raison pour que les Soviétiques ou les organismes qu'ils animent ne se plient pas aux rites et procédures de la Communauté, les invitèrent à donner un caractère moins désinvolte à leur tentative de rapprochement : en septembre 1973, la présidence danoise fit savoir au nom des Neuf à M. Fadeiev que la Communauté avait pris connaissance de sa démarche et que si le COMECON désirait « *approcher la Communauté* », la commission serait « *prête à recevoir toute communication* » en la matière.

En février 1974, lors du vingt-cinquième anniversaire du COMECON à Moscou, M. Fadeiev évoqua l'initiative qu'il avait prise quelques mois plus tôt et regretta que la Communauté n'ait pas donné suite. En mai 1974, les ministres des affaires étrangères des Neuf délibérèrent à nouveau des relations avec les pays de l'Est. Voulant rendre clair le fait que la réponse donnée en leur nom au mois de septembre 1973 ne constituait en aucune manière une fin de non-recevoir, ils chargèrent l'ambassadeur d'Allemagne fédérale à Moscou — la présidence des travaux communautaires était alors assurée par les Allemands — de confirmer à M. Fedaiev que la commission était ouverte à tout contact.

En juillet 1974, le numéro 3 de la commission économique du parti communiste soviétique vient à Bruxelles prendre un contact très discret auprès de la Commission. Reçu longuement par M. Wellenstein, le directeur général des relations extérieures du collège européen, il pose une série de questions sur la Communauté et ses compétences, ainsi que sur la manière dont Bruxelles envisage l'organisation des relations commerciales avec les pays de l'Est.

Dans quel contexte politico-économique va se dérouler la visite de M. Ortoli à Moscou ? A partir du 1er janvier 1975, la politique commerciale devient du ressort de la C.E.E. C'est la Commission qui, au nom des pays membres, négociera avec l'Est. Au cours de leur session d'octobre à Luxembourg, les ministres des affaires étrangères doivent examiner à cet égard un modèle d'accord commercial que leur proposera la Commission.

La coopération économique et industrielle — c'est-à-dire en réalité la partie la plus importante des relations économiques Est-Ouest — tombe-t-elle également sous la compétence de la Communauté ? Certains gouvernements membres le contestent. En fait, même s'ils restent maîtres de cette coopération industrielle, leur autonomie de décisions en la matière ne sera plus complète : en juillet dernier, le conseil des ministres a décidé que la coopération économique et industrielle avec les pays tiers ferait désormais l'objet de consultations entre les Neuf.

Sur un plan plus politique, Moscou souhaite sans doute que l'établissement de relations amicales avec la Communauté s'accompagne de la reconnaissance du Comecon par cette dernière. Les Soviétiques peuvent enfin espérer que ce geste de bonne volonté à l'égard de l'Europe de l'Ouest pourra contribuer, comme ils le souhaitent, à débloquer politiquement la conférence de Genève sur la sécurité.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. BREJNEV A REÇU LE PRÉSIDENT ASSAD

M. Brejnev, secrétaire général du parti communiste d'Union soviétique, a eu, le vendredi 27 septembre, un échange de vues avec le président syrien, M. Assad, de passage à Moscou, sur le chemin de Pyongyang.

Selon l'agence Tass, M. Brejnev a déclaré à son interlocuteur que l'U.R.S.S. « *appuyait invariablement la juste lutte des peuples arabes contre l'agression israélienne* », et a exprimé « *la détermination de l'Union soviétique à contribuer toujours au renforcement de potentiel économique et de la capacité défensive* » de la République arabe syrienne. Les deux hommes d'Etat ont souligné « *la nécessité de reprendre la conférence de Genève sur le Proche-Orient à une date aussi rapprochée que possible* ».

Selon le quotidien libanais *An Nahar*, toutefois, la visite du général Assad à Moscou aurait pour objet la reprise des livraisons d'armes à l'Egypte.

A ce propos, l'hebdomadaire égyptien *Akhbar el Yom* croit savoir que M. Brejnev envisage la possibilité d'une visite en Egypte, avant de se rendre aux Etats-Unis au printemps 1975.

AMÉRIQUES

Libre opinion

L'ÉTAT DE GUERRE INTERNE est maintenu au Chili

Par LOUIS JOINET (*)

LE 11 septembre 1973, la junte militaire chilienne commençait son règne en imposant l'état de siège et en déclarant l'« état de guerre interne », qui permet de légaliser formellement les arrestations arbitraires, la compétence des conseils de guerre et les jugements secrets ou expéditifs.

A l'approche de l'anniversaire du coup d'Etat, l'archevêque de Santiago était intervenu avec insistance auprès de la junte pour qu'au moins soit levé l'état de guerre, cependant que l'opinion internationale se mobilisait dans le même sens.

En annonçant, le 11 septembre dernier, non sans une certaine mise en scène et avec une habile publicité, la levée de l'état de guerre interne, la junte s'est assigné un double objectif : donner satisfaction à l'Eglise, qu'elle ne peut affronter sans graves difficultés en politique intérieure, et couper court à la campagne internationale qui l'isole, en donnant des gages de libéralisation. En fait, l'Eglise comme l'opinion internationale viennent d'être victimes d'un extraordinaire marché de dupe. La vérité est tout autre : l'état de guerre est maintenu au Chili. La nouvelle nous vient de Santiago sous la forme la plus manifeste qui soit : les journaux officiels de la République du Chili des 10 et 11 septembre 1974.

Ces deux documents démontrent comment, par un habile tour de passe-passe juridique, la junte s'est en réalité livrée à une véritable manipulation de l'opinion internationale. La manœuvre comporte deux temps :

Par un décret-loi n° 640, publié à la veille du 11 septembre 1974 et passé inaperçu, la junte modifie discrètement la réglementation de l'état de siège, en distinguant quatre degrés, ce qui lui permet d'introduire des catégories inconnues à ce jour, dont un insolite état de siège dit de « défense interne ». Sans autre précision, ce décret indique que, dans ce dernier cas, *« les dispositions légales prévues aux titres III du livre 5 et IV du livre 2 du code de justice militaire, ainsi que les pénalités propres au temps de guerre, sont applicables »*. Derrière ce langage hermétique, accessible aux seuls initiés, se cache une sinistre réalité : ces titres et ces livres n'ont d'autre objet que d'instituer la compétence des conseils de guerre et de réglementer leur procédure. Toutes règles dont il a été fait une application intensive depuis septembre 1973 !

On devine le deuxième temps de la manœuvre. Par un second décret-loi n° 641, publié le lendemain, le 11 septembre, jour anniversaire du putsch, la junte peut se permettre sans risques de proclamer la levée de l'état de guerre. Elle le fait en ces termes : *« L'action patriotique et efficace des forces armées chiliennes et de la population a permis de contrôler l'action subversive des groupes organisés qui tentaient de prendre le contrôle politique du pays, ce qui avait déterminé la junte de gouvernement à assumer le mandat suprême de la nation. (...) En conséquence, il n'est pas nécessaire de maintenir la déclaration de guerre interne. »*

Cette mesure laissait espérer qu'allait seul subsister l'état de siège en vigueur depuis un an qui, malgré son caractère d'exception, implique le retour à la justice militaire du temps de paix et le rétablissement d'un minimum de droits pour la défense, dont l'*habeas corpus* (1). En vain. Après avoir levé l'état de guerre interne, ce même décret ajoute qu'en contrepartie, et pour une durée de six mois, *« la totalité du territoire de la République sera soumise à l'état de siège dit de « défense interne »*.

En d'autres termes, le rapprochement des décrets-lois n°s 640 et 641 indique sans équivoque possible que l'état de siège nouvelle *formule, applicable depuis le 11 septembre 1974, entraîne les mêmes* effets que l'état de guerre interne en vigueur auparavant. Ainsi, les engagements publiquement pris par la junte ne comportent en réalité aucune conséquence pratique pour garantir le sort des personnes secrètement détenues, comme le docteur Van Schowen, ou en instance d'être jugées, *comme l'ex-sénateur communiste* Luis Corvalan ou l'ancien ministre Clodomiro Almeyda, et, en fait, le sort d'innombrables prisonniers politiques chiliens.

Reste la Cour suprême. Comment va-t-elle réagir lorsque seront déposées les prochaines demandes d'*habeas corpus ?* Se rendra-t-elle complice de ce marché de dupe ? On peut espérer que, préoccupée par la crise qui se développe au sein du collège des *avocats chiliens, qui ressentent de plus en plus comme une atteinte* à leur honneur cette escroquerie juridique, elle fera droit aux prochaines demandes, sauf à se déconsidérer définitivement.

(*) Magistrat, ancien président du Syndicat de la magistrature.

(1) Procédure donnant à toute personne arrêtée le droit d'être présentée à un juge dans un délai bref.

Le président du parti radical a été arrêté

M. Anselmo Sule, président du parti radical, qui faisait partie de la *coalition de l'Unité populaire*, a été arrêté le vendredi 27 septembre. M. Sule, qui était en liberté surveillée depuis le mois de juin dernier, a été transféré au centre d'internement de Ritoque, où se trouvent déjà plusieurs personnalités de l'Unité populaire, dont M. Luis Corvalan, *secrétaire général du P.C.* chilien.

Ce centre d'internement a récemment reçu la visite de quatre avocats européens, dont M. Gido Calvi, qui *vient de déclarer à l'Unita*, organe du P.C. italien, que *« la junte ne tient pas à intenter un procès à M. Corvalan, aucune charge n'ayant pu être relevée contre lui, après un an d'enquête »*. M. Calvi a indiqué *que, comme son client*, tous les leaders démocrates chiliens sont décidés à refuser d'être libérés si les quelque dix mille prisonniers politiques ne le sont pas également.

Le tribunal militaire de Santiago a prononcé, le 26 septembre, des sentences d'emprisonnement ou d'exil à l'encontre de soixante et une des soixante-sept personnalités *militaires et civiles jugées* en avril dernier pour avoir participé au prétendu « plan Z » visant, sous la présidence d'Allende, à la liquidation d'officiers supérieurs.

Le ministre des finances de la junte a annoncé, pour sa part, qu'à dater du 1er janvier 1975 quarante-sept mille fonctionnaires devront abandonner leur emploi.

A Londres, le Chili et la Grande-Bretagne seraient parvenus à un accord sur la consolidation de la dette chilienne pour les deux années écoulées. Cet accord bilatéral, qui est dans la ligne des décisions prises par les pays créditeurs du Chili au sein du Club de Paris, devrait être signé entre les deux pays *dans les jours qui viennent. — (A.F.P., A.P., U.P.I.)*

● *Le gouvernement norvégien* a relevé de ses fonctions, le 27 septembre, son consul général honoraire au Chili, pour avoir tenu des propos favorables à la junte. M. Ragnar Janholt avait notamment déclaré à des journaux *locaux que le renversement* du régime du président Allende était *« nécessaire et désirable »*.

Saint-Domingue

UN COMMANDO RÉVOLUTIONNAIRE DÉTIENT PLUSIEURS DIPLOMATES EN OTAGES AU CONSULAT DU VENEZUELA.

(Correspondance.)

Saint-Domingue. — Un commando révolutionnaire armé s'est emparé le vendredi 27 septembre en fin de matinée au consulat du Venezuela de la directrice du centre d'information des Etats-Unis ainsi que du consul et du vice-consul du Venezuela à Saint-Domingue. Il détenait encore les otages samedi matin. Les révolutionnaires appartiennent au « Movimiento liberador 12 de enero » (Mouvement de libération du 12 janvier). Ils ont posé leurs conditions et exigent que trente-six détenus politiques soient libérés de diverses prisons de la République Dominicaine et conduits au Mexique en leur compagnie. Ils demandent en outre au gouvernement des Etats-Unis le paiement d'une *rançon de 1 million de dollars « en tant qu'indemnisation pour le soutien que le gouvernement des Etats-Unis apporte aux multinationales qui exploitent les peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine »*.

Le diplomate américain, Mlle Barbara Hutchinson, a été enlevé devant ses bureaux de l'avenue Mexico et aussitôt emmené au consulat du Venezuela. L'immeuble a alors été occupé par le commando. Outre le consul du Venezuela, M. Jesus de Gregorio del Corral, et le vice-consul, plusieurs fonctionnaires qui se trouvaient sur les lieux sont aux mains du commando.

Le chef de ce mouvement politique, le docteur Plinio Matos Moquete, est en prison depuis le mois de novembre de l'année dernière et *son nom figure en tête* de la liste des trente-six prisonniers dont la libération est exigée. Ces derniers mois, un vaste mouvement en faveur de la libération des détenus politiques s'était manifesté dans le pays. Les guérilleros qui occupent le consulat vénézuélien présentent leur action comme une réponse au refus du gouvernement. Le sort de ces détenus politiques — beaucoup d'entre eux sont maintenus en prison malgré les décisions judiciaires de *mise en liberté* — avait attiré l'attention de divers organismes tels qu'Amnesty International. *Vendredi soir, alors que* l'ambassadeur des Etats-Unis était reçu par le président Balaguer, une commission présidée par l'archevêque de Saint-Domingue, Mgr Polanço, offrait ses bons offices pour favoriser la libération des prisonniers politiques et leur départ à l'étranger avec les auteurs de l'opération. Le Venezuela aurait, d'autre part, accepté de verser la rançon si les autorités dominicaines libéraient les détenus. Samedi matin, la situation était tendue, la police semblant se préparer à l'attaque et le commando assurant, dans un message adressé par *télétype* à l'ambassadeur des Etats-Unis, qu'il était prêt à faire sauter le *consulat.*

JEAN ALBOUIS.

Cuba

DEUX SÉNATEURS AMÉRICAINS EN VISITE OFFICIELLE

Invités personnels de M. Fidel Castro, les sénateurs Jacob Javits (républicain de New-*York) et Clairborne Pell* (démocrate de Rhode-Island) sont arrivés à La Havane le vendredi *27 septembre à bord* d'un avion privé qui effectua la traversée à partir de Miami. Ils sont accompagnés de vingt-neuf envoyés spéciaux de la presse américaine, autorisés par le gouvernement *cubain à couvrir* ce que le sénateur Javits a déjà qualifié de « visite historique ». C'est en effet *la première fois depuis la rupture* des relations diplomatiques avec Cuba, en 1961, que des membres du Congrès se *rendent dans l'île.* Les deux sénateurs siègent à la commission des affaires étrangères *du Sénat et sont connus* pour leurs opinions « libérales ». Sont-ils chargés d'une mission *d'information officieuse* par le département d'Etat ? C'est une question secondaire car il est très probable qu'en tout état de cause, à leur retour, prévu pour lundi, ils feront part à M. Kissinger des impressions qu'ils auront recueillies durant leur voyage et des conclusions qu'ils en tirent. Aucun entretien avec M. Fidel Castro n'est inscrit à leur programme mais, comme l'a déclaré le sénateur Pell, *« une telle rencontre va de soi »*. De son côté, le sénateur de New-York n'a pas *fait mystère* de ses sentiments. Il considère qu'une révision des rapports entre les *Etats-Unis* et Cuba *s'impose.*

MM. Javits et Pell devaient assister aux cérémonies organisées *samedi* soir à La Havane pour célébrer le quatorzième anniversaire des *« comités de défense de la révolution »*, créés en 1960 par M. Fidel Castro, qui prononcera à cette occasion un grand discours. Il pourrait y exposer ses vues sur la « normalisation » des relations avec Washington, sujet qui est à l'étude dans la capitale fédérale depuis déjà mois.

La question la plus litigieuse est celle de la levée de l'embargo en vigueur sur le commerce avec Cuba, dont M. Castro fait la condition préalable à une négociation. — A. C.

AFRIQUE

Pour une coopération rénovée

(Suite de la première page.)

Elle répond aux responsabilités qui incombent à l'ancienne puissance colonisatrice et aux exigences d'une solidarité humaine qui ne peut, à notre époque, se limiter aux frontières de l'Hexagone.

Ces données élémentaires rappelées, je voudrais tenter d'exposer aux lecteurs du *Monde*, en termes aussi simples que possible, l'action qui est menée dans ce domaine conformément aux directives du président de la République et du gouvernement.

Celles-ci, qui font leur part à la continuité et au changement, peuvent se résumer en quatre mots : spécificité, adaptation, dialogue, ouverture. Chacun mérite explication.

Spécificité d'abord. Le président de la République, en rétablissant au rang d'un ministère à part entière le département de la coopération, a souhaité marquer de manière péremptoire sa volonté de maintenir le caractère spécifique et prioritaire des relations avec l'Afrique francophone. Là se trouve l'élément de continuité. Plus que jamais, la France entend porter une attention particulière aux jeunes Etats dont les élites s'expriment dans sa langue, qu'ils aient été ou non administrés par elle à l'époque coloniale.

Certes, la France ne restreint pas son intérêt à cette seule partie du vaste tiers-monde. Mais elle affirme sa volonté de donner à son action en Afrique une intensité et, si possible, une ampleur particulières, répondant ainsi à l'attente maintes fois exprimée des principaux leaders de cette partie du monde, qu'il s'agisse des hommes d'Etat illustres, de réputation internationale, ou de jeunes dirigeants qui ont accédé aux affaires ces dernières années.

Adaptation, tel est le deuxième mot-clé qui complète et rectifie partiellement le premier. La France de 1974 reconnaît entièrement l'indépendance de ses partenaires. Elle ne souhaite rien imposer. De ce principe, à mes yeux fondamental, découle la nécessité d'adapter notre action aux désirs et aux besoins fort variables de nos partenaires, et par conséquent de la diversifier.

Tandis que certains Etats, tels le Gabon ou le Congo, se trouvent enrichis par la hausse du prix du pétrole, d'autres, les malheureux Etats du Sahel, subissent simultanément les conséquences de l'inflation mondiale — l'augmentation du prix des céréales les frappe autant et peut-être davantage que celle du pétrole — et d'une sécheresse catastrophique et sans précédent. Entre les deux se situent des pays dont la situation n'est guère affectée en bien ou en mal, la hausse de la valeur de leurs exportations se trouvant annulée par celle de leurs importations. Quelques chiffres illustrent la disparité des situations. Le budget de la Côte-d'Ivoire égale dix fois celui de la Haute-Volta. L'aide française représente 30 % du budget voltaïque, mais seulement 1 % du budget ivoirien. Le P.N.B. par tête s'élève à 700 dollars au Gabon, à 60 dollars en Haute-Volta et au Rwanda. Il est de 330 dollars en Côte-d'Ivoire.

A la diversité croissante des situations économiques répond une diversité également croissante des attitudes politiques. Il n'appartient pas à un membre du gouvernement français, fût-il chargé de la coopération, de formuler des jugements sur les options de nos partenaires. Je me bornerai à rappeler que chaque gouvernement se détermine comme il l'entend, choisit le modèle de développement qui lui convient et entretient avec la France des liens de coopération plus ou moins étendus.

L'adaptation c'est aussi le dialogue, troisième mot-clé. Ces dernières années, on a beaucoup réfléchi à la coopération sur les rives de la Seine. Des commissions composées d'hommes éminents ont délibéré. D'excellents rapports ont été soumis à l'attention du gouvernement. Au moment où il s'agit de traduire ces réflexions en actions, j'ai estimé nécessaire de consulter nos partenaires africains, afin de vérifier si nos idées concordaient avec les leurs ou tout au moins pouvaient être harmonisées aux leurs.

L'ouverture

Tel est le sens des groupes de travail que nous avons constitués et dont l'objet est bien plus de préparer des missions de dialogue en Afrique que de rédiger de nouveaux rapports. Dès le mois d'octobre, ces missions se rendront dans les capitales africaines, où, je le sais, elles sont attendues avec beaucoup d'intérêt.

On ne s'étonnera pas, enfin, qu'un gouvernement décidé à pratiquer l'ouverture en tous domaines, la pratique également dans ses relations avec l'Afrique.

Ouverture, cela peut et doit signifier bien des choses qui marqueront, où peut légitimement et utilement intervenir le changement.

Tout d'abord, la France se montrera plus ouverte encore que par le passé à la coopération européenne et internationale dans son action de développement.

En présidant à Bruxelles et à Luxembourg le conseil des ministres européens de la coopération, en me rendant à la conférence de Kingston avec M. Sauvagnargues, j'ai marqué le très grand intérêt que la France porte au renouvellement de l'association eurafricaine et à son élargissement à de nombreux pays africains, antillais ou océaniens pour la plupart membres du Commonwealth. Puissions-nous au sein de cette association nouvelle mettre un terme définitif à la traditionnelle et combien démodée rivalité franco-britannique en *Afrique !*

Décidé à maintenir un caractère prioritaire à l'association, le gouvernement français a aussi montré qu'il était ouvert à l'opportunité, affirmée avec insistance par certains de nos partenaires, d'une action communautaire en faveur du développement pouvant s'étendre même au-delà de l'association. Notre décision de répondre positivement à la proposition, adoptée à l'initiative de M. Cheysson par la commission européenne, de contribuer en tant que communauté au programme d'urgence des Nations unies au profit des pays les plus touchés par la crise pétrolière, même si elle demeure strictement liée à un effort analogue des Etats-Unis et des pays producteurs de pétrole, marque aussi notre volonté d'ouverture.

Nous souhaitons en effet apporter un concours plus actif aux institutions internationales qui contribuent au développement de l'Afrique et du tiers-monde, qu'il s'agisse, pour me limiter à quelques exemples, de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture qui mène un combat indispensable contre la famine, du Fonds des Nations unies pour l'enfance, où la France a fait si souvent connaître ses perspectives généreuses par la voix du professeur Robert Debré, ou de l'UNESCO, à la tête de laquelle un homme d'Etat sénégalais, M. Amadou Moktar M'Bow, va succéder dans quelques semaines à notre éminent compatriote René Maheu, directeur général depuis 1962, et qui a si efficacement contribué à définir des méthodes d'enseignement et de promotion humaine adaptées aux réalités du tiers-monde.

L'ouverture c'est aussi la volonté de ne faire aucun obstacle, voire de contribuer, si besoin est, aux efforts de regroupement qu'entreprennent les Africains eux-mêmes. A cet égard, le gouvernement français se félicite du succès remporté par la conférence des dix pays de l'OCAM récemment réunis à Bangui et de la sagesse d'orientations qui tendent à éviter toute concurrence avec l'O.U.A. et à dépasser les clivages linguistiques.

Des commentaires simplistes

Les relations avec le tiers-monde donnent lieu à trop de commentaires simplistes inspirés par la passion plutôt que par la raison. Pour les uns, la coopération serait synonyme de néo-colonialisme ou d'impérialisme, les difficultés du tiers-monde n'auraient d'autres causes que l'exploitation des pays pauvres par les pays riches ; pour d'autres, inspirés par une démagogie aussi absurde bien que contraire, la coopération serait un prétexte à générosité mal justifiée et jamais payée de retour.

Serait-il naïf de faire appel à la fois à l'intelligence et au cœur des Français ? Qui pourrait contester le drame humain de la mauvaise distribution des richesses sur cette terre ? Le mal est trop profond pour dépendre d'une seule cause et appeler un seul remède. Comme tous les maux, il peut en engendrer d'autres plus terribles encore et dont, cette fois, nous serions les premières victimes. Contribuer au développement des pays pauvres, c'est faire preuve d'intelligence autant que de cœur, car c'est en assurant un meilleur équilibre à long terme du bien-être dans le monde que nous garantissons notre propre avenir.

La coopération avec l'Afrique répond ainsi à l'intérêt de la France, en particulier à l'extension de notre langue et de notre influence. Elle répond à l'intérêt de l'Europe qui trouve en Afrique à la fois un terrain d'action commune et une complémentarité géographique. Mais la raison ne suffit pas à mobiliser les énergies. On peut souhaiter éliminer toute attitude paternaliste et en même temps faire appel à la générosité.

La coopération franco-africaine, ainsi placée dans le contexte de plus larges solidarités entre les peuples au niveau régional comme au niveau mondial, peut et doit demeurer un élément essentiel de la politique de la France et des rêves des jeunes Français.

PIERRE ABELIN.

Gabon

« La France n'entend pas réduire son aide à notre pays »

nous déclare le président Bongo

Actuellement en visite privée à Paris, M. Omar Bongo, président de la République gabonaise, sera, mardi 1er octobre, l'hôte à déjeuner de M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon. Le chef de l'Etat gabonais, qui a été reçu jeudi 26 septembre par M. Giscard d'Estaing et qui s'est entretenu avec plusieurs ministres français, dont M. Pierre Abelin, ministre de la coopération, a de son côté reçu, vendredi matin, M. Jacques Foccart, ancien secrétaire général pour les affaires africaines et malgaches. Il a évoqué ces divers entretiens avec notre collaborateur Philippe Decraene.

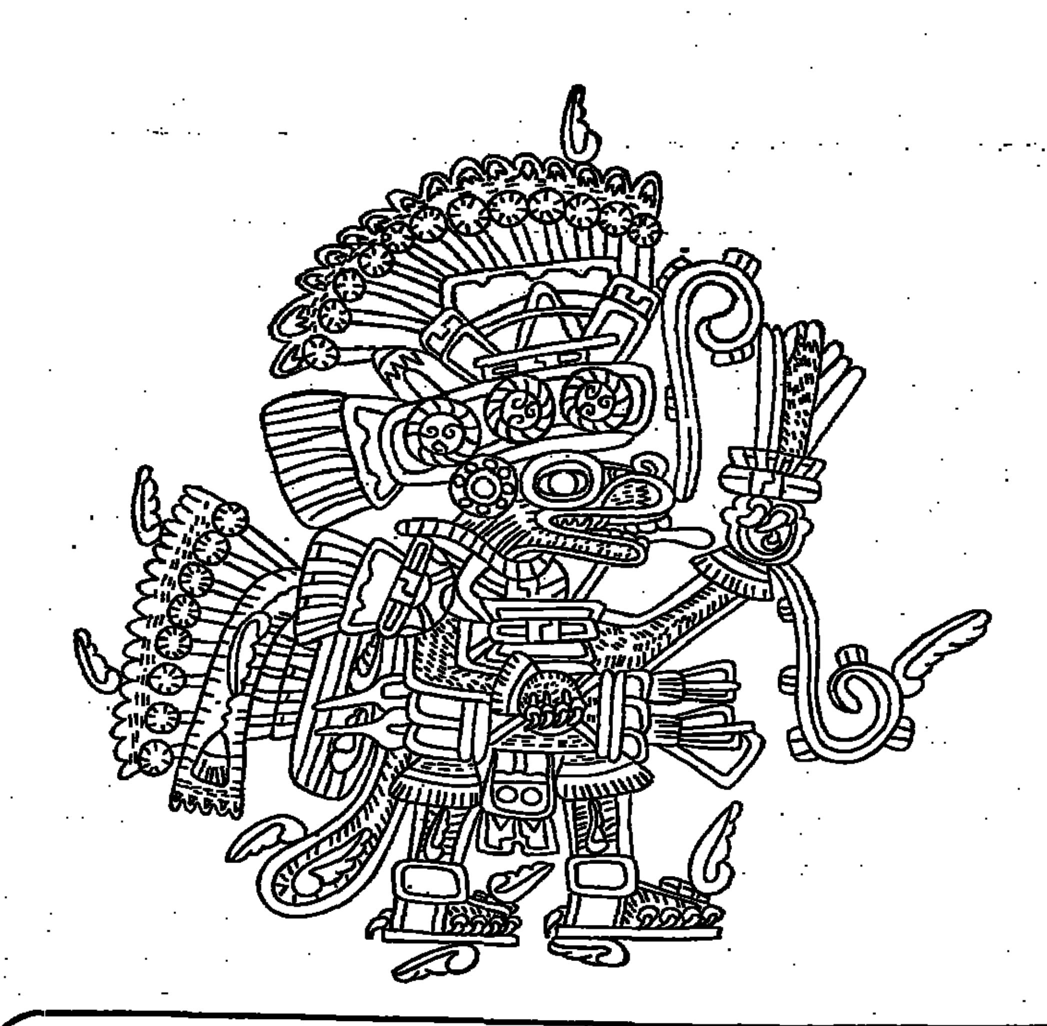
« La France n'entend pas réduire son aide au Gabon », nous a déclaré le président Bongo en tirant les conclusions de sa rencontre avec M. Giscard d'Estaing. *« Le président de la République*, a-t-il poursuivi, *nous a bien souligné qu'il continuerait, dans ce domaine, la politique poursuivie avant lui, tant par le général de Gaulle que par Georges Pompidou. Au demeurant, nous sommes parfaitement solvables, et ce dont nous avons essentiellement besoin ce sont des crédits fournisseurs. Ceux qui nous consentent des avances ne sont d'ailleurs pas condamnés à perdre leurs fonds, bien au contraire... »*

Evoquant, à ce sujet, la réalisation du chemin de fer transgabonais, qui reliera le port d'Owendo, sur l'océan Atlantique, aux immenses gisements de fer de Belinga, situés dans la partie nord-ouest du territoire gabonais, le président a affirmé : *« Le premier tronçon, commencé à partir du littoral en direction de la ville de Booué, est déjà en construction et nous allons, dès le mois prochain, entamer, à partir de l'est, le tronçon qui reliera Franceville à Booué. Il y a là d'importants travaux de génie civil en perspective, ce qui est loin d'être dépourvu d'intérêt pour les entreprises françaises... »*

Abordant l'épineuse question du prix des matières premières, M. Omar Bongo a dit : *« Pour 1974, les prix de notre minerai d'uranium ont été réévalués à notre entière satisfaction par la France. Il est bien entendu avec nos partenaires français que la convention d'établissement de la Compagnie des mines d'uranium de Franceville (COMUF) devra être réaménagée dès l'année prochaine, tandis que de nouveaux entretiens auront lieu pour un éventuel réajustement des prix de l'uranium gabonais... »*

A propos de la hausse du prix du pétrole, le président gabonais a indiqué : *« Mon pays est membre associé de l'OPEP. Dans la mesure où les décisions de cet organisme sont conformes à l'intérêt national, nous les suivons volontiers, mais cela ne présente pour nous aucun caractère d'automaticité. »* Il a ajouté : *« La France, pays consommateur, ne peut avoir dans le domaine pétrolier qu'un point de vue différent de celui du Gabon, pays producteur, mais cela ne compromet en rien notre coopération. »*

Enfin, confirmant qu'il avait discuté avec M. Giscard d'Estaing de l'ensemble des questions africaines, et notamment de la décolonisation des territoires portugais, M. Bongo nous a précisé : *« Le Portugal doit accélérer le processus de la transmission des pouvoirs aux responsables politiques africains. Par ailleurs, je continue de suivre avec un intérêt particulier l'évolution de la situation à Sao-Tomé et Principe car, depuis près de dix ans, le Comité de libération de l'archipel, mouvement nationaliste officiellement reconnu par l'Organisation de l'unité africaine, a installé à Libreville des représentants, qui bénéficient largement de notre appui diplomatique et de notre concours financier... »* — Ph. D.



Mexique

Une voix du tiers-monde

LUIS ECHEVERRIA, HÉRITIER DE LAZARO CARDENAS...

M. LUIS ECHEVERRIA ALVAREZ a présenté le 1er septembre 1974 le bilan de sa quatrième année de gouvernement devant députés et sénateurs réunis en séance solennelle. Pendant plus de quatre heures d'horloge, le chef de l'Etat a abordé tous les thèmes de politique intérieure et étrangère, improvisant à l'occasion pour dénoncer la montée du terrorisme aveugle ou réaffirmer son attachement à la démocratie constitutionnelle.

Amorce de démocratisation du parti révolutionnaire institutionnel (P.R.I.), relance vigoureuse de la scolarisation à tous les niveaux, création de centres de recherche technologique, extension du nombre des adhérents à la *Sécurité sociale*, *mécanismes visant* à une meilleure redistribution du revenu national, décentralisation industrielle et développement régional, décentralisation administrative du Grand-Mexico qui abrite près de dix millions d'habitant en 1974, croissance économique maintenue à un taux de 7 %, extension spectaculaire de la production de pétrole et de la pétrochimie : les signes positifs ne *manquent* pas *dans* ce bilan. A l'extérieur, le président Echeverria s'est lancé dans une diplomatie d'ouverture visant à diversifier les relations et à diminuer la dépendance à l'égard d'une seule puissance.

Cependant, l'apparition d'une inflation préoccupante déconcerte une *opinion* mexicaine habituée à une relative stabilité monétaire depuis trente ans. Aussi le débat politique a-t-il *tendance* à se cristalliser en cette fin d'année autour de la question prix-salaires. Le dialogue, arbitré par l'Etat, entre syndicats et employeurs est plus vif que de coutume. Cette réalité désagréable tend à estomper aux yeux de l'opinion les résultats remarquables obtenus en diplomatie et la volonté du gouvernement d'agir en faveur des secteurs les *plus défavorisés de* la population.

Le président Echeverria, qui se veut l'héritier de Lazaro Cardeñas, qui a nationalisé les pétroles mexicains, a lui-même contribué à faire descendre la politique dans la rue en sollicitant la critique et le dialogue. Son équipe n'est pas constituée de techniciens anonymes mais de personnalités brillantes et souvent jeunes : Mario Moya Palencia, Porfirio Munoz Ledo, Lopez Portillo, Cervantes del *Rio*, Leandro Rovirosa Wade. *C'est* parmi *eux qu'il* convient de chercher celui qui, dès octobre 1975, sera désigné comme le candidat officiel du P.R.I. pour succeder en décembre 1976 à M. Echeverria.

Le système politique mexicain, qui n'est pas sans rappeler celui du Parti du Congrès indien, n'est pas parfait et il suscite des critiques auprès d'une *opinion* dont le scepticisme a été nourri par des décennies de frustrations. Mais il a permis une remarquable stabilité, et M. Echeverria, partisan sincère d'une réelle democratisation, a cependant hésité à bouleverser des structures ayant fait leurs preuves. *C'est* aussi que les groupes de pression au sein même de ce système complexe et vieillot sont peut-être plus forts que sa volonté de rénovation. Le président a choisi en tout cas de persuader, de s'adresser à la classe politique de demain, à la jeunesse. Il a rallié à sa cause et à sa personne la plupart des anciens dirigeants de la révolte étudiante de 1968, ainsi que des écrivains aussi éminents que Carlos Fuentes, Octavio Paz ou Jesus Silva Herzog. Et la parution, cet automne, d'un ouvrage acide de Daniel Cosio Villegas, qui passe au crible l'action du gouvernement depuis *1970*, prouve *que le* respect *proclamé de la liberté d'expression* n'est pas une formule vide de sens dans le Mexique de 1974. — M. N.

Une interview du chef de l'État

« Nous ne craignons pas la confrontation »

« *JE ne crois pas qu'il y ait un seul gouvernement dans le monde d'aujourd'hui qui puisse se flatter d'avoir atteint tous ses objectifs...* » La réponse est venue, rapide, et une lueur d'ironie allume le regard attentif, sérieux, derrière les verres légèrement teintés. Le président mexicain Luis Echeverria Alvarez doit terminer son sexennat en décembre 1976. Au cours de ses quatre premières années de gouvernement — on serait tenté d'écrire « *de règne* » *tant les pouvoirs* d'un chef d'Etat sont importants au Mexique, — M. Echeverria a certes beaucoup innové.

Conscient de la nécessité d'un coup de barre pour restaurer la confiance après le drame d'octobre 1968, il a offert une ouverture démocratique aux opposants du régime. A l'extérieur, rompant délibérément avec des décennies de facilité et d'immobilisme, il a rangé son pays dans le camp des nations *en voie de développement et contesté* aux grandes puissances industrielles le droit de régler le sort des peuples plus modestes. Sur ces deux points, un bilan objectif devra sans doute être dressé en 1976. Mais il est déjà évident que le style du gouvernement Echeverria *a été radicalement* différent de celui de ses prédécesseurs immédiats.

Cet homme de cinquante-deux ans, d'allure athlétique, intelligent et sensible, a sans relâche sollicité le *dialogue* et *la* critique. Il a recherché le contact avec tous, et d'abord avec les plus humbles. Est-il satisfait du bilan, encore provisoire, de son gouvernement ? Non, sans doute. « *Qui donc pourrait l'être ?* » Mais au moins est-il resté fidèle à ses premiers principes.

« *Aussi souvent que cela a été possible, je me suis rendu en province, dans les campagnes, dans les ateliers, les universités, sur la place publique pour sentir le pouls de la nation. Chaque fois, j'ai constaté des promesses de progrès. Certains, lors de ces visites, ont pu avoir des motifs d'alarme. Je pense quant à moi que les jeunes, tous les jeunes, étudiants, paysans ou ouvriers, sont le meilleur gage de cohésion et de réussite pour cette entreprise de transformation nécessaire de notre société. Il convient d'écouter tous les Mexicains qui veulent contribuer au progrès général : chacun d'entre eux a quelque chose à apporter à l'édifice commun et quelque chose à dire. En fait c'est des gens simples que j'ai le plus appris.*

» *C'est pourquoi je répète avec une conviction accrue que nous ne craignons pas la confrontation. Nous n'éludons aucune critique. C'est bien au contraire un grand encouragement de voir se dénouer peu à peu le mutisme qui a si longtemps caractérisé les mœurs politiques de ce pays. Sans cesse nous avons réclamé l'exercice responsable de l'analyse critique et personne ne sera molesté pour l'avoir pratiquée. Nous n'aspirons ni à l'adhésion inconditionnelle ni à l'unanimité. L'une et l'autre sont suspectes. Nous recherchons, c'est vrai, l'appui de la majorité mais nous le voulons délibéré et conscient...* »

Dans le respect de la loi

Il n'est pas certain cependant que cette majorité *apprécie l'ampleur du* virage de la diplomatie mexicaine depuis 1970. En septembre 1974, les classes moyennes, en particulier, paraissent d'abord préoccupées par la hausse du coût de la vie, par les ravages d'une inflation qui n'épargne pas le Mexique malgré les *progrès* spectaculaires de la production pétrolière permettant au pays d'échapper, en partie, aux remous de la crise énergétique mondiale. M. Echeverria en a conscience et admet ce décalage entre les soucis internes et les objectifs extérieurs.

« *C'est bien naturel. Il est normal, alors que le thème de l'inflation est malheureusement à l'ordre du jour, que les citoyens songent tout d'abord à leur niveau de vie, à la hausse des prix. Nous sommes en train de discuter, comme chaque année à cette époque, les revalorisations de salaires. C'est un débat délicat, difficile, dans lequel l'Etat intervient en même temps que les syndicats et les employeurs. Mais tout se passe dans le cadre de la loi. En 1970, au début de mon gouvernement, nous avons décidé de mettre fin à des règles et à un système qui avaient jusqu'alors surtout favorisé la concentration des revenus et renforcé le pouvoir de groupes privilégiés.*

» *Cette évolution nécessaire s'est faite, je dois le dire, pacifiquement et dans le respect de la Constitution. Non seulement l'aide sociale aux secteurs les moins favorisés de la population a-t-elle été largement développée, mais nous avons estimé et nous estimons encore aujourd'hui, malgré les menaces de l'inflation, que les classes laborieuses ne peuvent en aucun cas être tenues pour responsables de la hausse du coût de la vie. Il ne saurait y avoir de paix sociale sans maintien de ces principes essentiels. Aussi le gouvernement a-t-il l'intention de continuer à lutter aux côtés de ceux qui travaillent et produisent pendant ces journées et ces mois difficiles. Nous envisageons quelque chose d'analogue à une échelle mobile des salaires pour pallier les inconvénients du recul du niveau de vie pour tous ceux qui n'ont que leur force de travail à offrir.*

» *Ceux qui s'inquiètent des signes de malaise de la classe ouvrière devraient d'abord se demander si les raisons profondes de l'insatisfaction ne proviennent pas de la détérioration des conditions de vie des travailleurs et de la violation répétée des lois édictées pour les protéger.*

— Il semble que les classes moyennes aient le sentiment d'être les principales victimes, d'être contraintes d'avoir à payer davantage que les autres secteurs de la population pour lutter contre l'inflation ?

— *Cela n'est juste qu'en partie. D'abord certaines franges des classes moyennes aspirent, et c'est légitime, à une vie meilleure, à une intégration plus complète dans la société de consommation, mais elles sont aussi parfois tentées par des dépenses que j'ai qualifiées excessives dans mon discours du 1er septembre devant le Congrès.*

— Excessives ? Par exemple ?

— *Les bijoux, les voitures de luxe, les fêtes mondaines, les importations d'articles non indispensables...*

— Est-ce que cela veut dire que le gouvernement envisage de contingenter ce genre d'importations ?

— *Parfaitement. Nous essayons de persuader les uns et les autres que les problèmes de la vie quotidienne peuvent se résoudre de manière convenable sans tomber dans les dépenses excessives. C'est une question d'éducation et de réadaptation. Il faut que chacun prenne conscience que l'inflation est aujourd'hui un mal mondial et que nous essayons, nous au Mexique, de lutter contre ce mal avec nos méthodes et nos formules...*

— Il se trouve que les classes moyennes sont les grandes bénéficiaires de la révolution de 1910. Ne craignez-vous pas que le gouvernement, issu de cette révolution, perde un peu de sa popularité dans ce secteur de la population ?

— *Je ne le pense pas. En fait, toutes ces questions se discutent ouvertement et il est bien que cela soit ainsi. Il est bon encore une fois que tous les problèmes soient posés avec franchise au gouvernement. Il est naturel qu'il y ait une attitude de surprise, et même de désaccord, lorsque la situation économique est affectée par des causes très anciennes, très complexes, très vieilles. L'essentiel est que chacun sache que le gouvernement lutte de toutes ses forces. Tout le monde doit faire des sacrifices. Ce que nous souhaitons, c'est que les travailleurs ne soient pas les seuls à faire ces sacrifices. Nous voulons au contraire que les travailleurs, qui ont été sacrifiés pendant si longtemps, pâtissent moins que les autres de la lutte contre l'inflation. Nous étudions des projets de réforme fiscale. L'Etat a besoin d'accroître ses ressources pour mieux répondre aux besoins de l'éducation, de la santé, de l'infrastructure...*

Rationaliser le taux de croissance démographique

— Vous avez souvent dit que l'industrialisation du Mexique s'était faite au détriment de la classe paysanne. Et qu'il était nécessaire de *renverser la vapeur.* Est-ce que les effets de cette nouvelle politique agraire sont déjà visibles ?

— *Dans beaucoup de régions du pays, je dirais oui. Dans d'autres, non. Les effets sont encore modestes C'est un problème dont la solution est à long terme. Mais nous avons une nouvelle loi agraire, une nouvelle loi des eaux, des organisations agraires solides qui luttent, et il y a solidarité entre le gouvernement et les classes paysannes.*

— Vous avez fait allusion, le 1er septembre, lors de la présentation au Congrès du bilan de la dernière année de gouvernement à des invasions de terres par des paysans mais aussi à des occupations illégales de communautés agricoles par des grands propriétaires ?

(Lire la suite page 7.)

Une diplomatie d'ouverture

Par ANDRÉ FONTAINE

C'EST un métro à pneus, bleu roi, tout propre, qui ressemble comme un frère à celui qui circule entre Vincennes et le pont de Neuilly. Mais de petits dessins azur et rose remplacent, sur les plans du réseau, les noms des stations. Beaucoup de voyageurs ne savent pas lire, et c'est le profil d'un héros national ou l'évocation d'un monument qui leur fait comprendre où ils doivent descendre. Il suffit d'ailleurs de regarder les passagers et les passagères, aux bras surchargés de paquets et d'enfants, qui s'entassent dans les voitures : rares sont les visages vraiment européens, « caucasiens », comme disent les Anglo-Saxons. Cheveux de jais, teint mat, yeux plissés, traits appuyés, nez crochus ou épatés, l'immense majorité des Mexicains empruntent davantage aux bas-reliefs des pyramides mayas ou aztèques, voire aux tableaux de Gauguin, qu'à Murillo ou à Vélasquez. Dans un monde où resurgissent partout les antagonismes ethniques, idéologiques et religieux, où l'Arabe et le Juif, le Grec et le Turc, l'Indien et le Pakistanais, le catholique et le protestant d'Irlande ont tant de mal à se supporter, le Mexique se fait gloire d'abriter un peuple métis et tolérant.

Il ne saurait en être autrement. Le terrible Cortès ne s'est emparé du pays qu'avec une poignée de *conquistadores*, en jouant les uns contre les autres empires et royaumes indigènes. Son sang et celui de ses compagnons, venus d'Espagne sans femmes, se sont mêlés à celui des Indiennes. La civilisation hispanique, la foi catholique, ne sont pas arrivées dans un pays sans passé ; malgré les persécutions effroyables auxquelles ont été soumis les autochtones, elles ont fini par s'interpénétrer avec les civilisations et les religions préexistantes. Au métissage des hommes correspond l'extraordinaire syncrétisme de leurs croyances et de leur culture.

A Tlatelolco, sur l'emplacement de la bataille qui livra Mexico à Cortès, une stèle célèbre, avec la sobre grandiloquence où excelle le Mexique d'aujourd'hui, ce qui ne fut « *ni une victoire ni une défaite, mais l'enfantement dans la douleur d'un peuple métis* ». Et un vaste ensemble architectural fait de ruines aztèques, d'une église franciscaine à la pureté sans défaut et de constructions modernes, traduit dans la pierre l'union des « trois cultures ». C'est là que se déroula, en 1968, en écho à notre mai, une tragédie sanglante aux considérables retombées, qui assombrit l'éclat des Jeux olympiques. Tout près se dresse le gratte-ciel d'où un jeune ministre des affaires étrangères, M. Emilio Rabasa, conduit, sous l'impulsion du président Echeverria Alvarez, la politique étrangère de son pays. Une politique étrangère dont on pourrait dire qu'elle aussi est métisse, puisque aussi bien elle se veut avant tout la synthèse des trois univers auxquels le Mexique a conscience d'appartenir : l'Amérique du Nord, l'Amérique latine, le tiers-monde ; une politique étrangère dont l'originalité et le dynamisme n'ont cessé de se confirmer au cours de ces dernières années.

Si près des Etats-Unis

Un proverbe souvent cité dit : « *Pauvre Mexique, si loin de Dieu, si près des Etats-Unis...* » C'est le seul pays d'Amérique latine à avoir avec eux une frontière commune. Et pas une petite frontière : 3 200 kilomètres. Il l'a payé cher, puisque les Yankees — les « Gringos » — lui ont fait la guerre à maintes reprises et se sont emparés d'un morceau énorme du sol national : Texas, Californie, Nouveau-Mexique, Arizona, l'ensemble de ces territoires, dont beaucoup sont riches en pétrole, représente la moitié de celui sur lequel flottent les trois couleurs du Mexique actuel.

La frontière américano-mexicaine est calme depuis près de soixante ans, depuis le raid des troupes de Pershing contre les guérilleros de Pancho Villa. Elle n'est pas plus défendue que celle qui sépare les Etats-Unis du Canada. A quoi cela pourrait-il servir ? Les Mexicains ont beau être plus nombreux que les Français, ils n'ont pas les moyens militaires de résister ne serait-ce que quelques jours à la superpuissance qui les jouxte au nord. Superpuissance dont il dépendent étroitement, tant par les touristes — quelque trois millions en 1973 — qu'elle leur envoie et les travailleurs, réguliers ou clandestins, qu'elle importe, que par l'importance du commerce extérieur : les deux tiers des exportations du Mexique vont aux Etats-Unis, plus de la moitié de ses importations en viennent.

(Lire la suite page 6.)



UNE DIPLOMATIE D'OUVERTURE

(Suite de la page 5)

Si, sous Cardenas, le pays a réussi à nationaliser ses pétroles, si les chemins de fer, les lignes aériennes, sont entièrement mexicains, si les entreprises d'Etat se développent dans divers secteurs, dont la sidérurgie, si, sous Echeverria, une législation a été adoptée sur les investissements étrangers — américains à 80 % — et les transferts de technologie, les activités des multinationales à prépondérance américaine constituent un sujet de préoccupation constant pour un gouvernement désireux de maintenir et de renforcer l'indépendance nationale.

L'indépendance, une immense colonne imitée de celle de la Bastille, avec son *Angel* d'or au lieu de notre « génie », la symbolise sur une des *glorietas* — places — du paseo de la Reforma, qui traverse la capitale de part en part. A quelques mètres de là, à côté d'un grand hôtel, on remarque un vaste immeuble très moderne, gardé comme une forteresse. Le drapeau étoilé flotte à sa façade : c'est l'ambassade des Etats-Unis, installée là comme si le pouvoir qu'elle représente entendait surveiller de près l'indépendance du Mexique et l'usage qui en est fait. Il est bien évident qu'on ne laisserait pas ses dirigeants lui donner un tour carrément contestataire ; fidéliste ou allendiste. Ce n'est même plus de politique extérieure qu'il s'agit ici pour la superpuissance de l'Ouest, mais de sécurité, militaire et idéologique. De même la proximité de l'Oncle Sam interdit-elle au Mexique tout protectionnisme, tout contrôle des changes.

Les temps ont tout de même changé. Le ministre des affaires étrangères, M. Rabasa, nous a raconté sa rencontre avec M. Henry Kissinger, en mars 1972, à Acapulco. « *Il m'a demandé quelle était mon opinion sur les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique latine. Je lui ai répondu qu'il y avait jusqu'alors, à Washington, deux catégories de secrétaires d'Etat également négatifs, les interventionnistes, qui se mêlaient de la vie quotidienne de ces pays, et les indifférents. Il n'a pas oublié ces paroles, puisqu'il me les a rappelées en octobre 1973.* » A cette date, a été signé un traité qui apportait enfin une solution au différend, vieux de douze ans, provoqué par l'excessive salinité du rio Colorado. Celui-ci, du fait du détournement d'eaux de dragage, empoisonnait les cultures de la vallée de Mexicali. La question avait été tranchée dans son principe l'année précédente, au cours d'une visite à Washington du président Echeverria.

L'autre problème litigieux, celui de l'entrée clandestine en territoire nord-américain de dizaines de milliers de travailleurs mexicains — les *braceros*, — est aussi en voie de règlement.

L'heure de l'émancipation

Ces résultats sont d'autant plus appréciables que, sous l'impulsion de M. Echeverria, le Mexique s'est nettement émancipé de la tutelle américaine, avec une diplomatie qui s'est donné pour devise : autonomie, action et ouverture. Le président l'a montré notamment en accomplissant, au printemps 1973, un grand voyage à travers trois continents, pour lequel il lui avait fallu demander un accord spécial du Congrès : « *Nous ne pouvons*, avait-il déclaré, *grandir dans les limites de nos frontières.* » Il a visité successivement le Canada, la Grande-Bretagne et la Belgique, avant de rencontrer, à Paris, Georges Pompidou, qui, pour lui souhaiter la bienvenue, lui annonça l'adhésion de la France au deuxième protocole du traité de Tlatelolco, par lequel les puissances nucléaires s'engagent à respecter le statut de dénucléarisation de l'Amérique latine. C'était la première fois que la France acceptait ainsi de mettre une limite géographique à l'usage de ses moyens de destruction massive. Le successeur de de Gaulle célébra, à cette occasion, la volonté du Mexique de « mettre sa nouvelle puissance au service d'idéaux qui sont également les nôtres »

Le chef de l'Etat mexicain devait ensuite montrer qu'il ne redoutait pas les reproches des uns ou des autres en se rendant successivement, avant de regagner Mexico, à Moscou et à Pékin, où il eut un long entretien avec Mao Tse-toung. Partout, il a signé des accords commerciaux ou culturels, ou encore des engagements d'investissements, soulignant son désir de diversifier les courants d'échanges de son pays. Un autre voyage européen, au début de 1974, lui a permis de visiter l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Yougoslavie, de participer à une réunion du club de Rome à Salzbourg et de rendre visite, premier président de l'officiellement laïque République mexicaine à le faire, au pape Paul VI.

M. Echeverria a pris, d'autre part, sur un grand nombre de problèmes essentiels des positions qui ne concordaient pas précisément avec celles de la Maison Blanche. C'est ainsi qu'il a échangé des visites officielles avec Allende, qu'il l'a aidé à faire face aux conséquences du blocus de fait américain. Il a condamné avec force le putsch des militaires de Santiago et accueilli avec effusion la veuve de leur plus illustre victime. Si le ministre des affaires étrangères Rabasa s'est rendu, en juin 1974, au Chili, cela a été essentiellement pour obtenir des sauf-conduits destinés à permettre aux personnes réfugiées à l'ambassade du Mexique de quitter le pays.

Même originalité à l'égard de Cuba. Le Mexique a été le seul pays d'Amérique latine à ne jamais rompre avec le régime de Fidel Castro. M. Echeverria fait campagne pour sa réintégration au sein de l'Organisation des Etats américains et il ne s'est pas caché de faire de cette réintégration l'un des objectifs du voyage qui l'a mené, en juillet-août dernier, en Equateur, au Pérou, en Argentine, au Brésil, au Venezuela et à la Jamaïque. Au cours de son passage à Caracas, il est convenu avec le président Carlos Andres Perez de convoquer, le 9 décembre prochain à Lima, une conférence latino-américaine « au sommet », à laquelle Fidel Castro ou le président Dorticos serait invité.

Plus libre de ses mouvements

Un peu partout au cours de ce voyage M. Echeverria s'est posé en leader d'une Amérique latine plus libre de ses mouvements et qui donnerait la priorité absolue à son développement économique. L'accueil triomphal qui lui a été fait à Buenos-Aires, quelques jours après la mort de Juan Domingo Peron, montre qu'après la disparition dans cette partie du monde de tant de dirigeants prestigieux l'appel du président mexicain est entendu avec de plus en plus d'intérêt. Qu'il ait osé, en Argentine, rencontrer les leaders des partis d'opposition et parler publiquement, au Brésil, de la « *nécessité du soutien populaire à la représentation politique* » montre bien, en dépit des évidentes restrictions que connaît, au Mexique, l'exercice de certaines libertés démocratiques, dans quel sens s'orientent ses préoccupations et son action. Pour Mexico, il s'agit aujourd'hui de contribuer activement à une véritable novation des rapports entre Washington et le monde latino-américain, entendu au sens large puisque, avec Haïti, les anciennes positions britanniques et bientôt Surinam, il a cessé d'être exclusivement ibérique.

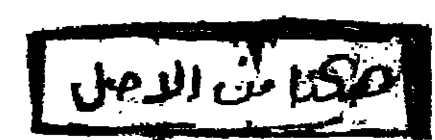
La conférence qui s'est réunie à Tlatelolco à l'initiative de M. Echeverria, en février 1974, pour faire le point de ces rapports a bien mis en lumière, même si elle n'a pas abouti à des résultats très concrets, les évolutions en cours. « *Evitons à la fois la condescendance et la confrontation,* avait dit M. Henry Kissinger dans son allocution à la séance d'ouverture..., *supportons ensemble un nouvel engagement vis-à-vis de la communauté interaméricaine.* » Le mot de communauté ne figurait pas dans le discours qu'avait prononcé avant lui le président Echeverria : celui-ci avait seulement parlé de coexistence. Et si le mot espagnol de *convivencia*, qui rend compte de ce concept, a un sens nettement plus positif que celui auquel nous a habitués la pratique de la coexistence Est-Ouest, il va de soi, malgré certaines dénégations officielles, que cette différence de terminologie n'était pas fortuite. Lorsqu'on lit la déclaration finale de la conférence, on y trouve des mots comme « *compréhension, coopération, interdépendance..., solidarité* », mais non celui de « communauté ». Tout ce qu'on sait des discussions à l'intérieur de la conférence enseigne que l'omission résulte d'une opposition vigoureuse de plusieurs délégations aux efforts de celle des Etats-Unis, qui avait un peu trop tendance, au gré de divers participants, à vouloir imposer purement et simplement sa rédaction.

Si la déclaration de Tlatelolco était muette sur la communauté interaméricaine, elle a fait en revanche de la « *réalité de l'unité latino-américaine* » l'une des bases de relations « *franches et réalistes* » avec les Etats-Unis. La similitude des problèmes de l'Amérique latine avec ceux des autres pays en voie de développement est aussi mentionnée au nombre des bases de ces relations. Là encore, on retrouve dans la déclaration l'inspiration directe du président Echeverria, dont le moindre titre de fierté n'est pas d'avoir proposé aux Nations unies une « *charte des droits et des devoirs économiques des Etats* », qui reconnaît à chaque pays le droit de disposer librement de ses ressources naturelles, d'adopter librement les structures économiques qui lui conviennent et lui impose de renoncer aux moyens de pression économique comme aux mesures de discrimination. La charte fait défense aux sociétés multinationales de s'immiscer dans les affaires intérieures des Etats, prévoit des accords garantissant le juste prix et la stabilité des produits de base, l'octroi de crédits d'assistance non liés à long terme et à faible taux d'intérêt et la transmission rapide et au moindre coût aux pays moins développés des progrès scientifiques et technologiques.

Ce langage ne pouvait pas ne pas rencontrer un grand écho non seulement en Amérique latine, où pour des millions d'hommes le développement économique est encore un mot — sinon un mensonge — à supposer qu'ils en aient entendu parler, — mais dans l'ensemble du tiers-monde. La conférence des pays non alignés d'Alger, où M. Rabasa, qui représentait le Mexique, déclara avec peut-être un peu trop d'optimisme, car les baïonnettes existent encore, que « les consortiums se sont substitués aux « baïonnettes » d'antan », a approuvé, en septembre 1973, à l'unanimité la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Une étroite collaboration s'est d'ailleurs développée par la suite entre l'Algérie et le Mexique, qui a été l'un des premiers à approuver, en février 1974, la suggestion du président Boumediène de réunir une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies sur les matières premières.

Ainsi, tout en restant en bons termes avec les Etats-Unis, dont il devait accueillir avec effusion quelques jours plus tard le représentant, en la personne de M. Kissinger, à la conférence de Tlatelolco, M. Echeverria a-t-il rejoint le camp de ceux qui contestent ouvertement le maintien du *statu quo* dans les relations d'échange entre les pays riches et les autres. Or c'est sur ce *statu quo* que repose, dans une large mesure, la prospérité du monde capitaliste, et au premier chef des Etats-Unis. Qu'il ait pu le faire sans provoquer, bien au contraire, l'ire de ses voisins du Nord témoigne à la fois de la profondeur des changements intervenus dans le monde et de l'habileté d'une diplomatie qui n'aurait pas si bien réussi à accroître sa liberté de mouvement si elle n'était pas profondément consciente et de la justesse de sa cause et de l'importance des appuis sur lesquels, tant au Mexique qu'à l'étranger, elle peut en définitive compter.

ANDRÉ FONTAINE.



une voix du tiers-monde



« Nous ne craignons pas la confrontation »

(Suite de la page 5.)

— *Certainement. Ces invasions sont fréquentes. Ce sont de vieux problèmes, de vieilles rancœurs, créés par de petits propriétaires ou même de grands latifundistes qui s'étaient installés il y a de nombreuses années sur des terrains appartenant à des communautés agricoles qui n'avaient pas réclamé leurs droits en temps utile. Aujourd'hui ces communautés veulent récupérer leurs biens, elles veulent reprendre possession de leurs terres. C'est donc une source de conflits permanents que nous nous efforçons de résoudre avec équité.*

— Est-ce que l'amélioration du niveau de vie moyen de la population ne se ramène pas, d'une manière ou d'une autre, à la question du taux de croissance démographique qui est l'un des plus élevés du monde avec 3,5 % par an ?

— *Il convient en effet de limiter ce taux de croissance. Nous sommes déjà plus de cinquante-huit millions de Mexicains. Si près de la moitié de la population n'est pas encore en âge de travailler, elle n'en exige pas moins une quantité croissante de biens de consommation et de services. Il nous faut donc accroître nos richesses nationales et en assurer la distribution équitable. Mais il nous faut aussi faire admettre que le pays doit rationaliser sa croissance pour le bien des générations futures. Il faut que les couples puissent déterminer s'ils veulent et s'ils peuvent avoir des enfants, qu'ils disposent de tous les éléments d'information pour se décider en toute liberté. Il ne doit pas y avoir dans ce domaine de pressions de l'Etat, de groupes et encore moins de l'étranger.*

— Le Mexique a donc sensiblement infléchi sa doctrine en la matière ?

— *Oui, c'est vrai, nous avons changé. Parce que nous avons fait des progrès dans la connaissance de ce problème. C'est ainsi que nous avons créé un Conseil national de la population au lendemain de la conférence de Bucarest et nous avons rappelé que la dignité humaine devait être rigoureusement respectée.*

— La politique d'ouverture démocratique que vous avez préconisée lors de votre accession à la présidence peut-elle se poursuivre sans que le système politique mexicain évolue d'une manière plus ouverte et ne permette finalement l'apparition des courants politiques traditionnels en Occident ?

— *En réalité, je vous dirai qu'il y a, dans notre système, beaucoup de libertés. Certaines formations se plaignent, il est vrai, que le parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, qui est majoritaire, dispose en quelque sorte d'un monopole. Mais il me semble que ces formations ne travaillent pas assez activement de leur côté pour obtenir ce qu'elles désirent.*

— Mais le monopole de fait du PRI ne constitue-t-il pas une barrière de fait à l'ouverture démocratique ?

— *Je ne le pense pas. Le PRI donne une grande stabilité au pays et à nos institutions. Il faut admettre que les choses ont plutôt bien marché jusqu'à présent et je crois que si les formations de l'opposition améliorent leurs conceptions et leurs activités, elles progresseront dans le sens que vous indiquez. Elles disposent pour cela de garanties légales. D'ailleurs, un nouveau parti de gauche vient de se constituer. Ses dirigeants sont des hommes qui avaient participé à la révolte étudiante de 1968. Ils ont eu toute latitude pour s'organiser et apparaître légalement sur la scène politique.*

Non à la course atomique

Vu de l'étranger, le Mexique de 1970 était un pays apparemment peu soucieux de solidarité avec les autres nations d'Amérique latine, très lié en revanche aux Etats-Unis bien qu'il ait été le seul, parmi les membres de l'O.E.A., à avoir conservé des relations diplomatiques avec le régime cubain. C'était aussi un Mexique qui avait connu la tragédie sanglante de Tlatelolco, jetant une ombre sinistre sur les Jeux olympiques de 1968. Le Mexique du président Echeverria est une nation qui revendique hautement sa place dans le camp du tiers-monde, qui a resserré ses liens avec l'Amérique latine d'une manière spectaculaire et efficace. En quatre ans, M. Echeverria a multiplié les déplacements à l'étranger : au Japon, aux Etats-Unis, au Canada, en Europe, en U.R.S.S., en Chine, dans plusieurs pays de l'hémisphère occidental. Partout, le président mexicain s'est présenté comme un défenseur des thèses des nations moyennes et petites : non à la course atomique, oui à une redistribution plus équitable des richesses de la planète, définition d'un code de justice internationale par la présentation, en avril 1972, à Santiago-du-Chili, de la Charte des droits et des devoirs économiques des Etats.

« *Notre politique extérieure a effectivement beaucoup changé depuis 1971*, dit le président. *Mais la politique extérieure ne saurait être dissociée de la politique intérieure. Elle correspond à des aspirations longtemps refoulées. Elle répond aux nécessités de l'économie, au besoin de technologie, au désir d'échapper au contrôle d'un centre de puissance externe.*

» *Pendant de nombreuses années, la relation essentielle du Mexique s'est faite avec une seule nation. Nous lui achetions les trois quarts de nos importations et lui vendions les trois quarts de notre production. Il y avait alors une sorte de fatalisme. Mais, en accord avec la majorité des Mexicains, qui estiment que nous devons diversifier nos échanges et nos relations, j'ai poursuivi résolument cette nouvelle politique qui vise à rompre la dépendance. Nos intérêts coïncident avec ceux de nombreux pays d'Amérique du Sud et des Caraïbes, avec ceux de nombreux pays d'Afrique et d'Asie. La Charte des droits et des devoirs économiques vise à faire prendre conscience de cette solidarité...*

— N'êtes-vous pas déçu par la manière dont le groupe de travail des Nations unies a abordé jusqu'à présent le projet mexicain de Charte ?

— *Non, pas réellement déçu, mais réaliste, oui. Les sociétés transnationales s'opposent, comme il était prévisible, à cette instauration d'un ordre économique mondial plus juste. C'est pourtant le seul chemin logique et rationnel pour parvenir à la paix. En 1972, nous avons posé des principes de base d'une manière très simple. Depuis le projet s'est, dans une certaine mesure, enrichi, mais il a aussi été limité. L'obstruction a joué sur des points fondamentaux, c'est certain. Les Nations unies devront décider cet automne. Non, je ne suis pas déçu. Les difficultés qui ont surgi à Genève, puis à Mexico lors de la réunion du groupe* ad hoc *en juin, étaient, je le répète, prévisibles. C'est une longue bataille et nous n'avons certainement pas l'intention de renoncer. L'alternative est simple : ou un nouvel ordre économique mondial, ou la guerre nucléaire* »

Une retraite bucolique

Avant la fin de 1974, M. Luis Echeverria doit rencontrer, quelque part à la frontière, le président Gerald Ford. En 1972, un entretien avec le président Nixon avait permis l'étude relativement accélérée d'un contentieux vieux d'une quinzaine d'années : les dommages causés à l'agriculture mexicaine par la salinité des eaux du rio Colorado. Depuis le 1er juillet 1974, le Mexique reçoit à nouveau des eaux parfaitement utilisables pour l'exploitation agricole de la vallée de Mexicali. Les dépenses nécessaires ont été entièrement prises en charge par les Etats-Unis. De ce nouveau rendez-vous avec le chef de l'exécutif américain, M. Echeverria espère un règlement favorable dans la question, non moins délicate, des *braceros*, ces travailleurs mexicains qui se rendent par centaines de milliers chaque année dans les Etats du sud des Etats-Unis pour louer leurs bras.

« *Il faut*, précise le chef de l'Etat mexicain, *que nos travailleurs soient traités avec dignité et de manière civilisée, il faut réglementer cet exode de travailleurs qui ne disposent actuellement d'aucune garantie légale. Ils reçoivent des salaires très inférieurs à ceux des ouvriers agricoles nord-américains. C'est un atout considérable pour les patrons de fermes ou d'entreprises américaines. Mais le phénomène n'est pas limité à la frontière sur des Etats-Unis. Beaucoup de nos braceros vont jusqu'à Chicago et dans le centre des Etats-Unis, et là aussi les entreprises les utilisent au rabais, dans des conditions tout à fait anormales et injustes.*

» *Nous devons trouver une solution équitable, normaliser et régulariser cette situation dont l'illégalité permet sans les justifier tous les abus et toutes les exploitations. Je pense qu'il y a de la bonne volonté de la part du gouvernement de Washington, qui doit affronter les groupes de pression traditionnels et intéressés par le maintien de la situation. Nous pouvons compter sur la compréhension, aux Etats-Unis mêmes, des groupes libéraux qui sont scandalisés par le sort réservé aux braceros. Nous avons déjà réglé avec les Etats-Unis la question du Chamizal et plus récemment celle de la salinité des eaux du rio Colorado. Pourquoi pas celle des braceros ?...* »

M. Echeverria fut un ami personnel de Salvador Allende. Un an après la chute du gouvernement chilien d'Unité populaire, la veuve de Salvador Allende vit à Mexico ainsi que de nombreux anciens dirigeants du gouvernement de Santiago. Et le président mexicain, qui a symboliquement omis l'escale chilienne lors de son voyage sud-américain de juillet 1974, n'a pas l'intention de ralentir son action en faveur des réfugiés politiques.

Une Maison du Chili a été solennellement inaugurée dans la capitale mexicaine le 11 septembre dernier, jour anniversaire de la mise à mort du gouvernement d'Unité populaire par les militaires putschistes de Santiago. Plus de huit cents Chiliens ont déjà trouvé refuge au Mexique, pays traditionnel d'asile, qui vient d'étendre son offre « *à tous les persécutés du monde* ». Ainsi en a décidé le Congrès de Mexico sur proposition du gouvernement. M. Echeverria considère que le droit d'asile « *représente l'une des plus valables contributions du continent américain* » et il pense que, dans le cas du Chili, « *c'est un devoir moral d'ouvrir les portes.* »

Depuis 1970, M. Echeverria, hostile « à toute forme d'ingérence extérieure dans les affaires nationales », plaide la cause de la normalisation des relations de Cuba avec les autres nations de l'hémisphère occidental. Le Mexique, pour sa part, a été le seul pays membre de l'O.E.A. à n'avoir jamais rompu ses relations diplomatiques avec Cuba. Mais la diplomatie mexicaine joue un rôle particulièrement actif depuis quatre ans, publiquement parfois, le plus souvent avec discrétion, pour accélérer le processus de normalisation, dont l'opportunité est encore contestée par les régimes autoritaires d'Amérique du Sud et par les derniers tyranneaux aux ordres de Washington de la région des Caraïbes. « *Nous avons de bonnes relations avec les Etats-Unis* », dit le chef de l'Etat *mexicain. Cette position privilégiée* lui permet de jouer actuellement un rôle modérateur à Washington. Et le resserrement des liens entre Mexico et l'Amérique latine, illustré par le voyage de juillet 1974 au Costa-Rica, en Equateur, au Pérou, en Argentine, au Brésil, au Venezuela et à la Jamaïque, autorise d'autre part le président mexicain à conseiller judicieusement les dirigeants latino-américains ayant pris l'initiative d'une réunion extraordinaire du conseil de l'O.E.A. pour discuter de la question cubaine.

« *L'Organisation des Etats américains*, estime M. Echeverria, *est une organisation dépassée, périmée. Elle a besoin, d'une manière urgente, de sang nouveau. L'O.E.A. devrait être d'abord un lieu de rencontre, un forum privilégié où chacun pourrait donner son opinion. Les exclusives et les dominations ne devraient plus avoir cours. Nous devons nous débarrasser de tous les préjugés politiques. Je vous le demande. Les Etats-Unis commercent avec l'Union soviétique : est-il concevable, dans ces conditions, que le blocus de Cuba puisse continuer ? Cette situation est absurde et injuste. Qui peut me donner une explication valable de cet état de choses ? Le système interaméricain en tant que tel a échoué* »

Le président Echeverria est à deux ans de la fin de son mandat. Mais, en fait, la course à la succession a déjà commencé. C'est en octobre 1975 que le nom du candidat à la magistrature suprême pour la période 1976-1982 sera connu. Des noms sont avancés dans les milieux politiques. N'estime-t-il pas, après tout, qu'un mandat de six ans est bien court ?

« *C'est un mandat dont la longueur est raisonnable et prudente, prévue par la Constitution. Il s'agit d'en faire le meilleur usage possible, c'est tout. Nous ne voulons surtout pas que le principe de la non-réélection puisse être remis en cause. Vous savez que ce principe a été le point de départ de la révolution, l'étincelle. Il ne serait pas bon qu'un chef d'Etat reste trop longtemps aux affaires. Il faut nous en tenir rigoureusement à ce que la loi a prévu. De toute façon, en six ans on peut faire beaucoup de choses. Cela n'empêche pas que l'on se sente angoissé à l'idée de tout ce qu'on aurait voulu réaliser.*

— Vous quitterez le pouvoir avec mélancolie ?

— *Mais non, pas du tout. Je vais peut-être vous étonner, mais je songe à me retirer dans ma propriété de famille, une demeure rustique que j'ai acquis en 1955. C'était une ferme abandonnée et toutes les économies de la famille ont été utilisées pour l'aménager. Le décor est champêtre, nous avons planté des arbres, beaucoup d'arbres. Nous avons quelques vaches, un pigeonnier, des faisans. C'est la paix, le calme, de bons livres, de la musique. Voilà à quoi nous pensons, ma femme et moi : à ce havre bucolique, tout près de Mexico...* »

Propos recueillis par
MARCEL NIEDERGANG

LA PROFONDEUR DU TEMPS

Par JACQUES SOUSTELLE

CETTE ville, qui fut la grande Tenochtitlan aztèque, a accueilli, en septembre, le quarante et unième congrès international des américanistes, vénérable institution quasi centenaire, puisque le premier congrès eut lieu à Nancy, en 1875. Ce fut l'occasion pour des centaines d'archéologues, d'ethnologues, de linguistes, venus du monde entier, de confronter les plus récents résultats de leurs recherches, de décrire des découvertes non encore publiées.

Mexico, jadis Venise américaine reflétant dans son lac, ses jardins et ses pyramides, aujourd'hui énorme agglomération en perpétuel changement, est un haut lieu propice à méditer sur le cours fluctuant de l'histoire. Nous savons maintenant de plus en plus clairement que cette vallée au climat printanier, à plus de 2 000 mètres d'altitude, a été, certes, peuplée depuis au moins quinze mille ans, mais que la civilisation autochtone est née ailleurs. Elle est née, paradoxalement, dans les zones beaucoup plus hostiles à l'homme, couvertes de jungle, criblées de marécages, écrasées par un soleil impitoyable, qui s'étendent le long de la côte du golfe du Mexique, dans ce qui est aujourd'hui le sud de l'Etat de Vera-Cruz et l'Etat de Tabasco.

En même temps que se déplaçait à nos yeux le centre de gravité de la civilisation mexicaine, nous voyions reculer de plus en plus l'horizon chronologique : espace et temps, tout a changé en un quart de siècle environ, puisque c'est pendant la guerre mondiale que les fouilles de Matthew Stirling révèlent pour la première fois la splendeur des énigmatiques Olmèques. Encore est-ce beaucoup plus tard que, grâce à la datation par le carbone 14, nous avons pu acquérir la certitude que La Venta, par exemple, grand centre religieux olmèque, élevait sa pyramide et ses autels plus de mille ans avant l'ère chrétienne.

C'était là un saut prodigieux dans le passé. Jusqu'à ces dernières années, on admettait que les plus anciens monuments mexicains dataient à peine d'un siècle ou deux avant le Christ : par exemple, la pyramide de Cuicuilco, près de Mexico. Et voici que nous avons la preuve que, mille ans plus tôt, dans la zone torride du golfe, des hommes élevaient des monuments, taillaient et sculptaient la pierre, ciselaient le jade, menaient à bien de vastes travaux de terrassement et de drainage, inventaient une écriture hiéroglyphique.

L'art olmèque

Toutes les idées fondamentales, tous les thèmes sur lesquels les civilisations subséquentes broderont leurs variations, nous en trouvons déjà l'essentiel à La Venta, à San-Lorenzo, à Tres-Zapotes et autres centres olmèques : pyramides, *autels et stèles* à bas-reliefs, offrandes précieuses enfouies sous les dalles ou les escaliers des temples, hiéroglyphes, calendrier complexe. Certes, l'art olmèque se distingue des autres arts autochtones par certains traits « exotiques », comme le thème du « bébé-jaguar » et la présence obsédante du félin, qui fut sans doute la première des divinités. Autre caractère singulier : les énormes têtes monolithiques pesant de 15 à 20 tonnes, aux traits quelque peu négroïdes, qui s'élèvent de place en place dans les sites olmèques. Cela dit, on ne peut guère discuter le rôle de « civilisation mère » que remplit cette mystérieuse culture, car les autels à niches mayas, les stèles de Monte-Alban, les personnages divins ou sacerdotaux de Teotihuacan, se situent dans une lignée dont l'origine, la source, est sur la côte du golfe.

Il va sans dire que ces nouvelles certitudes s'accompagnent pour nous d'autant de nouveaux problèmes. Qui étaient ces Olmèques ? D'où venaient-ils ? Comment expliquer l'étonnante perfection de leur sculpture, leur extraordinaire maîtrise dans la ciselure des pierres semi-précieuses ? S'il est vrai que leur architecture demeure assez rudimentaire, il est vrai aussi que personne, même le Maya, ne les surpassera dans les traitements des jades et des serpentines.

Et voici maintenant qu'à la lumière de découvertes récentes nous voyons la civilisation du golfe rayonner (à partir de 1000 av. J.-C.) sur la plus grande partie du Mexique et jusqu'en Amérique centrale : gravures et peintures rupestres du Morelos et du Guerrero, délicates figurines de terre cuite à Tlatilco, près de Mexico, et dans l'Etat de Puebla, voire rochers gravés à Chalchuapa, au Salvador. En tous ces points, si éloignés les uns des autres, l'influence du style olmèque est aussi évidente que peut l'être, par exemple, celle du gothique français à Chypre. Quant à Monte-Alban, métropole religieuse de premier rang au cœur du Mexique, la sculpture et la céramique de ses phases les plus anciennes sont aussi « olméquoïdes » que possible.

Dans cette perspective, les Aztèques, conquérants d'un empire tardif, leurs prédécesseurs Toltèques de Tula entre le IXe et le XIIe siècle de notre ère, et même les Mayas classiques des merveilleuses cités, telles que Palenque et Tikal, apparaissent comme relativement récents. L'histoire de l'homme civilisé, au Mexique, ne commence pas à l'époque qui est, pour nous, celle du début de l'Empire romain, mais plusieurs siècles avant que la louve mythique ait allaité Remus et Romulus. La Venta décline quand Périclès commande à Athènes. Les derniers feux de la culture olmèque brillent quand s'allumaient ceux d'Alexandrie, puis le flambeau passe aux Mayas, alors que commence la chute de Rome en Occident. Ainsi se dévoile à nos yeux un passé, une dimension temporelle du Mexique, semblable à une immense avenue dont l'origine se perd encore dans la brume.

Au même titre que celles qui correspondent à notre vieux monde oriental et gréco-romain, ou à la Chine, cette avenue est jalonnée de temples et de dieux, de trésors, de ruines, témoignages des espoirs, des élans et des passions de notre espèce. Le Mexique, qui avait pu paraître une sorte de décor sans profondeur, prend place maintenant parmi les grands courants de civilisation qui de loin en loin, dans l'immensité de l'espace et de la durée, élèvent l'homme au-dessus de la condition humaine.



Créer de nouveaux emplois et lutter contre l'inflation

Par LEOPOLD SOLIS (*)

De 1945 à 1970, l'économie mexicaine s'est développée à un taux annuel moyen de 2,5 à 3 % *per capita*. Mais au milieu des années 50 le pays a connu une inflation provoquée en grande partie par la mise en place d'une solide infrastructure. D'autre part, l'application de la réforme agraire et la promotion de l'agriculture et de l'élevage donnèrent une plus grande flexibilité à l'offre agricole. Ce qui permit d'accroître les exportations de ce secteur et marqua une première étape particulièrement faste pour l'agriculture et le commerce extérieur. L'inflation qui caractérisa cette époque coïncida donc avec une redistribution des revenus. Cette redistribution facilita l'autofinancement des investissements industriels et commerciaux et explique la plus grande souplesse dont fit preuve par la suite l'offre dans ces deux secteurs.

Le secteur public s'employa, de son côté, à accroître le rendement de l'investissement privé et prodigua aux chefs d'entreprise les encouragements nécessaires. Les articles manufacturés firent l'objet de dispositions tarifaires plus favorables tandis que des permis ou licences furent consentis pour l'importation d'un nombre accru de marchandises. Cette politique protectionniste ne manqua pas d'avoir des répercussions sur les prix qui, du fait du coût pratiquement inchangé de la main-d'œuvre, aboutirent à un relèvement des bénéfices du secteur privé. Alors s'amorça un processus d'investissements que favorisa encore, durant la période d'inflation, une baisse du taux réel des intérêts et une forte demande de crédit. A cette étape de développement dans un contexte inflationniste succéda, dans les années 60, la période dite de « *développement stabilisateur* » qui poursuivait un double objectif : promouvoir une croissance rapide et protéger les prix ainsi que le taux de change. Pour cela on maintint l'indice de rentabilité élevé de l'investissement privé et on accéléra la modernisation des structures économiques. Le premier de ces objectifs fut atteint par une politique de substitution des importations, la promotion des industries de transformation, une politique fiscale inchangée et un relèvement modéré des salaires réels. Au cours de cette étape, le déficit gouvernemental fut comblé par des crédits tant externes qu'internes.

La substitution des importations s'intensifia, en même temps que la capacité de production des activités industrielles. Par contre, l'agriculture et l'élevage connurent une récession qui toucha aussi les exportations en général et plus particulièrement celles de ce secteur. Sa vocation étant de plus en plus nationale, le processus de développement visa d'abord à la substitution des importations ainsi qu'à la mise en place d'une infrastructure industrielle solide et puissamment protégée contre la concurrence étrangère. A la faveur de ces mesures, on enregistra une hausse des prix des biens de production d'origine industrielle — notamment de ceux destinés au secteur agricole — et le relèvement parallèle des prix des biens de consommation industriels. Il fut aussi possible de réutiliser les recettes provenant des bénéfices réalisés par les agriculteurs et des revenus réels des consommateurs en vue de l'emploi d'une main-d'œuvre industrielle accrue ainsi que d'une augmentation des bénéfices et profits industriels, qui ne firent pas l'objet de très sévères prélèvements fiscaux. Alors que ces divers facteurs assuraient des marges bénéficiaires élevées au secteur industriel, celles du secteur agricole accusèrent une récession en dépit des améliorations technologiques apportées à l'agriculture commerciale et des prix de garantie consentis par les autorités fédérales aux produits agricoles de consommation nationale.

Durant cette période de stabilité, les taux d'intérêt effectifs augmentèrent de façon drastique et l'investissement privé se maintint au niveau antérieur. Par contre, les fonds disponibles furent surtout canalisés vers les activités industrielles sans que soit enregistrée, à l'exception d'une courte période transitoire, une baisse de la demande de crédit. Au cours de la même période de stabilité des prix, on enregistra une hausse caractérisée de la participation des rémunérations du travail au revenu national, participation qui avait connu un fléchissement durant la guerre. En dépit de cette situation, le rendement du capital se maintint, ce qui s'explique, dans une large mesure, par les innovations technologiques (recherche technologique agricole et apport technologique inclus dans le capital importé, par exemple), l'amélioration de la formation et de la productivité de la main-d'œuvre ainsi que les économies réalisées sur le plan extérieur à la faveur de l'investissement public. A ce jour, aucun de ces facteurs ne semble devoir s'émousser.

Une inflation sévère

Le « développement stabilisateur » était essentiellement fondé sur une surveillance vigilante du rapport élasticité-rendement de la masse monétaire et sur les effets multiplicateurs des opérations bancaires sur le plan national, mécanisme qui fonctionna avec succès depuis sa création jusqu'au début de 1971. Au cours de cette même année, la situation chaotique de l'économie internationale — qu'aggravèrent encore le flottement de quelques monnaies européennes et la dévaluation du dollar — mais aussi les effets d'une nouvelle élection présidentielle qui, une année plus tard, se traduisait encore par une modération des dépenses publiques en vue d'une orientation future plus souple, entamèrent la confiance des détenteurs de capitaux privés. Si l'on ajoute les problèmes structurels que connut alors le secteur agricole, on comprendra que cette année 1971 ait été marquée par une baisse sensible du produit national.

Début 1972, le secteur public augmenta ses dépenses en vue de ramener le rythme de croissance économique à un taux normal. Malheureusement, l'investissement privé ne réagit pas favorablement à cette initiative et les résultats ne se firent pas attendre : la forte pression exercée par la demande sur une offre nationale encore faible se répercuta défavorablement sur le niveau des prix, situation que détériora encore l'extrême liquidité du système financier et l'incidence inflationniste des importations nationales. Les premiers mois de 1973 connurent une hausse des impôts directs, une augmentation de la dépense publique ainsi que des réajustements de salaires, toutes mesures qui cherchaient à relever le niveau de l'emploi et le pouvoir d'achat du peuple. Mais le pays dut alors supporter une inflation encore plus sévère, d'origine tant interne qu'externe. La baisse de productivité qui retarda sensiblement le développement du secteur agricole, une conjoncture mondiale défavorable ainsi que la persistante inertie de l'investissement privé ont alors provoqué un nouveau déséquilibre entre l'offre et la demande dans diverses branches de l'activité économique.

L'inflation mondiale s'étant accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers internationaux, le Mexique dut relever les siens en vue de consolider sa balance des paiements. Il lui fallut aussi éviter, dans toute la mesure du possible, la fuite de ses capitaux et offrir les encouragements nécessaires pour s'assurer des financements à long terme et sauvegarder son épargne nationale.

En outre, afin d'éviter toute nouvelle pression sur la balance des paiements, le gouvernement a dû alors accroître son endettement interne pour pouvoir faire face à ses dépenses. Peine perdue, puisque la hausse des prix des articles importés limitant le développement de la production nationale, l'inflation interne n'a pu être enrayée. Pour améliorer la situation, des efforts considérables ont été déployés au cours des derniers mois pour régulariser le rythme des dépenses publiques et des capitaux mobiles afin de pouvoir endiguer la demande. De plus, le programme adopté prévoit des recettes très supérieures aux dépenses afin de limiter les pressions exercées sur le crédit, tant interne qu'externe. Les prix des produits énergétiques et les prix de garantie des produits agricoles ont été rectifiés ; les prix des articles de première nécessité et ceux de certains produits industriels ont été révisés ; enfin, les salaires ont été réajustés. En un mot, le Mexique cherche à assurer son équilibre dans le moyen terme.

Indépendance technique et économique

La politique économique doit aujourd'hui surmonter de sérieuses difficultés pour pouvoir concilier les objectifs nationaux à long terme d'une part, la stabilité et la croissance économique à court terme d'autre part. Cette politique doit obligatoirement se dégager des aléas de la conjoncture. En conséquence, les instruments et les organismes de la planification économique et sociale sont appelés, aujourd'hui plus que jamais, à jouer un rôle déterminant. Le régime s'est montré favorable à l'institution d'une communauté de programmation nationale qui serait chargée non seulement de planifier la stratégie du développement à long terme, mais aussi de diagnostiquer les causes de la situation actuelle ainsi que de définir et d'appliquer les mesures à court terme propres à garantir les progrès futurs.

Au cours des dernières années, la stratégie de développement national a reçu une orientation nouvelle. Deux objectifs essentiels lui ont été assignés : améliorer la distribution des revenus ; consolider l'indépendance technique et économique du pays vis-à-vis de l'extérieur.

La programmation de développement adoptée dans les années 60 encourageait l'essor économique accéléré du pays mais n'a pas réussi à réduire sa dépendance technique et économique à l'égard de l'extérieur. De plus, elle a favorisé une excessive concentration de la population et des revenus dans les grandes villes. Si cette tendance persistait, elle ne manquerait pas d'aboutir à une société de chômage. Compte tenu de ce qui précède, la stratégie du développement a été remaniée en vue de multiplier les sources d'emploi qui, à leur tour, aideront à promouvoir la croissance régionale. Ce nouveau plan, dit de « développement partagé », marquera un premier pas vers la solution à long terme du sous-emploi et du chômage. L'un de ses principaux instruments d'action est un programme de recherche technologique qui vise à accroître la capacité du système économique en vue de l'intégration permanente et productive de la main-d'œuvre.

La création de nouvelles sources d'emploi modifiera sans aucun doute la structure de la demande et de la production, ce qui augmentera l'offre de biens de consommation populaire. La production de ces biens exigeant une main-d'œuvre importante, les emplois seront multipliés et le processus jouera un rôle décisif dans la réorientation de la production de l'investissement.

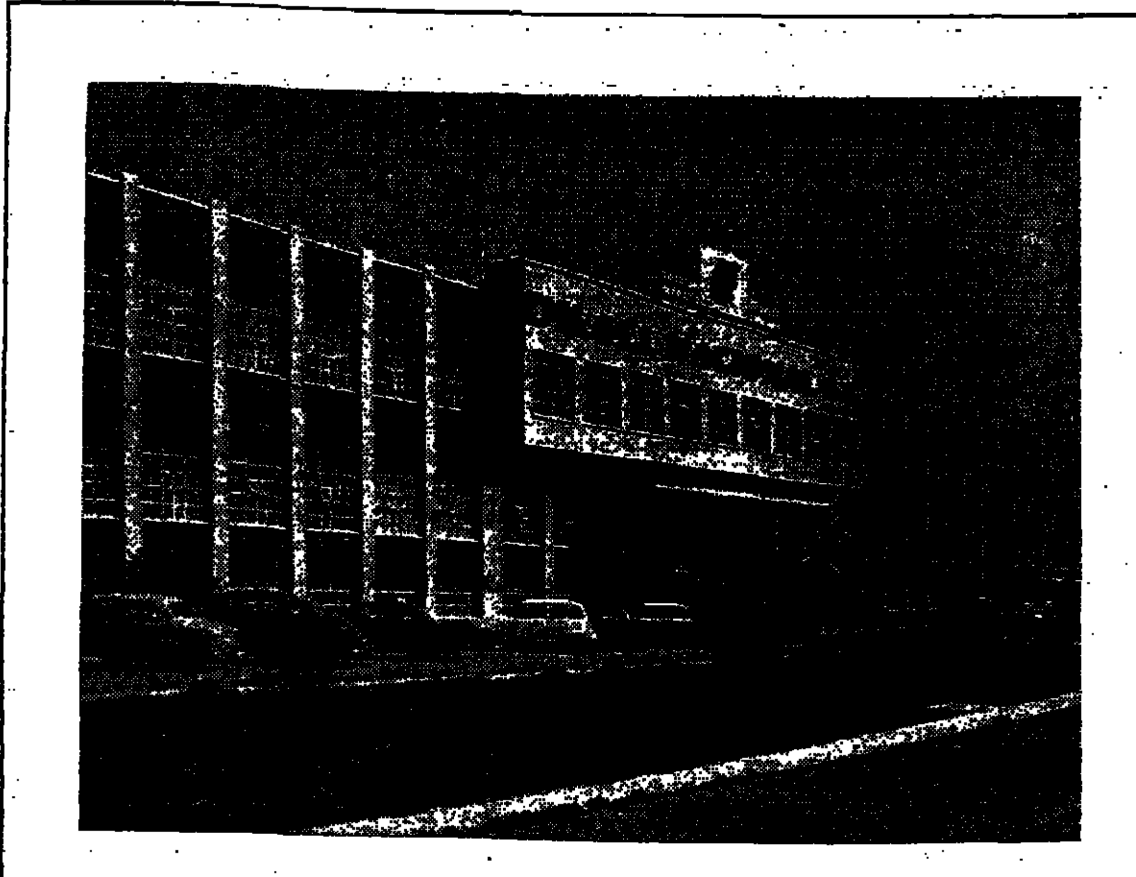
Mais il ne suffit pas de créer de nouvelles sources d'emploi. Il faut aussi réduire la différence existant entre les revenus dont disposent les villes et les campagnes. Pour ce faire, la stratégie adoptée doit avant tout chercher à accroître l'emploi dans le secteur agricole et lui allouer des ressources considérables, excédant très largement toutes celles qui lui ont été consenties par le passé.

Par ailleurs, il nous faudra amorcer un processus accéléré d'échanges en vue d'adapter, de substituer et de mettre au point des technologies conformes à la situation particulière du Mexique. Le programme à long terme qu'a mis en œuvre le Conseil national de la science et de la technologie se chargera de définir et de détailler ce processus, en l'adaptant à la stratégie nationale. Compte tenu de la conjoncture présente, il nous faut passer de la phase de substitution des importations à celle de l'adaptation technologique.

Les innovations à apporter en matière de technologie doivent encourager et faire connaître le recyclage des entreprises mexicaines, quelles que soient leur importance et leurs activités, par l'utilisation de la technologie importée et son adaptation aux circonstances locales.

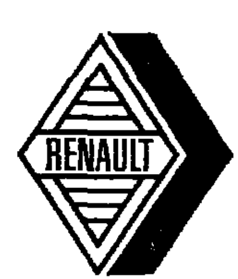
La stratégie nationale doit, avant tout, s'attacher à accroître l'efficacité de l'appareil administratif dans son ensemble. Tant les réformes administratives que les travaux de programmation économique et sociale doivent avoir un caractère permanent, afin de confronter sans cesse les objectifs à poursuivre et les résultats atteints, en vue aussi de disposer de groupes de travail auxquels sera assignée une double tâche : harmoniser les objectifs et les politiques de la stratégie nationale et de chaque secteur économique ; vérifier que les dispositions prises à court terme sont conformes aux objectifs à long terme.

(*) Directeur général de la programmation économique et sociale.









DINA ET RENAULT

Alors que dans les pays en voie de développement on discute avec passion, et ceci non sans raison, des avantages et des désavantages des investissements étrangers, on pourrait citer au Mexique les résultats positifs obtenus par l'association d'entreprises d'Etat françaises et mexicaines.

Actuellement, personne ne conteste que l'association réalisée entre **Diesel Nacional S.A.**, entreprise appartenant au gouvernement mexicain, et la **Régie nationale des usines Renault**, entreprise nationale, a donné des résultats franchement satisfaisants pour les deux parties, et l'on peut affirmer que les relations entre les deux entreprises se sont renforcées et élargies, permettant de consolider un « modus operandi » grâce auquel les deux parties ou les deux associés s'appuient mutuellement pour atteindre leurs objectifs, réaliser un développement industriel plus important et effectuer une pénétration plus large du marché automobile mexicain.

Au cours de ces années de travail en commun, le succès obtenu par les automobiles Renault auprès du public mexicain n'a fait que se développer. Ce succès a décidé **Diesel Nacional** et la **Régie nationale des usines Renault** à développer leurs installations.

La construction de la nouvelle usine d'automobiles de **Diesel Nacional**, située à Ciudad Sahagun (à 100 km de la ville de Mexico), prévue pour atteindre une production de 40 000 véhicules par an, a commencé en 1974.

Cette nouvelle usine, étudiée pour un développement important et conforme aux nécessités du marché, sera équipée des machines les plus modernes de la technique automobile, ouvrant ainsi la possibilité de fabriquer les modèles actuels et futurs de la gamme Renault dont la conception est à l'avant-garde de l'industrie automobile.

De plus, la fabrication des modèles Renault 4 se poursuivra dans leurs deux versions. Ce sont les véhicules les plus économiques qui existent sur le marché mexicain. La fabrication de la Renault 8 et de la gamme Renault 12 (Renault 12 TL et Renault 12 Guayin), se poursuivra également.

Les progrès du groupe automobile Dina-Renault constituent un exemple montrant comment la coordination entre deux entreprises d'Etat peut donner des résultats constituant un bénéfice pour l'ensemble des pays intéressés et permet d'offrir sur le marché d'un pays comme le Mexique des véhicules automobiles de la qualité la plus élevée à un prix très raisonnable.

Pour réaliser cette production qui doit plus que doubler, **Renault Mexicana S.A. de C.V.**, qui est l'organisation commerciale qui centralise la distribution et la vente des véhicules fabriqués par l'association, prend les mesures nécessaires pour le renforcement de son réseau de distributeurs pour couvrir l'ensemble du pays.

RENAULT MEXICANA S.A. DE C.V.

1. Ventes de véhicules neufs		1970	13 900 véhicules
—		1971	14 700 véhicules
—		1972	14 800 véhicules
—		1973	16 300 véhicules
	Prévision	1974	19 500 véhicules
	»	1975	22 000 véhicules

2. Ventes de pièces détachées : 72 millions de pesos.

3. Personnel : 500 personnes.

4. Réseau de distribution et service : 60 distributeurs ;
30 succursales de distributeurs.

Nouveaux distributeurs en 1974 : 18

Total 108

BREF RÉSUMÉ HISTORIQUE

1960 — Dans le but d'utiliser un pourcentage élevé de pièces et de fabrications mexicaines, la **Régie nationale des usines Renault** signe avec **Diesel Nacional** un accord concernant le montage et la distribution du modèle Dauphine.

1962 — Le modèle Renault 4 est présenté sur le marché mexicain.

1963 — Le premier bloc moteur d'origine mexicaine est fabriqué pour la nouvelle Renault 8.

1966 — Dina et Renault se répartissent les activités techniques et commerciales dans le cadre de nouveaux accords signés au mois de novembre. Dina continuera la fabrication des modèles Renault alors qu'une nouvelle organisation, la Renault Mexicana, se chargera de leur commercialisation.

1970 — Le désir qu'a le gouvernement de développer sa politique d'industrialisation se manifeste très clairement. D'autre part, la croissance du potentiel économique du marché automobile mexicain offre de nouvelles perspectives à l'industrie et à Renault.

1971 — Le nouveau modèle Renault 12 est présenté simultanément sur le marché mexicain et en France.

1972 — Les deux entreprises signent d'importants accords pour la constitution d'une association en participation entre Dina et la régie Renault, ce qui entraîne un investissement initial de 100 millions de pesos et un investissement de 25 millions de pesos dans une seconde étape.

1973 — Présentation de la Renault 12 Guayin.

1974 — Le réseau de commercialisation de Renault Mexicana compte 100 distributeurs avec leurs installations de vente et de services.

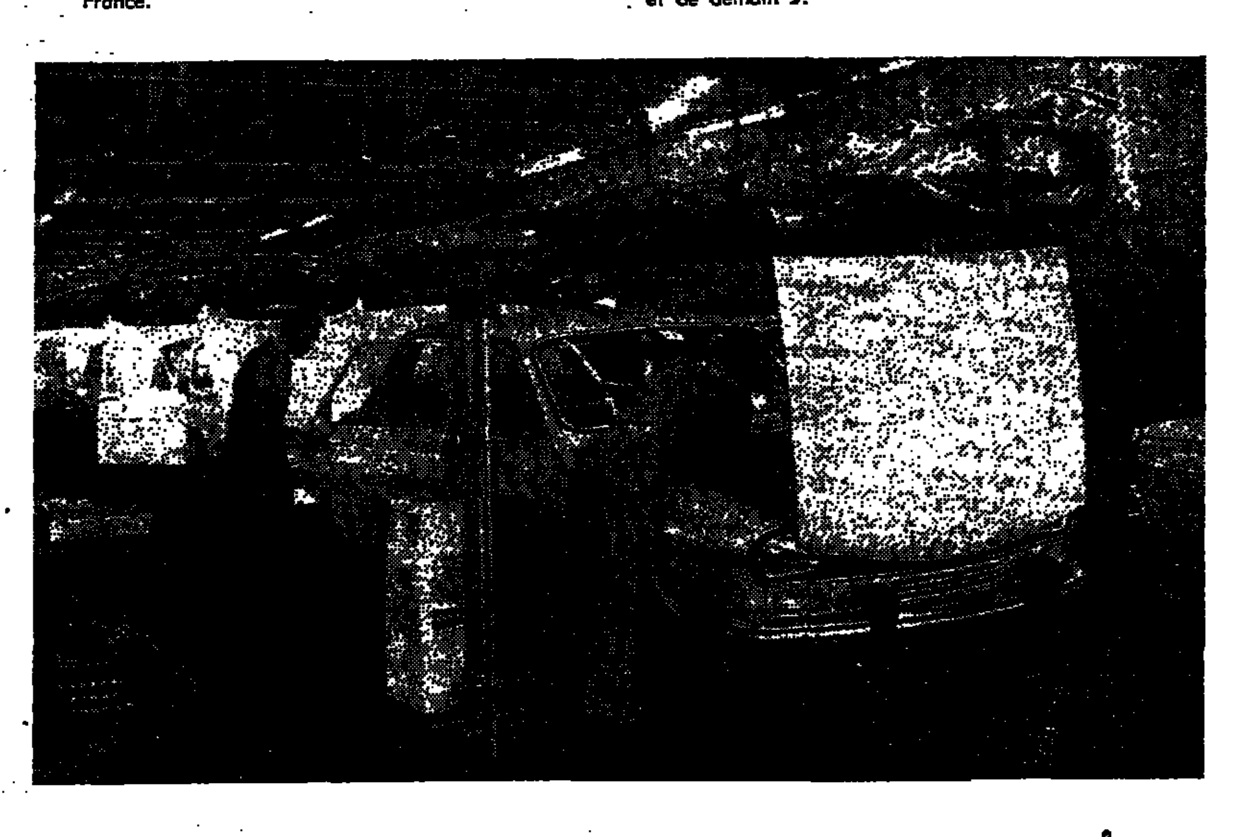
Au cours de cette même année, la construction de nouveaux ateliers de montage commence à Ciudad Sahagun, Etat de Hidalgo, dont la production annuelle prévue est de 40 000 unités et qui profitera des progrès les plus récents de la technologie automobile.

De ce fait, le pourcentage de pièces et main-d'œuvre mexicaines incorporées aux modèles Renault atteindra 70 %. Une augmentation appréciable des exportations vers l'Amérique centrale et l'Amérique du sud sera réalisée.

L'association Dina-Renault est devenue l'une des entreprises dynamiques de l'industrie automobile qui, grâce à son action, apporte une contribution importante au développement industriel du « Mexique d'aujourd'hui et de demain ».









MEXICO ET LES DÉSÉQUILIBRES RÉGIONAUX

PENDANT longtemps la croissance de la ville de Mexico fut pour les Mexicains exclusivement un objet de fierté nationale : ville héritée de la capitale aztèque, Tenochtitlan, ville coloniale prestigieuse longtemps la plus importante d'Amérique du Nord, symbole de la nation mexicaine illustré par des monuments comme le palais national, la basilique de Guadalupe, le Musée national d'anthropologie ou l'Université nationale autonome du Mexique. Avant 1970, peu de savants avaient souligné les particularités et les dangers de cette ville : E. Beltran, spécialiste d'écologie et de ressources naturelles ; E. Flores, économiste versé dans les problèmes agricoles ; M. Gomes Mayorga, architecte. L'analyse pécise de l'urbanisation mexicaine commençait à peine au Colegio de Mexico avec Luis Unikel. C'est alors que Mexico, sans cesser d'être un patrimoine glorifié, devint un problème politique et économique national.

La ville n'a cessé d'accroître son poids dans le pays, tant pour la population, l'emploi, la production, que pour la consommation : par exemple, 40 à 50 % du personnel des entreprises de plus de dix employés en 1960, ou 20 % de la consommation nationale des ménages. L'origine de cette concentration est politique : malgré une Constitution fédérale, le pouvoir hérité de la vice-royauté de la Nouvelle-Espagne a toujours été en fait fortement centralisé, tout mouvement centrifuge étant réprimé par la force au dix-neuvième siècle, et le parti révolutionnaire institutionnel jouant le rôle intégrateur après la révolution de 1910.

La prise en charge partielle de la croissance économique par l'Etat à partir de l'année 1935 a renforcé ce rôle de la capitale : dans la politique d'accueil des industries depuis la décennie 1940, Mexico fut privilégié, car c'est dans ses bureaux que se réglaient les innombrables démarches concernant le financement, les exemptions d'impôts, les importations de machines ; les usines se sont agglutinées dans la banlieue même.

D'autre part, un noyau d'affaires s'est constitué aux mains d'une bourgeoisie qui s'installe dans l'industrie sous Porfirio Diaz, se renouvelle partiellement pendant la révolution et multiplie ses liens avec l'Etat post-révolutionnaire jusqu'à nos jours. Enseignement supérieur et services techniques d'un haut niveau, systèmes de communications centralisés vers la capitale, commerces de gros et commerces de luxe diversifiés qu'on ne retrouve aussi perfectionnés dans aucune ville de province, permettent, en liaison étroite avec le capitalisme international, un développement des affaires.





Une pollution atmosphérique intense

En même temps naît ici, liée à ce monde de l'industrie et à celui de la bureaucratie d'Etat, une classe moyenne d'employés et de techniciens dont la croissance numérique est rapide et dont le poids politique est important dans le parti. Même si la masse de la population garde un niveau de vie faible, la part de cette classe moyenne est importante, plus que dans les autres capitales latino-américaines à l'exception de Buenos-Aires ou de Sao-Paulo : ainsi se développe une clientèle qui justifie la multiplication des industries de biens de consommation, l'expansion des supermarchés, la croissance d'une circulation automobile intense vers des banlieues toujours plus éloignées.

Ce type de croissance de la ville a commandé le mode d'emprise sur le sol urbain : pour les classes populaires formant la main-d'œuvre importée des campagnes, celles du centre du pays surtout, le bidonville ou le lotissement populaire de banlieue, peuplés de constructions basses bon marché, sont la forme de logement la moins coûteuse, mais nécessitent d'immenses étendues de terrains, à urbaniser tant soit peu tôt ou tard. Pour les couches moyennes, la villa à l'américaine, desservie par les autoroutes suburbaines, est l'idéal au prix d'une urbanisation coûteuse pour la collectivité en raison de l'étendue des terrains occupés

Le rythme de croissance de Mexico n'est pas destiné à se perpétuer « naturellement » et, de plus, les pouvoirs publics sont déjà intervenus pour le limiter. D'abord la croissance de la population, après s'être principalement réglée sur le rythme de l'immigration rurale vers la ville, dépend de plus en plus de la croissance naturelle de la population urbaine elle-même (près des deux tiers pour 1960-1970). Or, si la mortalité est déjà assez basse en milieu urbain (8,2 %), la natalité est restée très élevée jusque pendant la décennie 1960 : mais, au tournant des années 1970, la fécondité s'abaisse enfin, beaucoup plus tard que dans les autres grandes capitales latino-américaines : on peut s'attendre à un ralentissement de la croissance démographique de Mexico, ce qui ralentira la progression des besoins en eau, en terrains, en transport dans les années 1980. Mais ce sont ces besoins, de plus en plus difficiles à satisfaire, qui ont attiré l'attention des pouvoirs publics sur la nécessité de freiner la croissance urbaine.

D'abord l'expansion physique de la ville, avec une faible densité, liée à la spéculation sur les terrains, s'étend de plus en plus loin, immobilisant des sommes considérables, atteignant des *ejidos* de la réforme agraire dans le bassin agricole ou menaçant des forêts du domaine public sur les pentes des montagnes.

Cette expansion nécessite un équipement de transports qui ne peut être satisfait les autobus de banlieue sont cahotants, bondés, irréguliers ; les autoroutes de dégagement ou les percées intérieures sont quotidiennement bloquées par une circulation automobile qui croît avec le niveau de vie de la classe moyenne, suscitant en ville des problèmes insolubles de parquage. Le métro, solution la meilleure sans doute, voit sa rentabilité freinée par l'extension de l'habitat vers les banlieues en immenses zones à faible densité difficiles à desservir.

Si l'encombrement est surtout sensible pour les conditions d'habitat de la population, les industriels sont sensibles aux prix des terrains et aux contraintes de l'approvisionnement en eau. L'hydrologie du bassin de Mexico a représenté une difficulté spéciale de l'urbanisation : ce bassin endoréique pourvu d'un lac a nécessité un drainage pour éviter les inondations, des techniques de fondation des édifices élevés pour pallier l'affaissement du sol d'argile lacustre à mesure de sa dessication liée au drainage et aux pompages, enfin l'apport d'eaux provenant de bassins fluviaux voisins, principalement celui du Lerma, entraînant la protestation des riverains : pour 42 %, la consommation urbaine a été satisfaite en 1971 par des ponctions lointaines et coûteuses.

Enfin, industrie et circulation automobile ont entraîné une pollution atmosphérique particulièrement intense en saison sèche : de décembre à avril le phénomène s'accentue dans l'air calme, dont la stabilité est accrue par des inversions de température nocturnes, et les quartiers proches des usines et des berges d'argile poussiéreuse du lac de Texcoco (nord et est de la ville), quartiers populaires pour l'essentiel, sont les plus atteints.

La nécessité de freiner la croissance de la ville est apparue dès les années 1960 : mais la situation administrative de l'agglomération a contribué à rendre toute action inefficace ; en effet, dès les années 1950, la croissance urbaine s'effectue à la fois dans les délégations du district fédéral, entité dépourvue d'élus locaux et placée directement sous contrôle du gouvernement fédéral, et dans les municipes voisins de l'Etat de Mexico, Etat dont la capitale est la ville voisine de Toluca. La décision prise par les autorités d'interdire usines et lotissements nouveaux et de contrôler la consommation industrielle d'eau a été appliquée dans le district fédéral seulement, si bien que la croissance s'est reportée sur la banlieue dans l'Etat de Mexico : le seul municipe de Netzahualcoyotl, créé à cet effet, a accueilli en moins de dix ans un demi-million d'habitants dans un immense quartier pauvre en terrain marécageux, tandis que les emplois industriels augmentaient dans l'ensemble de la banlieue de 136 000 entre 1960 et 1970. C'est seulement depuis les années 1970 qu'on s'essaie réellement à limiter la croissance de l'ensemble de l'agglomération.

« Un bastion national puissant »

Mais, dès les années 1960, les industriels ont cherché terrains, *main-d'œuvre ou services hors de* la capitale. On a vu que jusqu'alors une part considérable de l'industrialisation s'est effectuée à Mexico, pour des raisons politico-administratives principalement, avec Monterrey comme seule exception de taille. Guadalajara ne s'est lancée que vers 1960, tandis qu'ailleurs les industries naissent seulement sous l'étroite dépendance de Mexico : bureaux, direction, *services* techniques y restent, tandis qu'on trouve la main-d'œuvre et les terrains pour l'usine à quelques heures d'autoroute : ce fut d'abord Toluca, puis Puebla, puis Cuernavaca, qui ont créé des zones industrielles équipées à cet effet, avec ainsi 56 000 emplois industriels créés de 1960 à 1970.

C'est peu de chose face à la puissance industrielle installée dans la capitale, où d'ailleurs les organes de gestion, les services de haut niveau technique, restent fortement concentrés, toute initiative dans ce domaine restant exceptionnelle en province.

Bien des forces dans le pays restent cependant favorables à la croissance de Mexico : face aux Etats-Unis et à leur emprise sur le nord du pays, ne faut-il pas un bastion national puissant, concentré, point d'appui de la bureaucratie d'Etat alliée à une bourgeoisie nationale. Seule la ville serait capable d'asseoir une politique nationale non pas indépendante des Etats-Unis, mais au moins capable de négocier avec eux en préservant des secteurs essentiels de la société mexicaine. Par ailleurs l'énorme ville est seule à posséder une diversification de services et de fabrications propre à dégager des *économies d'agglomération* et une masse de consommateurs suffisante à des fabrications permettant des *économies d'échelle*. Mais, précisément, si la croissance industrielle mexicaine dépend tellement de la capitale, c'est que la classe moyenne consommatrice s'y concentre, si bien que ce type de croissance est de peu de profit pour les zones rurales pauvres, en particulier celles du centre et du sud du pays.

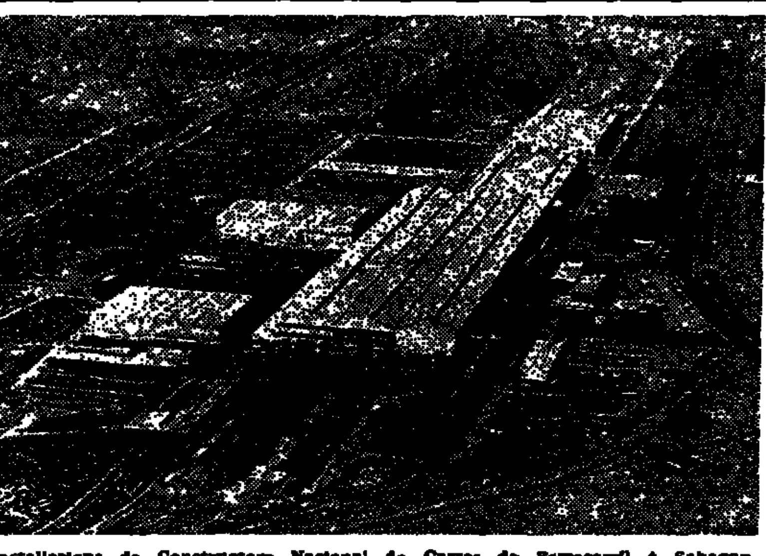
D'autres inconvénients peuvent conseiller un freinage de la croissance de Mexico : de plus en plus la croissance industrielle de haut niveau, ici comme à Buenos-Aires, ou surtout à Sao-Paulo, n'est-elle pas le fait de firmes multinationales, dont la taille est telle qu'elles ne peuvent s'appuyer que sur ces grandes métropoles, mais pour une stratégie internationale ? Croissance décidée à New-York plus qu'à Mexico, pour conquérir certes les marchés mexicains, mais tout autant ceux des Antilles ou d'Amérique centrale. Par ailleurs, la capitale a un haut niveau de consommation qui fait qu'elle tend à prélever très largement sur les ressources et sur la production nationale : 30 % de l'énergie, 18 % du lait, etc.

Dans un pays qui frappe par l'intensité des contrastes de niveau de vie selon les régions, le dynamisme de la capitale joue un rôle essentiel dans l'accentuation de ces contrastes.

CLAUDE BATAILLON.

C.N.R.S.-Toulouse Le Mirail.

FABRICATION DES VOITURES DESTINÉES AU MÉTRO DE MEXICO



Installations de Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril à Sahagun, Mexico, où seront construites les voitures pour le métro de la ville de Mexico.

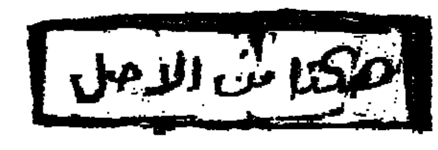
Le gouvernement mexicain a encouragé la création d'un important ensemble industriel qui, sous plusieurs aspects, constituera le pivot de la fabrication d'une série de produits essentiels au développement du pays. Cet ensemble industriel se trouve installé à Ciudad-Sahagun, à 100 kilomètres de distance de la capitale.

L'une des entreprises participantes est ***Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.*** où sont fabriqués différents matériels destinés au transport ferroviaire. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, cette entreprise est la propriété du gouvernement mexicain.

L'on effectue actuellement des travaux d'extension de la halle principale de l'usine destinés à permettre le commencement de la fabrication des voitures utilisées par le métro de la ville de Mexico, dont le matériel actuellement en service est de fabrication française.

Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A. compte sur l'assistance technique des sociétés suivantes pour la fabrication des voitures destinées au métro : **Société Générale des Constructions Electriques et Mécaniques ALSTHOM S.A.** et **Compagnie Industrielle de Matériel de Transport C.I.M.T. LORRAINE S.A.**, qui se chargeront de fabriquer ou d'acheter en France les pièces qui seront encore importées, ceci sous surveillance technique du contrôle de qualité et des prix de la **Société Française d'Etudes et de Réalisations de Transports Urbains S.A. SOFRETU** (entreprise d'Etat française). La première série sera de 345 unités, qui seront destinées à intensifier le service sur les lignes actuelles du métro de la ville de Mexico et à couvrir les besoins de deux extensions. Cette série de voitures commencera à circuler sur les lignes du métro de Mexico au mois de novembre 1975, selon le programme de fabrication en cours de ***Constructora Nacional de Carros de Ferrocarril S.A.***

D'autre part, des négociations ont commencé avec les autorités de Jalisco pour préparer un programme de fabrication de voitures du métro de la ville de Guadalajara. La part de matériel mexicain dans les voitures sera augmentée graduellement en fonction d'un programme soigneusement établi et aux termes duquel le nombre des pièces fabriquées au Mexique augmentera graduellement jusqu'à atteindre 80 % de la valeur totale.





BILAN DE LA RÉFORME AGRAIRE

La terre, le crédit, les pluies, le maïs...

LES réalités de la réforme agraire mexicaine ne sont pas faciles à saisir. N'entre pas qui veut dans un *ejido*. Métis ou Indien, le *campesino* mexicain est soupçonneux. Les portes se ferment devant le citadin, même s'il s'agit d'un technicien de l'agronomie. On l'a bien vu, récemment encore, de 1967 à 1972, dans la mise en œuvre du plan Puebla. Il se proposait d'intensifier la production du maïs chez cinquante mille exploitants des *ejidos* du plateau à climat tempéré de Puebla. Pour sa mise en œuvre, ce plan a exigé, pendant cinq ans, un très gros *effort* pédagogique, l'animation quotidienne étant associée aux champs d'expériences et aux ouvertures de crédit. En dépit de toutes ces initiatives et de tous les dévouements qu'elles comportaient, c'est un fait que le plan Puebla n'a pas donné tous les résultats escomptés, tant il est difficile de vaincre l'inertie d'une masse paysanne viscéralement attachée à toutes ses traditions.

Aux yeux du villageois, la réforme agraire ne va pas et ne doit pas aller au-delà de l'attribution des lots de terre cultivables aux « ayants droit ». L'Etat doit s'en tenir à cette fonction de distribution mais il doit aussi soutenir, contre toute spéculation, le prix des denrées. Et puisqu'il veut que l'on vote pour le président, ce que l'*ejidotario* fait volontiers, il faut qu'il fournisse du crédit. On ne peut pas cultiver la terre sans crédit pour les semailles. Au bout de cent vingt jours, on remboursera — si les pluies ont donné la récolte escomptée. Le *Crédito ejidal* compte, bon an mal an, 15 % de perte. C'est à l'Etat de prendre en compte ce risque d'origine climatique.

Quatre mots suffisent à nourrir les conversations dans les campagnes mexicaines : « Terre, crédit, pluies, maïs. » Ce sont là, dans la bouche d'un *ejidotario*, des expressions sacralisées. Leurs diminutifs s'accompagnent, dans la voix, d'inflexions qui les sensibilisent à l'oreille de chacun. En dehors de quoi, on n'a que faire des innovations que les *technicos* viennent proposer aux *campesinos* et qui ont trait aux engrais, aux semences sélectionnées, aux pratiques coopératives. Elles sont trop chargées d'inconnues et de risques pour qu'on puisse les accepter sans y réfléchir au moins jusqu'aux prochaines semailles. Ce qui revient à les éluder. Quant à entrer dans un système d'agriculture collectivisé, si prometteur qu'on puisse le décrire, autant revenir à l'ancienne hacienda et à son travail forcé, de sinistre mémoire.

52 % à 55 % de la surface agricole utile

Disons, sans plus tarder, que ce n'est là qu'une forte moitié de l'agriculture mexicaine. Les vingt mille *ejidos* de la réforme agraire ne couvrent que 52 à 55 % de la surface agricole utile (S.A.U.). Encore faut-il leur adjoindre les terres des très petits exploitants-propriétaires. Pour le reste, la grande culture s'en est chargée et elle ne se prive pas d'être moderne, voire même ultra-moderne, à l'américaine.

Comment en est-on arrivé, au bout de soixante années de réforme agraire, à cette dichotomie qu'une enquête d'ordre seulement juridique pourrait nous laisser ignorer ? L'observateur averti du *campo* mexicain sait qu'elle exprime les réalités fondamentales d'un pays rural, dont il n'existe pas un autre exemple dans le monde.

Constatons tout d'abord que *les onze mille latifundios* de *1910* ont pratiquement disparu. C'est à peine s'il subsiste, dans des cantons isolés et oubliés, trois cents à quatre cents haciendas que la réforme agraire n'a pas encore éliminées. Il n'y a pas eu, à proximité, une association légale de paysans pour en demander la réduction et l'Etat n'a pas encore trouvé les crédits et les techniciens nécessaires à l'œuvre de colonisation que représenterait la prise en charge des *ejidos* qui se substitueraient au grand domaine. Partout ailleurs, et tout d'abord sur les terroirs fertiles du Mexique central, la réforme agraire a été réalisée. Le décret de janvier 1915 et l'article 27 de la Constitution de 1917 ont servi de fondements à cette révolution spontanément amorcée au cours de la guerre civile (1910-1920) par les « zapatistas » du Morelos sucrier. *Un code agraire a été* rédigé en 1934. Depuis lors, il n'a cessé de s'enrichir de textes nouveaux, et nous ne manquons pas d'analyses juridiques qui en font la synthèse. Il est moins commode de savoir, région par région, quand, comment *et* par qui cette législation a été appliquée

Dans un pays aux terres, aux climats, aux productions aussi variés que ceux du Mexique, les modalités de la réforme agraire ont été infiniment diverses et le Mexique n'a pas encore le cadastre où s'inscriraient les mutations survenues. L'histoire de la réforme agraire mexicaine, en date, la première du monde puisqu'elle devance de trois ans celle de Lénine, reste à faire. Elle sera difficile à écrire parce qu'elle interfère avec un phénomène démographique sans précédent : *le Mexique avait quinze millions* d'habitants en 1920 ; il en a cinquante-six millions de nos jours. Cela veut dire que les campagnes qui en retiennent 45 %, soit vingt-cinq millions, sont surpeuplés et qu'il en résulte de fortes tensions agraires. De plus, la réforme s'est faite en parallèle avec une conquête, tous azimuts, des terres vierges, celles du désert, au Nord, par l'irrigation, et celles des tropiques humides, dans le Sud, par le défrichement. Depuis un demi-siècle, les surfaces cultivées ont doublé et la production a quadruplé. Cette expansion, définie sous le nom de *« marche à la mer »*, s'est faite tantôt au bénéfice des *ejidos* et tantôt à l'avantage de la grande culture. Le bilan est à faire secteur par secteur en fonction des denrées produites : sucre ou coton, sorgho ou café, oléagineux ou bananes, etc.

Archaïsme et cultures traditionnelles

Fait-on le bilan, en 1974, de la réforme agraire et de la politique pionnière, on constate alors que l'on a, d'un côté, la petite culture de deux millions d'*ejidotarios*, auxquels il faut ajouter environ un million de petits exploitants *rancheros* ou *milperos*. Dans 95 % des *ejidos*, il s'agit de modes de vie archaïques et de cultures traditionnelles : le maïs, les haricots, les piments, les citrouilles et les tomates y ont la plus grande part. S'il s'agit de canne à sucre ou de coton, les rendements restent bas, le plus souvent, en raison d'une pratique agronomique par trop routinière. De l'autre côté, la grande culture mexicaine est aux mains de soixante à soixante-cinq mille *« petits propriétaires »*. Cette expression officielle peut surprendre. Elle voulait marquer le refus légal de la *« grande propriété »*. En fait, il s'agit bien, chez les ci-devant latifundistes réduits au « noyau » de leur ancien domaine comme chez les nouveaux grands colons, pionniers et planteurs, d'une culture mécanisée, industrialisée et à gros rendement sur de vastes parcelles. Les productions ont un caractère spéculatif, qu'elles soient orientées vers le marché intérieur — et c'est le cas pour le blé et pour l'élevage de qualité fournisseur de viande ou de lait — ou vers l'exportation — qui concerne le café, le coton et les cultures spéciales, telles que la tomate d'hiver, les fraises, les fruits tropicaux vendus aux Etats-Unis.

Seule une minorité d'*ejidotarios* et de très petits exploitants s'intéressent à l'agriculture spéculative. C'est ici qu'intervient l'*impresario*, qui a partie liée, le plus souvent, avec les représentants régionaux de la grande culture. Il est de bon ton, au Mexique, de parler le moins possible de cet état de choses. Même chez les théoriciens de l'« agrarisme » le plus exigeant, on n'en fait mention qu'à demi-mot. *Peut-être* parce que ces publicistes n'ont pas un accès direct aux réalités locales du monde rural. Peut-être aussi parce qu'ils mettent leurs espoirs dans les sociétés de crédit, récemment instituées à assez grande échelle par le gouvernement, soucieux de mettre fin à d'anciens abus.

Du côté de la grande culture, la banque privée hésite d'autant moins à faire des avances que le titre de propriété est mieux garanti : pour les anciens latifundistes, mais très souvent aussi pour les pionniers, il consiste en un « certificat d'inaffectabilité ». Ce document établit que, la réforme agraire ayant été faite, le « noyau » conservé par le propriétaire ne saurait être remis en question. La valeur est d'autant *plus grande qu'il porte* des installations fixes : puits forés munis de pompes, bâtiments d'exploitation et magasins.

La supériorité de la grande culture s'est établie pour une large part sur le bon marché de la main-d'œuvre. Les salaires en sont réglés par une législation qui, dans chaque région, fixe le taux minimal. Il est de 25 à 30 pesos, ce qui équivaut à 10 ou 12 F *dans les zones* rurales du Mexique central. Il peut s'élever jusqu'à 35 ou 45 pesos dans le Nord. Mais en franchissant la frontière, le *bracero*, ouvrier agricole, serait assuré de gagner 300 à 350 pesos. Malheureusement pour lui, depuis 1965, de sévères restrictions réservent le droit d'entrée aux Etats-Unis à un petit nombre de frontaliers qui ont des contrats régulièrement renouvelés. Cela est tout à l'avantage de la *grande culture* mexicaine, qui se voit ainsi réserver des productions exigeant beaucoup de main-d'œuvre.

Au demeurant, la supériorité incontestable de la grande culture mexicaine se fonde principalement sur un avantage d'ordre géographique, et celui-ci est unique au monde. Mexico et le plateau central du Mexique *constituent* un *marché* de trente millions d'habitants. Or il se trouve placé au centre d'un dispositif à trois étages où se rassemblent, sur de courtes distances, des terres tropicales de 0 à 800 mètres d'altitude, des terres tempérées de 800 à 1 600 mètres, des terres froides de 1 600 à 2 800 mètres. Le tout relié par un réseau routier d'exceptionnelle qualité en dépit des obstacles du relief. Dans un cercle dont le rayon varie de 100 à 250 kilomètres, on récolte du café et des bananes, du maïs et des légumes, du blé et des pommes de terre, celles-ci récemment mises à la mode sous *forme* de frites à Mexico. Et ceci en toute saison pour les fruits et légumes dont on peut, en hiver, exporter une part aux Etats-Unis. Côte à côte ou *presque*, on peut avoir l'orge pour d'excellentes bières, l'*agave-maguey*, *pour* le *pulque*, boisson populaire, et la vigne dont Martell fera du « Brandy Cheverny », qu'il se refuse à appeler cognac, mais personne ne s'y trompe.

Tels sont les contrastes de la vie agricole mexicaine après soixante années de réforme agraire et trois décennies de conquête pionnière. Le pays peut-il s'estimer satisfait des progrès réalisés et des réformes accomplies ? Certainement pas. Chez les économistes, on voit s'exprimer des inquiétudes au sujet de la capacité de production du Mexique. Quatre fois — ou presque — plus étendu que la France, le Mexique n'a guère plus de la moitié de la S.A.U. française (surface agricole utile). D'immenses déserts et beaucoup de montagnes font que les étendues cultivables sont en fait assez limitées : 18 à 20 millions d'hectares. Et comme une *forte* moitié de la S.A.U., aux mains des *ejidotarios* et autres petits exploitants, n'a qu'une très faible productivité, il y a de quoi s'effrayer quand on sait que la population mexicaine s'accroît, à l'heure actuelle, au rythme de deux millions de nouvelles bouches à nourrir chaque année.

Traitées par les spécialistes et publiées, le plus souvent, dans des cercles restreints pour ne pas alarmer l'opinion, les statistiques font apparaître les données suivantes : 15 % des exploitants sont à même de livrer 85 % des denrées agricoles commercialisées, cependant que 85 % des agriculteurs fournissent les autres 15 %. Ce qui souligne le haut degré d'autoconsommation par la masse des petits exploitants. De même, on a pu calculer que 2 % des unités agricoles de production étaient à même de pourvoir à toutes les exportations de denrées agricoles ; que 10 % des exploitants pourraient fournir tout le ravitaillement des marchés urbains nationaux ; enfin, que 82 % des agriculteurs produisaient seulement de quoi couvrir les besoins réciproques du monde rural. Si cette masse paysanne produit peu et ne commercialise qu'une part minime de ses récoltes, elle ne consomme que fort peu de produits *manufacturés* ; ce qui est un handicap pour l'industrie nationale. Aussi les responsables considèrent-ils qu'il est urgent de promouvoir une modernisation de la petite culture. De là, le plan Puebla. De là aussi, les préoccupations que suscitent les lenteurs révélées par ce plan quant aux transformation que l'on souhaite dans les façons de faire des petits exploitants.

« La réforme de la réforme »

Du point de vue politique et social, les « points noirs » du monde rural ont sérieusement grossi depuis un quart de siècle. Ceci à cause de la trop rapide croissance de la population rurale. Dans les campagnes surpeuplées, 1 200 000 fils de cultivateurs sont inscrits sur les listes des « ayants droit ». Mais on n'a pas de parcelles *d'ejidos* à leur confier et, par ailleurs, la loi s'oppose, avec raison, au partage des lots. Les partisans de la « réforme de la réforme agraire » réclament un partage, en lots *ejidales*, des « noyaux » conservés des anciennes haciendas ou des plantations nouvelles que contrôle la grande culture. Selon ces agraristes, la réforme totale devrait conduire à la constitution de grandes unités d'exploitation collective du type sovkhose ou kolkhoze. Outre qu'il faudrait sur ce point modifier la Constitution de 1917, les décrets d'inaffectabilité ont pleine valeur devant les tribunaux, et il est difficile de les considérer comme nuls et non avenus. D'autant plus que nombre d'entre eux sont aujourd'hui dans les mains de gens qui, cardenistes ou alemanistes, peuvent faire état d'un passé révolutionnaire ne prêtant pas à discussion. Surtout, les *ejidotarios* ne veulent pas entendre parler des systèmes collectivistes qui pourraient leur être proposés. Les expériences qui ont été faites, dans cette direction, au temps d'Obregon (1920-1924) et de Cardenas (1934-1940), n'ont eu qu'assez peu de succès. Celles qui, à une époque plus récente, ont mieux réussi, concernent seulement des *ejidos* isolés et que l'Etat soutient financièrement. On peut difficilement étendre la formule dans la mesure où elle est presque toujours très onéreuse, sans susciter pour autant le moindre enthousiasme.



La question se pose aussi, dans l'immédiat, de la baisse de production qui ne manquerait pas de se produire si on enlevait leurs terres aux tenants de la grande culture. Tous les problèmes agricoles se trouvent formulés, devant le gouvernement *fédéral, en termes de production* — qu'il faut encourager — et de soutien financier, — que pour des raisons budgétaires on ne peut porter au-delà d'un certain niveau. Quand les dirigeants, président en tête, rappellent qu'ils sont tout dévoués à la cause de la « réforme agraire intégrale » ils savent bien que les impératifs financiers limitent nécessairement les actions gouvernementales.

Il en va de même de la politique pionnière. On a constaté que les travaux d'irrigation s'appliquent désormais à des secteurs où les opérations de colonisation sont de moins en moins rentables... Le rapport des investissements à faire et du nombre de familles à installer est encore plus défavorable en pays tropical où, faute d'équipements de qualité et de moyens de culture modernes — après défrichement aux frais de l'Etat, — on a toute chance de condamner les colons à une vie misérable.

De toute évidence, il faut combiner les mutations à promouvoir en milieu rural avec un freinage de l'explosion démographique. L'esprit public, au Mexique, était hostile à cette dernière manière de voir. Après bien des hésitations, le gouvernement mexicain vient de définir une première ébauche de la nouvelle politique qu'il envisage d'engager dans cette direction.

L'expansion économique est un impératif premier tant que la très forte poussée actuelle du peuplement ne se sera pas réduite. Déjà, cependant, le développement agricole et industriel semble pouvoir se faire, au Mexique mieux qu'ailleurs, dans une perspective où la production prendrait le tournant qui, en lui donnant une finalité plus humaine, concilierait tout ce que le passé — particulièrement en milieu rural — a d'attachant et tout ce que le présent a d'exigences — notamment en matière d'agriculture moderne — pour que le niveau de vie du pays puisse s'élever. Dans cette voie, et à sa manière, le Mexique, ni attardé ni superdéveloppé, peut devenir un modèle.

H. ENJALBERT.



UN UNIVERS EN

PAR un matin de la fin de février 1949, quand, avec ma femme et mes enfants, je pris le train à la gare de Mexico pour le voyage de 72 heures qui devait me conduire à New-York, je ne savais pas que dix ans s'écouleraient avant que je retrouve l'air léger de l'Anahuac. Nous venions de passer un peu plus de trois ans dans ce pays de légendes qui sont des réalités et de réalités qui dépassent la légende.

Mexico avait quelque deux millions et demi d'habitants, un million de plus que lorsque nous étions arrivés, et la maison que nous avions habitée quelques mois en 1946, dans la Colonia Narvarte, aux ultimes limites de l'agglomération, avait été depuis longtemps absorbée par la ville.

Le président était Miguel Aleman, célèbre pour son sourire et pour les histoires qui couraient sur son compte. On devait lui en prêter beaucoup, mais les Mexicains ont toujours beaucoup aimé colporter sur leurs dirigeants des histoires de corruption et de scandale. Elles étaient parfois fondées. A cette époque la *mordida* (version plus agressive du bakchich) était reine à tous les niveaux de l'administration. Le petit peuple prenait cela avec philosophie : « *Que roben, pero que trabajen* », me disait mon concierge (« *Qu'ils volent, mais qu'ils travaillent.* »)

Et l'on travaillait. La vie du paysan était rude, qu'il fût petit propriétaire, salarié d'une grande propriété ou membre d'un *ejido* (ferme collective). La sumatalité (une des plus fortes du monde) avait amorcé un exode rural qui chassait vers les quartiers périphériques de Mexico, tout parsemés de petites maisons d'*adobe*, version mexicaine de la *favela*, un immense *lumpenprolétariat* qui ne trouvait pas aisément d'emploi dans les industries naissantes et peuplait la ville d'une infinité de petits métiers.

Les dirigeants aussi travaillaient. C'est l'époque où se préparaient les grandes campagnes d'alphabétisation que devaient mener Jaime Torres Bodet et ses successeurs. Des hommes sérieux, attentifs, vigilants, comme l'économiste Jesus Silva Herzog, planifiaient l'avenir du Mexique. Lombardo Toledano, dans une semi-opposition, tentait de redonner au syndicalisme une impulsion révolutionnaire, comme à l'art les trois *monstres sacrés* de la peinture mexicaine : Diego Rivera, Orozco et Siqueiros.

La guerre finie et l'industrialisation s'amorçant, il fallait trouver un nouvel équilibre économique et de nouveaux rapports avec les Etats-Unis de Truman. Anti-américaine, la révolution mexicaine, à ses origines (1910-1917), était plutôt germanophile. Montrer une préférence pour le camp allié était encore assez mal vu dans le Mexique de 1946. Mais il y avait des nuances, et la position des Français était assez favorable. Un peu en marge de la politique nationale, mon vieil ami Dón Alfonso Reyes, affirmait hautement sa francophilie. Les Français d'ailleurs disposaient du solide bastion des Barcelonnettes, maîtres tout-puissants du commerce de la nouveauté et des grands magasins.

Mais ce n'étaient là en fin de compte que des aspects mineurs d'un univers en gestation dont il fallait découvrir, de mois en mois, d'année en année, les prodigieuses promesses.

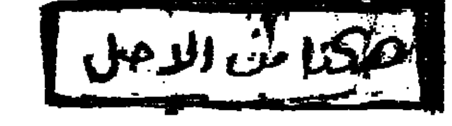
De cet univers j'emportais une vision éblouie et nostalgique par cette journée de février 1949, tandis que défilaient devant moi à perte de vue les grandes plaines du Nord, parsemées d'agaves et de troupeaux immenses.

Les crises de croissance

Je *retrouvai* Mexico en octobre 1958. La ville avait doublé de taille et de population. Les gratte-ciel avaient fait leur apparition : de nouvelles techniques permettaient de déjouer les pièges du fond de lac mouvant sur lequel est construite la ville. Le pays était passé de vingt-sept à trente-sept millions d'habitants. Pourtant tout était familier : les voix, les couleurs, les usages, les rues, les amis.

Mais très vite on sentait que quelque chose avait changé. C'étaient les dernières semaines de la présidence de Ruiz Cortinez. J'avais connu cet homme au visage sévère alors qu'il était gouverneur de l'Etat de Veracruz. Sa campagne s'était déroulée sur le thème de la moralisation. Et il est certain que ce thème favori des campagnes présidentielles mexicaines n'était pas resté cette fois lettre morte. La fonction administrative cessait d'être ce qu'on appelle au Mexique *chamba gorda*, c'est-à-dire une combine lucrative.

Cortinez aurait pu terminer son mandat dans le succès si le succès même ne l'avait trahi. Au cours de l'année 1958 des troubles graves se produisirent et donnèrent lieu à une de ces répressions brutales qui font partie du comportement mexicain. On peut faire d'autres analyses, mais je pense personnellement que ces troubles avaient pour ori-





EXPANSION

gine l'apparition de nouvelles couches sociales issues du développement économique : travailleurs de l'industrie, bien sûr, mais aussi petite bourgeoisie intellectuelle et technicienne. Les enseignants et les cheminots avaient été à la pointe du mouvement. Un des thèmes que j'entendis le plus souvent développer au cours des conversations que j'eus pendant ce séjour était le refus de l'*imposicion*, c'est-à-dire du contrôle des élections, notamment syndicales, par le vieux parti révolutionnaire institutionnel qui, depuis quarante ans, menait le régime.

La révolution de papa était pour *une fois mise en cause, mais elle* n'en fut pas ébranlée, soutenue qu'elle était par le puissant appareil des masses paysannes encadrées par les notables locaux.

Un des hommes les plus significatifs de cette époque est Octavio Paz, *qui devait devenir* quelques années plus tard ambassadeur du *Mexique* en Inde, puis démissionner *avec éclat* après *les répressions de* 1968. On lui doit une des analyses les plus pénétrantes de la psychologie mexicaine, *El Laberinto de la Soledad*, qui a d'ailleurs été traduite en français. Ce poète, ancien de la guerre d'Espagne, a plus d'une ressemblance avec Malraux. *Il a évolué* du communisme vers une sorte de gauchisme intellectuel violemment antisoviétique. Son audience littéraire est plus considérable que son audience politique, mais il est assez représentatif d'un courant de pensée qui a joué son rôle.

Il est remarquable *que le parti communiste* n'ait jamais eu d'influence décisive ni dans le régime ni dans l'opposition mexicaine. Il est vrai que l'appareil du parti révolutionnaire institutionnel lui barre la route des masses. Il est vrai aussi que les réfugiés espagnols ont apporté au Mexique, terre d'asile de Trotski, toute une variété d'hérésies marxistes en général fortement antistaliniennes. Mais cela même était dépassé en 1958 et je ne retrouvais plus alors que le souvenir de Marceau Pivert, *mon prédécesseur à l'Institut* français d'Amérique latine, de Victor Serge, de Benjamin Péret et *de Gomez Gorkine, dirigeant du* POUM à Barcelone pendant la guerre d'Espagne. Dès l'année suivante Cuba attirait *l'attention de la jeunesse*.

Mais quel Mexicain admettrait un *modèle autre que mexicain* ? Si le Mexique grandissait, c'était à lui de dominer *ses crises de croissance*.

De la répression à l'espérance

Elles continuèrent pourtant sous la présidence de Lopez Mateos et sous celle de Diaz Ordaz. Chacune eut sa part de troubles et sa part de répression. Comme partout dans le monde la violence culmina en 1968 avec le massacre de la place des Trois-Cultures. Sur cette place — une pyramide aztèque, une église coloniale, et des immeubles modernes dont le ministère des affaires étrangères et l'institut polytechnique, — les étudiants furent piégés et massacrés par dizaines (certains disent par centaines).

J'arrivai à Mexico au début de janvier 1969. Dînant un soir au dernier étage du ministère des affaires étrangères, je regardais la place des Trois-Cultures et la carcasse calcinée de *l'institut* polytechnique. Un vieil ami, qui faisait partie du gouvernement, vint regarder par-dessus mon épaule et me murmura à l'oreille : *« Toi aussi, tu te demandes comment nous avons pu en arriver là ? »*

C'était, en effet, la question. Le Mexique s'était prodigieusement développé au cours de ces dix dernières années : une population qui dépassait quarante-huit millions d'habitants, une industrie en plein essor, des progrès décisifs en matière d'éducation, d'hygiène, de niveau de vie. Mexico, avec près de sept millions d'habitants, était devenue une des métropoles les plus belles et les plus modernes du monde, tout en gardant le charme de ses spectacles de rue et de ses « colonias » de toutes les époques. On n'américanise pas un pays comme le Mexique : c'est lui qui mexicanise l'Amérique. Ce peuple *a le secret d'un métissage dévorant* où c'est toujours l'Indien qui triomphe. Il y a justement sur la place des Trois-Cultures un monument au métissage.

Mais que restait-il de la révolution devant tant de luxe urbain, tant de pauvreté paysanne, devant tant de criantes inégalités sociales ? L'argent est là, il coule à flots, et le peso est solidement accroché au dollar, mais qui a l'argent ? Cuba, cette fois, à un attrait irrésistible, et l'année suivante l'exemple du Chili fait songer, fait rêver, les révoltes prennent corps. Des guérillas paysannes apparaissent dans les terres chaudes, des guérillas urbaines apparaissent dans Mexico. La répression est plus feutrée, mais toujours aussi efficace.

Tout le monde s'accorde à reconnaître le mérite de Diaz Ordaz, mais la violence a porté un coup mortel à sa présidence. En 1970, le parti désigne comme candidat un homme nouveau, Luis Echeverria. Il a la réputation d'être un homme de gauche, mais dès son discours d'investiture il refuse les tendances et se donne comme devise : *« Arriba y adelante ! »* (vers le haut et en avant !).

J'ai eu l'occasion d'assister à ce discours d'investiture. Il était clair que les applaudissements jaillissaient surtout quand le président évoquait les thèmes traditionnels de la révolution mexicaine : poursuite de la révolution agraire, indépendance économique et moralisation de la vie publique.

Mais les militants massés dans le grand auditorium de Chapultepec n'étaient pas tout le peuple mexicain. L'année suivante j'ai eu l'occasion d'interviewer Luis Echeverria. Les revendications violentes continuaient, et la répression aussi, mais il se défendait de n'être, comme certains disaient, qu'un technocrate de gauche.

L'expérience a prouvé au moins qu'il est habile et honnête. Ni les guérillas paysannes (dans le Guerrero notamment) ni l'agitation urbaine n'ont cessé, et les forces de l'ordre ont toujours la main dure, mais cela ne semble pas devoir ébranler le régime, qui garde bonne conscience. Jamais le prestige du Mexique et celui de son président n'ont été aussi grands que maintenant, où, après la disparition d'Allende, il offre le seul modèle progressiste d'Amérique latine, le Cuba assagi de Castro mis à part.

ROBERT ESCARPIT.

Chiapas : le géant endormi

CHIAPAS, « un géant endormi qui ne se réveillera pas tout seul », affirmait le président Luis Echeverria au cours de l'un de ses fréquents voyages dans cet Etat du sud-est mexicain auquel il semble porter une affection particulière, mais qui vient d'être particulièrement *touché par le cyclone tropical « Fifi »*.

Géant en effet que ce territoire de 74 415 km carrés (le huitième des Etats mexicains en superficie), peuplé à peine d'un peu plus d'un million et demi d'habitants mais reposant sur une nappe de pétrole si vaste *qu'elle déborde largement sa* frontière avec le Guatemala. On comprend dès lors les efforts déployés pour insuffler le goût du progrès à une population aux trois quarts inactive, peu alphabétisée mais conservant jalousement l'héritage d'une culture plusieurs fois millénaire.

A Réforma, la future capitale pétrolière qui n'est encore, pour l'instant, qu'un hameau enfoui dans une végétation exubérante, le gouvernement vient d'investir 45 millions de pesos (18 millions de francs) pour creuser de 1 000 mètres le puits principal dont la profondeur atteint ainsi 6 000 mètres.

Officiellement, l'Etat a investi dans cette région en 1974, un total de 600 millions de pesos (240 millions de francs) pour la réalisation d'un plan à long terme prévoyant des investissements d'un total de 1 050 millions de pesos pour le développement tant économique que poli*tique et éducatif de la région, de* même que l'aménagement d'un centre industriel.

Une faible partie des ressources du Chiapas a été jusqu'ici exploitée. Tandis que s'achève au sud la modernisation de Puerto-Madero, sur le Pacifique, on tente par ailleurs de stimuler l'industrie du sucre, de l'élevage, du café et du bois, à refertiliser des terres épuisées par une agriculture nomade dont la principale technique de fertilisation a consisté surtout dans l'incendie d'un sol principalement voué à la culture du maïs, base de l'alimentation.

D'autre part, l'énorme projet de Malpaso, qui sera administré par la Banque mondiale de développement, entraînera dans sa première phase de réalisation un investissement de 150 millions de dollars.

Lors de son dernier voyage, le président a annoncé la construction de nouvelles écoles, une destinée à l'enseignement secondaire, une autre aux techniques agricoles à San-Cristobal-Las-Casas, et inauguré la route bitumée de 176 km. reliant maintenant Tuxtla-Guttierrez, capitale du Chiapas, à la ville côtière de Villahermosa traversant un paysage *verdoyant, enchanteur*, avec ses montagnes recouvertes d'une luxuriante végétation tropicale et ses vallées traversées de petites rivières et de cascades, où paissent des troupeaux constituant un cheptel de 2 millions de têtes.



A Palenque, dans la jungle du Chiapas, les archéologues ont découvert la tombe, ornée de jade et d'obsidienne, d'un notable maya.



Cinquante ans d'attente

Cette route si ardemment désirée qu'elle provoqua au cours des ans la formation de villages dans les montagnes avoisinantes était attendue depuis cinquante ans, ainsi que le soulignait le gouverneur, Manuel Velasco Suarez, un neurologue de grande réputation qui opéra l'ancien président Lopez Mateos et qui vanta, à son retour de Chine, l'an dernier, des méthodes de médecine rurale qui pourraient pallier, dans son propre Etat, un manque dramatique d'équipes médicales.

Devenu indépendant en 1823, après de sanglantes luttes contre le conquérant espagnol, intégré un an plus tard à la Fédération des Etats mexicains, le Chiapas célèbre cette année son 150e anniversaire de « mexicanité ». Les 500.000 touristes nationaux et étrangers (les Européens venant en tête, avant les Américains) qui sont passés cette année par Tuxtla-Guttierrez et San-Cristobal-Las-Casas (joyau de l'architecture hispanique) ont pu lire avec curiosité ce leitmotiv affiché un peu partout : *« Todo en Chiapas es Mexico. »* Volonté de réaffirmer la mexicanité de l'Etat demeuré le plus indigène, ou plutôt de convaincre les Chiapanecos eux-mêmes de leur appartenance à la grande fédération ?

Jusqu'à maintenant, il faut dire, le Chiapas a vécu plutôt en marge avec ses trois cent mille indigènes dispersés dans les montagnes, ignorant souvent l'espagnol, communiquant dans les dialectes des ethnies nahvas, zoques, choles, tzéltales, tzotziles, etc., jaloux de leurs particularismes, conservant d'étranges rites, musiques, danses, *légendes*, *magies*, hérités du conquérant espagnol et des ancêtres mayas.

Sur la place du *zocalo* ou au marché de San-Cristobal-Las-Casas, chaque matin offre un spectacle haut en couleurs avec ses indigènes en costume régional, descendus des montagnes, ayant parcouru plusieurs kilomètres à pied pour venir vendre leurs châles, leurs tuniques, leurs sacs tissés avec adresse, des cotonnades aux broderies si riches qu'elles n'ont d'égales que celles de l'Etat voisin du Yucatan et qu'on vient acheter du Brésil, du Canada, des Etats-Unis, de France, d'Angleterre et même du Japon.

On reconnaît aisément chaque groupe ethnique à son costume : chapeau de paille plat à large bord et orné de rubans multicolores, chemise, pantalon blanc et *jorongo* (sorte de courte tunique) rose pour les habitants de Zinacantan ; à Chamula, à Ténéjapa, les hommes portent plutôt un *jorongo* noir tissé de laine épaisse sur une sorte de jupe-culotte richement brodée et laissant les jambes nues malgré un froid parfois assez vif.

San-Cristobal-Las-Casas, la vieille cité royale au charme colonial incomparable, avec ses maisons aux toits de tuiles roses, ses rues repavées à l'ancienne, ses enseignes discrètes, sa cathédrale baroque aux retables follement dorés et sculptés, est maintenant assiégée par les anthropologues, ethnologues, sociologues de toutes nationalités, désireux de déchiffrer quelques nouveaux mystères des grandes civilisations olmèques et mayas.

Un vieux ranchero espagnol, maître d'un domaine qui porte bien son nom de royal, à quinze minutes d'avion de San-Cristobal, mais à un jour et demi à cheval d'Ocosingo, le dernier village accessible par la route, raconte avoir hébergé le chercheur Jacques Soustelle en route vers le pays des Lacandons. Aujourd'hui encore, des étrangers savourent l'hospitalité du vieux Pépé avant de reprendre, à cheval, l'étroit sentier grimpant à travers collines et montagnes aux paysages tropicaux d'une incroyable beauté et d'une variété plus étonnante encore, traversant des vallées où des rancheros surveillent au galop des troupeaux comptant de deux cents à cinq mille bêtes, jusqu'à la jungle épaisse, parcourue de mille bruits inconnus et où de mystérieux signes gravés sur les arbres indiquent la direction de Nahà.

Naha : c'est là, sur les bords d'un lac paisible ressemblant à s'y méprendre à quelque lac du Nord américain (n'étaient les orangers, et les perroquets aux plumes multicolores qu'on y chasse encore), que vivent *les derniers* véritables descendants des Mayas, ces Lacandons au profil pas toujours très typique du célèbre modèle, mais portant depuis des décennies (ou des millénaires, comment savoir) les cheveux longs jusqu'aux épaules, une petite frange du même noir d'ébène et la même chemise de cotonnade blanche très ample, à manches courtes.

Depuis les premières études de Franz Bloom dont la veuve, après trente ans, continue d'exercer une véritable autorité politique et morale sur les familles de Naha et de Bonampak, les mœurs simples et bucoliques des *Lacandons* ne semblent plus guère avoir de secrets à offrir. Les rituels religieux y sont pratiquement abandonnés. Faute de femmes, les jeunes Lacandons ont substitué la monogamie à la polygamie de leurs pères. Deux jeunes anthropologues américains ont installé pour un an leur tente près de la grande case en feuillage de Shank'in, le vieux sage, chef incontesté de la petite colonie, duquel ils espèrent tirer une dernière légende. Presque chaque mois, un hydravion déverse quelques touristes allemands curieux d'apercevoir, ne serait-ce que pour une heure, la tête d'un vrai Lacandon, et chaque nuit, *le bruit d'un moteur* vient rompre le silence presque surnaturel de Nahà. Un missionnaire protestant confortablement installé depuis plus de dix ans au sommet d'une petit colline s'est mué en anthropologue faute d'avoir pu convertir ce peuple aux mœurs si douces et tellement *paisibles*.

Le casse-tête indigène

Le cas des quelques deux cents familles lacandonnes dispersées dans la jungle, menacées d'extinction ou, ce qui n'est guère mieux, d'invasion touristique, et à qui le gouvernement vient de distribuer de nouvelles terres, pêchant et chassant un peu, élevant quelques volailles mais vivant surtout de la culture du maïs, n'est somme toute qu'un cas marginal à côté des trois cent mille autres indigènes du Chiapas, plus urbanisés, mais dont l'isolement et la misère sont aggravés, posant au gouvernement mexicain un véritable casse-tête ethnique, économique et démographique.

Dispersés sur une superficie de 5 000 kilomètres carrés, ces groupes indigènes hétérogènes, partagés entre cinq grandes ethnies de culture et de civilisation distinctes, parfois soumis à des climats excessifs, à un taux de natalité atteignant 23,51 et à un taux de mortalité allant jusqu'à 9,94 pour mille habitants, résistent silencieusement à l'intégration.

Un vaste programme de développement fonctionnant sous le sigle de Prodesch, appuyé par l'UNICEF, l'UNESCO, la F.A.O. et l'O.M.S., a été inauguré en 1971 pour le développement politique, économique, éducatif et culturel des diverses communautés. Le centre du Prodesh, situé à San-Cristobal et dirigé par un homme d'une admirable générosité, ex-étudiant en théologie à Rome, ex-consul du Mexique en Finlande, est constamment envahi par une foule aux costumes vivement colorés qui contrastent avec l'épaisse vareuse d'un bleu fané de son directeur.

Le Prodesch a installé vingt-huit coopératives de production dans les milieux indigènes, quelques coopératives de transport, instauré des programmes d'électrification et d'approvisionnement d'eau, ainsi qu'une radio communautaire diffusant en plusieurs langues ou dialectes. Cette dernière initiative témoigne, il faut l'espérer à l'instar de plusieurs fonctionnaires mexicains, d'une volonté certaine de respecter des mythes, des croyances, des légendes, des coutumes qui font du *Chiapas une sorte de Mexique* dans le Mexique, un Etat que les touristes nationaux comme étrangers ne quittent jamais sans promesse d'y revenir.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que le Chiapas célèbre cette année un autre anniversaire dont *l'intérêt déborde largement le* continent américain : le cinq centième anniversaire de la naissance du célèbre Frère Las Casas, lequel effectua au moins huit traversées de l'Atlantique, entre 1502 et 1517, et qui écrivit la première *Histoire des Indiens d'Amérique*.

Historien, ethnographe, sociologue et même écologiste cinq siècles avant l'invention du terme, sinon de la chose, le Frère Las Casas multiplie dans ses quelque trente ouvrages les attaques contre les injustices dont sont victimes les indigènes fraîchement conquis par Cortez, décrit la conquête de l'Amérique comme une entreprise désastreuse pour les autochtones et va même, dans *Trésor du Pérou*, jusqu'à dénier aux rois espagnols le droit de possession des territoires découverts, et aux missionnaires, celui de conversions au Christ qui ne soient pas volontaires !

S'il est vrai que le Mexique est un pays magique et surréaliste, comme les Mexicains eux-mêmes se plaisent à le reconnaître, c'est bien au Chiapas que cette magie s'exerce le plus vivement, au son joyeux des marimbas, que ce soit dans un humble *village comme* Chamula *en temps* de carnaval tout comme devant les temples de Palenque, les fresques de Bonampak, le jeu de pelote de Chincultik (où les Mexicains puisèrent l'emblème de leurs Jeux olympiques), près des fameux lacs de Montebello. Autant de vestiges du talent créateur de ces Mayas bâtisseurs d'empires, découvreurs de mathématiques et de galaxies.



LA PYRAMIDE ET LE MASQUE

« Impérieusement le Mexique nous soumis à cette méditation sur les fins de l'activité de l'homme, avec ces pyramides faites de plusieurs couches de pierres correspondant à des cultures très distantes qui se sont recouvertes et obscurément pénétrées », André Breton, *Souvenirs du Mexique* (1938).

« ... Masque le visage et masque le sourire », Octavio Paz, *le Labyrinthe de la solitude* (1950).

LORSQUE, au dix-huitième siècle, l'armée coloniale espagnole eut enfin dominé la sierra del Nayar, au nord-ouest de Mexico, les missionnaires demandèrent aux Indiens Coras de construire une église dans le hameau de Santa-Teresa. Les Coras se transformèrent en maçons, en sculpteurs, en peintres ; les missionnaires leur montrèrent des gravures représentant les saints catholiques et les Coras décidèrent de les reproduire à leur manière : certains avaient le visage blanc et ils souriaient ; d'autres avaient le visage brun et ils pleuraient. Quand tout fut terminé, un missionnaire montra aux Indiens le Christ de l'autel et il leur dit que l'église était un lieu d'amour, puisqu'elle était sous la protection d'un dieu d'amour. Alors les Coras revinrent la nuit dans l'église et ils s'accouplèrent au pied de l'autel. Horrifié, le missionnaire qui les avait surpris les réprimanda vigoureusement.

Mais les Coras ne comprenaient plus : pourquoi le dieu d'amour ne pouvait-il être le témoin de l'amour ? Ils se soulevèrent, chassèrent le missionnaire et fermèrent l'église, dont les murs se crevassèrent et dont le sol se recouvrit bientôt d'herbes folles. Les Coras décidèrent de ne plus l'ouvrir qu'une fois par an, pendant la Semaine sainte. A cette occasion, ils se déguisent en diables, en se peignant le corps de bleu, de blanc et de noir ; puis ils miment un accouplement collectif en plein air et donnent leur version de la Passion. Le Christ est devenu pour eux un dieu fondateur, et ses exploits se situent à l'aube des temps ; son sacrifice ne rachète pas les péchés de l'humanité ; mais grâce à son sang versé, le maïs, à nouveau, poussera sur la terre de Quetzalcoatl, le soleil ne s'éteindra pas, les pluies tomberont au bon moment.

Ces cultures qui cohabitent et s'affrontent

Cette anecdote, rapportée par Fernando Benitez dans la somme monumentale et passionnante qu'il a consacrée aux Indiens du Mexique (1) et reprise par Carlos Fuentes dans son essai, *Tiempo mexicano* (2), montre à quel degré de syncrétisme sont parvenues les différentes cultures qui cohabitent et s'affrontent sur le sol mexicain. Hors des grandes villes, qui s'enflent chaque jour d'un exode rural presque continu et où le « modèle » de civilisation obéit aux impératifs de la technologie moderne, les cultures indigènes, définies par la vie tribale, rituelle, communautaire et aussi dans certains cas par l'usage des hallucinogènes et de la drogue (peyotl), essaient de survivre, dans des conditions économiques et matérielles souvent précaires. Ce Mexique indien a évidemment fasciné la plupart des étrangers qui l'ont connu, de près ou de loin. « *Cette culture* — écrivait Antonin Artaud en marge d'un essai inachevé sur *le Mexique et la Civilisation* (3), — *il faut dire que le dernier barbare maya, le plus lointain paysan indien, la porte en lui comme un atavisme ; et, avec cette culture qui l'arme de connaissances internes dans une exacerbation de tous ses nerfs, l'Indien non instruit est en face de nous, Européens, pareil à un civilisé d'un haut grade...* »

Il faut bien dire que, jusqu'à la création, en 1948, de l'Institut national indigéniste, l'attitude des Mexicains face à leurs minorités indigènes a été assez fluctuante. Ainsi, en 1915, le romancier Martin Luis Guzman écrivait dans une série d'articles réunis sous le titre *La querella de Mexico* : « *La masse indigène est, pour le Mexique, un poids, une entrave, et il faudrait être bien hypocrite pour voir en elle un facteur dynamique déterminant.* » Par contre, le grand anthropologue Manuel Gamio lui répondait l'année suivante : « *Quand nos familles indigènes auront été incorporées à la vie nationale, les forces que recèle le pays à l'heure actuelle, à l'état passif et latent, se transformeront en énergies dynamiques immédiatement productives et on verra se fortifier le véritable sentiment de la nationalité.* » Coras, Huicholes, Tarahumaras, Tzotziles, Lacandons, confrontent donc aujourd'hui encore le Mexique à un problème qui ne cesse de le hanter depuis des siècles, celui de sa cohésion nationale.

Parallèlement, le legs mythologique et spirituel du passé précolombien se fait encore sentir, de façon peut-être plus sourde, mais non moins efficace, et, à son tour, place le Mexique devant une de ces contradictions dont son « intra-histoire » est si fertile. Même si l'on ne veut pas se jeter dans la gueule dévorante de cette déesse de la consommation que Carlos Fuentes appelle, avec un humour un peu grinçant, la Pepsicoatl, il est non moins évident « *que comme Godot, Quetzalcoatl s'en est allé pour toujours et qu'il est seulement revenu déguisé en conquérant espagnol ou en prince autrichien* » (allusions à Cortès et à Maximilien, fusillé à Querétaro en 1967). Le retour aux mythes ou à l'utopie originels semble désormais impossible. Le passé précolombien est-il définitivement statufié, pétrifié, recouvert par un masque de jade aux yeux impassibles ? Rien de moins sûr : « *Image séculaire d'un Age d'or perdu, Quetzalcoatl demeure le symbole ambigu des espérances frustrées du Mexique moderne* », écrit Jacques Lafaye (4).

Peut-être un détour par l'art aztèque permettra-t-il de mieux comprendre le sens de cette « présence secrète ». Dans le magnifique musée d'anthropologie construit dans le bois de Chapultepec, la statuaire aztèque semble faite pour rappeler l'abîme existant entre l'homme et le dieu, pour évoquer l'horreur sacrée des temps premiers et laisser planer la crainte diffuse d'une catastrophe prochaine. Rien de comparable avec le nu grec, « *celui qu'eût créé un dieu qui n'eût cessé d'être un homme* », pour reprendre une formule qu'emploie Malraux dans *le Musée imaginaire*. Dans la mythologie aztèque, au contraire, les dieux sont ce que l'homme ne pourra jamais être. Prenant l'exemple de Coatlicue, la déesse-mère, Carlos Fuentes souligne, dans *Tiempo mexicano* : « *La Coatlicue carrée, décapitée, avec sa guirlande de crânes, sa jupe de serpents, ses mains ouvertes et lacérées, veut être impénétrable : monolithique. Comme tous les dieux du panthéon aztèque, elle a été créée à l'image et à la ressemblance de* l'inconnu, *et ses éléments décoratifs, si séparément on peut les appeler crânes, serpents, mains, se fondent véritablement dans une composition de l'inconnu : considérés dans leur ensemble, ils se refusent à être nommés. La Coatlicue est le symbole d'une culture cérémonielle : une culture aux répétitions sacrées, qui exclut le renouvellement historique.* »

Lorsqu'il « convoque » son passé indigène, l'homme mexicain rencontre donc le rite et un double espoir, à la fois heureux et funeste : celui d'un retour aux origines et celui d'un châtiment à venir. Une sanglante réciprocité s'est en effet établie autour du vieux mythe du « sacrifice » : « *L'homme a été créé par le sacrifice des dieux* — rappelle l'anthropologue Alfonso Caso dans *le Peuple du soleil* (5) — *et il doit leur répondre en offrant son propre sang. Le sacrifice humain est essentiel dans la religion aztèque, car si les hommes n'ont pas pu exister sans la création des dieux, ceux-ci à leur tour ont besoin que l'homme les entretienne par son propre sacrifice et qu'il leur fournisse comme aliment la substance magique, la vie, qui se trouve dans le sang et dans le cœur humains.* »

Cette résurgence périodique de l'holocauste — la Conquête, les guerres d'indépendance, la révolution de 1910, 1968 — constitue une sorte de tribut payé au maintien de l'ordre cosmique. « *Vivre l'histoire comme un rite est notre façon de l'assumer* », écrit Octavio Paz dans *Post-Scriptum* (1969), qui est un complément à son célèbre *Labyrinthe de la solitude*. A travers ces manifestations rituelles, le Mexique s'est affirmé tout en se niant : pour les Espagnols, la conquête du Mexique a été un exploit : pour les Indiens ce fut une catastrophe qui prenait sa source dans le cosmos. L'immense brassage de la révolution a permis aux Mexicains de mieux se connaître et en même temps le pays a eu tendance à se replier sur lui-même. « *Tlatelolco* — dit Paz, — le 2 octobre 1968, *est à la fois la négation de ce que le Mexique souhaite être depuis la révolution et l'affirmation de ce qu'il est depuis la conquête.* »

« L'Espagne nous a isolés de notre passé indien »

A la séparation qu'établissent les économistes et les sociologues entre ville et campagne, Mexique moderne et Mexique traditionnel, vient donc s'ajouter une dichotomie beaucoup plus profonde, qui dépasse les concepts de développement et de retard, de pauvreté et de richesse. Sous la surface du Mexique visible palpite un *autre* Mexique, qui n'en est pas séparable et qui relève de ce que Marx appelait « *la conscience absurde du monde* » ; Mexique semi-inconscient, fait de croyances et de mythes déposés comme des sédiments au cours des temps. Octavio Paz a identifié un des principaux filons : « *Depuis l'indépendance le processus d'identification sentimentale avec le monde pré-hispanique s'accentue, jusqu'à se transformer, depuis la révolution, en une des caractéristiques les plus notoires du Mexique moderne. Ce qu'on n'a pas dit, c'est que les Mexicains, dans leur immense majorité, ont adopté le point de vue aztèque et ainsi ont fortifié, sans le savoir, le mythe qu'incarnent la pyramide et sa pierre des sacrifices.* » Une sorte d'aberration historique a fait apparaître la civilisation aztèque comme le *nec plus ultra* des cultures précolombiennes, alors que leur période glorieuse se situe, selon Paz, autour du neuvième siècle. Après, commencent les grandes hégémonies, toltèque d'abord, puis aztèque, que les autres civilisations virent déferler avec « admiration et terreur ».

L'archétype aztèque de la pyramide marque depuis lors profondément la vie sociale et politique du Mexique. Le regard que l'on jette alentour est évidemment différent selon que l'on se trouve sur la plate-forme ou que l'on gravit les marches pour le sacrifice. Par une imbrication étroite entre le sacré et le politique, le monarque aztèque (tlatoani) a laissé place au vice-roi, auquel ont succédé caudillos et présidents. Chaque passage marque également une coupure : « *L'Espagne nous a isolés de notre passé indien* — dit Paz — *et ainsi elle s'est isolée de nous* », bien qu'il y ait « *un pont qui va du tlatoani au vice-roi, du vice-roi au président* ». Dans ces conditions on comprend que pour Paz comme pour Fuentes la transformation du Mexique passe par la remise en question des archéotypes : « *La critique du Mexique commence par la critique de la pyramide.* »

Cette entreprise de démystification s'avère d'autant plus difficile que les Mexicains pratiquent avec délectation un art du masque qui les protège des autres mais qui, également, les dissimule à eux-mêmes. A plusieurs reprises au cours de l'histoire, le modèle servant de façade au Mexique a été emprunté à l'étranger. Pendant la période coloniale, constate Jacques Lafaye, « *l'orientation de la vie spirituelle en Nouvelle-Espagne et le développement d'une conscience nationale mexicaine ont été avant tout des variantes régionales de l'évolution du monde hispanique* ». Plus tard, au moment de l'indépendance, l'équivoque a peut-être été plus forte encore : « *Les masques de Montesquieu et de Jefferson* — écrit Fuentes — *convenaient difficilement à une culture métisse, fille d'une théocratie indigène vaincue au moment de son ascension et d'une autocratie européenne conquérante, quoique déjà décadente.* »

Avec la révolution de 1910, les « masques » vont voler en éclats. Entre l'été 1914 et l'été 1915, on assiste même à la mise en place, avec l'entreprise zapatiste, d'une « culture » fondée sur la démocratie directe et sur la liberté individuelle assortie de tâches communautaires (6). Mais le projet zapatiste fut sacrifié à l'intégration nationale et au développement de l'ensemble du pays. Le Mexique a alors peu à peu revêtu le masque de la « modernité », que les événements de 1968 ont remis en question. Depuis, le Mexique a retrouvé cette « impassibilité » dont parle Paz : « *Sur notre territoire, plus fort que les pyramides et que les sacrifices, que les églises, les émeutes et les chansons populaires, règne à nouveau le silence, antérieur à l'histoire.* »

CLAUDE FELL.

(1) Fernando Benitez, *Los indios de Mexico*, Mexico, édit. ERA, quatre volumes.

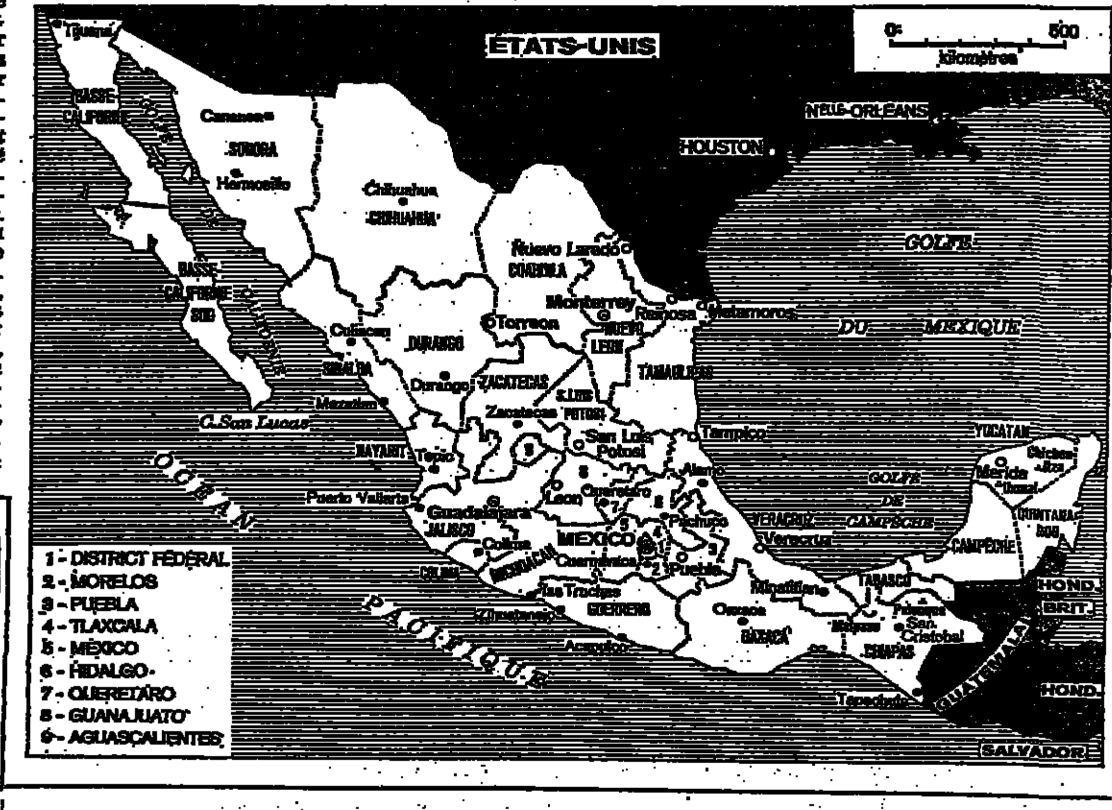
(2) Carlos Fuentes, *Tiempo mexicano*, *Mexico*, Cuadernos de Joaquin Mortiz, 1971.

(3) Antonin Artaud, *les Tarahumaras*, « l'Arbalète », Marc Barbezat, Décines (Isère), 1963.

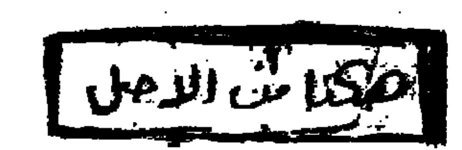
(4) Jacques Lafaye, *Quetzalcoatl et Guadalupe*. La formation de la conscience nationale au Mexique. Préface d'Octavio Paz, Gallimard, Bibliothèque des histoires, 1974, p. 278.

(5) Alfonso Caso, *El pueblo del sol*, Mexico, Fondo de Cultura Economica, deuxième édition, 1962, p. 22.

(6) Dans son libre *la Révolution mexicaine* (Calmann-Lévy, 1973), Jean Meyer a bien montré le revers de la « médaille » zapatiste : aversion de toute discipline, individualisme, calomnies se terminant par des règlements de comptes sanglants, aventurisme, etc.









une voix du tiers-monde

La croissance impétueuse du Grand Mexico

MEXICO est l'une des dix plus grandes villes du monde. En 1970, elle comptait déjà six millions huit cent trente-quatre mille habitants et il convenait d'y ajouter les trois millions qui vivaient dans la zone dite métropolitaine. En 1980, le Grand Mexico abritera un peu plus de quatorze millions de personnes. La densité actuelle est *déjà de cent vingt-cinq habitants* au kilomètre carré.

Le Grand Mexico regroupe 18 % de toute la population mexicaine, fournit 50 % de la production industrielle, draine la moitié des activités commerciales de la République, absorbe 60 % de ses ressources financières, dispose de 75 % des centres d'enseignement supérieur et de 55 % des cadres professionnels. Il ne lui faut pas moins, chaque jour, de 3 000 têtes de bétail, de 3 millions de litres de lait, de près de 2 millions *de kilowatts-heures*, de 1 890 tonnes de gaz, de 8 000 mètres cubes d'essence et de 40 000 litres d'eau potable par seconde. Face à une situation qui n'est pas seulement l'apanage de Mexico mais se retrouve dans toutes les très grandes agglomérations urbaines, nous améliorons nos services publics pour réduire la contamination de l'environnement, augmenter l'approvisionnement, stimuler et multiplier les centres récréatifs et culturels populaires, pallier les carences d'espaces verts et offrir au *citadin* une plus complète sécurité.

J'aimerais signaler en premier lieu le problème posé par la lutte de l'homme pour l'eau, problème universel, mais qui, dans notre capitale, présente une acuité particulière du fait de *circonstances* géographiques et spécifiques : situé à 2 240 mètres au-dessus du niveau de la mer, Mexico est, en effet, l'une des rares métropoles du monde à n'avoir pas été édifiées au bord d'une rivière, contrairement à New-York qui a l'Hudson, Londres, la Tamise, Paris, la Seine, Rome, le Tibre, Buenos-Aires, le rio de la Plata.

Construite il y a six cent cinquante années sur un lac entouré de *quatre autres plans d'eau*, la ville a connu de très sérieux problèmes d'alimentation en eau. Du fait de sa croissance explosive, ses sources d'approvisionnement se *sont* peu à peu avérées insuffisantes et il a fallu en trouver de nouvelles, sans cesse plus éloignées. Signalons toutefois que, au cours des trois dernières années, le débit a été accru de 7 mètres cubes et Mexico dispose aujourd'hui — chiffre inégalé dans son histoire — de 40 mètres cubes par seconde qui satisfont non seulement les besoins actuels mais aussi ceux qu'on prévoit pour un avenir immédiat.

Par ailleurs, Mexico est situé au cœur d'une vallée fermée, dépourvue d'exutoire naturel pour ses eaux pluviales et usées, ce qui, par le passé, lui a valu de désastreuses inondations. La menace en est encore latente. En effet, l'écoulement des eaux est assuré par le canal de déversement dont la construction remonte à soixante-dix ans et qui avait été conçu pour les besoins d'une population de 500 000 habitants.

Un système de pompage complexe et onéreux a amélioré la circulation des eaux sans pour autant écarter définitivement le danger d'un débordement aux conséquences aussi incalculables que dramatiques. Pour s'en convaincre il *suffit de savoir* que la ville — *construite sur un sous-sol* argileux, hautement compressible, formé par des dépôts successifs de cendres volcaniques dans l'eau — s'est enfoncée peu à peu pour atteindre une dénivellation de 8 mètres par rapport au canal.

Urbanisme

Une partie de la ville se trouve donc dans un creux au cœur de la zone la plus profonde de la vallée.

Le *gouvernement du président* Echeverria inaugurera dans quelques mois le sytème de drainage en profondeur. Tâche gigantesque s'il en fut, puisque près de onze mille techniciens et travailleurs mexicains ont été employés. Cet ouvrage comporte l'un des plus longs tunnels du monde : l'émetteur central et ses intercepteurs atteignent en effet près de 68 kilomètres de long. Leur diamètre est de 7 mètres et certains de leurs tronçons ont été creusés à 220 mètres de profondeur.

En ce qui *concerne les* transports, les besoins de la capitale sont d'au moins dix millions de déplacements-personnes par jour. Un million huit cent mille usagers empruntent le métro, dont le réseau a 40 kilomètres de long, et sept millions se déplacent en autobus et les autres ont recours aux trolleybus et aux tramways. Mexico compte vingt-cinq mille taxis *et un million* de voitures particulières.

L'administration s'est attachée à doter la ville d'un circuit urbain — analogue à celui qui a été récemment aménagé à Paris — qui, long de près de 39 kilomètres sans tenir compte des voies radiales correspondantes, devrait permettre de décongestionner et donc d'accélérer le trafic. Sept des quarante-deux échangeurs qui interviendront dans le circuit sont déjà terminés et quatorze sont en cours de construction.

D'autre part, des travaux ont été entrepris pour doter la capitale de vastes espaces verts qui non seulement aideront à protéger l'environnement, mais seront aussi consacrés aux loisirs. La superficie du célèbre bois de Chapultepec a été portée à 280 hectares, tandis que 350 000 mètres carrés de terrains consacrés à la décharge des ordures ont été réaménagés en parcs. En outre, le programme de boisement ou de reboisement de la ville et des hauteurs qui entourent la vallée de Mexico a été intensifié et *six millions de jeunes* arbres ont été plantés.

Les travaux d'embellissement intéressent non seulement le cœur de la capitale et les lieux de promenade traditionnels comme le parc de l'Alameda, les *jardins flottants de Xochimilco* et la place *Garibaldi*, mais aussi les *monuments historiques* et les villages de province pour que leurs habitants prennent conscience de la grandeur de leur passé.

Pour remédier à la détérioration de l'économie familiale — phénomène mondial — les autorités municipales ont pris une série de mesures au nombre desquelles figurent des campagnes de vente à bas prix de fruits et légumes au grand *marché* central, *l'implantation de magasins* dits « de quartier » dans les faubourgs les plus populaires, la création de pharmacies offrant des prix de 15 à 20 % inférieurs à ceux que pratiquent les pharmacies dites « de rabais », une production accrue de viande enrichie au soja, enfin le maintien des tarifs de transport qui sont parmi les plus bas du monde.

Parmi d'autres tâches de caractère institutionnel figurent la construction d'écoles, de marchés et de centres sportifs, ainsi que *divers ouvrages d'adduction d'eau* potable, d'égouts et d'éclairage public.

Le gouvernement s'est aussi tout particulièrement occupé de créer des logements populaires — son administration en a déjà terminé 31 851 — qui ont été affectés aux secteurs les plus démunis de la population, non *salariés notamment*. Propre à Mexico, cette promotion destinée aux non-salariés est indépendante du gigantesque programme entrepris par l'administration fédérale qui, à l'aide de divers fonds destinés à la construction, crée des logements pour les ouvriers, les employés du gouvernement et les membres de la marine et de l'armée nationales.

Autre aspect fondamental de notre politique, la décentralisation administrative a été amorcée, *et ses résultats sont* particulièrement satisfaisants. Mexico compte seize commissariats largement habilités à statuer sur tous les problèmes administratifs et à satisfaire aux requêtes les plus diverses. De la sorte, le public bénéficie plus directement d'une assistance légale, de services et d'actions collectives. Chacune de ces juridictions possède aussi des « assemblées de quartiers », formées d'éléments appartenant aux courants d'opinions les plus divers, qui ont efficacement aidé à cerner les problèmes existants et à leur apporter des solutions pertinentes. Un effort spécial est actuellement déployé pour constituer des comités réunissant les habitants d'un même pâté de maisons et pour les mobiliser au service de la tâche civique commune.

Notre capitale a modifié en quelques années ses anciennes structures. Elle a, pour ce faire, constamment recherché de nouvelles formes et méthodes de création susceptibles d'instaurer une authentique coopération individuelle et familiale, gage de notre *dépassement au niveau collectif*. Nous avons, avant tout, essayé d'orienter notre politique vers l'humanisation de notre capitale. Il nous a fallu relever le défi quotidien que pose le maintien de l'équilibre entre la liberté personnelle et la justice sociale et économique, il nous a fallu aussi résoudre de graves problèmes sociaux et renforcer le sentiment d'appartenance du citadin à sa ville.

Nous avons tenté d'humaniser notre ville pour que sa population puisse accéder immédiatement et aisément aux bureaux du gouvernement, pour que ses démarches soient facilitées et pour qu'elle dispose directement des services qui lui sont destinés, plus particulièrement de ceux qui s'adressent aux secteurs les plus défavorisés.

Le plus grave conflit que connaissent aujourd'hui les communautés urbaines du monde entier est celui qui oppose l'homme à l'implacable progression du laminoir qu'est la croissance démographique. Toute activité des autorités municipales des grandes métropoles, nous en sommes pleinement conscients, doit avant tout viser à la réhabilitation des valeurs essentielles de l'être, à contrecarrer l'égoïsme, à rompre la subordination vis-à-vis de l'hydre urbaine.

M. OCTAVIO SENTIES.

chef du département du District fédéral.



PÉTROLE ET DÉVELOPPEMENT

LE *développement* industriel du Mexique a bénéficié d'un approvisionnement satisfaisant et opportun en produits pétroliers. A dater de 1945, année qui marque *le début du processus systématique* d'industrialisation visant à accélérer et diversifier le développement de l'économie nationale, l'industrie pétrolière nationalisée a entièrement couvert la demande de produits consommés dans les différentes branches industrielles.

La transformation de la structure économique et sociale du pays s'est accompagnée d'une augmentation continue de sa consommation de produits énergétiques. La demande nationale a progressé au cours des dix dernières années à un rythme annuel moyen de 7,4 %. Ce chiffre, comparativement élevé par rapport à ceux enregistrés par d'autres pays économiquement plus avancés, est dû à l'évolution soutenue de notre économie, à la modernisation et à la diversification de nos activités ainsi qu'à la croissance accélérée de notre population. Si ces tendances persistent on *estime* que, *pendant la* prochaine décennie, cette progression se maintiendra pour atteindre un taux de 8,6 %.

La mise en œuvre par le gou*vernement de vastes programmes* d'investissements dans les secteurs pétrolier et électrique a permis au Mexique d'assurer sa quasi-autosuffisance en produits énergétiques. *Peu de grands gisements pétrolifères* ont été découverts au cours des dernières années, et d'autre part, la demande est sans cesse croissante, aussi a-t-il *été obligé* d'importer du *pétrole brut et distillé pendant* les quatre dernières années ; cependant, fin 1972, deux gisements très importants ont été localisés dans le sud-est du pays, ce qui a permis de suspendre l'importation de pétrole brut depuis juin dernier. Aujourd'hui, ces nouveaux gisements représentent 30 % de la production de pétrole brut. En 1976, une nouvelle raffinerie en construction à Tula, Etat de Hidalgo, entrera en opération, ce qui permettra de cesser définitivement les importations. Cette usine aura une capacité initiale de 150 000 barils/ jour et, dans sa seconde étape opérationnelle, atteindra 300 000 barils/jour.

De plus, deux raffineries situées l'une dans le nord-est du pays, à *Cadereyta (Etat de Nuevo-Leon)*, l'autre sur la côte pacifique, à Salina-Cruz (Etat de Oaxaca), ont été mises en construction. La première pourra raffiner 200 000 barils/jour et la seconde 150 000 barils/jour. Lorsque ces trois nouveaux complexes entreront en service, le pays disposera d'une capacité de raffinage supplémentaire de 650 000 barils par jour, ce qui permettra d'assurer totalement la consommation nationale de pétroles distillés pendant la prochaine décennie.

Vers la diversification des sources d'énergie

La production de pétrole brut, y compris les liquides d'absorption, est passée de 106 000 barils par jour en 1938 à 666 900 en juin de cette année, et celle de gaz de 1,9 million de mètres cubes par jour à 57 millions. En outre, durant la même période, la capacité de distillation *primaire est passée de 91 500 barils* à 600 000 barils par jour.

Essentiellement destinée à la consommation interne, la production de pétrole brut et distillé prévoit l'exploitation rationnelle des gisements pétrolifères, tout en maintenant un rapport réserve-production qui assure des marges de sécurité raisonnables au pays.

Il nous semble intéressant de signaler qu'au cours des dix dernières années, la pétrochimie de base a bénéficié d'une promotion énergique également dispensée par Petroleos Mexicanos (PEMEX). Ce nouvel essor de l'industrie pétrolière nationalisée a permis l'implantation de nombreuses *entreprises privées, spécialisées* dans l'industrie pétrochimique secondaire, lesquelles élaborent des produits finis et semi-finis.

Par ailleurs, PEMEX a mis en œuvre un programme échelonné sur dix ans qui prévoit le développement équilibré des divers secteurs de l'industrie pétrolière. Dans la mesure où seront atteints les objectifs annuels fixés par ce programme, le développement de l'industrie nationale continuera à bénéficier d'un approvisionnement satisfaisant en produits énergétiques.

Par ailleurs, le développement même de PEMEX favorise la création et la promotion de nombreuses activités industrielles. En effet, si l'industrie pétrolière consomme des produits finis très divers, l'industrie *nationale, pour sa part,* produit chaque année davantage de matériels et d'équipements destinés aux industries pétrolières et pétrochimiques de base.

Actuellement, la croissance accélérée de la capacité de production d'énergie électrique dépend, pour une large part, des hydrocarbures et du gaz naturel. On estime qu'à l'avenir elle sera assurée, dans une plus large mesure, par des usines thermo-électriques et que, en 1982, la production hydro-électrique ne comptera plus que pour 26 % de la production totale, contre 58 % en 1960. La diversification des sources d'énergie primaire soulagera sensiblement l'industrie pétrolière, qui sera alors fortement mise à contribution du fait du développement industriel. En 1981, l'usine nucléo-électrique de Laguna-Verde (Etat de Veracruz) entrera en opération et assurera à elle seule 10 % de la production. L'utilisation *de l'énergie géothermique contribuera* également, bien que modestement, à l'économie d'hydrocarbures et, dans un avenir proche, la production hydro-électrique à base de charbon recevra de substantiels encouragements.

Par le passé, à la faveur de tarifs peu onéreux et de subsides accordés à ses produits, le secteur énergétique a aidé à maintenir la croissance de l'économie mexicaine. Pourtant, le gouvernement fédéral a récemment révisé cette politique en autorisant la modification des prix et en supprimant progressivement les subventions, en vue d'apporter l'appui financier nécessaire aux programmes de développement mis en œuvre par certains secteurs énergétiques.

L'exécution des programmes d'expansion de l'industrie pétrolière nationalisée évitera tout obstacle au développement industriel du Mexique que pourrait causer un approvisionnement inadéquat en hydrocarbures *et gaz naturel. Les nouveaux* gisements pétrolifères permettent d'augurer que, pendant les dix prochaines années, le Mexique disposera de pétrole brut en quantité suffisante pour approvisionner son marché national.

En outre, les activités d'exploration se poursuivent, et il semblerait que l'on ait de bonnes perspectives de localisation de nouveaux gisements de pétrole et de gaz dans différentes régions du pays.

A la lumière de ce qui précède, le Mexique *réaffirme* sa confiance dans son industrie pétrolière, qui contribuera, comme elle l'a fait jusqu'à maintenant, au *développement* des différents secteurs de son activité *économique et plus particulièrement* à l'essor de son industrie nationale.

ANTONIO DOVALI JAIME.



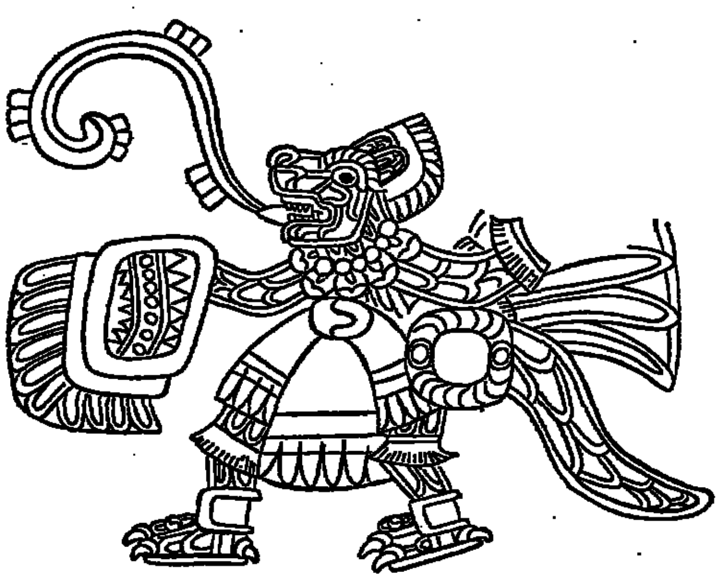
Enseigner et préserver vingt-cinq siècles d'histoire

AU Mexique, pendant des millénaires, des générations successives ont créé l'un des patrimoines culturels les plus riches et les plus variés de l'humanité. La vie urbaine, commencée il y a vingt-cinq siècles, a légué des témoignages surprenants de la capacité créatrice de l'homme : ensemble citadins de tracé rigoureux qui se voulaient en accord avec l'ordre supérieur et immuable de l'univers ; pyramides à degrés dans lesquelles chaque corps, chaque détail architectonique se réfère à l'un des aspects du surnaturel qui imprégnait la vie de ces rigides sociétés théocratiques et militaristes ; peintures murales et bas-reliefs qui commémoraient les conquêtes d'autres peuples ou imaginaient la vie après la mort dans des mondes supérieurs ou inférieurs de l'au-delà ; figurines et vases de terre cuite, aux formes les plus diverses, dont la technique de décoration la plus élaborée était le stuc polychrome d'une grande finesse ; sculptures de pierre dans lesquelles l'artiste respecte essentiellement la matière qu'il travaille et dont il obtient la plus grande expressivité ; délicats objets d'or moulés à la cire perdue ; codex pictographiques ; textiles brodés et ouvrages en plumes qui formaient tous, l'héritage matériel inappréciable du monde préhispanique du Mexique.

Tristes échantillons

Pendant les quatre cent cinquante dernières années, se sont imbriqués les courants et les moyens d'expression du monde occidental, de tradition judéo-chrétienne, toujours avec une violence profonde et parfois avec l'intention manifeste de le nier, voire de le détruire. Certaines œuvres du Mexique colonial, ainsi que beaucoup d'autres appartenant à des époques plus récentes, ne sont, ni ne veulent être, autre chose qu'une imitation docile, stérile, de ce que les autres peuples ont légitimement créé ; ce sont à peine de tristes échantillons, révélateurs de la stérilité de pensées et de sensibilités colonisées. D'autres œuvres, par contre, témoignent de la fécondité d'un métissage culturel où se rejoignent, en une harmonie dynamique, les formes, les significations et les techniques de deux civilisations différentes que l'histoire a mises en contact.

Le meilleur de l'habileté, de l'imagination et de la sensibilité des peuples qui ont rendu possibles le Mexique d'aujourd'hui et celui du futur, a pris forme dans les chefs-d'œuvre grandioses ou dans les objets insignifiants, qui sont beaux parce qu'ils sont utiles — ils ont été créés dans un monde antérieur à la séparation entre l'utile et le beau, comme l'a noté Octavio Paz. Nombre de jours, nombre d'années, de siècles même, au cours desquels s'est accumulé un inlassable labeur faisant intervenir diverses formes de production, dont les plus lourdes mais aussi le mérite historique ont toujours été assumés par les artisans anonymes, le peuple.



Chaque société, selon le moment historique qu'elle vit, regarde son héritage culturel à travers le miroir de ses propres conditions de vie. Une réflexion critique et profonde, qui éclaire le sens que l'on doit donner au patrimoine historique du pays et sert de base à une politique culturelle bien définie, est nécessaire au Mexique actuel. Il est certain que cette tâche analytique ne manque pas d'antécédents importants. Déjà à la fin du XVIII[e] siècle, les Créoles se sont réclamés du passé indigène pour justifier leur demande d'indépendance vis-à-vis de la métropole espagnole. Mais c'est surtout à la suite de la révolution de 1910 que s'est produit un effort intellectuel collectif qui a cherché des formes d'expression et des contenus propres, authentiques, qui nécessitent avant tout une réévaluation du patrimoine historique. Il y a eu une recherche intense, parfois désespérée de « l'être mexicain », dont la démarche reflète toujours la préoccupation du passé comme réponse probable. Il n'est donc pas étonnant que l'intérêt pour l'archéologie, l'histoire, l'ethnographie et la linguistique ait suivi de très près les inquiétudes manifestées dans d'autres domaines : sans ces références, on ne peut comprendre exactement le sens de la peinture murale de l'école mexicaine, ni les manifestations correspondantes en musique, ni la danse, ni la littérature, ni l'architecture, ni la sculpture. Il n'est pas non plus possible de comprendre la pensée de Vasconcelos, ni celle des philosophes de la « mexicanité », et il est bien sûr encore plus difficile de situer parfaitement la politique indigéniste. Enfin, tout un mouvement nationaliste, qui comprend certains aspects économiques, politiques, sociaux et intellectuels, et qui a atteint sa plus grande cohérence dans les années 30 — mais qui est encore loin d'être épuisé, bien qu'il ait subi des changements importants et ait été révisé de façon chaque fois plus critique, — crée au Mexique une conscience indubitable de l'importance du patrimoine culturel et de la nécessité de le protéger.

Un pays forgé dans un cadre colonial et qui n'a pas terminé sa lutte pour une pleine libération économique a besoin de définir avec précision son plan national et d'y canaliser tous ses efforts. Pour que ce plan soit authentique, il doit être fondé sur une identité nationale et une conscience historique définissant clairement l'unité sociale, dont nous essayons d'assurer le développement autonome — non autarcique. Il doit également définir les profils et les traits distinctifs qui singulariseront cette société.

Recenser et restaurer

La résolution mexicaine de forger une nationalité a monopolisé les efforts de beaucoup de Mexicains, parmi les meilleurs, durant plusieurs générations. A certains moments, on a caressé l'espoir d'arriver à créer une nation culturellement homogène. On envisage, néanmoins, aujourd'hui, la possibilité d'une société pluraliste, à laquelle ne manquera pas pour autant la cohésion nécessaire à un développement équilibré et juste. L'évolution historique du pays et une géographie qui facilite plus les enclaves régionales que la communication générale et l'uniformité ont permis la persistance de diverses traditions culturelles, aux caractéristiques bien définies, et dont les racines plongent profondément dans le temps. Elles ont été capables de résister au contact, à l'oppression et aux efforts de changements imposés, qui prétendaient les transformer ou les assimiler à la culture dominante, et cela même à des époques antérieures à la conquête européenne. Cette persistance historique légitimerait pleinement le projet de société pluraliste pour un pays qui se trouve dans les conditions du Mexique.

De toute manière, quel que soit le chemin que suivra le Mexique dans le futur, il doit tenir compte d'une exigence inéluctable : la nécessité d'affermir une conscience historique et l'identité nationale correspondante — ceci n'excluant évidemment pas de possibles identités régionales.

Le patrimoine culturel du pays, dans le contexte antérieur, acquiert une fonction claire et précise. Les objets qui le composent, sont porteurs d'un message historique qui peut et doit s'intérioriser dans la conscience des Mexicains d'aujourd'hui. Cette tâche définit une politique culturelle dont les différentes parties peuvent s'énoncer brièvement :

● *La conservation.* — La protection des biens qui forment le patrimoine culturel et historique du pays, afin de les transmettre aux générations futures sans diminution de son potentiel de signification historique, est considérée comme une obligation permanente. En d'autres termes, la première responsabilité devant le patrimoine historique est de le conserver dans sa plus grande authenticité, afin de garantir que le message originel dont il est porteur soit un document utile dans le futur. En conséquence, il faut s'occuper des problèmes de restauration et de reconstruction des monuments, ainsi que du recensement et de l'enregistrement des biens culturels.

● *La recherche.* — Le message dont sont porteurs les objets qui forment le patrimoine culturel ne peut être révélé que par la recherche systématique. Il est indispensable de promouvoir un travail scientifique pertinent.

● *La vulgarisation.* — Cet aspect, souvent méprisé des chercheurs scientifiques, est une étape indispensable du processus qui tend à intérioriser la signification du patrimoine culturel dans la conscience historique d'un peuple. On pourrait l'énoncer comme la nécessité de traduire le message scientifique qu'interprète le savant, en étudiant l'héritage culturel, en un langage que puissent comprendre les différents secteurs sociaux.

Les trois énoncés antérieurs sont en accord avec l'essence d'une politique relative au patrimoine historique et culturel du Mexique. Nous sommes, bien sûr, loin d'avoir atteint une structuration complète de cette politique, et certaines des idées exprimées n'ont pas encore été mises en application dans une action conséquente et d'amplitude appréciable. Néanmoins, le seul fait de poser ces questions permet déjà d'orienter beaucoup d'actions de manière cohérente.

Pour citer quelques exemples concrets, nous pouvons signaler qu'à l'Institut national d'anthropologie et d'histoire on travaille actuellement sur un plan qui cherche à équilibrer la connaissance relative que l'on a des différentes régions archéologiques, et l'on définit en même temps une politique de conservation et de restauration. Il a été organisé un système national dont les diverses unités fonctionnent selon un même schéma opérationnel, qui vise à la préservation et à la divulgation didactique des biens du patrimoine culturel. Par ailleurs, un programme de musées scolaires a été mis sur pied avec un faible investissement. Il permet de mettre en contact les enfants avec les objets historiques qui les entourent, pour qu'ils apprécient ce patrimoine commun et prennent pleinement conscience de la responsabilité qu'implique pour eux sa protection. D'autre part, en 1972, a été votée une loi fédérale des zones et monuments archéologiques, artistiques et historiques. Elle définit un régime légal permettant de garantir la préservation du patrimoine culturel qui, durant des siècles, a été soumis au pillage et à la destruction.

En résumé, le Mexique prend chaque jour davantage conscience de la nécessité de conserver, d'étudier et de divulguer son héritage culturel, où il trouve une base solide et indispensable pour étayer ses aspirations à un développement économique et social original, indépendant et autonome.

GUILLERMO BONFIL,
directeur général de l'Institut d'anthropologie et d'histoire.



Le Monde aujourd'hui

UNE FEMME A SA FENÊTRE

Les grands principes et les grands sentiments

NOUS n'avions plus envie de l'entendre, l'histoire, cette bègue pessimiste. Elle radotait : Ecoutez-moi. Chaque fois que la « question féminine », le « féminisme » enfle en flot, chaque fois l'homme *construit* une digue et la société redevient mer étale.

Nous avons ri ? Non, pas cette fois. Au bout de millénaires, n'avons-nous pas conquis, enfin, ce droit qu'on refusa seulement aux esclaves... et à nous : la libre disposition du corps ? Le droit de décider quand et combien de fois nous pouvons assurer l'amour nourricier et l'épanouissement d'un être neuf ? Et c'est bien là *le droit* d'influer sur la composition même de nos pays, d'accord ? Alors, voyez, autour de nous, ce sont les dernières escarmouches de la guerre des sexes : seuls durent indéfiniment les conflits qu'on ne déclare pas. Venu au jour, celui-ci va s'achever comme les insurrections de *tout colonisé* : le dominant reconnaîtra l'équivalence de l'autre. Finissant d'être maître, l'homme deviendra partetenaire et, de seigneur, se fera compagnon.

Et puis, boum ! L'explosion éclate à Bucarest, en pays socialiste, provoquée par ceux qui parlent au nom du socialisme, donc de l'égalité. *Voilà qu'au Congrès* mondial de la population, pour jeter aux oreilles des surpuissants, des surindustrialisés, des super-riches des vérités incontestables, c'est, implicitement, sur la silencieuse, la séculaire soumission des femmes qu'ils s'appuient. On leur barre, en un discours, les perspectives qu'on se targuait si fort d'avoir ouvertes devant elles. La féminité ne fut-elle pas toujours, au plan des sociétés, la grande *muette* ? *Les gouvernants* semblent sous-entendre que, socialisme ou non, elle continue. Un raisonnement incontestable débouche sur un déni de *justice* si habituel qu'il en est devenu inconscient.

Les pays jusqu'ici fournisseurs de matière brute crient aux fabricants exportateurs d'objets (depuis l'avion supersonique jusqu'à l'autocuiseur) : « Vous devenez sans cesse plus riches et nous toujours plus pauvres. » La dynamique du développement *joue en votre seule* faveur. Ce que l'Angleterre, vers 1800, nomma le « paupérisme » *joue maintenant* à l'échelle planétaire : il y a des peuples prolétaires. Et vous projetez à l'échelle du *monde* le raisonnement de Malthus : né pauvre, on le reste, simplement si on est moins nombreux chacun happe une miette plus grosse : par conséquent, faites moins d'enfants. *Nous refusons* : les foules innombrables, c'est notre force, notre moyen de *peser sur vous. Nous* voulons devenir si nombreux que vous preniez peur, submergés. Des enfants, nous en voulons toujours plus et non pas toujours moins... »

Les droits « donnés »

Artistique entrelacement de vérité et d'hypocrisie. Comment contester le scandale de pays sans cesse enrichis et de pays *qu'on maintient dans l'endettement*, le sous-développement, l'étouffement ? Mais pour dénoncer ce déroulement intolérable, a-t-on le droit de sacrifier la moitié la plus exploitée des peuples prolétaires : les femmes ? En fait, l'Inde poursuit sa campagne pour limiter les naissances, envoie des informateurs jusqu'aux villages reculés. La Chine est allée contre la plus fondamentale de ses traditions en proclamant *l'équivalence en droit de* la femme, en faisant sauter les bandelettes des pieds et des familles (et finalement « Pi Con » — « A bas *Confucius* » — a *surtout* ce sens-là). Par le *mariage* tardif, l'avortement facile, la contraception, *l'éloignement des époux*, Mao promet aux femmes leur « moitié du ciel ». Et par combien de statistiques l'U.R.S.S. et les démocraties populaires n'ont-elles pas montré que, sous le drapeau marxiste, les femmes sont maîtresses de leur profession et de *leurs enfantements* ? Et n'y eut-il pas, voici peu, des Françaises allant faire interrompre une grossesse aussi bien en Pologne qu'à Londres ou à Stockholm ? (Ce qui n'empêchait pas Staline de décorer les « mères héroïnes » de treize enfants tout comme notre Académie française.)

Or, d'un coup, pour soutenir l'indéniable cause de l'égalité des peuples, on atomise allégrement *les droits « donnés » aux femmes*. Est-ce ce « donné » qui rend les gouvernants si désinvoltes envers cette partie de leur législation ? Les hommes, le passé les montre capables de refus : de grèves (même quand on en nie l'existence) ou de cette résistance passive *qu'est* le travail au ralenti. Mais les femmes ? Une fois créée l'atmosphère nataliste, ou simplement abolies les facilités de la contraception, on est tranquilles : aucune grève perlée.

C'est qu'il faut une conscience déjà très en alerte, et un degré d'information élevé pour que se manifeste le refus. Quand le peuple est « *obscur* » (*selon* le beau terme des anciens révolutionnaires russes), les femmes, manquant de toute perspective sociale, se résignent à se limiter au rôle biologique : elles enfantent. Nous l'avons vu en Algérie : combattantes déterminées du F.L.N., *souvent héroïques. toujours* dévouées, les femmes, sitôt arrachée l'indépendance ont été, faute de travail, rejetées vers la famille, le haïk, l'*enfantement*..., l'obscurité sociale. Avec, comme chez nous, la bénédiction de la religion.

Le rôle du couple

Une conquête récente manque par définition d'enracinement dans l'inconscient des peuples, ce qui la rend fragile. L'Inde, ces années-ci, offrait en modèle l'écolière qui apprend, qui exerce un métier. Mais le peuple est plus *habitué*, bien *sûr*, à la villageoise exténuée suivie de sa petite horde au ventre enflé. Ou à la miséreuse des faubourgs étalant les aînés autour d'elle dans la poussière et attendant le sommeil en serrant un nouveau-né contre une poitrine sans lait. Aux femmes de l'Inde, on répétait ces temps-ci : n'enfantez que si vous pouvez nourrir. Va-t-on exclure cette *possibilité* ? C'est peu probable. Moins probable encore que la Chine dénie leur ascension aux jeunes travailleuses libérées de la faim, de la belle-mère et de l'excès de bébés.

Alors ? Eh bien, il reste une démonstration : c'est que le droit des femmes est plus vite renié qu'aucun autre. Les gouvernants semblent *sous-entendre que* l'adversaire, sur ce terrain-là, n'aura pas même l'idée de leur reprocher l'abandon des principes. Car il y a, comme dit la chanson, les grands principes, mais aussi les grands sentiments.

Notre ministre du travail a déclaré (1) que la France servit de médiateur dans cette querelle. *Personnellement, il a soutenu au* Congrès, que le nombre des enfants devait être décidé par le couple.

DOMINIQUE DESANTI.

(Lire la suite page 23.)

(1) Au « Journal télévisé » du 26 août, deuxième chaîne.

A la campagne

LES ÉMOIS DU PÈRE GOUGEON

LE *père Gougeon* prenait son casse-croûte de 9 heures selon un cérémonial bien *réglé* aux étapes invariables :

1) La tranche de lard dont il accompagnait la tranche de pain sec et râpeux :

2) La beurrée de rillettes, taillée *comme au rasoir* autour d'une *miche* de 4 livres ;

3) La beurrée de fromage, sectionnée *à mesure*, et *suivant une* progression circulaire, en portions triangulaires ;

4) La beurrée de confiture de prunes bleues, étalée avec art sur un tapis de beurre demi-sel.

Il n'aimait guère qu'on le dérangeât dans cette activité aussi minutieuse *qu'efficace*. Il eut donc un froncement de sourcils quand il aperçut la casquette du père Bardoux, marchand de bestiaux, *qui allongeait* le cou par le carreau de la porte resté ouvert, tout en frappant du poing sur le carreau resté fermé.

« Je venais voir si vous aviez pas un petit cadeau pour moi... », lança le visiteur goguenard. Dans son langage cela voulait dire : « *Y a-t-il une bête à vendre ?* »

Familier de la boutade, le père Gougeon fit semblant de s'y méprendre et répliqua sur le même registre : *« Des cadeaux ? Avec le prix qu'on vend nos produits, c'est pas le moment !*

— Que voulez-vous, c'est la surproduction !

— Je vais vous dire, moi, c'est la faute à tous ceux qui produisent en gros.

— Ça, vous l'avez dit, quand y en a trop, y en a trop. »

Après cette brève analyse économique, on s'achemina vers le pré *où le père Gougeon gardait une* belle génisse normande qui n'avait point voulu « reprendre de veau » après son premier.

« On va faire affaire, si vous êtes généreux », répéta-t-il à plusieurs reprises avec un sourire entendu.

« Combien vous la faites, votre vache ? » C'est ainsi que commença *un marchandage « à la traverse »*, où l'on se lança des « picanes », comme on dit.

Parti de 3 000 F, le marchand était monté à 3 750, mais *le père* Gougeon, lui, n'avait rabattu encore que 50 F, symboliques, sur les 4 000 F qu'il exigeait. On ne fit donc point affaire.

Pourtant, l'exploitant *agricole* avait le sourire quand il revint à la table, où son épouse Eugénie lisait le *journal* :

« Moi, y a que ça qui me plaît dans mon métier : les bêtes ; on a de la misère à les élever, mais on rigole bien en les vendant. On peut raconter des menteries, c'est dans le jeu du commerce. Aujourd'hui, j'avais pas envie de la vendre au père Bardoux, et je l'ai fait monter comme j'ai voulu, parce qu'il m'avait roulé, la dernière fois, sur la vache jaune... »

Eugénie ne disait rien, elle savait qu'à la maison on a besoin d'argent pour renouveler le cheptel et payer les échéances, remplacer la vieille Aronde qui brinquebale, etc.

Il n'était pas sûr que les autres négociants seraient plus généreux : *le père Gougeon la craignait bien* aussi ; mais, sur la lancée de son amusement, il acheva son repas interrompu avec de petits hochements de tête enjoués ; puis, il s'adonna à l'un de ses rares plaisir quotidiens : quand il fermait son couteau de poche en corne, le claquement *de la lame était pour toute la tablée* le signal discret, mais impératif, de la fin du repas. Il aimait alors à voir femmes et enfants avaler goulûment les dernières bouchées pour se précipiter au travail.

Il n'était pas loin, alors, de se prendre pour un maître.

MAURICE SOUTIF.

A LA VILLE

La vieille dame et l'ananas

HUIT heures et demie. Il y a longtemps que les gens sérieux ont fait leur marché. C'est l'heure des derniers clients — les imprévoyants, les dîne-tard, les célibataires.

Petite, toute petite, vacillante, elle semble hésiter à entrer dans la boutique. Sans âge. Sans voix. Visage creux et cabat vide, cheveux rares et manteau râpé : la vieille vit avec quelques francs, image presque trop « parfaite » de la mort quotidienne, trop complète, trop exemplaire. Rien n'y manque. Pourtant la caricature de la misère ne fait pas rire.

« C'est pour quoi ? » « C'est pour du beurre, monsieur. » « Le beurre, c'est là-bas. » La silhouette traverse doucement le magasin. Elle attend qu'on veuille bien la servir. Elle attend plusieurs minutes. Le client qui la précède fait « le plein » de provisions, sans se préoccuper de la fermeture. Un « bon » client, apparemment. La trentaine, et la tenue savamment négligée de la nouvelle bourgeoisie à la mode.

« C'est combien, le beurre ? », dit-elle. « Ça dépend lequel. » « Le plus petit. » « 1,95 F. » Deux pièces extraites du vieux porte-monnaie de cuir noir : et en glissant le « quart » dans le panier, comme un souffle, un soupir, un étonnement abattu : « C'est 2 F, maintenant, le beurre... »

Lui s'aperçoit qu'il allait oublier d'emporter trois boîtes de flocons d'avoine et son porridge. Les voilà. Le carton est plein. Comment y faire tenir encore l'ananas, la crème de marrons, le magnum de whisky ? On va chercher un sac en plastique. Elle regarde l'ananas. « Et ça, c'est combien ? Ça doit être bien trop pour moi... » « 5 F le kilo. » « Ah ! c'est par kilo... » « Il y en a des petits qui font dans les 5 F. »

Un silence. La machine à calculer cliquette l'addition du client. « Vous donnerez un ananas à madame pour moi, s'il vous plaît, et le tout sur ma note, comme d'habitude », et il empoigne son carton et son sac.

Moment de gêne dans l'épicerie. On ne transgresse pas ainsi les règles du jeu. La vieille dame voudrait protester, ou remercier, ou s'expliquer, le commis se demande s'il a bien entendu, et voudrait bien se faire répéter... Lui est déjà parti. Il ne verra pas que l'épicier choisit attentivement un fruit rabougri, trop mûr, invendable. Il ne verra pas l'expression figée, haineuse, de trois autres clients qui attendaient ni ce qu'on lit sur leurs visages : « Pour qui se prend-il, celui-là ? Il veut donner des leçons ? Il a de l'argent à jeter par les fenêtres ? » Il ne verra pas non plus les mains noueuses de la vieille dame, nouées ce soir-là un peu plus aux poignées de son cabas.

Qu'importe.

D'ailleurs, la rue est déserte.

ROGER-POL DROIT.

Au fil de la semaine

LE CHANGEMENT

Par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

CE qui change le plus vite en France depuis que M. Giscard *d'Estaing a été élu en promettant le changement, c'est peut-*être M. Giscard d'Estaing lui-même. Rien de plus normal. Il ne veut plus devenir président de la République : il l'est. Ce qui suffit pour lui à tout transformer, et d'abord lui-même.

Voilà un homme qui, depuis près d'un quart de siècle, devait *peser en suffrages le poids de chaque phrase qu'il prononçait* ; qui était contraint de mesurer chaque démarche, chaque attitude, chaque geste, à l'aune de la situation politique du moment en même temps qu'à l'indice de sa propre popularité ; qui ne pouvait se séparer un seul instant d'un fantôme obsédant et indiscret qui *lui ressemblait comme un frère, son double, son image, son personnage public.*

Certes, il avait choisi de cultiver l'ambition politique avec une sorte de désinvolture élégante, un apparent détachement. *Mais* tout de même, quelle garde-robe, que d'accessoires et que d'emplois ! Pelisse et toque de fourrure pour la chasse à l'ours en Sibérie, saharienne de « ranger » pour les safaris africains, casque de pilote aux commandes de l'avion présidentiel, tenue de ski pour slalom façon champion, *maillot de footballeur aux couleurs de l'Athletic* municipal de Chamalières, slip pour nager à Roquebrune, sans parler du fameux chandail de la télévision, voilà qui changeait de l'habit des soirs de réception ou du complet bleu croisé, chemise blanche, cravate stricte, uniforme de ministre ; et puis, avec le *fusil, la caméra, les bâtons,* le *ballon, voici*, inhabituel et inattendu entre des mains aussi distinguées, l'accordéon quasi légendaire ; et encore, parmi cent autres rôles brillamment assumés, le lecteur de journal *surpris dans le métro, le célibataire du mois d'août qui dîne* chez Lipp avec un camarade qui se nomme Georges Pompidou, le *père attentif* qui conduit par la main ses filles à l'école le jour de la rentrée des classes. Et toujours, partout et, bien sûr, par hasard, un photographe embusqué... « Il en fait trop », disait-on. Voire : *cela ne lui a pas si mal réussi.*

Au registre politique, la désinvolture et le détachement empruntaient d'autres formes et emportaient d'autres jugements. Admirable mécanique intellectuelle, le *jeune homme doué à qui* tout réussit, un orateur si brillant qu'il donne à ceux qui l'écoutent *l'impression d'être eux-mêmes* intelligents, le plus sérieux, le plus compétent, le plus *ouvert* : *on n'en finirait pas d'aligner ses prix d'excellence.* Mais en même temps, et non sans paradoxe, un hésitant, un doux, presque un *fragile* : *non, non, il n'a pas* le goût du pouvoir, le désir de puissance, l'ambition dévorante que certains lui prêtent. Et lui-même, en contrepoint : « Etre Flaubert ou Mallarmé, quel rêve ! »

Au bout de la route, cet extraordinaire dédoublement : au *pouvoir pendant plus de onze ans, il apparaît comme* un homme nouveau, ministre du général, puis de son successeur, il fait figure d'opposant au gaullisme, d'étranger au pompidolisme ; aux prises depuis longtemps avec l'inflation, il semble *néanmoins le plus* qualifié pour la juguler ; destinataire des déclarations de revenus, *il n'est pas considéré comme* le collecteur des impôts ; enfin, conduit par ses fonctions à refuser autoritairement crédits et subventions, et donc à dicter sans cesse des choix essentiels, il est perçu comme un libéral et un *technicien qui ne fait guère de politique*. Et c'est le succès.

***

Aujourd'hui, l'épreuve est terminée. Le président a oublié le *candidat, il peut redevenir* tout à fait lui-même et, en même temps, *qu'il le veuille ou non, il devient un autre.*

« Etre le dixième, le cinquième, puis le troisième et, un jour enfin, *le second*, ce n'est rien, confiait Georges Pompidou. Mais passer de ce second rang au premier où l'on est seul, avec tout le poids sur les épaules, sans personne à qui demander ses consignes ni même son avis parce que *personne ne peut se mettre en esprit* vraiment à votre place, alors cela change tout. On ne voit plus les autres de la même façon, ni soi-même du même œil. » C'est bien ce qui est en train d'arriver à *Valéry Giscard d'Estaing.*

Qu'il aille au cinéma, dîne au restaurant, se promène dans la *rue, ou se baigne avec l'un ou l'autre de ses enfants, qu'il conduise* sa voiture la nuit, qu'il choisisse d'alléger le dispositif de sécurité, de simplifier le protocole, de fuir les conventions et de proscrire les artifices chaque fois que cela est possible, ce n'est plus pour soigner son image de marque et gagner des voix. C'est parce qu'il *veut vivre, tout président qu'il est, comme il l'entend et qu'il* conçoit sa fonction sans apparat et sans une grandeur factice et raide, à ses yeux harassante et inutile. Le tempérament, les goûts, les habitudes, parlent plus fort que les rites, les contraintes et la tradition.

Peut-être sollicitera-t-il, un jour encore, les suffrages des Français ; mais ce n'est pas alors sur sa bonne mine, sa simplicité ou sa spontanéité qu'il sera jugé, *c'est* sur les fruits de sa politique. S'il doit secouer un peu ses électeurs — oh ! sans brutalité, — c'est maintenant qu'il faut le faire : ils auront largement le temps *d'oublier des désagréments, au demeurant mineurs.* Et, de toute façon, d'ici à un nouveau et éventuel rendez-vous électoral qui ne pourrait être que le dernier, il sait bien que le vent soufflera, peut-être la tempête, et que la vague viendra, fatalement, en sept ou cinq ans, le frapper au visage ; ce qui comptera à ce moment-là, ce ne sera pas tant le style que le fond des choses. Puisqu'il en est ainsi, pourquoi se condamner à une existence de reclus, prisonnier de conventions désuètes, pourquoi ne pas essayer de vivre comme on en a envie ? Au diable les *précautions, les susceptibilités,* la prudence ; à l'attention inquiète, à la tension vigilante succèdent une heureuse décontraction, une quiète indifférence.

***

En politique aussi, le point de vue a radicalement changé, et l'homme du même coup.

Quand il regarde devant lui, l'étape à courir lui semble autrement longue et accidentée que les trajets moins abrupts parcourus dans d'autres mandats et d'autres postes. Il convient donc de ménager *ses forces, d'éviter de s'essouffler, de laisser faire le temps,* ce grand maître. Peut-être est-ce là qu'il faut chercher les raisons de l'indifférence relative manifestée à l'égard de l'inflation. Il est évidemment plus facile de bousculer des habitudes figées, de rattraper un peu du retard pris par la loi sur la vie dans des domaines qui touchent aux mœurs, d'enregistrer l'évolution des rapports humains, voire sociaux, que d'inventer un remède-miracle. Et quel traitement, sans souffrance et sans péril, assurerait à la seule France, au milieu d'un *Occident malade et morose, la santé et la* bonne humeur ? Faute de moyens, voire d'idées bien claires à ce sujet, mieux vaut se réfugier dans un silence si frappant qu'il ne peut plus être le fait de quelque oubli ni du hasard. Si le président se tait alors qu'on le sollicite de toutes parts de s'expliquer, c'est qu'il ne juge pas possible ni opportun de parler et peut-être d'agir. Que le premier ministre, le ministre des finances, le gouvernement, fassent leur travail, s'engagent et prennent leurs risques, c'est leur *affaire.*

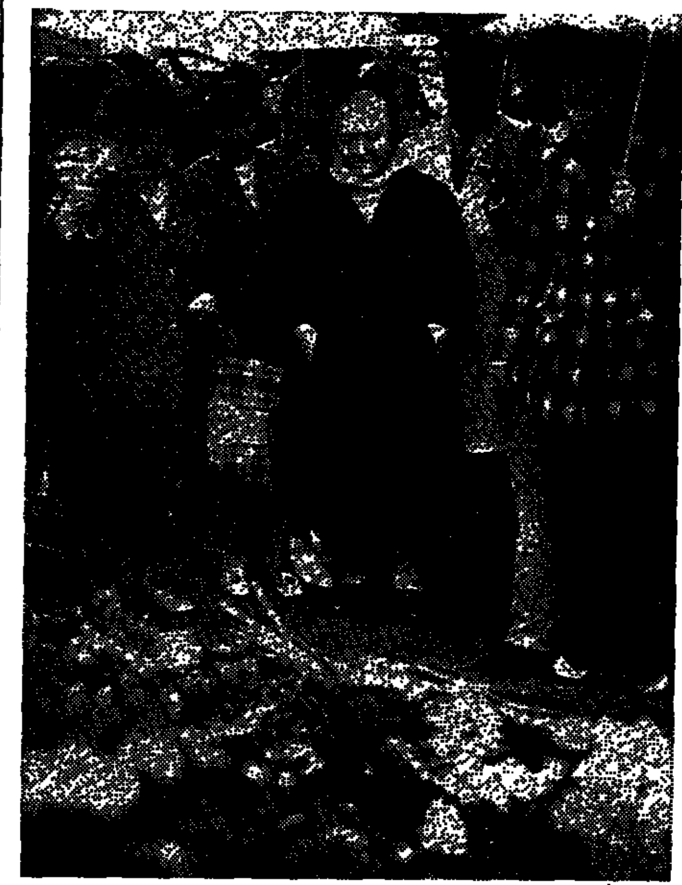
Comment aussi ne serait-il pas marqué par le fait d'avoir dû lutter beaucoup plus longtemps et rudement contre ses rivaux et associés de la majorité que contre son adversaire du second tour de l'élection ? D'où les appels réitérés au dialogue adressés à *l'opposition « que j'appellerai désormais la minorité », a-t-il dit* un jour à Raymond Tournoux, des appels qui commencent même à emprunter un ton d'étonnement navré devant les rebuffades qui les accueillent.

A part cela, on entend soutenir que M. Giscard d'Estaing pille, *sans vergogne, le programme commun et qu'avec lui la droite au* pouvoir fait la politique de la gauche. Si c'est vrai — et cela doit l'être puisque ce sont des hommes de gauche qui le disent, — c'est mieux que le *contraire : à savoir un pouvoir de gauche qui fait* la politique de la droite, comme cela s'est produit si souvent en France.

ETRANGER

Reflets du monde entier

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Trois ans après la mort de Nikita Khrouchtchev, une stèle à l'homme d'Etat a été inaugurée au cimetière de Novodievitchi à Moscou. Evtouchenko a lu un poème ; puis, comme il pleuvait, il a abrité sous son parapluie Nina Khrouchtcheva, qui contemplait longuement les traits de son mari disparu fixés dans le bronze par le sculpteur Neizvestny. Un tableau de cet artiste, en 1962, avait provoqué de la part de M. K. cette appréciation sans nuances : « Un singe ferait aussi bien avec sa queue. » (*Le Monde* du 4 septembre.)

(Photo Sipa-Press, reproduite par *Paris-Match* du 28 septembre.)



La colère des fourmis vertes

L'hebdomadaire américain *TIME* relate les difficultés d'une société australienne qui découvrit l'un des plus riches dépôts d'uranium du monde mais ne sut pas prévoir l'imprévisible : « *Les dirigeants de l'entreprise oublièrent de prendre en considération la répulsion des autochtones à déranger les fourmis vertes qui vivent dans la région. Le minerai (...) se trouve à moins de 200 yards (183 mètres) d'un endroit connu selon les croyances locales comme le Gabo Djang (le lieu de repos des fourmis vertes). Les indigènes pensent que si l'on profane ce sol sacré les insectes (...) se changeront en monstres mangeurs d'hommes qui dévasteront le monde.*

» *Les dirigeants de la société (...) essayèrent de venir à bout des croyances des habitants en leur offrant des sommes d'argent de plus en plus élevées. Ils en sont maintenant à près de 14 millions de dollars (67 millions de francs) (...) pour un gisement évalué aux environs de 300 millions de dollars (1 400 millions de francs). Malgré cela, les indigènes refusent toujours de vendre. Entre la pauvreté et la colère des fourmis vertes, ils préfèrent, pour l'instant du moins, rester pauvres.* »

THE OBSERVER

La facture du Ledra Palace

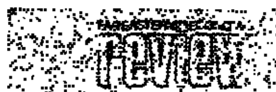
L'hebdomadaire britannique l'*OBSERVER* raconte les suites des aventures des malheureux clients du Ledra Palace, l'hôtel qui faillit, en juillet dernier, servir de ligne Maginot entre les troupes grecques et turques à Chypre.

« *La direction du Ledra Palace, à Nicosie,* écrit l'*OBSERVER*, *a finalement retrouvé ses clients égaillés par les balles et les obus le lendemain du débarquement turc. La lettre qui accompagne les notes restées impayées est un modèle de courtoisie hôtelière :*

« Nous espérons que votre voyage de retour a été
» facile et que votre séjour au Ledra Palace aura été
» agréable, jusqu'à ce malheureux moment de l'invasion
» turque, le 20 juillet 1974, qui vous laissera, nous en
» sommes sûrs, le souvenir d'une expérience mémorable.

» Etant donné que les clients de l'hôtel ont dû être
» évacués avec l'aide des forces des Nations unies le
» dimanche 21 juillet, nous avons arrêté votre note au
» 19 juillet.

» Veuillez trouver ci-joint votre note de... que vous
» voudrez bien nous régler à votre meilleure convenance.
» Nous vous remercions par avance et espérons vous
» accueillir de nouveau au Ledra Palace lorsque la
» conjoncture sera plus favorable. »



Une Amérique modèle pour les Chinois

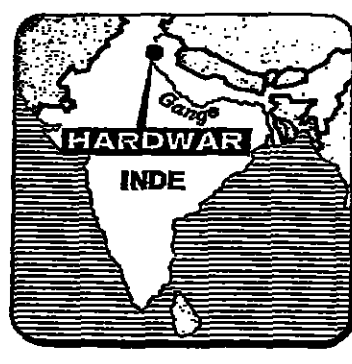
La *FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW* de Hongkong raconte comment s'est effectuée la visite aux Etats-Unis d'une troupe chinoise de trente-deux membres qui, dans le cadre d'échanges culturels entre Washington et Pékin, a présenté quelques aspects des arts martiaux de son pays.

« *A San-Francisco, les Chinois ont demandé à faire des visites pour comprendre le style de vie américain. Ils ont aussi voulu se rendre dans la ville chinoise, requête logique, qui leur permettrait de voir comment vit une grande communauté chinoise américaine. Eh bien ! cela leur a été refusé, les services secrets ne pouvant « assurer leur sécurité ». Cependant, lorsque le groupe est allé à Washington, on lui a montré un village modèle dans les banlieues du Maryland (...)*

» *La troupe a été amenée dans la maison d'une famille noire exemplaire qui incita les enfants-acteurs du groupe à jouer au billard dans sa salle de récréation au sous-sol. Une famille noire « typique », bien sûr, de celles qui sont sorties du ghetto. Maintenant, lorsque des Américains, revenant de Chine, se plaindront de n'avoir vu que des communes modèles, ils feront mieux de tourner sept fois leur langue dans leur bouche avant de parler...* »

Lettre des « Portes du Gange »

Quand une petite ville reçoit dix millions de visiteurs...



QUATRE millions et demi de pèlerins se baignant, en moins de vingt-quatre heures, au jour fixé par la conjoncture des astres, dans le méandre sacré des « Portes du Gange », sur une longueur de rives n'excédant pas celle qui sépare le Pont-Neuf du Pont-des-Arts.

On aurait pu croire que l'entrée résolue de l'Inde dans le monde moderne allait entraîner peu à peu une diminution du nombre des pèlerins. Il n'en a rien été : à l'occasion du grand pèlerinage de la *Kumbha Mela* de Hardwar, qui a lieu tous les douze ans, un million de personnes ont pris leur bain sacré en 1950, plus de 2 millions en 1962, près de 4 millions et demi en 1974. Hardwar « Porte du Seigneur », — qui s'appelait autrefois « Portes du Gange » — est situé à 300 mètres d'altitude, là où le fleuve débouche des chaînes infranchissables de l'Himalaya, dispensant la vie à travers la vaste plaine offerte à sa fécondation.

Il y a des milliers d'années, dit la légende, les dieux firent aux hommes le don de la *Ganga* céleste qui, descendue sur la terre assoiffée, lui apporta à la fois la vie et la pureté du ciel. Le dieu Brahma en personne accueillit la divinité-fleuve au sortir de la montagne et Vishnou y vint aussi, puisque l'on montre encore la marque de son pied sur la rive. C'eût été suffisant pour que Hardwar fût considérée comme l'une des sept villes saintes de l'Inde, attirant les pèlerins par centaines de mille chaque année. Mais ce lieu sacré jouit d'un privilège supplémentaire : selon une autre légende, les dieux, et les démons ayant ensemble baratté la mer de lait, ils se disputèrent le vase d'ambroisie qui en sortit après d'autres merveilles. Lors de ce combat qui dura douze jours des dieux (c'est-à-dire douze ans des hommes), le vase *(khumba)* changea de mains plusieurs fois et quatre « gouttes d'immortalité » tombèrent sur notre planète, l'une précisément à Hardwar où la commémoration de cette bénédiction tous les douze ans est l'occasion de la *Khumba Mela*.

LA plupart des pèlerins (en majorité originaires de la moitié nord de l'Inde) ne se contentent pas de prendre dans le Gange un bain de purification et de gagner par surcroît des mérites infinis dans cette vie et dans les suivantes : ils prolongent leur séjour pour rencontrer — fait considéré comme très bénéfique — des êtres « détachés », qui ont abandonné tous les biens de ce monde afin de se consacrer à la recherche de l'absolu. La *Khumba Mela* est, en effet, l'occasion traditionnelle d'une rencontre d'ascètes des grands ordres hindous et de nombreux « ashrams », qui viennent pour s'y concerter. Cette année, plus de soixante-dix mille d'entre eux, descendus pour la plupart de leurs ermitages de l'Himalaya, sont là avec leurs grands maîtres. Drapés dans un vêtement safran ou portant seulement un pagne sommaire, ou encore simplement « vêtus d'espace » et couverts de cendres, complètement rasés ou bien barbus et chevelus, ils vivent, respectant leurs rites, dans des vastes campements organisés au bord du Gange. Non loin de là, dans des camps plus vastes et plus confortables (des tentes y ont le téléphone !) bon nombre des organisations religieuses et philosophiques qui abondent en Inde sont représentées. Vivant eux aussi comme des ascètes auprès de leurs « gourous », près d'un million de leurs adeptes sont groupés. Parmi eux, quelque deux mille étrangers « occidentaux », dont beaucoup font ce qu'il faut pour ne pas passer inaperçus...

Or Hardwar est une petite ville de soixante-dix mille habitants, prise entre les collines, essentiellement constituée par deux rues (dont l'une, étroite et tortueuse, bordée d'échoppes et de boutiques, forme le *bazar*), qui mènent toutes deux au méandres sacré du Gange. En quelques semaines, le trafic montant et descendant y a atteint dix millions de voyageurs, dont deux millions et demi ont utilisé le chemin de fer et les autres la route. La veille du « grand jour », près de cent mille pèlerins sont arrivés par le train, et trois cents autobus par heure (un toutes les douze secondes) ont déversé chacun cent vingt-cinq pèlerins en moyenne dans les gares routières. Plus d'un million de personnes vivant sur place pendant plusieurs semaines, auxquelles s'ajoutent plus de trois millions de pèlerins venus passer deux ou trois journées pour être sûrs d'être présents au moment le plus faste calculé par les astrologues. Pas une épidémie, pas un accident majeur, aucune panique, aucun désordre : une telle réussite n'est pas le fruit de l'improvisation et implique une longue, minutieuse et efficace préparation technique, en même temps qu'un remarquable sens de l'organisation dont les Indiens font preuve plus souvent qu'on ne le dit.

La *Kumbha Mela* est une affaire d'Etat alors même que l'Etat se veut laïque. Pour la préparer, un « super-préfet » (il avait, cette fois, trente ans à peine) est nommé une quinzaine de mois à l'avance ; il reçoit autorité sur tous les services de la région : ponts et chaussées, travaux publics, irrigation, hygiène et santé, transports, gendarmerie, police. De gigantesques travaux sont réalisés : 103 km de routes, 22 ponts — 17 provisoires et 5 définitifs — aménagement des berges, adduction d'eau potable filtrée et javellisée (35 000 m3 par jour), éclairage, installation de plus de 10 000 latrines, service de nettoiement (le D.D.T. et les désinfectants ont été utilisés par dizaines de tonnes). Installations de constructions légères et tentes pour abriter plus de trois millions de pèlerins, création de dispensaires et d'hôpitaux de campagne, de postes de P.T.T., de pompiers, de centres de renseignements, d'objets trouvés et de pèlerins perdus ; ravitaillement (2 000 tonnes de blé ; 5 000 tonnes de farine ; 1 200 tonnes d'huile, 3 500 tonnes de riz ; et pour les légumes, le produit de 80 hectares spécialement réservé aux pèlerins). Ajoutons que des « barrières sanitaires » avaient été établies sur les routes et tous les chemins menant à Hardwar, ainsi qu'à la gare, et quiconque ne pouvait présenter de certificat de vaccination (ou de contre-indication) subissait d'office une injection contre le choléra. (Cette pratique, obligatoire depuis 1954, a mis fin aux épidémies qui prenaient naissance lors des grands pèlerinages.)

L'une des grandes préoccupations du « super-préfet », responsable de toute l'organisation de la *Mela*, fut d'éviter tout engorgement des voies d'accès au méandre sacré, car, dans cette innombrable foule en marche, la stagnation crée l'inquiétude, qui risque de dégénérer en panique. La surveillance du territoire de la *Mela* était assurée, du haut de trente-cinq miradors, par des vigiles disposant des plus modernes haut-parleurs à transistors et de cent deux postes téléphoniques — auxquels il faut ajouter les cinquante postes mobiles de la police montée ; tout cet ensemble était relié à un bureau central de contrôle, d'où l'on était informé à chaque instant du lent fourmillement des pèlerins le long des voies, bordées de barrières, tracées pour eux sur les deux rives du Gange. Tout engorgement des berges du bassin sacré ou des voies et ponts y conduisant était signalé au bureau central, dont on admirera au passage l'ingéniosité : en ordonnant le simple déplacement d'une barrière jouant le rôle d'une écluse, il détournait le flot des pèlerins vers une voie de dérivation. Sans même s'en apercevoir, ceux-ci suivaient un parcours habilement sinueux pendant le temps nécessaire à la résorption de l'engorgement.

POUR couronner le tout, comme douze ans auparavant, une caméra de télévision embrassant l'ensemble du bassin sacré et fonctionnant en circuit fermé permettait aux responsables d'avoir en permanence sous les yeux l'image du « point chaud » par excellence.

Certes, ce n'est pas dans le dessein d'encourager et de favoriser la tradition que les techniques les plus modernes ont été mises en œuvre. Ce n'est pas non plus pour servir la tradition que les moyens de communication ont été développés et que l'usage de l'électricité, des insecticides et des vaccinations s'est répandu. Il n'en est pas moins vrai que, aidant à résoudre au mieux les problèmes posés par la force de la tradition, le progrès se trouve être par la force des choses au service d'une *tradition* non seulement vivace, mais vivante, qui n'a cessé en Inde, depuis des siècles de manifester sa remarquable capacité d'adaptation et d'absorption. C'est en quoi la *tradition* diffère du *traditionalisme* qui, sclérosé et fossilisé, agit comme un poids mort dans l'évolution des civilisations.

PIERRE AMADO.

A PROPOS DU DIVORCE

Une « conciliation » à Pékin

LES recherches actuelles pour une procédure de divorce moins agressive d'une part, moins sommaire de l'autre (pour la conciliation par exemple), me remettent en mémoire l'un des faits qui m'ont le plus frappée dans la Chine de Mao.

C'était en 1955. Les choses ont peut-être changé depuis, mais l'expérience n'en garde pas moins son intérêt.

J'avais à Pékin des amis chiliens ; ils habitaient cette ville depuis trois ans, donc en connaissaient bien les us et coutumes. Ils m'ont dit :

« *Demande à assister à un procès de divorce. Cela en vaut la peine.* »

En effet.

Mon interprète m'accompagne au palais de justice.

La salle où nous entrâmes, claire, nue, avait pour mobilier des chaises et une longue table recouverte d'une nappe blanche. Public restreint. Pas un policier.

Au premier rang prennent place les deux plaignants, mari et femme. Ils s'asseyent sans se regarder.

Les juges sont trois : deux hommes, une femme. Mon interprète appelle cette dame « présidente ». Elle porte un costume tailleur bleu nuit, des lunettes, les cheveux lisses sont noués en chignon sur la nuque. Traits nets, regard scrutateur ; la douceur de la voix corrige ce que ce regard pourrait avoir d'intimidant.

Les deux hommes qui l'encadrent ne cesseront de sourire pendant les heures que durera la séance. Et pas un instant leur attention ne se relâchera.

L'interprète, qui me traduira mot à mot les débats, m'a résumé le « cas » :

La femme — elle doit avoir vingt-deux, vingt-trois ans — veut divorcer. Le mari s'y refuse. Mariés depuis quatre ans, elle a demandé le divorce l'an passé. Le tribunal du district l'a déboutée. Elle fait appel à Pékin.

Et la voilà : petite tête de mule, cheveux bien lisses, de noir vêtue, avec, comme un défi à l'austérité communiste, un col brodé cerné de dentelle. Chaussettes roses, qu'elle ne cessera de tirailler.

La raison essentielle pour laquelle elle demande le divorce ? Cela semble singulier en pays socialiste : elle en veut à son mari de ne posséder que 7 *mous* de terre, alors qu'elle croyait qu'il en avait 20... Ma Chio-yin n'a pas été à l'école. Sans profession.

Lui aussi est tout jeune. Cuisinier de son métier. Sun Tsien-fu a fait trois ans d'école primaire. Tête ronde, dos rond, oreilles légèrement décollées. Il semble aussi calme qu'elle est surexcitée.

L'interprète donne le nom de « conciliation » à la séance à laquelle nous allons assister. Mais il ne s'agit pas, comme chez nous, d'une formalité sommaire : nous en avons pour trois heures et demie...

Les conjoints seront interrogés ensemble, puis séparément, puis encore ensemble, lorsque les dires de l'un d'eux devront être contrôlés. Le ton entre les juges et eux est celui d'une conversation qu'on pourrait dire amicale, parfois confidentielle.

« *Les trois premières années de votre mariage vous avez vécu dans un village. Allons ! Ne nous racontez pas qu'il n'y avait pas la meilleure entente entre votre mari et vous,* dit-on à Ma Chio-yin. *Combien de voisins nous ont dit qu'on vous voyait partout la main dans la main, les yeux dans les yeux... Vous avez fait excellent ménage jusqu'à la naissance de votre enfant...* »

Un enfant mort-né.

« Elle. — *Mon mari m'a négligée lorsque j'ai été malade après cette naissance... Il ne me donnait pas de l'argent de très bon gré... Un jour, j'ai dû aller lui en demander à la porte de la maison où il travaillait et en prendre dans sa poche... Après le jugement du tribunal qui me débouta et nous imposa de vivre ensemble, je suis allée le chercher et il n'était pas chez lui... Ce qui prouve bien qu'il ne tient pas à moi...*

La présidente. — *Votre vexation montre que vous tenez à lui plus que vous ne le dites... D'ailleurs, il fut aussi gentil avec vous qu'avant votre demande de divorce. Il vous emmenait au cinéma...*

Elle. — *Oui.*

La présidente. — *Au théâtre...*

Elle. — *Oui.*

La présidente. — *Vos rapports seraient redevenus affectueux comme naguère si vos parents n'avaient exigé que vous veniez vivre chez eux, à Pékin.* » (Silence.)

Là est le nœud de la question. Il apparaît que les parents voulaient reprendre leur fille en main et obtenir d'elle qu'elle insiste pour divorcer.

« Un juge. — *Vos parents traitaient-ils bien votre mari ?*

Elle. — *Oui. Mais il se querellait avec eux.*

Juge. — *Avez-vous d'autres reproches à lui faire ?*

Elle. — *Non.* »

C'est au tour du mari de parler. Pendant qu'il plaidera sa cause, elle lui tournera le dos, et ne cessera de jouer avec sa ch rose.

Sun Tsien-fu parle les mains dans les poches, avec une émotion sensible.

« *Je puis dire de tout cœur qu'elle était gentille avec moi. Ce n'est qu'à propos d'argent qu'éclataient des querelles. Mon beau-père m'insultait ; il buvait ; un jour il m'a battu*

Juge (à la femme). — *C'est vrai ?*

Elle. — *Oui.*

Lui. — *Elle dit que je ne l'ai pas soignée après la naissance de l'enfant ; alors que j'ai vendu les sept mous de terre que je possédais pour lui faire suivre le traitement nécessaire... Mais je l'excuse...* »

J'ai noté mot à mot le sermon de père de famille que le juge fait au jeune ménage. En voici l'essentiel :

« *Ma Chio-yin, les faits exposés ne prouvent pas la cruauté de votre mari, et nos recherches n'ont rien trouvé de cet ordre à lui reprocher. Vous devez vous aider l'un l'autre, au lieu de divorcer : vous êtes jeunes, vos caractères évolueront. Vos parents sont vieux, Ma Chio-yin ; ils ont encore des idées féodales, ils auraient préféré un gendre riche, mais vous devez considérer autrement la vie. Sun Tsien-fu est un honnête et brave garçon. Il a prouvé sa générosité en vendant son petit bien pour vous soigner. Au lieu de buter sur des bagatelles, considérez ses qualités. Vos débuts dans la vie ont été excellents...* »

Bref silence. La fille lâche sa chaussette et se lève brusquement :

« Elle. — *J'ignore si c'est bien ou mal, mais je veux divorcer.*

Juge (au mari). — *Et vous ?*

Lui. — *Je ne veux pas divorcer.* »

Après une interruption de séance de quinze minutes, les trois juges reviennent lire la sentence : une sentence intelligible, en langage clair.

Le divorce n'est pas accordé. On reverra cela dans un an, s'ils insistent. Mais d'ici là le jeune ménage devra quitter le domicile des parents, dont l'influence est visiblement néfaste. Ils vivront chez eux. Tous les deux. Rien qu'eux deux...

N'est-ce pas la sagesse même ?

La séance est levée.

Le couple sort en premier. Je demande à l'un des juges qui est venu me saluer :

« *Croyez-vous que les choses s'arrangeront en un an ? Elle a l'air terriblement braquée, dressée comme un petit aspic.* »

Il a un sourire malicieux :

« *J'en ai vu d'autres... Elle crâne devant le public. Mais quand elle se retrouvera seule avec lui, cela changera..., cela changera... Il y a neuf chances sur dix pour que nous ne les revoyions plus...* »

MARCELLE AUCLAIR.

RADIO-TELEVISION

Un réalisateur marxiste et la psychanalyse

DANIEL KARLIN DANS LA « FORTERESSE » BETTELHEIM

LA première chaîne présente, en ce début d'octobre, quatre émissions hors série consacrées à l'Ecole orthogénique de Chicago, fondée par le psychanalyste Bruno Bettelheim, auteur de « la *Forteresse vide* ». Bruno Bettelheim, que Daniel Karlin, un des chefs de file de la nouvelle école documentaire de la télévision (« une Année avec *Capucine* », « les Pompiers de l'Arbresle »), a rencontré aux Etats-Unis, parmi ses assistants et parmi les enfants qu'il rééduque, a bien voulu dresser, pour la télévision française, un bilan illustré de ses recherches. Occasion pour les téléspectateurs de découvrir « un autre regard sur la folie » — *c'est le titre de la première émission* — occasion pour Daniel Karlin, qui est communiste, de décrire de façon matérialiste, le fait psychanalytique.

« Je suis parti de la lecture de *la Forteresse vide*, dit *Daniel* Karlin. A un moment précis du récit de ses relations avec Marcia, une *enfant* « autique » — qui refuse tout contact avec le monde extérieur — une enfant qui se bouche les oreilles, qui se ferme les yeux, qui refuse de s'alimenter, Bruno Bettelheim raconte comment il a été amené à lui faire une proposition surprenante : « *Si tu veux, nous allons te boucher nous-mêmes les oreilles, afin que tu aies les mains libres pour manger.* » Et comment ça a marché. Et comment *Marcia s'est mise à manger.* Et comment, parce qu'on lui a dit ce qu'elle avait envie d'entendre, elle s'est mise à entendre.

« J'ai eu l'idée de décrire cette expérience, et je suis allé voir Bettelheim, *chez lui, là-bas. Il m'a répondu : « D'accord, je veux bien faire cette émission, mais tout de suite. »* J'ai téléphoné à Paris, convaincu que ça ne marcherait jamais. *Au contraire*, Jacqueline Baudrier m'a donné carte blanche. Pas grand-chose : *quinze jours de repérage* ; six jours de tournage... Mais, aujourd'hui, déjà, ça ne serait plus possible.

— *Donc, vous aviez carte blanche...*

— Et, à mon retour en France, après avoir regardé les rushes, j'ai appelé Jacqueline Baudrier pour lui dire : « *J'ai la matière de quatre émissions d'une heure.* » Et elle m'a donné, une nouvelle fois carte blanche. J'ai donc pu articuler les quatre émissions à mon idée.

» La première partie, *Un certain regard sur la folie*, insiste sur le grand mérite de Bettelheim qui est de mettre en pièces les idées reçues sur la maladie mentale. Avec Bettelheim et la cinquantaine d'enfants qui se trouvent dans son école, on *prend conscience que la maladie* n'est pas une sorte de haut mal, ou de danse de Saint-Gui, mais *une* réponse structurée, organisée, à un monde auquel on n'est pas adapté. C'est une maladie, et on peut en guérir ; Bettelheim le dit, et dans une certaine mesure, il le prouve. A un tel point que nous avons dû chercher *des enfants qui ressemblent à* des fous, et les filmer, pour que les téléspectateurs se *rendent compte* qu'on est bien chez les fous.

» *Marcia, ou la forteresse vide*, la seconde partie, décrit le cas d'autisme infantile auquel Bruno Bettelheim a consacré son livre. Le document est exceptionnel. C'est Bettelheim lui-même qui l'a tourné, pendant les six années qu'a duré son traitement. Et *c'est pour lui* l'occasion d'expliquer la genèse de *sa thérapeutique, de raconter comment* son séjour dans les camps de concentration a pu l'amener à constater que les adultes enfermés pouvaient avoir tous les symptômes de l'autisme, et à déduire, par comparaison, sa théorie de l'environnement thérapeutique, qu'on peut résumer ainsi : le camp de concentration à l'envers.

» La troisième émission, c'est *Vivre à l'école othogénique*, une description de la vie quotidienne de ces cinquante enfants, tous gravement atteints, tous réputés incurables, auxquels on n'impose aucune règle, aucune interdiction, et que l'on parvient cependant à faire s'insérer dans un groupe social, en leur apprenant à utiliser les moyens dont ils disposent pour revenir aux sources de leur maladie — afin d'en sortir. Ceci nous *permet d'aborder, en contrepoint*, la dimension analytique de l'école, à travers les relations de Bettelheim avec ses éducateurs auxquels il est aussi demandé de descendre au fond d'eux-mêmes, afin qu'ils ne soient pas des écrans dans leurs relations *avec les enfants.*

» Dans *l'Homme et son métier*, la quatrième partie, il y a trois éléments. Il y a l'histoire personnelle de Bettelheim : il y a sa vision presque marxiste de la genèse de la mode de la psychanalyse — qu'il explique par *l'effondrement du système* des valeurs dans la société austro-hongroise à l'époque de Freud, et par le fait que les seules certitudes qui restaient alors étaient d'ordre introspectif — et il y a, enfin, un dialogue avec des mères de famille, un *véritable document sur la femme* américaine, où on fait un retour sur *les rapports entre la normalité et* l'anormalité. Un retour nécessaire si on veut éviter que les parents qui regarderont l'émission ne se mettent à diagnostiquer une maladie mentale, au premier silence, ou au premier refus de s'alimenter de leur *enfant.*

— *Vous êtes un communiste, et il s'agit de psychanalyse. N'y a-t-il pas certaines dimensions du discours de Bettelheim qui vous ont laissé insatisfait ?*

— Bettelheim dit très clairement qu'au début de ses rapports avec la psychanalyse, il s'était trouvé devant un choix très clair : la psychanalyse ou le marxisme. Il a choisi la psychanalyse, et *il n'en a pas de* remords, car il considère que l'*expérience échouée* de Wilhelm Reich prouve que les deux étaient inconciliables.

Aimer et travailler

» Mais on peut relever chez lui *certaines contradictions. Il a écrit* dans *le Cœur conscient* que la psychanalyse de son temps l'avait beaucoup déçu, parce qu'elle ne prenait pas en compte la réalité sociale. Mais il agit de la même manière aux Etats-Unis et oublie de prendre en compte la dimension sociale de son œuvre ; et la seule dimension qu'il *néglige*, lorsqu'il traite des relations parents-enfants dans la maladie, c'est *la dimension sociale dans* laquelle ces relations s'inscrivent.

» Il y a d'ailleurs un point précis sur lequel j'achoppe. Je lui demande ce qu'il appelle être guéri. Il reprend la définition de Freud : « *Etre capable d'aimer et de travailler.* » Très bien. Mais travailler, dans l'esprit de Freud, signifie *s'accomplir dans son travail*, et, à ce prix, 80 % des travailleurs sont *aliénés, car Bettelheim semble oublier* que les problèmes d'un immigré, d'un travailleur à la chaîne ou d'une femme au foyer ne sont pas seulement d'ordre psychologique. Et quand il dit « *être capable d'aimer* », on sent se dessiner la définition d'un couple parfait, *in abstracto*. Etre capable d'aimer, dans la société où l'on vit, c'est vite dit.

» Enfin, c'est une dimension qui *manque, mais cela n'enlève rien à* ce que dit Bettelheim ni à l'admiration que je lui porte.

— *Même si c'est un peu paradoxal ?*

— *Ce n'est pas un hasard si* les articles les plus intéressants sur la *psychanalyse paraissent* en particulier dans *la Nouvelle Critique*. Ce n'est pas un hasard si les interrogations qu'on peut avoir sur la maladie mentale font partie des interrogations qu'on *doit avoir* sur *l'idéologie* dominante. Disons que je fais partie d'une *génération* de jeunes marxistes qui s'interrogent sur la psychanalyse, à l'intérieur même du parti communiste français. C'est ainsi — et le hasard n'a toujours rien à voir *là-dedans — que Gérard Chouchan* prépare une émission sur Freud.

» *Au fond, je crois qu'on s'arrête* trop souvent à un vieux malentendu. Les relations entre psychanalystes et marxistes sont devenues ce qu'elles sont pour deux raisons : à cause du sens dans lequel les psychanalystes ont tiré la psychanalyse, et à cause *de l'anathème jeté par Staline sur* Freud et sa pensée. Mais cet anathème, *ma génération* l'a rejeté, l'a dépassé. Roland Leroy cite Freud entre Einstein et Picasso, à côté de Marx et de Brecht, parmi « *les hommes qui peuvent découvrir derrière l'apparence... les raisons et les moyens de la transformation révolutionnaire* ». Nous recherchons les aspects matérialistes de la pensée psychanalytique, car comme toute science, elle est un élément progressiste.

» Ainsi, pour revenir à Bettelheim, il cite l'hypothèse de Tocqueville : « *Toute amélioration de son sort entraîne chez l'individu un désir d'amélioration encore plus grande.* » Et il fonde là-dessus une partie de sa théorie. Comment ne pas rapprocher ce discours de l'idée de Lénine sur la revendication quotidienne ?

» Je crois que c'est en amenant la psychanalyse à la grande masse des gens, en la soumettant pour la première fois à l'interrogation et à la *critique populaires, que nous pouvons* nous marxistes, lui permettre de *s'ancrer* dans la *réalité* et de progresser.

» Mais je ne me suis pas dit : « *Je veux réconcilier Freud et Marx.* » J'appartiens à un courant de pensée collective, et je ne m'en suis jamais tellement rendu compte qu'en réalisant ces émissions. »

Pour aller plus loin dans sa *réflexion de médiateur*, Daniel Karlin va travailler en compagnie d'un psychiatre, Tony Lainé, dans une institution publique qui doit s'ouvrir à Sainte-Geneviève-des-Bois.

Propos recueillis par MARTIN EVEN.

★ Les 4, 8, 11 et 15 octobre, *première chaîne, aux environs de* 21 h. 30.

Un « téléjournaliste »

LES SOUVENIRS DE LÉON ZITRONE

LÉON ZITRONE est un homme fort occupé, et il aime le faire savoir à qui lui rend visite. Le scénario est immuable. Signature du courrier, recommandations à la secrétaire, coups de téléphone. « *Vous prendrez bien un café ?* » Affairé mais aimable, Léon Zitrone ne manque jamais de vous offrir à boire et de s'excuser mille fois pour son léger retard.

Souriant, il est enfin à vous. Alors, il devient intarissable, surtout sur sa vie, sa famille et puis sur son métier : *Télé-journaliste*, c'est le titre de son dernier livre, paru récemment chez Robert Laffont. En trois cent vingt pages, Léon Zitrone raconte son expérience professionnelle et sa conception du métier. Quinze années jalonnées de grands reportages, dont il ressasse le souvenir : 1960, mariage du roi et de la reine des Belges ; 1964, mariage de la princesse Irène des Pays-Bas avec le prince Charles-Hugues de Bourbon-Parme ; 1973, mariage de la princesse Anne d'Angleterre, pour ne citer qu'eux. Léon Zitrone leur consacre un chapitre de son livre. Chapitre qu'il clôt par ces mots : « *1975, j'ignore. La nouvelle loi sur la télévision est un important virage que j'espère ne pas rater. A l'heure où je termine ce manuscrit, on « songerait à m'offrir certaines responsabilités ». Seulement, je ne suis plus absolument sûr de les vouloir, et peut-être vais-je préférer travailler à la pige, c'est-à-dire au coup par coup. Auparavant, je vais, enfin, prendre cinq grandes semaines de vacances...* »

Les vacances sont terminées. Depuis longtemps. C'est maintenant la saison des candidatures. Mais Léon Zitrone n'est pas « candidat », même à la direction d'un éventuel service des sports : « *J'aime la polyvalence* », dit-il. S'il devait choisir, c'est vers le grand reportage ou la politique étrangère qu'il pencherait : « *Les sportifs vont croire que je les snobe, mais vous me voyez, le jour de la démission de Nixon, m'intéresser aux résultats du match de basket féminin Italie contre Japon ?* »

Homme d'antenne, il parle du *Journal* en homme d'antenne, s'arrête sur les détails techniques. A l'heure du « changement », il ne manque pas d'idées : « Le Journal télévisé *devrait être extensible*, explique-t-il. *Le jour de la démission de Nixon, 28 minutes c'est trop peu.* »

Si un jour il devait se mettre à la place d'un directeur de société de programmation, son premier geste serait de proscrire toute pornographie. Ensuite, il augmenterait le nombre des émissions éducatives. « *Il y aurait évidemment*, souligne-t-il, *beaucoup de films.* » Mais, surtout, il essaierait de développer trois genres d'émissions : les émissions musicales, les ballets et les dramatiques : « *Je crois qu'il est important d'offrir des « Top » à Carpentier, d'avoir un « Sacha Show », mais il faut monter Racine* — Andromaque, Phèdre *ou* Britannicus. »

Léon Zitrone n'exclut pas des *Au théâtre ce soir : « Du Feydeau, c'est drôle, pourquoi arrêter d'en jouer ? Et puis, puisqu'il y a trois télévisions, on pourrait, avant de se lancer dans la concurrence sauvage, les spécialiser. Il y en aurait une qui aurait la teinte Feydeau, l'autre une couleur Barillet et la troisième un ton Racine.* »

CHRISTIANE CHOMBEAU.

★ « Télé-journaliste », Laffont, 320 pages, 33 F.

Au prix Italia

MÉLANGE DES GENRES

AU prix Italia, les émissions sont dites « dramatiques », « musicales » ou « documentaires ». Ces catégories se justifient-elles encore ? Peut-on, doit-on leur accorder une importance égale ? Pour un concert, un ballet, combien programme-t-on de dramatiques, cinq, six, dix ? Et la musique ne joue-t-elle pas un rôle déterminant dans la plupart des documentaires ? A les suivre comme cela en version originale sous-titrée, on s'aperçoit de l'incroyable importance de ce que l'on appelle, en jargon de métier, « la bande son internationale » (musique et effets). Ces alpinistes japonais, ces épiciers dublinois, ces ouvriers siciliens pataugent, de concert, dans des flots de Vivaldi, de Wagner, de Sibelius et de Chopin. Quand il s'agit de fiction c'est pire encore : on vole, on plane sur des harmonies pour instruments à vent, à cordes et à pédales qu'il serait grand temps d'abandonner aux spots publicitaires pour shampooings, laques et déodorants. Et ce terme même de « dramatique » hérité du théâtre, que recouvre-t-il aujourd'hui ? Pour le public, l'immense majorité du public — tous les responsables de programme réunis ici en conviennent, — la vraie tension dramatique c'est dans les jeux qu'elle se trouve, dans les spots, dans les événements (mariages, assassinats, enterrements), bref, dans le direct. Le reste laisse beaucoup plus froid.

De cette notion particulière de l' « homme », pas trace, évidemment, au prix Italia. Il va falloir revoir un classement démodé. M. Mario Motta, président racé, souriant, de ce Festival, en est le premier convaincu. Il doit réunir une commission de travail, et lui demander de fixer de nouvelles frontières. A mon avis, ces frontières on devrait les supprimer carrément. Et demander à l'ensemble des délégués de désigner à bulletin ouvert les trois ou quatre meilleures productions sans distinction de genre.

Sur le plan de la recherche formelle, la compétition a déçu les spécialistes. Rien d'intéressant côté radio, des textes honnêtes, des textes prétextes à variation sonore sans imagination, sans émotion, sans vibration. Plat, très plat. Un prix, tout de même, pour les Anglais ; un autre, celui de la R.A.I., pour une émission danoise sur un enfant handicapé. Décidément !

Côté télévision, rien à signaler non plus, et pour cause. Le fond prime la forme. On se rend compte que la vocation profonde de ce moyen de communication privilégié, sa force, son originalité, c'est l'information.

Là, les Américains dominent, et de très loin. L'essai de Bill Moyers sur le Watergate est un modèle. Pourquoi ne l'a-t-on pas couronné au lieu de récompenser une ressucée nippone sur les circonstances d'un accident d'avion. Bizarre, vraiment. Pas de prix Italia pour les « musicales », trop moches apparemment, pas à la hauteur des critères du jury.

Dans les sous-sols de l'affreux Palais des congrès se tenait un intéressant colloque sur la violence. Violette Morin, très en verve, comparait l'agressivité à la vitesse, refusant de condamner l'une plutôt que l'autre. Il semble que ce soit l'avis général. Pas de lien de cause à effet entre la représentation du crime et sa perpétration. Pas de lien prouvé en tout cas. On a cité Heidegger. Et on a conclu au « laissez faire, laissez passer ». Pas de censure. D'aucune sorte. Bon, d'accord, mais alors pas d'auto-censure non plus : la douleur et la mort sous leurs vrais visages. Peur, hurlements, déjécation, soldats qui crient « maman », et pas ces combattants vietnamiens ou ces gangsters hollywoodiens, abattus de la même manière au seul son d'une pétarade en sourdine en bruit de fond. Puisque la tendance est au réalisme, c'est le moment d'en profiter, de saisir l'occasion de montrer aux futurs citoyens du monde ce que signifient concrètement les notions de guerre et de paix, de fausse fiction et de vraie réalité.

CLAUDE SARRAUTE.

CORRESPONDANCE

Claude Otzenberger répond à M. Marceau Long

Claude Otzenberger nous écrit, en réponse à la lettre de M. Marceau Long que nous avons publiée dans le Monde *du 22-23 septembre, à propos de la non-diffusion de l'émission « Les atomes nous veulent-ils du bien ? », qu'il a réalisée.*

(...) Aux dires de MM. Leprince-Ringuet, Latarjet et Perrin, déclare M. Marceau Long, l'émission serait empreinte « de partialité et de parti pris ».

Chacun peut penser ce qu'il veut. Le seul ennui, c'est que ces hautes personnalités scientifiques n'avaient pas vu l'émission lorsqu'elles affirmèrent, en mai dernier, de telles choses. Deux d'entre elles, MM. Leprince-Ringuet et Perrin, ne la verront que le 19 septembre ; quant à M. Latarjet, il ne l'a toujours pas vue.

Le comité des programmes a *été saisi. C'est vrai. Le seul* ennui, c'est qu'en dehors de son vice-président, M. B. Goldschmidt, par ailleurs directeur au C.E.A., personne n'avait vu l'émission, alors *même qu'elle était condamnée* à l'unanimité.

Le conseil d'administration a été saisi. C'est vrai. Le seul ennui, c'est que là aussi, personne n'avait *vu l'émission et que les conseillers* n'ont eu d'autres informations que celles en provenance des personnalités scientifiques citées plus haut et du comité des programmes.

C'est sans doute ce qui permet à M. Marceau Long de dire que la décision a été prise en pleine connaissance de cause.

Maintenant, venons-en aux faits.

Qu'il y ait partialité et parti *pris, peut-être. Mais se servir* de cet argument pour interdire mon émission, c'est d'abord mettre en cause la liberté intellectuelle de création.

Je suis réalisateur de télévision. J'ai fait une enquête. J'ai appris qu'il y avait des dangers, *réels et graves*, et qu'on n'en parlait jamais, en particulier à la télévision. (...)

Mon émission « Les atomes nous veulent-ils du bien ? » ne prétend en aucune manière être exhaustive ou objective. Quelle émission de télévision le pourrait ? Elle n'a d'autre but que d'amorcer un grand débat public sur l'utilisation à grande échelle de l'énergie nucléaire.

Elle n'a d'autre but que de *donner le désir aux téléspectateurs* de décider eux-mêmes si l'énergie nucléaire est nécessaire.

Elle n'a d'autre but que de donner le désir aux téléspectateurs, si leur réponse est positive, d'exiger que tout soit mis en œuvre pour que cette énergie ne *suscite aucun sujet d'inquiétude.*

Ne pas programmer « Les atomes nous veulent-ils du bien ? » c'est leur refuser cette possibilité, c'est exercer la censure.

Le IVe Vidcom à Cannes

Les spécialistes des mass media sont perplexes

Le IVe Vidcom (marché international de la vidéo-communication), qui vient de se tenir à Cannes, et qui a groupé 1 600 délégués venus de trente et un pays représentant 176 sociétés, a tenté de définir l'attente du public en matière de vidéo-communication.

Que des questions aussi fondamentales ne soient abordées que quatre ans après le lancement de cette manifestation (d'abord baptisée Vidca), voilà déjà qui semble singulier. « *Evolution normale*, déclare pourtant M. Bernard Chevry, commissaire général du Vidcom : *après s'être manifestée sur le hardware* (matériel) *la tendance va passer au programme, avec un marché immense.* »

Cependant, on a remarqué que peu d'experts se hasardaient, comme les années précédentes, à avancer des chiffres sur le profit qu'on pourrait tirer de cette nouvelle industrie.

Il reste qu'un vaste marché existe potentiellement et que les matériels *existent*, même si leurs prix ne les mettent pas encore à la portée du grand public. Les recherches continuent : la vocation du vidéo-disque — dans la mise au point duquel vient de se lancer la compagnie Thomson-C.S.F., après Philips — *paraît s'affirmer* précisément en faveur d'une large *clientèle*, alors que la vidéo-cassette lui demeure supérieure dans le secteur de l'éducation et de la formation.

L'an dernier, la firme Téléfunken — en présentant son vidéo-disque de courte durée Teldec — semblait ne pas devoir être dépassée d'ici longtemps dans la catégorie des « gadgets à images ». Cette année, une autre firme allemande présentait le M.D.R. (Magnetic Disc Recording), de plus longue durée, et dont le prix, lorsque le vidéo-disque sera mis sur le marché, devrait défier toute concurrence. Le même industriel a d'ailleurs, grâce à son procédé révolutionnaire, réalisé un disque sonore. De taille *normale*, ce disque, *dont* la durée est d'une heure par face, serait mis prochainement en vente, affirme le fabricant, au prix de 18 francs !

Un journal d'entreprise en images

Les usages de la vidéocassette *sont, on le sait, multiples.* Elles varient cependant, on l'a bien vu à Cannes, selon les préoccupations dominantes de certains pays.

Une déléguée américaine précisa que la vidéocassette était surtout en usage pour la formation des cadres car « *ce media favorise l'identification du personnel à l'image de marque de la société* ».

Toujours aux Etats-Unis, une représentante de la Chase Manhattan Bank a révélé que la vidéo-cassette s'est substituée au classique journal d'entreprise et que c'est en images désormais que les employés assistent aux réunions du conseil d'administration de la société, spectacle dont, paraît-il, « *ils sont très satisfaits* ». Comme un congressiste demandait si les employés, par l'intermédiaire de leur syndicat, ne réclament pas un droit de réponse : « *Non*, dit-elle, *d'ailleurs il n'y a pas de syndicat à la Chase !* »

Un expert suédois a affirmé qu'une étude sociologique sur les ventes de vidéocassettes a permis de découvrir qu'un grand nombre d'acheteurs étaient soumis, professionnellement, au régime des « 3 × 8 » et ne pouvaient donc pas bénéficier des horaires classiques de la télévision.

De nombreux délégués ont fait écho à cette évidence : « *Il s'agit d'abord de déterminer* ce *qui, pour le public, est prioritaire : la TV communautaire ? la TV service ?* » (J.-P. Dubois-Dumée). — « *Communiquer quand on n'a rien à dire, c'est simplement faire du bruit* » (M. Zekkar).

C'est le Canada qui, depuis dix ans, *sert de terrain d'expérience à* la vidéo-communautaire, cette « télévision différente » qui allie la vidéo-animation (réalisée par les usagers eux-mêmes dans un studio local) à la télédistribution (télévision par câble).

Pour M. Lewis, qui dirige Bristol Channel (réseau local britannique comptant 23 000 abonnés), la vidéo-animation est « *une école providentielle pour aider les gens simples à prendre la parole et à s'affirmer* ».

Animateur depuis plus de deux ans de l'expérience de Grenoble-Villeneuve, M. Daniel Populus estime que « *les expériences locales de télévision peuvent être le moteur d'une rénovation des programmes* ».

Pour promouvoir cette vidéo-animation sur le plan local, les délégués du Centre national pour l'animation audiovisuelle (1) — qui est patronné par le secrétariat d'Etat à la culture — ont rappelé qu'une douzaine d'unités techniques (caméras de télévision et magnétoscopes portables) étaient à la disposition de ceux qui souhaitent faire des expériences de vidéo-animation.

M. Jean d'Arcy, président de la société Vidéocités et ancien directeur de la télévision française, a regretté publiquement de *ne pas voir au Vidcom plus de* professionnels de la télévision : « *Ils ont tort de regarder avec un certain mépris ces nouveaux media, car ceux-ci ont l'avenir pour eux.* » M. d'Arcy a plaidé en faveur de la reconnaissance d'un droit nouveau de l'homme : le droit à la communication.

Chargé de présider la séance de conclusion, M. Jean-Pierre Hadengue, secrétaire général du Haut Conseil de l'audiovisuel, a déclaré : « *Nous avons encore les moyens d'orienter les recherches et d'encourager les efforts qui nous semblent les plus méritants.* » Car « *un progrès technique ne doit servir qu'un projet humain* ».

CLAUDE DURIEUX.

(1) Renseignements : 136, boulevard Saint-Germain 75006 Paris.

RADIO-TELEVISION

Samedi 28 septembre

● CHAINE I

20 h. 30 Dramatique : M. Rolls et M. Royce. Avec M. Jayston, R. Powell. Réal. G. Blake.

Comment deux mécaniciens britanniques se sont associés pour créer la voiture qui porte leur nom.

22 h. Reportage : Vivre une marée, de R. Martin et J.-M. Perthuis.

Les conditions de travail des marins-pêcheurs.

● CHAINE II (couleur)

20 h. 35 Variétés : Top à Gilbert Bécaud.
21 h. 35 Série : Le comte Yoster a bien l'honneur. « La troisième prophétie ».
22 h. 25 Samedi soir, par Ph. Bouvard.

● CHAINE III (couleur)

20 h. 35 Reportage : La route de l'or, de C. Clairval. (Deuxième partie.) « A travers le Sahara ». Réal. B. d'Abrigeon.

21 h. 30 Variétés : Mondialement vôtre, de M. Dumay.

● FRANCE-CULTURE

18 h. 30, Allegro, de J. Chouquet : « Tout l'humour du monde » ;

20 h., Nouveau répertoire dramatique, par L. Attoun : « Jupiter ou l'axiome culturel », d'E. Westphal (réal. H. Soubeyran); 22 h., Etranger mon ami : L'Italie, avec C.-E. Guadda ; 22 h. 30 Café-théâtre, par Y. Taquet : « Molly Blom », d'après « Ulysse », de Joyce au Lucernaire, avec Garance ; 23 h. 15, Poètes d'aujourd'hui sur les ondes : Poésie hongroise, par J. Rousselot (1). Poésie ancienne et classique, avec K. Berek. Interprète de la République populaire hongroise.

● FRANCE-MUSIQUE

18 h. 30 (S.), Récital de piano. Eugène Reuschel : « Funérailles », « le Rossignol, vieille mélodie russe », Liszt, « Etude en ut dièse mineur », « Fantaisie-impromptu », Chopin ; 19 h. 5, Jazz, s'il vous plaît ;

20 h. (S.), Le tour du monde des auditeurs : De France en Espagne (Le Bègue, P. Attaignant, Grigny, Devienne); 21 h. 30 (S.), XX° Festival de Salzbourg. Orchestre symphonique de l'O. R. T. F., direct. M. Hervat et K. Penderecki : « le Martyre de saint Sébastien » Debussy, « Magnificat », Penderecki ; 23 h., Musique légère ; 24 h. (S.), La musique française au XX° siècle. En compagnie de Claude Debussy, Ropartz, Varèse, d'Indy ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

● FRANCE-INTER

20 h. 15, La tribune de l'histoire : « Le deux centième anniversaire de la mort de Louis XV », par J.-F. Chiappe ;

Inter-Variétés : 20 h. 10, Inter troisième âge ; 20 h. 25, L'opérette, par J. Witold ; 21 h. 30, Variétés poétiques ; 21 h. 45, Ballade pour deux pianos.

ABRÉVIATIONS

Les émissions précédées du signe (★) figurent dans la rubrique « Ecouter voir » ou bien font l'objet de commentaires à l'intérieur de cet encart. Les lettres (S.) indiquent les émissions de radio diffusées en stéréophonie et (N.) les émissions en noir et blanc diffusées sur les 2° et 3° chaînes.

Dimanche 29 septembre

● CHAINE I

9 h. 15 Tous en forme.
12 h. La séquence du spectateur.
12 h. 30 Jeu : Réponse à tout.
13 h. 20 Variétés : L'inconnu du dimanche.
13 h. 45 Jeu : Le dernier des cinq.
14 h. 30 Sport et variétés : Le sport en fête.
17 h. 10 Dramatique : « Légion », d'après une nouvelle de B. Clavel. Réal. Ph. Joulia. Avec P. Trabaud, B. Audry, R. Lefèvre.

Laffont, ancien légionnaire sans racines, quitte un jour le village perdu où il avait été adopté.

Emission diffusée en mars 1972, sur la première chaîne.

18 h. 45 Concert : Orch. de chambre de l'O.R.T.F., dirigé par A. Schneider.

Concerto grosso opus 6 (Haendel) ; Concerto en mi majeur (Vivaldi).

19 h. 10 Discorama, de D. Glaser.
20 h. 55 Film : « les Liaisons dangereuses 1960 », de R. Vadim (1959), avec G. Philipe, J. Moreau, A. Vadim.

Un bourgeois et son épouse vivent en complicité de libertinage réciproque. L'homme s'éprend réellement d'une femme pure et fidèle. Sa complice le ramène dans la voie de la perversion.

Cette adaptation moderne d'un roman du dix-huitième siècle de Choderlos de Laclos fut un succès de scandale. Malgré sa caution littéraire et la participation de Roger Vailland à l'adaptation, c'est moins un traité de libertinage que la mise en place du monde parisien frelaté cher à Vadim. Un film qui doit avoir mal vieilli

● CHAINE II (couleur)

12 h. 30 Magazine : Inf 2 dimanche.
13 h. Intermezzo.

Avec le quatuor de l'Orchestre de Paris.

13 h. 30 Reportage : Le roman de la Louisiane (deuxième partie).
14 h. 30 Film : « la Main gauche du Seigneur », de Ed. Dmytryk (1955), avec H. Bogart, G. Tierney, L. J. Cobb.

En 1947, dans une région de la Chine proche du Tibet, un aviateur américain, prisonnier d'un bandit chinois, lui échappe en prenant les vêtements et l'identité d'un prêtre catholique dont il est obligé de jouer, pour de bon, le rôle dans une mission

Curieux film d'aventures opposant deux idéologies et exprimant un message ambigu. A voir pour l'interprétation — inattendue — d'Humphrey Bogart.

15 h. 55 Walt Disney. « Cinquante années fabuleuses de Mickey à Robin des Bois ».
16 h. 40 A propos, de M. Droit.
17 h. 10 Jeu : Familion.
17 h. 40 Télé-sports.
19 h. 30 Documentaire : Les animaux du monde, de F. de La Grange. « Les becs extraordinaires ».
20 h. 35 Connaissance de la musique. Arcana, de M. Le Roux.

La percussion.

21 h. 35 Le surréalisme, de M. Arnaud et R. Moritz (deuxième partie).
22 h. 40 Ciné-club : Cycle Joseph Losey : « Boom » (1968), avec E. Taylor et R. Burton.

Une milliardaire, régnant sur une île de la Méditerranée et tourmentée par l'idée de sa fin prochaine, reçoit la visite d'un poète raté, qui passe pour être « l'ange de la mort ».

Eblouissante reconstruction esthétique du monde morbide de Tennessee Williams. Mais il faut avoir de bons yeux pour y voir, comme l'a prétendu Losey, « le déclin du monde occidental ».

● CHAINE III (couleur)

19 h. 15 Magazine régional.



19 h. 45 Récit : Les éclaireurs du ciel. « Face à l'ennemi ».
20 h. 35 Magazine : Pourquoi pas ?, d'A. Voisin et J. Chollet. Bertand chez les Papous.

Emission diffusée le 23 octobre 1973 sur la première chaîne.

21 h. 35 Témoignages : Etes-vous seul ? d'H. Cornfield. Réal. M. Brault.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Disques : « Symphonie en ré majeur », Haydn ; 7 h. 45, Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique : « Falstaff », Verdi ; 12 h., Ma non troppo, de J. Chouquet ; 12 h. 45, Orchestre symphonique de l'O. R. T. F. Nord-Picardie : « Deuxième symphonie », Schumann, direct. H. Quach, « Cinq poèmes », Wagner, L. Guitton, cantatrice, orchestre F. Motti, direct. F. Qualtrocchi ;

13 h. 45, Le monde insolite : « Impasse Affat Al Talhan » (Le Caire) ; 14 h. 15, La Comédie-Française présente deux pièces d'Anatole France : « Jocaste », avec F. Chaumette, R. Camoin, F. Beaulieu, et « l'Humaine Tragédie », avec J. Toia, R. Camoin, J. Destoop ; 16 h. 15, Disques rares ; 16 h. 45, Les grandes heures de la sorcellerie : « l'Œil du sorcier » ; 17 h. 30, Concert des premiers prix 1973 des Tournois du « Royaume de la musique » : « Rondo pour piano et orchestre », R. Boutry, « Symphonie espagnole », E. Lalo, « Concerto pour flûte et orchestre », finale, J. Ibert, « Concerto n° 1 en la mineur », finale, Saint-Saëns, « Concerto en sol », Ravel, « Concerto en si bémol majeur », Haendel, « Concert champêtre pour piano et orchestre », finale, Poulenc, « Concerto pour saxophone et orchestre », extrait, P.-M. Dubois, « Concerto en mi bémol majeur », Hummel, « Concerto pour piano et orchestre », finale, Khatchatourian. Orchestre lyrique de l'O.R.T.F., direct. Pol Mule ; 19 h. 10, Le point du septième jour, magazine de l'actualité parlée ; 19 h. 45, « les Saisons » : L'Automne, Glazounov ;

20 h., Soirée Mozart : « le Directeur de théâtre », avec M. Mesplé, R. Streich, « Zaïde », Orchest. lyrique O.R.T.F., direct. J.-P. Marty, avec R. Streich, W. Mc Donald, G. Friedmann, P.-C. Runge, F. Petri, H. Verner ; 21 h. 50, Seconde lecture de P. Hartling ; 22 h. 50, Libre parcours variétés ; 23 h. 15, Poètes d'aujourd'hui : La poésie hongroise (2). Poésie contemporaine.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h., Nos disques sont les vôtres ; 9 h. (S.), Dimanche musical ; 10 h. 30 (S.), Actualité du microsillon ; 12 h. 35 (S.), Du Danube à la Seine ; 13 h. (S.), Orchestre symphonique O.R.T.F.-Alsace, direct. R. Albin : « Faust », de Gœthe, extraits (Schumann), avec O. Pietti, M. Lecocq, B. Brinkmann ;

14 h. 50 (S.), La tribune des critiques de disques. « Messe en si mineur solennelle » (Bach) (2) ; 16 h. 15 (S.), Voyage autour d'un concert (Hornborne, Varèse, Beethoven, Bononcini, Zimmermann); Vers 17 h. (S.), Orchestre de chambre de l'orchestre symphonique de Vienne, direct. W. Weller, avec R. Freund, cor, G. Cottin, flûte : « Symphonie en la majeur », « Concerto en sol majeur pour flûte et orchestre », « Symphonie en ut majeur, Linz » (Mozart); 18 h. 30 (S.), Voyage autour d'un concert (Schumann, Ligeti, R. Strauss) ; 19 h. 35 (S.), Le monde des jazz : Les grands orchestres de 60 à 70 ;

20 h. 30 (S.), Grandes rééditions classiques : « Symphonies n° 49 en fa mineur. La passione », Haydn, « Quintette en ut majeur, Schubert, « Florilège du Lied », Schubert, Schumann, Brahms, « Siegfried », avec D. Fischer-Dieskau ; 22 h. (S.), Nouveaux talents, premiers sillons. Deux duos violon-piano. Augustin et Pascal Dumay, Gérard Poulet et Maurice Blanchot : « Chaconne, pour violon seul », Bach, « Scherzo de la sonate F.A.E », Brahms, « Deux danses hongroises », Brahms ; 23 h., Novateurs d'hier et d'aujourd'hui (Beethoven, Rousseur, R. de la Rue) ; 24 h., La semaine musicale à l'O.R.T.F ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

● FRANCE-INTER

Voir émissions régulières.

Inter-Variétés : 20 h. 20, Ballade en ville ; 20 h. 50, Petit théâtre de nuit : « le Portrait de Dorian Gray », d'O. Wilde (4) ; 21 h. 40, Rhythm and blues.

EMISSIONS RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

DIMANCHE 29 SEPTEMBRE

FRANCE-CULTURE

7 h. 15, Horizon, de J. Bourdarias , 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : « La Fédération française de droit humain » ; 10 h., Messe. Prédication du Père Carré.

TELEVISION

9 h. 30, La source de vie : « Chabbat-City » ; 10 h., Présence protestante : Rencontre avec Aimé Esposito Farèse ; 10 h. 30, Le jour du Seigneur : « Lire la Bible » ; « Rencontres à L'Arbresle » ; 11 h., Messe célébrée chez les Bénédictines de l'abbaye Saint-Louis-du-Temple. Prédication du Père Roguet.

LES PROGRAMMES ÉDUCATIFS

TÉLÉVISION

PREMIERE CHAINE

Lundi 30 septembre

10 h. 30, Images de la vie et du rêve (C.P.) ; 14 h. 5, Télé-voyage (C.E.) ; 16 h. 45, Technologie ; 17 h. 15, Anglais (3e) ; 17 h. 45, Atelier de pédagogie.

Mardi 1er octobre

14 h. 5, Eveil à la nature (C.M.) ; 14 h. 25, Les hommes dans leur temps (6e, 5e, 4e) ; 17 h. 15, Atelier de pédagogie.

Mercredi 2

8 h. 30, Atelier de pédagogie ; 11 h. 30, Anglais

Jeudi 3

14 h. 5, Expression-création (C.M., 6e, 5e) ; 14 h. 25, Histoire ; 17 h. 15, Biologie ; 17 h. 45, Sciences physiques.

Vendredi 4

14 h. 5, Eveil à la géographie (C.M., 6e, 5e) ; 14 h. 25, Entrer dans la vie (4e, 3e) ; 16 h. 15, Etudes pédagogiques ; 17 h. 15, Expériences pédagogiques ; 17 h. 45, Atelier de pédagogie.

Lundi 7

14 h. 5, Monde animal (C.E.) ; 16 h. 45, Technologie ; 17 h. 15, Espagnol (3e) ; 17 h. 35, Anglais (3e); 17 h. 45, Atelier de pédagogie.

DEUXIEME CHAINE

Jeudi 3

17 h. 30, Civilisation américaine.

Vendredi 4

DEUXIEME CHAINE

14 h., Magazine de la formation continue.

Samedi 5

PREMIERE CHAINE

9 h. 50, Russe ; 10 h. 30, Anglais ; 11 h., Relations humaines ; 11 h. 30, Magazine.

Dimanche 6

DEUXIEME CHAINE

10 h. 30, Electronique ; 11 h., Mathématiques ; 11 h. 30, Economie.

RADIO

FRANCE INTER M.F.

Les lundis, jeudis et vendredis

9 h. 40, Anglais (3e) ; 10 h., Allemand (3e) ; 10 h. 20, Anglais (4e) ; 10 h. 40, Allemand (6e) ; 14 h. 15, Allemand (5e); 14 h. 35, Anglais (5e) ; 14 h. 55, Allemand (4e).

Lundi 30 septembre

9 h. 5, Le club du lundi (3e) ; 9 h. 25, Chant (C.M., 6e, 5e); 15 h. 15, Dossiers pédagogiques (C.M., 6e, 5e) ; 17 h., Anglais ; 17 h. 30, Atelier de pédagogie.

Mardi 1er octobre

9 h. 5, La vie contemporaine ; 9 h. 25, Musique (C.E., C.M. 1) ; 14 h. 45, Dossiers pédagogiques ; 15 h. 15, Images de la vie et du rêve (C.P.) ; 15 h. 30, Chant (C.E.) ; 15 h. 45, Poésie (C.M. 2, 6e, 5e) ; 16 h. 30, Etudes pédagogiques ; 17 h., Latin (5e).

Mercredi 2

14 h. 15, Français ; 14 h. 45, Espagnol ; 19 h. 30, Russe.

Jeudi 3

9 h. 5, La vie contemporaine ; 9 h. 25, Poésie (C.M. 2, 6e, 5e) ; 15 h. 15, Dossiers pédagogiques (C.M., 6e, 5e) ; 15 h. 30, Musique (C.E., C.M. 1) ; 15 h. 45, Chant (C.M., 6e, 5e) ; 17 h., Philosophie ; 17 h. 30, Atelier de pédagogie.

Vendredi 4

9 h. 5, Des œuvres au langage (6e, 5e) ; 9 h. 25, Chant (C.E.) ; 15 h. 15, Musique (C.M. 2, 6e, 5e) ; 15 h. 30, Images de la vie et du rêve (C.P.) ; 15 h. 45, Dossiers pédagogiques.

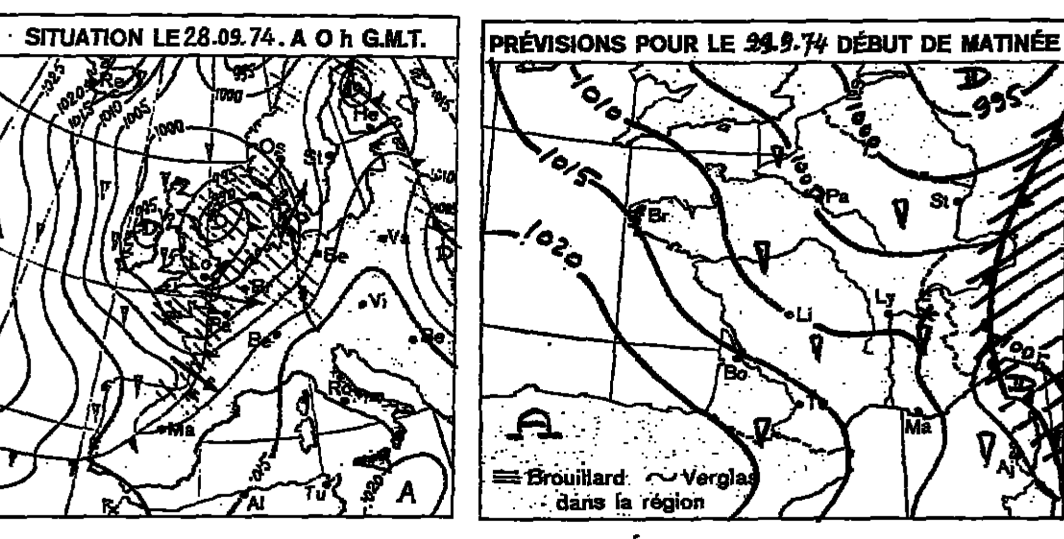
Lundi 7

9 h. 5, Le club du lundi (3e) ; 9 h. 25, Chant (C.M., 6e, 5e); 15 h. 15, Dossiers pédagogiques (C.M., 6e, 5e) ; 17 h., Anglais ; 17 h. 30, Atelier de pédagogie.

● *Jacques Chancel* reçoit Bénie Deswarte, sociologue et cinéaste (lundi 30 septembre) ; Lucien Engelmajer, directeur du centre de désintoxication de la Boere (mardi 1er octobre) ; Philippe Desbrosses, agriculteur (mercredi 2) ; le professeur Serge Lebovici (jeudi 3) ; René-Victor Pilhes, écrivain (vendredi 4), au cours de « Radioscopie » (France-Inter, 17 heures).

INFORMATIONS PRATIQUES

MÉTÉOROLOGIE



Lignes d'égale hauteur de baromètre cotées en millibars (le mb vaut environ ¾ de mm)
Zone de pluie ou neige — averses — orages — Sens de la marche des fronts
Front chaud — Front froid — Front occlus

Evolution probable du temps en France entre le samedi 28 septembre à 6 heure et le dimanche 29 septembre à 24 heures :

L'air chaud et humide qui recouvrait encore samedi matin la moitié sud-est de la France fera progressivement place à des masses d'air froid et très instable venues du nord-ouest, qui intéresseront dimanche l'ensemble de notre pays.

Dimanche 29 septembre, le temps sera très variable en France, où de belles éclaircies alterneront avec des nuages passagers très développés, donnant de fortes averses. Celles-ci pourront être orageuses en montagne, où elles donneront de la neige au-dessus de 1 000 mètres. Les vents, d'ouest à nord-ouest, assez forts et irréguliers dans l'intérieur, seront forts par moments près des côtes et en mer.

Enfin, les températures seront en baisse sensible, et quelques gelées blanches sont possibles au lever du jour dans le Centre, le Nord et l'Est.

Lundi 30 septembre, il fera encore assez froid et le temps restera instable, mais les éclaircies seront plus étendues et les averses moins nombreuses et moins fortes.

Samedi 28 septembre, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris - Le Bourget, de 1 001 millibars, soit 750,9 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 27 septembre; le second, le minimum de la nuit du 27 au 28) : Ajaccio, 20 et 10 degrés ; Biarritz, 26 et 12 ; Bordeaux, 24 et 11 ; Brest, 15 et 6 ; Caen, 17 et 6 ; Cherbourg, 16 et 6 ; Clermont-Ferrand, 22 et 10 ; Dijon, 18 et 11 ; Grenoble, 20 et 8 ; Lille, 17 et 10 ; Lyon, 21 et 12 ; Marseille, 21 et 15 ; Nancy, 17 et 11 ; Nantes, 18 et 6 ; Nice, 21 et 12 ; Paris - Le Bourget, 17 et 10 ; Pau, 26 et 10 ; Perpignan, 20 et 14 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 25 ; Rennes, 18 et 6 ; Strasbourg, 17 et 9 ; Tours, 16 et 9 ; Toulouse, 23 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Amsterdam, 15 et 11 degrés ; Athènes, 23 et 16 ; Bonn, 15 et 14 ; Bruxelles, 10 et 8 ; Le Caire, 23 (min.) ; îles Canaries 24 et 19 ; Copenhague, 13 et 10 ; Genève, 18 et 10 ; Lisbonne, 29 et 13 ; Londres, 15 et 6 ; Madrid, 29 et 16 ; Moscou, 22 et 13 ; New-York, 24 et 18 ; Palma-de-Majorque, 26 et 16 ; Rome, 21 et 11 ; Stockholm, 14 et 8 ; Téhéran, 27 et 17.

Circulation

● *Fermeture de la route du col de l'Iseran.* — La route enneigée du col de l'Iseran (2 770 m.) a été fermée à la circulation le 24 septembre.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 28 septembre 1974 :

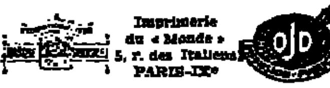
DES ARRETES :

● Relatifs aux habitations à loyer modéré (1) ;

● Relatif aux normes de classement des hôtels, relais, et motels de tourisme (1).

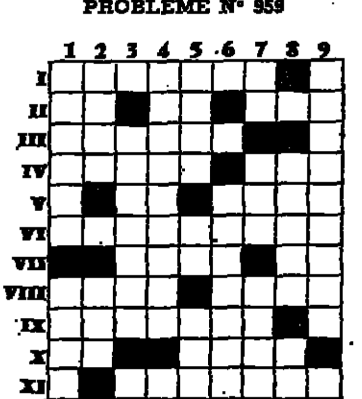
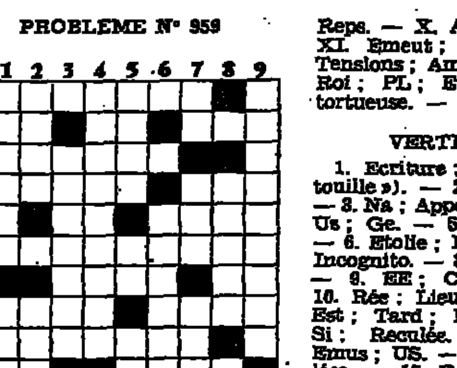
(1) Ces textes seront ultérieurement édités en fascicules séparés.

Edité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 959

HORIZONTALEMENT

I. Joue un rôle dans *Roméo et Juliette.* — II. Souligne une tentative prématurée d'indépendance ; Au début d'une inscription tombale ; Symbole de solidité. — III. Groupe familial. — IV. Augmente la puissance ; Roi. — V. Annonce une suite ; Sentis fort. — VI. Trop rudimentaire pour un concerto. — VII. Un qui sait cajoler ; Bien gardé. — VIII. Faire travailler des glandes sudoripares ; Ne rien vouloir savoir. — IX. Est formé de deux quartiers de superficie sensiblement égale. — X. Un titre qui se mérite ; Porte un *faux-col.* — XI. En train de rendre poli.

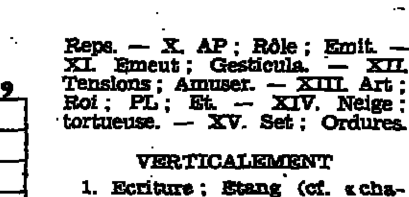
VERTICALEMENT

1. Tuiles de dimensions variables ; Port étranger. — 2. Faux frère ; Fin de participe. — 3. Versent des larmes brûlantes en signe de reconnaissance. — 4. Sursautent au moindre bruit. — 5. Attache ; Symbole chimique ; Tire sur le rouge. — 6. En train de souffrir. — 7. Désinence verbale ; Dupa ; Prénom féminin. — 8. Arme ou morceau de bois ; Préfixe. — 9. Sont appelés à passer par-dessus bien des choses.

Solution du problème n° 958

HORIZONTALEMENT

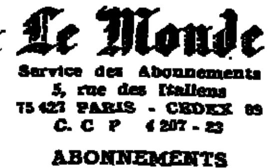
I. Chapelières ; RD. — II. Eh ! ; Tarées ; Eue. — III. Camisole ; Etoc. — IV. RL ; Silo ; Urne. — V. *Iéna* (tableau de Vernet) ; Colt ; Eon. — VI. Tuante ; Miasmes. — VII. Ur ; Ta ; Impériale. — VIII. Nœud. — IX. Pédicure ; Reps. — X. AP ; Rôle ; Emit. — XI. Emeut ; Gesticula. — XII. Tensions ; Amuser. — XIII. Art ; Roi ; PL ; Et. — XIV. Neige ; tortueuse. — XV. Set ; Ordures.



VERTICALEMENT

1. Ecriture ; Etang (cf. « chatouille »). — 2. Chaleur ; Amère. — 3. Na ; Appentis. — 4. Avisant ; Us ; Ge. — 5. Si ; Tard ; Tiret. — 6. Etoile ; Ir ; OO. — 7. Lalo ; Incognito. — 8. Ire ; Moulés ; Or. — 9. EE ; Compères ; Ord. — 10. Rée ; Lieue ; Ta ; Tu. — 11. Est ; Tard ; Impur. — 12. Ou ; Si ; Reculée. — 13. Ecréma ; Emus ; US. — 14. Ru ; Noël ; Pilées. — 15. Défense ; Starter.

GUY BROUTY.



Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75 427 PARIS - CEDEX 09
C. C. P. 4 207 - 23

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (sauf Algérie)			
69 F	123 F	177 F	230 F
TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE			
144 F	273 F	402 F	530 F
ETRANGER par messageries — I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE			
94 F	173 F	252 F	330 F
II. — TUNISIE			
104 F	193 F	282 F	370 F

Par voie aérienne tarif sur demande

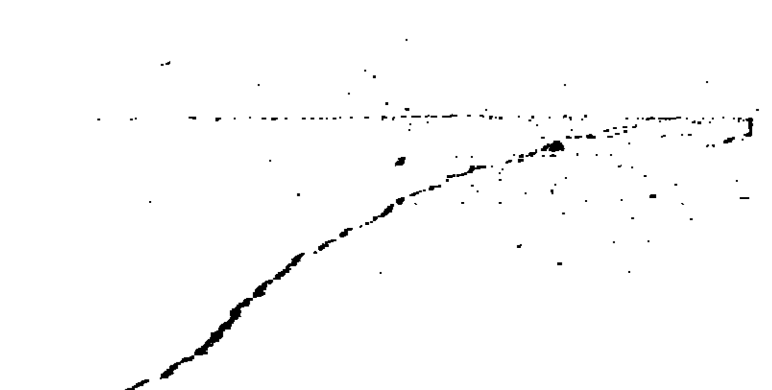
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

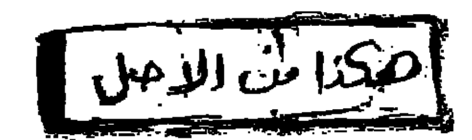
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en caractères d'imprimerie.







RADIO-TELEVISION

Lundi 30 septembre

● CHAINE I

12 h. 30 Variétés : Miditrente.

14 h. 25 Film : « En avant la musique », de G. Bianchi (1962), avec Fernandel, Gino Cervi et Franck Fernandel.

En 1943, dans un village italien, le maire et le cabaretier, adversaires politiques, s'unissent pour éviter à la population les représailles des fascistes à la suite de l'assassinat d'un chef local du parti.

Une plaisante comédie d'humour noir (avec cadavre baladeur) d'après un roman policier de Charles Exbrayat

18 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.

18 h. 40 Pour les petits : Bozo le clown.

18 h. 50 Pour les jeunes : Sur mon cahier.

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?

20 h. 30 Feuilleton : l'Odyssée, d'après Homère. Réal. F. Rossi. Avec B. Fhemiu, I. Papas, R. Verley (5).

Les aventures d'Ulysse chez la magicienne Circé, qui a transformé en pourceaux quelques-uns de ses compagnons.

21 h. 25 Emission littéraire : Ouvrez les guillemets, de B. Pivot.

● CHAINE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.

20 h. 35 Actuel 2.

Sujet choisi en fonction de l'actualité.

21 h. 35 Jeu : Le défi, de J. Olivier, J.-P. et J. Rouland.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.

19 h. 40 Reportage : La psychologie en question, de J. Mousseau. « La perception audiovisuelle ». Réal. Cl. Gallot.

20 h. 35 Film : « Rio Bravo », de H. Hawks (1958), avec J. Wayne, D. Martin, R. Nelson.

L'ancien assistant d'un shérif, devenu ivrogne à la suite d'un chagrin d'amour, retrouve son courage et sa dignité en résistant à une bande de tueurs aux côtés de son « patron ».

La ballade désenchantée du western, à la fin de son âge classique.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, *Musique service* ; 7 h. 40, Disques ; 7 h. 45, En bref ; 7 h. 50, Echec *au hasard* ; 8 h., *Les chemins de la* connaissance : Regards sur la science, par R. Rouze : L'immunologie, par J.-C. Salomon, Le jeu d'échec et la science, avec F. Le Lionnais ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire, par P. Sipriot : Cent cinquantième anniversaire de la mort de Byron, avec P. Quennel ; 11 h., Instruments rares ; 11 h. 30, Un quart d'heure avec... Paul Morand ; *11 h. 45, Entretiens avec Louise Weiss*, par J. Lhoste (1) ; 12 h., Evénement-musique ; 12 h. 45, Panorama culturel de la France ;

13 h. 30, Les après-midi de France-Culture : La vie entre les lignes : Chronique de J.-L. Curtis : « le Roseau *pensant* » ; 14 h. 20, « Un marchand d'Ahmérique », de L. Bérimont, avec M. *Mercadier*, M. Crouzet, J.-M. Proslier (réal. O. d'Horrer) ; 15 h. 35, Musique ailleurs : *Festival Xenakis à Bonn.* Retour de Varsovie, avec B. Jolas ; 16 h. 5, Tribune internationale des *compositeurs* 1973 ; 17 h. 5, Disques ; 17 h. 45, Un livre, des voix : « Couleur mémoire », de Charles Dobzynski (réal. C. Roland-Manuel) ; 18 h. 30, Réflexion faite ; 19 h. 50, Disques ;

20 h., Festival d'Edimbourg : « Elektra », opéra de R. Strauss, avec B. Nilsson, B. Lindholm, K. Holseth, E. Saeden, B. Ericson, chœur et orchestre de *l'Opéra royal* de Stockholm, direct. B. Klobucar ; 22 h., Indicatif futur, de C. Dupont : l'Inde ; 22 h. 30, Black and blue, de L. Malson : Retour sur le Festival de Nice ; 23 h. 15, Libre parcours récital : « Intégrale de l'œuvre pour deux pianos et piano à quatre mains » (Stravinski).

● FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites nouvelles musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h. (S.), Que savons-nous... du luth, par M. Rollin : Historique du luth en France ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui ; 12 h., Folk songs ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30, Les intégrales : Les symphonies de *Mozart* ; 14 h. 30, Sonorités d'autrefois, Taverner, *M. Marais*, J. Blow, A. Lotti ; 15 h. 30 (S.), Musique de chambre : « Quintette en fa majeur », Bruckner ; 16 h. 30, Musique à découvrir : « Concerto en sol mineur », Moscheles, « Fantaisie pour orchestre », K. Husa ; 17 h. 30, Les secrets de l'orchestre : « Symphonie n° 3 en la mineur, Ecossaise », Mendelssohn, « l'Apprenti sorcier », Dukas ; *18 h. 30 (S.), Visages du jazz ; 19 h. 5,* Invitation au concert ; 19 h. 20 (S.), Musique légère ; 19 h. 40 (S.), En musique avec... « Festlänge », Liszt, « la Notte », Vivaldi, « Danses fantastiques », J. Turina ;

20 h. 30 (S.), en direct d'Oslo : Concert U.E.R. Orchestre philharmonique d'Oslo, direct. M. Caridis. Chœur des solistes norvégiens, Chœur du conservatoire, *Chœur des jeunes chanteurs de* Lenrk, T. Valiakka, soprano, A. Tellefsen, violon ; « Musique scénique de Peer Gynt », Grieg, « Musique scénique de Peer Gynt », Harald Saeverud, « Eco », A. Nordheim, « Concerto pour violon », Valen ; 23 h. (S.), Reprises symphoniques : « *Impromptus symphoniques* », A. Lameland, « Cinq dédicaces pour « orchestre à cordes », J.-J. Werner, « Symphonie n° 2 », P. Ancelin ; 24 h. (S.), Renaissance de la musique de chambre. Hommage à Darius Milhaud ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

● FRANCE-INTER

Voir émissions régulières.

Inter-Variétés : 20 h. 15, Les espions et l'histoire : Sorge ; 20 h. 50, Petit théâtre de nuit : « le Portrait de Dorian Gray », d'après O. Wilde (fin).

Mardi 1er octobre

● CHAINE I

12 h. 30 Variétés : Miditrente.

13 h. 45 Magazine : Je voudrais savoir. Le champignon qui tue.

18 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.

18 h. 40 Pour les petits : Bozo le clown.

18 h. 50 Pour les jeunes : Espoir et champion.

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?

20 h. 30 Variétés : Tempo, de M. Arnaud.

21 h. 35 Magazine : Pourquoi pas ? L'exploit, de J. Goddet et E. Bollard.

L'athlète Boerio ; les « Off-Shore » ; Jean Boulet ; « Monsieur Hélicoptère ».

● CHAINE II (couleur)

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.

Avec Mady Mesplé.

15 h. 15 Film : « la Femme de paille », de B. Dearden (1964), avec G. Lollobrigida, S. Connery, R. Richardson.

Un vieux magnat anglais de la finance, tyran infirme, brime son neveu. Celui-ci se sert d'une jeune infirmière, éprise de lui, pour commettre un crime parfait.

Récit psychologique et policier bien conduit. Basil Dearden a le style distingué des vétérans du cinéma anglais.

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.

20 h. 35 Les dossiers de l'écran, d'A. Jammot. Film : « Richard Millhouse Nixon », d'E. de Antonio (1964).

Montage de documents retraçant la carrière politique de Richard Nixon, président des Etats-Unis. Emile de Antonio, auteur de Point of Order *(le procès de McCarthy), de* l'Amérique fait appel *(l'assassinat du président Kennedy) et de* Vietnam, année du cochon *(la guerre du Vietnam) se comporte, comme dans ses précédents films, en polémiste. Contre Nixon — dont la personnalité le fascine — il utilise l'arme du comique pour faire apparaître un visage de la vérité*

Débat : « Il était l'homme le plus puissant du monde ». Avec la participation de M. Pierre Sallinger, ancien porte-parole de la Maison Blanche ; de M. David McGovern, avocat international ; de M. Raymond Cartier, directeur de « Paris-Match » ; de M. Philippe Geyeline, journaliste au « Washington Post ».

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.

19 h. 40 Feuilleton : John l'intrépide.

20 h. 5 Récital Chopin. Avec Mireille Auxiètre.

20 h. 40 Dramatique : « la Sonate à Kreutzer », de L. Tolstoï. Réal. M. Cravenne. Avec F. Simon, O. Versois, B. Brione.

A la fin du dix-neuvième siècle, en Russie. Un riche propriétaire, qui a fait à trente ans un mariage d'amour, se retrouve, quelques années plus tard, comme un étranger en face de sa femme. Mais lorsque celle-ci s'intéresse à un jeune violoniste, il éprouve une jalousie obsessionnelle.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Musique-service ; 7 h. 45, En bref ; 7 h. 50, « Variations sur un thème catalan », Duarte ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Histoire de la Bourse (1), par R. Auguet, avec L. Bergeron ; 8 h. 32, *Mythologie du Pont* (1), par C. *Mettra* ; 8 h. 50, Université radiophonique : Distorsion de l'information et du témoignage (1), avec W. Prevenier, professeur aux universités de Bruxelles *et de Gand* ; *9 h. 7,* Les matinées de France-Culture : La musique ; 11 h., Orchestre symphonique O.R.T.F.-Alsace ; 11 h. 20, Disques ; 11 h. 30, Le texte et la marge ; 11 h. 45, Entretien avec Louise Weiss ; 12 h., Musique de chambre : Sonatines, par J. Robin, Schumann, *Bartok, Mozart, P. Israël-Meyer* ; 12 h. 45, Panorama culturel de la France ;

13 h. 30, Les après-midi de France-Culture ; 13 h. 35, La vie entre les lignes : Chronique de Jean-Louis Curtis, « le Roseau pensant » ; 14 h. 5, « Lancelot du Lac », de R. Bresson ; 15 h., Bilan : Edgar *Morin : « l'Intellectuel de gauche »* ; 15 h. 35, Clefs pour l'Opéra ; 16 h. 5, Tribune internationale des compositeurs ; 17 h. 45, Un livre, des voix : « Nous avons mangé la forêt » (1), de Georges Condominas (réal. J.-P. Colas ; 18 h. 30, Réflexion faite ;

20 h., Dialogues, émission de R. Pillaudin enregistrée en public : Le surréalisme et le temps, avec André Caillois *et André Thirion* ; 21 h. 20, Atelier de création radiophonique : *Palmarès du* prix Italia, extraits des œuvres radiophoniques primées ; 23 h. 20, Courant alternatif.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h., Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h., Que savons-nous du luth : Hors de France au seizième siècle ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui ; 12 h. (S.), Musique légère ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ; 13 h. 30, Les intégrales. Les symphonies de *Mozart* ;

14 h. 30 (S.), *Musique savante*, musique populaire ; 15 h. 30, Aux sources des musiques. Pastourelle (anonyme treizième siècle) ; *16 h. (S.), Musique d'un jour* ; 17 h. (S.), Retour au concert classique : « la Création », oratorio de Haydn, avec G. Janowitz, Ch. Ludwig, F. Wunderlich, W. Krenn, D. Fischer-Dieskau, orchestre philharm. de Berlin, direct. H. von Karajan ; 18 h. 30, Le club des jazz ; *19 h. 5, Invitation au concert* ; 19 h. 20 (S.), La comédie musicale américaine : « Camelot », de A.-J. Lerner et F. Loewe, avec R. Burton et J. Andrews ; 19 h. 40 (S.), En musique avec... : « Vingt-cinquième Symphonie », Mozart, « les Hébrides », ouverture de Mendelssohn, « le Bateau de Simbad, Rimsky-Korsakov, « Marche de Rakoczy », Berlioz ;

20 h. 30 (S.), Orchestre symphonique de Bournemouth, direct. E. Dowene : « *Tamara* », Balachirev, « Concerto pour violoncelle et orchestre », Lutoslawski, soliste *M. Rostropovitch* ; 21 h. 30 (S.), Orchestre symphonique de la B.B.C., direct. P. Boulez : « Pelléas et Mélisande », Debussy ; 22 h. 40 (S.), Concours *international de guitare* ; *23 h., Champ* magnétique, par A. Almuro : « Venu des sept jours : durées justes pour environ quatre exécutants », Stockhausen, C. Alsina, piano, J.-F. Jenny-Clark, contrebasse, J.-P. Drouet, percussions, M. Portal, saxophone ténor, clarinette, le *compositeur, voix et flûte de bambou,* « Danaë », pour douze voix solistes et percussion, F. Mache, J.-P. Drouet, percussions, Ensemble des solistes des chœurs de l'O.R.T.F., direct. M. Couraud, « Articulation », Ligeti, composition électronique, studio du WDR de Cologne, « *Persephassa* », Xenakis, percussionnistes de Strasbourg ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques : Boccherini, M. Thiriet, Sibelius, A. Lameland, *Mozart* ; 1 h. 30 (S.), Nocturnales.

> **MÉTÉOROLOGIE**
>
> TELEVISION (première chaîne) : 19 h. 43 (sauf le dimanche) ; deuxième chaîne, 19 h. 57 ; troisième chaîne : en fin de soirée

Mercredi 2 octobre

● CHAINE I

12 h. 30 Variétés : Miditrente.

16 h. 20 Emissions pour la jeunesse.

Calimero ; Je cherche un maître ; Bande à papa : La bicyclette volante ; Projet 2 ; Les aventures de Gulliver ; Daffy Duck ; Grain de sel.

18 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.

18 h. 40 Pour les petits : Bozo le clown.

18 h. 50 Pour les jeunes : Autobus à impériale.

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?

20 h. 30 Débat : « Lettres ouvertes », d'A. Duhamel. Lettres ouvertes à Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine.

22 h. Pour le cinéma, de F. Rossif et R. Chazal.

Borsalino et Compagnie, *de J. Deray* ; Vincent, François, Paul et les autres, *de Cl. Sautet* ; Vos gueules les mouettes, *de R. Dhéry* ; la Gifle, *de Cl. Pinoteau* ; Milarepa, *de L. Cavani* ; La moutarde me monte au nez, *de Cl. Zidi.*

● CHAINE II (couleur)

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.

Comment élever un nouveau-né ? Le sommeil ; Le rôle des femmes dans la vie politique.

15 h. 15 Série : Aventures australes. « Le dernier des barreurs. »

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.

20 h. 35 Film : « le Syndicat du meurtre », de J. Guillermin (1967), avec G. Peppard, R. Burr, G. Hunnicutt.

Un milliardaire new-yorkais engage un détective privé pour protéger sa maîtresse. Le détective, embarqué dans une vilaine histoire, se rebelle.

Un « thriller » dans la tradition hollywoodienne. Un peu trop étiré, toutefois.

22 h. 20 Match sur la deux.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.

19 h. 40 Feuilleton : John l'intrépide.

20 h. 5 Jeu du langage : Francophoniquement vôtre.

20 h. 35 Reportage : La ligne transatlantique.

21 h. 30 Danse : « Et ils auront des rêves d'archanges ». Avec S. Petrova, R. Brians. « Histoire du ballet de Giselle ». Avec Y. Chauviré, R. Noureiev, V. Maximova.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Musique-service ; 7 h. 45, En bref ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Histoire de la Bourse, avec J. Bouvier ; 8 h. 32, Mythologie du Pont ; 8 h. 50, Université *radiophonique* : Projets spatiaux ; 9 h. 7, Les matinées de France-Culture : Sciences et techniques ; 11 h., « Pièces pour l'orgue », J. Alain, par M.-C. Alain ; 11 h. 30, Le livre, ouverture *sur la vie ; 11 h. 45, Entretien* avec Louise Weiss ; 12 h., Les tournois du royaume de la musique ; 12 h. 45, Panorama culturel de la France ;

13 h. 30, Les après-midi de France-Culture ; 13 h. 35, La vie entre les lignes. Chronique de *Jean-Louis Curtis* : « le Roseau pensant » ; 14 h. 10, Les nouveaux Candide ; 14 h. 25, Les avant-*gardistes du passé, de J. Alley : Cami* ; 15 h. 35, Musiques et sciences humaines ; 16 h. 5, Concert ; 16 h. 45, L'indépendance de la Guinée Bissau ; 17 h. 45, Un livre, des voix : « Nous avons mangé la forêt (2), de G. Gondominas ; 18 h. 30, Réflexion faite ; 19 h. 50, « Concertino pour flûte et cordes », Francœur ;

20 h., Concert de musique de chambre (première partie), avec le concours de M. Joste, pianiste, de l'octuor à vent, M. Bourgue, et avec la participation de D. Neuranter, basson et J. Cazauran, contrebasse : « Divertissement n° 1 pour deux hautbois, deux cors, trois basses, *une* contrebasse », Haydn, « Mana », six pièces pour piano : « Beaujolais, l'oiseau, *la princesse de Bali, la chèvre, la vache,* Pégase », A. Jolivet, « Klavierstucke, V. IX, VIII », Stockhausen, « Octuor, partita, opus 57 », F. Krommer ; 21 h., Dits et écrits sur la musique, par C. Maupome : Jean-Claude Magloire ; 21 h. 20, La science en marche, par F. Le Lionnais : *La vie, enfant du hasard et des lois,* avec E. Kahane ; 21 h. 50, Musiques de notre temps à Avignon : Alfred Jarry et *ses prolongements* ; *23 h.,* Aux quatre vents ; 23 h. 35, Littérature.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h., Que savons-nous... du luth : *L'anglais* John Dowland ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui ; 12 h. (S.), Déjeuner-concert ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30, Les intégrales : Les symphonies de *Mozart* ; *14 h. 30,* Après-midi jeunesse. Radio-service ; 14 h. 35, Airs oubliés ; vers 15 h., Capitales de l'art ; vers *16 h. 30, France-Musique service* ; 17 h. (S.), Les jeunes Français sont musiciens ; 18 h. 30, Le club des jazz ; 19 h. 5, Invitation au concert ; 19 h. 20 (S.), *Musique légère* ; 19 h. 40 (S.), En musique avec... « Troisième concerto pour clavier », Haydn, « Cantate n° 110 », Bach ;

20 h. 20 (S.), Festival de Salzbourg. Orchestre philharmonique de Vienne, direct. K. Boehm : « *la Femme sans ombre* », opéra de R. Strauss, avec J. King, L. Rysanek, R. Hesse, W. Berry, Ch. Ludwig ; *24 h., Musique et poésie : « Suite irlandaise », T. Carolan, « Quatuor, opus 5, n°1, en ré majeur », Haydn, « Hymne à la Vierge », Liszt, « Première sonate pour orgue », C. Ballif, « Nocturne pour violoncelle et piano », Jolivet* ; 1 h. 30, Nocturnales.

Jeudi 3 octobre

● CHAINE I

12 h. 30 Variétés : Miditrente.

18 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.

18 h. 40 Pour les petits : Bozo le clown.

18 h. 50 Pour les jeunes : La vie est là.

19 h. 20 La parole est aux grands partis politiques.

La Fédération des républicains indépendants.

20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?

20 h. 30 Au cinéma ce soir, d'A. Panigel. Actualités de 1949. Film : « Manèges », de Y. Allégret (1949), avec S. Signoret, B. Blier, J. Marken.

Le mari d'une jeune femme grièvement blessée dans un accident d'automobile, évoque à son chevet leur vie conjugale, puis apprend de sa belle-mère une autre vérité.

Etude de mœurs d'une extrême noirceur, construite sur deux versions subjectives et successives de la même histoire, Armand Panigel a reconstitué la bande originale du film dont les producteurs avaient fait supprimer une séquence finale, un troisième « point de vue ».

● CHAINE II (couleur)

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui, madame.

Les pèlerins de Lourdes.

15 h. 15 Série : Mannix. « Médaille pour un héros ».

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.

19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.

20 h. 35 Variétés : Carcan, de G. Lux.

21 h. 45 Feuilleton : L'orchestre rouge, de H. Hohnès. « Coro ne répond pas ». Réal. F. P. Wirth. Avec P. Fricke.

En 1943, tout le réseau de résistance s'effondre. Mais Trepper et Kent échappent aux nazis.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.

19 h. 40 Feuilleton : John l'intrépide

20 h 10 Reportage : La baie d'Ariake

20 h. 35 Magazine : Regards, de Ph. Alfonsi et R. Pesnot.

21 h. 30 Variétés : *On connaît la chanson,* d'A. Halimi.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, *Musique-service* ; 7 h. 45, En bref ; 7 h. 50, « Ouverture pour une fête académique », Brahms ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Histoire de la Bourse, avec A. Daumard ; 8 h. 32, *Mythologie du pont* ; 8 h. 50, Université *radiophonique* : Pourquoi travaillons-nous à la sueur de notre front ? (Pathologie de la thermorégulation, par K. *Gibinski*) ; *9 h. 7, Les matinées de* France-Culture : La littérature ; 11 h., *Musique de chambre* : « Trio à cordes », J. Cras, « Trois poèmes d'Eluard », G. Delerue ; 11 h. 30, L'école des parents et des éducateurs ; 11 h. 45, Entretien avec Louise Weiss ; 12 h., Orchestre de l'O.R.T.F. *de Nice-Côte d'Azur, direct.* P. Mule : « Sixième Symphonie en ut », Schubert ; 12 h. 45, Panorama culturel de la France ;

13 h. 30, Les après-midi de France-Culture ; 13 h. 35, La vie entre les lignes : Chronique de Jean-Louis Curtis : « Le roseau pensant » ; 14 h. 25, Ceux cents minutes : Les problèmes de l'automobile ; 17 h. 45, Un livre, des voix : « *la Guerre intérieure », de Jean Fayard* (réal. A. Barroux) ; 18 h. 30, Réflexion faite ; 19 h. 50, « Scaramouche » (Milhaud) ;

20 h., Carte blanche : « la Forêt ou la mer », de M. Jaury, avec R. Blaess, R. Favey, A.-M. Coffinet, L. Siou, P. *Mikael*, G. Jor, Ph. Clay (réal. B. Horowicz) ; 21 h. 20, Biologie et médecine, par les professeurs R. Debré et *M. Lamy* ; *21 h. 50, Livre d'or* ; 22 h. 30, Groupe de recherche musicale O.R.T.F. ; 23 h., Les noctambules (1), Le gardien de phare, par S. Maffi ; 23 h. 30, Tribune internationale des compositeurs 1973 : « Sérénade pour violon solo », G. Schurmann « Quatre chants italiens pour chœur », E. Sweeney, présenté par la radiodiffusion irlandaise.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites pages *musicales* ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h., Que savons-nous... du luth : La formation de la suite pour luth en France au dix-septième siècle. La suite pour le luth en Angleterre et en Allemagne à *la fin du siècle* ; *11 h. 30 (S.),* Interprètes d'hier et d'aujourd'hui ; 12 h. (S.), Déjeuner-concert ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30, Les intégrales : Les symphonies de Mozart ; 14 h. 30 (S.), Chronologie de l'opéra : « Jenufa », de Janacek, avec L. Domaninska, N. Kniplova, I. Zidek, chœurs et orchestre de Prague, direct. B. Gregor ; 16 h. 30, Danse, ballet, musique : « Sylvia », L. Delibes ; 17 h. (S.), Musique française du dix-neuvième siècle : « Concerto pour piano et orchestre en ut mineur », Lalo ; 17 h. 30 (S.), Calendrier *musical du passé* ; 18 h. 30 (S.), Jazz d'aujourd'hui ; 19 h. 5, Invitation au concert ; 19 h. 20 (S.), Gospel songs ; 19 h. 40 (S.), En musique avec... « Contes de ma mère l'Oye », Ravel ;

20 h. 30 (S.), Festival de Salzbourg. Récital de lieder, avec le concours de : E. *Mathis*, soprano, B. Fassbaender, alto, P. Schreier, ténor, W. Berry, baryton, P. Schilhawsky et E. Werba, piano : « Spanisches Liederspiel », Schumann, « Liebeslieder Walzer », Brahms ; 21 h. 30 (S.), Concert ; 22 h. 45 (S.), Clarté dans la nuit ; 23 h. (S.), Le monde des jazz : Rééditions de jazz classique ; 23 h. 40, Jazz panorama ; 24 h. (S.), *La musique et ses classiques* : Rameau, J.-M. Leclair, Albinoni, Boccherini, *Debussy* ; 1 h. 30, Pop-music.

Les émissions régulières de radio

Du lundi au vendredi

FRANCE-INTER : 6 h., Philippe Gildas ; 9 h. 10, Le magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h., Rien ne sert de courir ; 11 h. 30, Inter femmes ; 12 h. 10, Et dire que pendant ce temps-là ; 12 h. 45, Le jeu des 1 000 francs ; 14 h., Les panthères ; 16 h., Le bon côté ; 17 h., Radioscopie ; 18 h. 5, Tutti Frutti ; 20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10, Boogie ; 23 h., Le pop club de José Artur ; 1 h., L'homme de la nuit ; 3 h., Canal 3-6.

EUROPE 1 : 5 h., Musique variée ; 9 h. 15, Mélodie-parade ; 11 h. 30, Déjeuner-show ; 12 h. 30, Il y a sûrement quelque chose à faire ; 14 h. 15, Forum ; 15 h., Ch. Morin ; 18 h. 30, Mozik ; 18 h. 55, de 5 à 7 ; 19 h. 45, Radio 2 ; 22 h. 30, Europe-Panorama.

R.T.L. : 5 h. 30, M. Favières ; 9 h. 20, A.-M. Peysson ; 11 h. 30, Case trésor ; 13 h. 15, Disque d'or ; 14 h., La responsabilité sexuelle ; 14 h. 20, Disque d'or ; *15 h., Ménie* Grégoire ; 15 h. 30, R.T.L., c'est vous ; 19 h., Hit-Parade ; 21 h., Poste restante ; 22 h., R.T.L. digest ; 22 h 10, Les routiers sont sympas.

RADIO-MONTE-CARLO : 6 h., J. Sacré ; 9 h. 30, Vive la chanson ; 10 h. 30, Programme à la lettre ; 11 h. 30, Cosmopolitain ; 12 h., Faites vos jeux ; 14 h. 30, Programme à la lettre ; 16 h., Eté show ; 17 h. 5, Cherchez le disque ; 20 h., Hit-Parade ; 21 h. 15, Flash-back ; 22 h., Les routiers sont sympas.

SUD-RADIO : 6 h., Lève-tôt ; 8 h. 35, Evissimo ; 11 h., Jeux ; 14 h. 30, Pénélope ; 17 h., Toous ; 19 h. 30, Détente ; 21 h., Rencontres ; 22 h., Carrefour de nuit.

Du samedi 5 octobre...

FRANCE-INTER : 6 h., Quartier libre (J.-L. Foulquier) ; 9 h., Le magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h., *Les quatre volontés, par C. Chebel,* 14 h. 5, L'oreille en coin, de P. Codou et J. Garetto ; 18 h. 5, Top inter ; 20 h. 15, La tribune de *l'histoire* ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Le music-hall de l'impossible ; 23 h., *Au rythme du monde*

EUROPE 1 : 8 h. 50, M. Oliver ; 11 h. 30, *Jeux* ; 13 h. 30, Gault *et* Millau ; 14 h. 30, Musicorama ; 19 h. 30, Radio 2

R.T.L. : 5 h. 30, J.-P. Imbach ; 9 h. 20, Stop ou encore ; 15 h., Cent questions derrière un miroir ; 16 h., Super-club ; 22 h 10, Bernard Schu

RADIO-MONTE-CARLO : 6 h., J. Sacré ; 9 h., *Danielle Askain* ; 13 h., Liliane Rose ; 18 h., G. Vial ; 22 h., J.-C. Laval ; 24 h., Ch. Alexandre.

...au dimanche 6 octobre

FRANCE-INTER : 6 h., Quartier libre ; 8 h., Dimanche matin ; 9 h. 30 à 12 h., 14 h. 5 à 19 h., L'oreille en coin ; 20 h. 15, Le masque et la plume ; 21 h. 15, La musique est à vous ; 22 h. 10, Jazz sur scène ; 23 h., Si on rentrait.

EUROPE 1 : 9 h. 30, Les Bons-*hommes* ; 13 h. 30, La grande ballade ; 16 h. 30, Hit-parade ; 19 h. 45, Radio 2 ; 24 h., Séquence jazz.

R.T.L. : 13 h. 15, *Et pourquoi ne le dirait-on pas ?* ; 14 h., Les courses ; 16 h., Double-Hit ; 19 h., B. Schu. ; 21 h., Grand orchestre.

RADIO-MONTE-CARLO : 8 h. 5, Eglise d'aujourd'hui ; 8 h. 45, Plaisance sur les ondes ; 10 h., C'est pour rire ; 14 h., Tour de chant ; 18 h., Hit-parade ; 20 h. 30, Orchestre *symphonique de Stuttgart.*

> **HORAIRES DES INFORMATIONS A LA RADIO**
>
> FRANCE-INTER : à chaque heure juste ; Bulletin complet : 5 h., 5 h. 30, 6 h., 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h., 8 h. 30, 9 h. ; 13 h., 19 h. ; 20 h. ; Inter-titre tous les quarts d'heure de 5 h. 15 à 7 h. 45 et 21 h. ; Inter-emploi à 6 h. 45 ; Inter-soir à 22 h. et Inter-dernière à 23 h.
>
> FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : 7 h. (cult.) ; 7 h. 30 (cult.-mus.) ; 8 h. 30 (cult.-mus.) ; 9 h. (cult.) ; 12 h. 30 (cult.) ; 17 h. 25 (cult.) ; 19 h. (mus.) ; 19 h. 30 (cult.) ; 23 h. 55 (cult.-mus.). Le dimanche, 19 h. 10, Magazine (cult.)
>
> EUROPE 1 : toutes les demi-heures de 5 h. à 9 h ; 6 h. 45, chronique sportive ; bulletin complet à 13 h. Session d'information de 19 h. à 20 h. 30 ; « Flashes » toutes les heures jusqu'à 3 heures ; Europe-Panorama à 22 h. 30.
>
> LUXEMBOURG : 5 h 30, 6 h., 6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h., 8 h. 30, 9 h., ensuite à chaque heure juste ; bulletin complet : 12 h. 45 et 19 h. ; R.T.L.-Digest à 22 heures

RADIO-TELEVISION

Vendredi 4 octobre

● CHAINE I

12 h. 30 Variétés : Miditrente.
18 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.
18 h. 40 Pour les petits : Bozo le clown.
18 h. 50 Pour les jeunes : Le cinéma en herbe.
20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Série : Cimaron. « Heller ».
21 h. 35 (★) Portrait de Bruno Bettelheim. « Un autre regard sur la folie ». Réal. D. Karlin.

Comment et pourquoi Bruno Bettelheim a-t-il fondé l'école orthogénique de Chicago qu'il dirige ?

● CHAINE II (couleur)

14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui madame.
Trois auteurs face à leurs lectrices.
15 h. 15 Série : La grande aventure de James Onedin. « Le vent de la fortune ».
19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.
20 h. 35 Dramatique : « la Divette ». Réal. A. Gianetti. Avec A. Magnani, M. Ranieri.

Pendant la guerre de 1914, Flora, qui chante dans les cafés-concerts, doit donner un récital devant des blessés.

22 h. 5 Emission littéraire : Italiques, de M. Gilbert.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Feuilleton : John l'intrépide.
20 h. 10 Reportage : Lieux communs. « Les pas perdus ». Réal. P. Camus.
20 h. 35 Théâtre : « les Immigrés », de J. Kraemer. Avec P. Larzille, R. Loyon, Ch. Mutel.

Après avoir fait une enquête sur la population immigrée de Lorraine, Jacques Kraemer a transposé son histoire en fable : l'histoire des anthropomorphes veut être une réflexion sur la situation politique du sous-prolétariat. Cette pièce est jouée par le Théâtre populaire de Lorraine.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Musique-service ; 7 h. 45, En bref ; 7 h. 50, Echec au hasard ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Histoire de la Bourse, avec R. Girault ; 8 h. 32, Mythologie du pont ; 8 h. 50, Université radiophonique : Civilisation de Lepenski Vir, premier habitat urbanisé de l'Europe ; 9 h. 7, Les matinées de France-Culture : Les arts du spectacle ; 11 h., A chœurs vaillants : « Suite profane » et « Suite sacrée », M. Rosenthal ; 11 h. 30, Le texte et la marge ; 11 h. 45, Entretien avec L. Weiss ; 12 h., Orchestre symphonique de l'O.R.T.F. Nord-Picardie, direct. P.-M. Le Conte : « Fatum », Tchaïkovski, « Eugène Onéguine », polonaise et valse ; 12 h. 45, Panorama culturel de la France ;

13 h. 30, Les après-midi de France-Culture ; 13 h. 35, La vie entre les lignes : Chronique de Jean-Louis Curtis ; 14 h. 5, Nouvelles propositions pour l'instruction des sourds ; 15 h., L'ange du bizarre ; 15 h. 35, La musique une et divisible ; 16 h. 5, Ensemble polyphonique de l'O.R.T.F., direct. C. Ravier ; 16 h. 45, La Roumanie culturelle ; 17 h. 45, Un livre, des voix : « l'Imprécateur », de René-Victor Pilhes (réal. G. Godebert) ; 18 h. 30, Réflexion faite ; 19 h. 50, Deux préludes de zarzuelas ;

20 h., Rencontre avec... Jean d'Ormesson, avec J. Duclos, P.-J. Remy, Mᵉ Rheims, P. Morand ; 21 h., Entretiens avec M. Béjart ; 21 h. 20, Les grandes avenues de la science moderne, par le professeur Auger et G. Swetlowsky ; 21 h. 50, En son temps, l'Opéra ; 22 h. 35, Art, création, méthode, par G. Charbonnier ; 23 h., Folklore albanais, par F. Vernillat ; 23 h. 30, Musique.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h., Petites pages musicales : Mélodies d'Amérique ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35, Incognito. Jeu repris à 14 h. 30, 20 h. 25, 23 h. ; 8 h. 40 (S.), Au programme cette semaine ; 10 h., Que savons-nous... du luth : La suite, la sonate, le concerto pour le luth au XVIIIᵉ siècle ; 11 h. 30 (S.), Interprètes d'hier et d'aujourd'hui ; 12 h. (S.), Musique aux Champs-Elysées ; 12 h. 37 (S.), Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30, Les intégrales : Les symphonies de Mozart ; 14 h. 35 (S.), Des notes sur la guitare ; 15 h. (S.), Evénements du monde ; 16 h. (S.), L'âge d'or du concerto : « Musique funèbre pour alto et orchestre à cordes », Hindemith, « Concerto pour piano et orchestre d'harmonie », Stravinski, « Concerto pour violon et orchestre nº 4 en ré mineur », Paganini ; 17 h. (S.), Lyrique : « la Foire de Sorotchinsky », Moussorgski (actes I et II), avec G. Troitsky, A. Klastchiova, A. Ousmanov ; 18 h. 30 (S.), Rhythm and blues ; 19 h. 5, Invitation au concert ; 19 h. 20 (S.), Musique légère ; 19 h. 40 (S.), En musique avec... « Triple concerto », F. Fasch, « Symphonie concertante », extrait, Mozart, « la Petite », Schubert ;

20 h. 30 (S.), Lever de rideau, par R. Stricker, E. Lamneck, clarinettiste, G. Steigerwalt, pianiste : « Sonate arpeggione », Schubert, « Sonate en si bémol majeur, opus 47, nº 2 », Clément, « Sonate en mi bémol majeur, opus 120, nº 2 », Brahms ; 22 h. (S.), Orchestre O.R.T.F. Nord-Picardie, direct. B. Amaducci : « Prélude symphonique », Puccini, « Symphonie opus 12 », R. Strauss, « Comédie italienne », ouverture, A. Benjamin ; 24 h. (S.), La musique et ses classiques : Telemann, Glazounov, R. Casadesus, Milhaud ; 1 h. 30, Nocturnales.

● FRANCE-INTER

Voir émissions régulières.

Samedi 5 octobre

● CHAINE I

12 h. 25 Variétés : Miditrente.
13 h. 30 Magazines artistiques régionaux.
14 h. Carrefour de la guitare.
14 h. 30 La une est à vous, de G. Lux.
18 h. 50 Pour les petits : Bozo le clown.
19 h. Point chaud, d'A. Raisner.
20 h. 15 Documentaire : La vie des animaux, de F. Rossif.
20 h. 30 Dramatique : « la Main enchantée », de G. de Nerval. Adapt. M. Subiela. Réal. M. Subiela. Avec P. Maxence, N. Juvet, A. Mottet.

« La Main enchantée » est une des dernières œuvres écrites par Gérard de Nerval avant son suicide en 1855. La magie, l'amour et la « démesure » sont les trois thèmes principaux de cette première émission des « Classiques de l'étrange ».

22 h. Les chemins de la musique, de B. Monsaingeon. « L'esprit viennois en musique ».
Avec Paul Badura-Skoda, pianiste.

● CHAINE II (couleur)

13 h. 30 Magazines artistiques régionaux.
14 h. 30 Magazine : Aujourd'hui madame.
Le rôle des femmes dans la vie politique.
17 h. 45 Promenade aux Antilles ou Français des tropiques, de C. Anglade.
18 h. 45 Actualités de l'histoire, de G. Elgey. « Les débuts de la IIIᵉ République ».
19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.
20 h. 35 Variétés : Top à Ivry Gitlis.
21 h. 50 Série : Le comte Yoster a bien l'honneur. « Trop d'ambition ».
22 h. 25 Samedi soir, par Ph. Bouvard.

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Magazine : Des formes et des couleurs.
20 h. 35 Reportage : Brésiliens d'Afrique. « Africains au Brésil », de P. Verger. Réal. : Y. Bellon.
21 h. 30 Variétés : Libre parcours, d'E. Griliquez.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Musique service ; 7 h. 45, En bref ; 7 h. 50, Disques ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Histoire de la Bourse, avec A. Babeau ; 8 h. 32, Aventure chevaleresque ; 9 h. 7, Le monde contemporain, de J. de Beer et F. Crémieux ; 11 h., La musique prend la parole : Pierre Boulez (7) ; 12 h., Les cadres responsables de notre temps : On vous enseigne quoi, pour quoi faire ? ; 12 h. 45, Panorama culturel de la France ;

13 h. 30, Présence des arts ; 14 h. 30, Samedis de France-Culture : Biologie, philosophie et poésie, par D. Bulcan (réal. J.-R. Weiz) ; 16 h. 25, Orchestre symphonique de l'O.R.T.F. Alsace, direct. R. Albin : « Une nuit sur le mont Chauve », Moussorgsky, « Peer Gynt », Grieg ; 17 h. 10, En soliste : C. Ragossnig (luth) ; 17 h. 30, Cinémagazine, par Ph. Esnault ; 18 h. 30, Allegro, de J. Chouquet : « Tout l'humour du monde » ;

20 h., Nouveau répertoire dramatique. « Comme un aveugle sur l'autoroute », de C. Semprun-Maura, avec A. Cuny, L. Bellors, N. Borgeaud, P. Pernet (réal. C. Roland-Manuel) ; 22 h., Sciences humaines : De l'abus des médicaments (1), par M. Didier ; 22 h. 30, Café-théâtre, par Y. Taquet : la Cour des miracles ; 23 h. 15, Bureau de poésie ; 23 h. 35, Poème en liberté.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h. 40 (S.), Actualités d'hier : « la Traviata », extraits, Verdi ; 8 h. 35 (S.), Musique à la une, jeu de C. Samuel ; 10 h. (S.), Pour l'amateur de stéréophonie : « Danses villageoises », Grétry, « Quatuor à cordes en ré majeur », Franck ; 11 h. (S.), Evénement stéréophonique de la semaine ; vers 11 h. 30 (S.), Relais de la radiodiffusion sarroise : « Quatuor à cordes en mi bémol majeur, opus 5, nº 11 », F. Kramar-Krommer, « Octuor en si bémol majeur », Myslicevek ; 12 h. (S.), Variétés actualité ; 12 h. 37, Sortilèges du flamenco ;

13 h. (S.), Studio 107, par R. Stricker ; 14 h. 30 (S.), Aux quatre vents stéréo ; 15 h. (S.), Récital d'orgue : Danise-Françoise Rogé ; 15 h. 30 (S.), Orchestre de l'O.R.T.F. Nice-Côte d'Azur : « Ouverture en si bémol », Th. Arne, « Sérénade nº 1 en ré majeur », Mozart, « Un jour d'été », Prokofiev, « Deuxième concerto pour orchestre », Petrassi ; 16 h. 40 (S.), Perspectives du XXᵉ siècle. Ensemble polyphonique de l'O.R.T.F., direct. Ch. Ravier : « Cinq madrigaux », Monteverdi. Chœur de chambre et ensemble instrumental de l'O.R.T.F., direct. J.-P. Kreder : « Canti di prigiona », Dalla Piccola, « Magnificat », Berlioz ; vers 17 h. 45, Musique des peuples du monde : Syrie ; 18 h., Magazine musical ; 18 h. 15 (S.), Groupe de recherches musicales O.R.T.F. ; 18 h. 30 (S.), Récital de piano Walter Chodak (Haydn, Gershwin, Brahms) ; 19 h. 5, Jazz, s'il vous plaît ;

20 h. (S.), Le tour du monde des auditeurs. Adieux à l'Espagne : Albeniz, Mompou ; 21 h. 30 (S.), Perspectives du XXᵉ siècle. Orchestre de chambre de l'O.R.T.F., direct. M. Tabachnik : « Purlieu », Nunes, « Variations pour orchestre », Berio, « le Combat de Tancrède et Clorinde », Monteverdi ; 23 h., Musique légère ; 24 h., La musique française au XXᵉ siècle : En compagnie de Claude Debussy ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

● FRANCE-INTER

20 h. 15, La tribune de l'histoire : « Vivre au Far-West », d'A. Castelot (réal. A. Barroux).

Dimanche 6 octobre

● CHAINE I

9 h. Tous en forme.
12 h. La séquence du spectateur.
12 h. 30 Jeu : Réponse à tout.
13 h. 20 Variétés : L'inconnu du dimanche.
13 h. 45 Jeu : Le dernier des cinq.
14 h. 30 Sport et variétés : Le sport en fête.
17 h. 5 Dramatique : « Une poignée de main », de R. Fallet. Réal. J.-P. Sassy. Avec A. Oumansky, R. Jacquet, F. Gag.
Deux spéléologues face à la mort au cours d'une expérience.
18 h. 5 Magazine : La France défigurée, de M. Péricard et L. Bériot.
18 h. 40 Entracte, de P.-L. Mignon.
19 h. 10 Les musiciens du soir, de S. Kaufmann.
20 h. 55 Film : « Seule dans la nuit », de T. Young (1967). Avec A. Hepburn et A. Arkin.
Une jeune femme aveugle reçoit dans son appartement la visite de trois gangsters qui veulent récupérer une poupée contenant de la drogue. L'infirme — qui ignore tout de cette affaire — leur résiste.
D'après une pièce de Frédéric Knott, un suspense très bien agencé. Angoisse, frissons de terreur et la performance d'Audrey Hepburn.

● CHAINE II (couleur)

12 h. 30 Inf 2 dimanche.
13 h. Concert : Orch. national de l'O.R.T.F. dirigé par J. Doussard. Avec R. Crespin.
« Werther » (Massenet) ; Lieder (Wagner) ; « le Spectre de la Rose » (Berlioz).
13 h. 30 Reportage : Le roman de la Louisiane. « Les Sassakus vivront ».
14 h. 30 Film : « la Trahison du capitaine Porter », de A. de Toth (1962), avec R. Scott et L. Barker.
Au Texas, en 1869, un officier de l'armée fédérale cherche à placer la justice au-dessus de ses passions et va jusqu'à compromettre son honneur militaire.
Un western réduit au schéma du western. Pour « passer le temps ».
15 h. 50 Forum des arts, d'A. Parinaud.
16 h. 50 Jeu : On en parle, de J. Chabannes.
17 h. 25 Jeu : Familion.
17 h. 55 Télé-sports.
19 h. 30 Documentaire : Les animaux du monde, de F. de La Grange.
20 h. 35 Emission artistique : Fernand Léger. Réal. D. Lecomte.
21 h. 30 Reportage : Cas de conscience. « Une mère et sa conscience professionnelle », de J. Locquin.
22 h. 35 Ciné-club : Festival Losey. « Cérémonie secrète » (1968), avec E. Taylor, M. Farrow, R. Mitchum (v.o. sous-titrée).
A Londres, une jeune fille riche, orpheline, névrosée, cherche à retrouver l'image de sa mère dans une prostituée qu'obsède la mort de sa fillette. Un homme vient troubler les rapports ambigus des deux femmes.
Poussant un conflit psychologique bien déterminé jusqu'à un point limite, Losey réaffirme dans ce film tragique son goût du paroxysme et refait le constat critique d'une faillite.

● CHAINE III (couleur)

19 h. 40 Récit : Les éclaireurs du ciel. « Cauchemar ».
20 h. 35 Essai dramatique : « la Traversée », de Youri. Avec M. Auclair, C. Rouvel, S. Shelley.
Rencontre éphémère entre un homme et une femme, le temps d'une traversée.
21 h. 30 Ecrans sans frontières : « L'oiseau de papier ».

EMISSIONS RELIGIEUSES ET PHILOSOPHIQUES

DIMANCHE 6 OCTOBRE

FRANCE-CULTURE

7 h. 15, Horizon, de J. Bourdarias ; 8 h., Orthodoxie et christianisme oriental ; 8 h. 30, Service religieux protestant ; 9 h. 10, Ecoute Israël ; 9 h. 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : « Le Grand Orient de France » ; 10 h., Messe. Prédication du Père Carré.

TELEVISION

9 h. 15, A Bible ouverte : « Amos » ; 9 h. 30, Foi et Traditions des Chrétiens orientaux ; 10 h., Présence protestante ; Le jour du seigneur : « Lire la Bible » ; « Une expérience pastorale à Taverny » ; 11 h., Messe célébrée à l'église Notre-Dame de Taverny ; prédication du Père Jorens.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Disques ; 7 h. 45, Emissions philosophiques et religieuses ; 11 h., Regards sur la musique : « Stabat mater », Verdi ; 12 h., Ma non troppo, de J. Chouquet ; 12 h. 45, Orchestre symphonique de l'O.R.T.F. Nord-Picardie : « Karelia », Sibelius, « Valse triste », Sibelius, « Huitième symphonie » Dvorak ;

13 h. 45, Le monde insolite ; 14 h. 15, « Douze hommes en colère », de R. Rose, interprété par les comédiens-français ; 16 h. 15, Grandes réalisations discographiques : « Roméo et Juliette », Prokofiev, Orchestre de Cleveland, direct. L. Mazel ; 16 h. 30, Entretien avec Konrad Lorenz, par E. Laurent (7) ; 17 h. 25, Concert au Théâtre des Champs-Elysées par l'Orchestre de l'Association des concerts Pasdeloup, direct. P.-M. Le Conte, avec D. Bourgue, cor, J.-J. Gaudon, trompette : « Ouverture académique », Brahms, « Concerto pour trompette et orchestre », Haydn, « Concerto nº 2 en mi bémol pour cor et orchestre », R. Strauss, « Symphonie nº 3 en mi bémol majeur, opus 55 l'Héroïque », Beethoven ; 19 h. 10, Le point du septième jour, magazine de l'actualité parlée ;

20 h., « Daphnis et Alcimadure », de Mondoville, réalisation musicale R. Blanchard (en langue d'oc), avec J. Chamonin, Ch. Chateau, Ph. Langridge, N. Jen Kins, Orchestre de chambre O.R.T.F., direct. R. Nowington ; 22 h. 30, Libre parcours variétés, Avignon : Percussion Experience Groupe Bernard Lubat ; 23 h. 15, Tels qu'en eux-mêmes : Marcel Pagnol.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h., Nos disques sont les vôtres ; 9 h. (S.), Dimanche musical ; 10 h. 30 (S), Les meilleurs disques de l'année ; 12 h. 35 (S.), Du Danube à la Seine ;

13 h. (S), Orchestre symphonique O.R.T.F. Alsace, direct. H. Steiner, avec Odette Meyer-Siat, violoniste : « Concerto pour violon et orchestre en ré mineur », Schumann, « Symphonie nº 4 en mi bémol majeur », Bruckner ; 14 h. 30 (S.), La tribune des critiques de disques : « Etudes transcendantes pour piano », Liszt ; 16 h. 15 (S.), Voyage autour d'un concert : Mozart ; vers 17 h. (S.), Orchestre symphonique de la radio bavaroise, direct. K. Boehm : « Symphonie nº 2 en si bémol majeur », Schubert, « Ein Heldenleben opus 40 », Strauss ; 18 h. 15 (S.), Voyage autour d'un concert : Berlioz, Schoenberg ; 19 h. 25 (S.), Jazz vivant ;

20 h. 30 (S.), Grandes rééditions classiques : « Symphonie en ut majeur nº 1 », Bizet, « Variations Diabelli », extrait, Beethoven, « Concerto pour clarinette en fa mineur », Weber ; 21 h. 45 (S.), Nouveaux talents, premiers sillons. Le Canada Brass. Quatuor d'anches français Paul Pareille ; 22 h. 30, Les grandes voix humaines ; 23 h., Novateurs d'hier et d'aujourd'hui ; 1 h. 30 (S.), Sérénades.

● FRANCE-INTER

(Voir émissions régulières.)

ÉMISSIONS CULTURELLES
(Paris 312 mètres.)

SAMEDI 5 OCTOBRE

14 h. 30, Regards sur la science ; 15 h. 30, Université radiophonique et télévisuelle internationale ; 16 h. 38, Mythologie du Pont ; 17 h. 40, Chronique de l'UNESCO.

DIMANCHE 6 OCTOBRE

9 h., Histoire de la Bourse ; 15 h. 30, l'Aventure chevaleresque.

Lundi 7 octobre

● CHAINE I

12 h. 30 Variétés : Miditrente.
14 h. 30 Film : « Comme un cheveu sur la soupe », de M. Regamey (1957), avec L. de Funès, N. Adam, J. Jouanneau.
Un auteur de chansons à qui rien ne réussit veut se suicider, n'y arrive pas et fait appel à des tueurs à gages.
La naissance du personnage de Louis de Funès dans un film malheureusement très en-dessous de son talent comique.
18 h. 20 Magazine : Au-delà des faits.
18 h. 40 Pour les petits : Reinefeuille.
18 h. 50 Pour les jeunes : Sur mon cahier.
20 h. 15 Feuilleton : Etranger, d'où viens-tu ?
20 h. 30 Feuilleton : « l'Odyssée », d'Homère. Réal. A. Rossi. Avec B. Fhemiu, I. Papas, R. Verley. (6).
Ulysse échappe aux sirènes et à la colère du dieu Soleil.
21 h. 30 Emission littéraire : « Ouvrez les guillemets », de B. Pivot.

● CHAINE II (couleur)

19 h. Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h. 45 Feuilleton : Les oiseaux de Meiji Jingu.
20 h. 35 Actuel 2.
Sujet choisi en fonction de l'actualité.
21 h. 35 Alain Decaux raconte : « les Quatre Sergents de La Rochelle ».

● CHAINE III (couleur)

19 h. Pour les jeunes : L'île aux enfants.
19 h. 40 Magazine : La vie régionale.
20 h. 35 Film : « l'Américain », de M. Bozzufi (1969), avec J.-L. Trintignant, M. Bozzufi, B. Fresson.
Après onze années passées aux Etats-Unis, un homme revient, fortune faite, à Rouen sa ville natale, et rend visite à ses anciens amis
Nostalgie des souvenirs, peinture un peu amère d'une France petite-bourgeoise, Marcel Bozzufi, réalisateur, sait regarder et transmettre le quotidien.

● FRANCE-CULTURE

7 h. 2, Musique service ; 7 h. 40, Disques ; 7 h. 45, En bref ; 7 h. 50, Echec au hasard ; 8 h., Les chemins de la connaissance : Regards sur la science, par R. Roize : L'immunologie, par J.-C. Salomon, Le jeu d'échecs et la science, avec F. Le Lionnais ; 9 h. 7, Les lundis de l'histoire, par P. Sipriot : « la Vie quotidienne à l'Elysée », de C. Dulong ; 11 h., Instruments rares ; 11 h. 30, Un quart d'heure avec... Robert de Saint-Jean ; 11 h. 45, Correspondance Paul Claudel - Jean-Louis Barrault (1) ; 12 h., Evénement-musique ; 12 h. 45, Panorama culturel de la France ;

13 h. 30, Les après-midi de France-Culture : La vie entre les lignes : Chronique de Jean-Louis Curtis : « le Roseau pensant » ; 14 h. 20, Carte blanche : « Rosalinde », de S.-J. Berrie, adapt. P. Morand ; 15 h. 35, Musique ailleurs ; 16 h. 5, Les mémoires d'un spectateur ; 17 h. 5, Actualité ; 17 h. 45, Un livre, des voix : « Chronique des morts », d'Adrien Sainleri (réal. G. Gravier) ; 18 h. 30, Réflexion faite ; 19 h. 50, Disques ;

20 h., Concert à Pleyel. Orchestre national de l'O.R.T.F. Direct. P. Capolongo. Avec le concours de E. Istomin, piano : « Corsaire », ouverture, Berlioz, « Concerto nº 4 en sol majeur pour piano et orchestre, opus 58 », Beethoven, « Concerto nº 2 en fa mineur pour piano et orchestre, opus 21 », Chopin, « Ibéria », Debussy ; 22 h., Indicatif futur, par C. Dupont : La promesse du XXᵉ siècle. Débat au Conseil de l'Europe de Strasbourg ; 22 h. 30, Black and blue, de L. Masson : Le jazz à la Courneuve ; 23 h. 5, Piste rouge, de L. Bérimont ; 23 h. 35, Libre parcours récital au Festival estival de Paris.

● FRANCE-MUSIQUE

7 h. (S.), Petites pages musicales ; 7 h. 40 (S.), Actualité du disque ; 8 h. 35 (S.), Au programme cette semaine : « Sonate nº 21, opus 53 », Beethoven, « la Juive », extraits, Halévy, « Concerto nº 7 pour flûte et orchestre », Devienne ; 10 h., Que savons-nous de... la mort bienheureuse dans l'œuvre de Bach, par C. de Nys ; 11 h. 30, Interprètes d'hier et d'aujourd'hui : Hommage à Joseph Szigeti, violoniste ; 12 h., Folk songs ; 12 h. 37, Nos disques sont les vôtres ;

13 h. 30, Les intégrales : Les symphonies de Mozart ; 14 h. 30 (S.), Sonorités d'autrefois ; 15 h. 30 (S.), Musique de chambre : « Quatuor en la majeur, opus 33, nº 6 », Boccherini, « Quatuor en ré majeur », Boccherini, « Quatuor en mi mineur », Verdi ; 16 h. 30 (S.), Musique à découvrir : « le Retour de Tobie », extraits, Haydn ; 17 h. 30 (S.), Les secrets de l'orchestre : « Concerto brandebourgeois nº 4 en sol majeur », Bach, « Symphonie nº 3 en fa majeur », Brahms ; 18 h. 30 (S.), Visages du jazz ; 19 h. 5, Invitation au concert ; 19 h. 20 (S.), Musique légère ; 19 h. 40 (S.), En musique avec... « la Servante maîtresse », Pergolèse, « Hippolyte et Aricie », Rameau ;

20 h. 30 (S.), Musique ancienne : « Messe en si », extraits, Bach, avec G. Janowitz, Ch. Ludwig, P. Schreier, R. Kerns, H. Ridderbusch, Orchestre philharmonique de Berlin, direct. H. von Karajan ; 22 h. (S.), Correspondances : Beethoven, F. Silcher ; 23 h. (S.), Reprises symphoniques : « Formes pour orchestre », J.-P. Guezec, « Pour onze », P. Israël-Meyer, « Dissensions-Insertions », P. Mestral.

● FRANCE-INTER

(Voir émissions régulières.)

LES TÉLÉVISIONS PÉRIPHÉRIQUES

Lundi 30 septembre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Mannix ; 21 h., *Papa longues jambes*, film de J. Negulesco.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Voyage au fond des mers ; 21 h., *Passion fatale*, film de R. Siodmak ; 22 h. 50, Vacances évasion.
TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Si vous saviez ; 20 h. 40, *le Mariage de Figaro*, de Beaumarchais.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, C'était hier ; 21 h. 15, A vous de jouer Milord ; 23 h. 5, A témoin.

Mardi 1ᵉʳ octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Schulmeister, l'espion de l'Empereur ; 21 h., *l'Evadé de Yuma*, film de Burks.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Daktari ; 21 h., *Ni vu ni connu*, film de Y. Robert.
TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Ardéchois, cœur fidèle ; 21 h. 20, Sports et vie ; 22 h. 30, Basket-ball.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Le renard à l'anneau d'or ; 21 h. 10, En direct avec...

Mercredi 2 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Arsène Lupin ; 21 h., *Père et Fils*, film de Monicelli.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Jason King ; 21 h., *Terrain vague*, film de M. Carné ; 22 h. 40, Vacances évasion.
TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Roy Castle show ; 20 h. 55, Les Wallons du Wisconsin ; 21 h. 50, Entretien.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, *la Bataille de France*, film ; 21 h. 40, Hommage au peintre Dunoyer de Segonzac ; 22 h., Musiques militaires.

Jeudi 3 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., La feuille d'érable ; 21 h., *le Client de morte-saison* : film de Mizrahi.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les incorruptibles ; 21 h., *le Passage du Rhin*, film d'A. Cayatte ; 23 h., Jeu.

TELEVISION BELGE : 20 h. 25, *Un condé*, film d'Y. Boisset ; 21 h. 55, Le carrousel aux images.

TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Temps présent ; 21 h. 35, La voix au chapitre ; 22 h., *la Tanière des brigands*, film de Germi.

Vendredi 4 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Médecine d'aujourd'hui ; 21 h., *la Chatte au fouet*, film de D. Heyes.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Mission impossible ; 21 h., *Capitaine sans loi*, film de C. Brown ; 22 h. 40, Jeu.
TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Ce pays est à vous ; 21 h. 5, Show Adamo ; 22 h. 5, Dossiers de la décolonisation.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Caméra-sport : 20 h. 35, *les Rois maudits*, de M. Druon ; 22 h. 25, Reflets ; 22 h. 50, Jazz.

Samedi 5 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Amicalement vôtre ; 21 h., *la Maison du docteur Edwards*, film de Hitchcock.

TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Bonanza ; 21 h., *La pluie qui chante*, film de Whorff ; 23 h. 10, Jeu.

TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Le jardin extraordinaire ; 20 h. 55, *les Caprices de Marie*, film de Ph. de Broca ; 22 h. 30, Cabaret

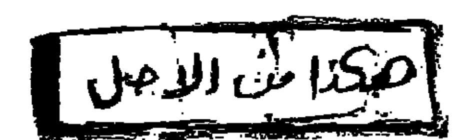
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 5, A vos lettres ; 20 h. 30 Secrets de la mer ; 21 h. 20, Les oiseaux de nuit ; 22 h. 30, Football.

Dimanche 6 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Le grand amour de Balzac ; 21 h., *la Guerre privée du major Benson*, film de J. Hopper.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Les mystères de l'Ouest ; 21 h., *Marqué par la haine*, film de Wise.
TELEVISION BELGE : 20 h. 20, Histoires anglaises ; 21 h. 20, Variétés.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 25, *Goupi mains rouges*, film de Becker ; 21 h. 55, Entretiens.

Lundi 7 octobre

TELE-LUXEMBOURG : 20 h., Mannix ; 21 h., *Deux heures à tuer*, film de Y. Govar.
TELE-MONTE-CARLO : 20 h., Voyage au fond des mers ; 21 h., *l'Aigle à deux têtes*, film de Cocteau.
TELEVISION BELGE : 20 h. 15, A vous de choisir ; 20 h. 35, Les jumeaux millénaires ; 22 h. 5, La vie du cinéma.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h. 15, Destins ; 21 h. 35, A vous de jouer milord ; 22 h. 30, A témoin.



THEATRE *par Pierre-Aimé Touchard*

LES PLAISIRS INVERSÉS

SI la destinée littéraire d'une œuvre paraissait assurée, c'était bien, au milieu de notre siècle, celle du théâtre de Marivaux.

Le Jeu de l'amour, la Double Inconstance, la Seconde Surprise, les Fausses Confidences, jouissaient, à la Comédie-Française et chez Jean-Louis Barrault, d'une interprétation *prestigieuse* dont la perfection paraissait donner leur forme définitive à des chefs-d'œuvre *désormais* incontestés. Presque chaque saison, un nouvel animateur ressuscitait des pièces jusque-là méconnues, et, tour à tour, on « découvrait » : *Arlequin poli par l'amour, les Sincères, les Serments indiscrets, l'Ile des esclaves, le Triomphe de l'amour*. Le public de Giraudoux éprouvait des plaisirs exquis à des raffinements de la sensibilité et de la langue dont le charme se haussait et se fortifiait par la mise au jour, chez Marivaux, de préoccupations sociales courageuses et imprévues. Il ne semblait pas qu'on pouvait aller plus loin, ni dans la compréhension, ni dans la connaissance, ni dans l'admiration d'un théâtre dont la qualité s'inscrivait parmi celles qui composent, dessinent et fixent, de siècle en siècle, le visage du génie français.

Un premier choc vint troubler cette euphorie complaisante, lorsque, en 1954, un curieux érudit, au visage bilieux et au regard lourd, publia un *Marivaux par lui-même* où il dénonçait l'érotisme sous-jacent de ces comédies en apparence si bien élevées. Mais la démonstration était si passionnée que ses excès parurent compromettre la thèse de Paul Gazagne.

Beaucoup plus violente fut la *réaction* des fervents de Marivaux, lorsque Planchon, cinq ans plus tard, osa mettre un lit sur la scène où se jouait *la Seconde Surprise de l'amour*. Pourtant, le courant érotique se serait peut-être à nouveau perdu dans les sables si, la saison dernière, Chéreau n'avait spectaculairement fait du désir *non seulement* le moteur unique mais l'élément essentiel et profond de l'action de *la Dispute*.

En fait, cette tendance était moins révolutionnaire qu'il ne parut, car elle se bornait à pousser à l'extrême l'expression d'un sentiment sous-jacent dans le texte et auquel les metteurs en scène avaient cru devoir conserver sa pudeur première d'expression.

Mais, en même temps que l'érotisme, Planchon avait introduit dans sa présentation de 1959 un élément autrement nouveau, né de sa volonté de renverser brutalement l'attitude millénaire de l'interprète et du spectateur en présence de l'œuvre dramatique. On était en pleine époque brechtienne, et le jeune *Roger Planchon* s'était jeté avec voracité sur cet auteur étranger, dont le didactisme s'accordait avec sa propre vocation pédagogique et dont il avait immédiatement flairé que les théories sur la distanciation lui ouvriraient, en France, *une voie jamais explorée encore*, et donc enrichissante dans le domaine de l'*interprétation des classiques*. La perfection même des mises en scène traditionnelles de Marivaux *ne permettait* plus guère, en effet, même à un Jean Vilar, que d'aspirer à se montrer l'égal de ses prédécesseurs, quitte à élargir leur répertoire par la révélation d'œuvres oubliées, comme *le Triomphe de l'amour*. Il s'agissait toujours de créer, par des moyens de plus en plus savants et subtils, une atmosphère de connivence entre les spectateurs et les personnages. Le point suprême était obtenu lorsque le spectateur s'oubliait et oubliait son temps, ses soucis, sa raison même, jusqu'à s'identifier aux personnages dans la joie d'une communion *parfaite*. Cela créait une sorte de passivité savoureuse qui faisait du spectacle *le type même du « divertissement »* total. Ce n'est qu'ensuite que le spectateur, *si son engagement* dans la vie le lui permettait, retrouvait la liberté de son jugement.

Tout au contraire, la nouvelle école exigeait comme plus viril, comme plus digne, plus honnête et surtout plus efficace, que le spectacle d'une pièce se présente au spectateur dans toute sa complexité — consciente ou inconsciente chez l'auteur, — ses contradictions, ses partis pris, ses oublis, ses mensonges même.

* * *

Toute œuvre est datée : on ne pouvait la juger indépendamment de son époque. Toute œuvre est une affirmation, une prise de position. On ne pouvait en connaître que dans la mesure où l'on savait quels autres choix étaient possibles, quel engagement ou quelle reculade elle exprimait. Bref, loin de s'intégrer *perinde ac cadaver* dans l'univers de l'œuvre, le spectateur devait s'interroger, *tous yeux ouverts*, sur la vérité de cet univers, le condamner ou l'accepter, non seulement comme le fait un juge *soucieux d'objectivité mais comme* s'y trouve contraint un homme en lutte contre la société qui l'asservit, et clairement conscient que le théâtre peut être un des moyens de son asservissement. D'une attitude de compréhension qui se *croyait* généreuse, il *fallait* passer à une attitude de défense légitime, logiquement nécessaire dans un combat dont l'enjeu était la liberté et parfois la vie même.

Le rôle du metteur en scène n'était plus, dans ces conditions, de participer à faire baigner le spectateur dans une atmosphère de « participation », mais, au contraire, de l'arracher sans cesse à une euphorie mensongère et périlleuse en lui décelant sans arrêt les pièges grâce auxquels l'œuvre risquait d'endormir sa vigilance.

C'est ainsi que dès le lever du rideau sur *la Seconde Surprise* Planchon nous montrait les valets complaisants et sournois chuchotant des racontars sur leurs maîtres. Du coup, ceux-ci, avant même d'être vus, perdaient leur auréole, et, malgré leurs costumes à la Watteau, leur langage raffiné, leurs attitudes pleines de pudeur, ils apparaissaient dans leur nature « réelle » *avec leurs travers de « patrons »*, leurs petitesses, leur avarice, leurs appétits vulgaires. *Plus ils jouaient l'élégance du cœur et de la pensée*, plus ils affirmaient sinon leur hypocrisie consciente du moins leur capacité à se mentir à eux-mêmes ; *et plus ils dénonçaient* la médiocrité et l'imposture d'une société, plus ils révélaient ce que, malgré les révolutions, la nôtre a d'identique à la leur et combien le combat demeure nécessaire.

On sait à quel point un tel changement d'éclairage au service d'une conception si nouvelle de la finalité du théâtre apparut sacrilège, et d'autant plus que les nouveaux principes furent souvent exprimés et appliqués avec la naïve lourdeur des néophytes. Il faut pourtant prendre conscience de l'impressionnante adhésion des jeunes générations et se demander si cette vague, en apparence dévastatrice, n'a réellement fait que des ravages.

Est-ce un mal qu'elle nous ait obligés à repenser les œuvres que nous aimions et admirions par tradition, alors *que la perfection même du plaisir* que nous en retirions bloquait dans un cul-de-sac *l'interprétation des chefs-d'œuvre* ? Après le Cartel comme après Racine, *on ne pouvait* plus que s'épuiser dans une imitation stérile ou tout *remettre en cause*. Est-il *certain que* Marivaux, parmi d'autres, ait tout perdu *dans cette aventure, si cruelle qu'elle ait* paru au départ ? De nouvelles « lectures » *de son œuvre nous ont été imposées* qui nous ont déjà permis de mieux *comprendre comment ce théâtre si charmant*, si léger, si gratuit en apparence, avait pu aux dix-huitième et dix-neuvième siècles provoquer des [illegible] si violents.

Bien sûr, cela nous paraît bien étroit de ne considérer dans l'œuvre que son encadrement social, mais n'avions-nous pas trop fermé les yeux sur la violence que porte en elle toute création vraiment originale. Est-ce servir Hugo ou même Dumas père que de présenter *Ruy Blas* comme un divertissement lyrique, alors qu'il apparut comme un scandaleux blasphème aux fidèles de l'Ancien Régime, ou *la Tour de Nesle* comme un innocent mélodrame policier, alors qu'on l'accusa d'être responsable de la création de cercles de débauche et qu'elle outrageait l'image encore sainte de la monarchie ? Où est la fidélité ? Dans l'œuvre « modernisée », asservie à notre plaisir, ou dans l'œuvre rendue à son agressivité première ?

On nous propose de relire Marivaux en nous ressouvenant qu'au dix-huitième siècle les jeunes filles étaient souvent livrées par le caprice des parents à des maris inconnus d'elles et que beaucoup d'entre elles en avaient une angoisse justifiée, que la femme occupait dans la société, et surtout dans la société bourgeoise, une place dégradante et que la défensive était sa préoccupation continuelle. On nous demande de voir tels qu'ils sont et sans les déguisements trompeurs de Watteau ces hommes et ces femmes dont l'oisiveté et l'argent ont fait des fantoches uniquement préoccupés d'eux-mêmes *et inconscients* du scandale social qu'ils représentent. On *nous* demande de nous *rappeler que* le langage est un moyen puissant de *ségrégation et que la préciosité a pu* être considérée comme une provocation... *Pourquoi refuser cet effort ?*

Peut-être nous permettra-t-il, par exemple, de découvrir ce qu'il y a de profondément misanthrope (il employait souvent ce mot en parlant de lui-même) chez l'auteur du *Jeu de l'amour* ou des *Fausses confidences*.

* * *

Relisons d'abord, avec ces préoccupations en tête, la première comédie originale de Marivaux, *l'Amour et la Vérité*. Qu'y voyons-nous : l'amère constatation que l'amour et la vérité ont été détrônés par le vulgaire désir et par la flatterie. Et, aussitôt, voici qu'*Arlequin poli par l'amour* nous en offre l'illustration : *pour venir* à bout des menaces d'une fée perverse qui s'oppose par jalousie à leur amour, deux bergers purs et sincères sont obligés d'utiliser la ruse, la flatterie, le mensonge — de se laisser « polir ». Les héros de *la Surprise de l'amour* ont pris conscience de cette dégradation de l'amour. Celui-ci est mensonge. Il fait perdre la lucidité. Aussi essaient-ils de se connaître. Mais ils en ont à peine le temps, car c'est au charme de l'autre (au désir) bien plus qu'à ses mérites non prouvés que chacun va céder. Se connaître : cette nécessité à la fois morale et stratégique apparaît ici pour la première fois dans cette troisième pièce. Elle va *devenir le leitmotiv* de tout le théâtre de Marivaux. C'est le souci angoissé de *la connaissance de l'autre qui va pousser* à se travestir les héros de *la Double Inconstance*, du *Prince travesti*, du *Jeu de l'amour* et de tant d'autres comédies à vaincre non *seulement* leur peur d'être unis à un être hostile, mais sur*tout la peur de se laisser prendre au* piège de l'amour, de donner son amour à qui ne le *mérite* pas. *L'amour est* l'effroi de ces êtres qui ne pensent qu'à lui, qui ne vivent que pour lui. Et même quand il est pur, comme dans *le Prince travesti*, il risque de trouver un autre amour auquel il s'oppose. C'est ce qui a donné à cette pièce ce climat racinien qui étonna tellement les contemporains et que Daniel Mesguish nous a restitué.

Le théâtre de Marivaux, malgré des dénouements optimistes et factices parce qu'ils étaient imposés par le genre, est une longue galerie de femmes fragiles (1), effarées d'entrer dans la vie, *comme* ces oisillons encore empêtrés dans leur duvet et dont les petites ailes *s'agitent dans l'effroi du premier vol*. Hommes et femmes, chez Marivaux, *sont obsédés par l'angoisse d'aimer et* n'ont pour arme que leur passion de la *connaissance... Mais cette angoisse et* cette passion, le spectateur n'en prendra *conscience que dans la mesure où lui-*même, refusant de se laisser aller à son besoin *d'aimer* les personnages, les pièces, les auteurs, acceptera de les voir *tels qu'ils étaient dans leur milieu et* dans leur époque, fera passer le plaisir de la connaissance *avant le plaisir* d'aimer.

Ainsi les plaisirs sont inversés. Mais pourquoi les refuser s'ils restent des plaisirs, si l'œuvre est assez riche, comme l'est celle de Marivaux, pour soutenir successivement les uns comme les autres, à travers les siècles ?

(1) Et quand la volonté est au service de leur amour, comme dans *le Triomphe*, elles deviennent presque monstrueuses.

La vie du langage

NON, LA MARANDE N'EST PAS MORTE

L'HISTOIRE des mots s'écrit d'abord *sur le terrain*; l'enquête menée par monts et *par vaux, de clocher en clocher*, fournit les résultats que la confrontation avec *les documents* de bibliothèque confirmera et précisera. Il se *trouve que les* lecteurs d'une récente chronique (1) ont spontanément réalisé, à propos de *marande, marander* (la collation, le casse-croûte) dont nous avions déploré la disparition, une de ces irremplaçables enquêtes sur place. Nous avions enterré un peu vite, écrivent nos correspondants, la marande n'est pas morte. La *matière fournie*, il a suffi de l'organiser pour en faire profiter les *historiens* du vocabulaire qui liront ces lignes. Des héritiers *de la méranda* latine vivent encore en France : Où ? Qui les *emploie* ? Sous quelles formes ? Avec quels sens ?

Où ? Apparemment *un peu* partout dans l'aire continentale francophone. En *Belgique* wallonne, « le mot *subsiste dans la région* de Beauraing, en Belgique » (M. Victor Galet, Dinant). Dans les Ardennes, « plus spécialement dans la région de Saint - Hubert » (M. André Schmitz, Bruxelles). En Lorraine, « dans les années 1915-1925, quand je faisais la moisson avec mes grands-parents paysans sur le plateau barrois, mon grand-père, vers les 5 heures de l'après-midi, disait toujours : « J'allons marander », en posant sa faux » (M. L. Chénard, Paris). Dans les Vosges : « Dans mon village d'origine (Charmois-devant-Bruyères)... le nom de *moronde* et le verbe *moronder* sont d'un usage courant. » (M. Michel Fagnot, Longwy-Haut.) Dans l'Est encore « un dérivé de ce mot était encore *employé* il y a quelques années dans certains villages de la Vôge : il s'agissait du *verbe moirander...* » (M. Jean-Claude Martin, Nancy.)

Poursuivons ce tour de France en glissant vers le Sud-Est : « *Marander* : j'ai entendu ce mot, de façon très courante, *il y a* quarante ou cinquante ans, à Saint-Urbain (Haute-Marne) *par* un de mes oncles qui était vigneron... *En particulier, on marandait* au milieu de la journée, l'après-midi, et *même* la *nuit* pendant la vendange, car on faisait *fonctionner le pressoir toute* la nuit. » (M. E. Gérard, Paris). *C'est de Bourgogne, et en particulier* de l'Autunois, que viennent *les* témoignages *les plus* nombreux. Il est improbable que *la Vie du langage soit plus lue* autour d'Autun que n'importe où ailleurs en province ; *ou que* le lecteur bourguignon écrive plus facilement à un journal que d'autres. Nous avons donc lieu de croire que le centre de conservation le plus résistant de nos deux mots est le Morvan bourguignon. Quelques attestations : « Dans la région d'où je suis originaire (l'Autunois, au pied du Morvan), ces deux termes sont couramment utilisés » (M. Claude Lospied, Paris). « Ces deux mots étaient d'usage usuel dans le bassin minier de Montceau... dans les familles ouvrières avant 1914... et aussi dans le nord du Charolais. » (M. Léon Griveau, Chalon-sur-Saône). De M. R. Vilain, universitaire à Villeurbanne : « Le mot *marende* est encore en usage dans le patois des environs de Blanzy, Montceau-les-Mines. » Et de M. Paul-Gabriel Boucé, universitaire également, à Paris : « Mon beau-père, excellent bourguignon, instituteur en retraite, se sert encore volontiers de *marande* pour désigner la nourriture en général et le casse-croûte (collation) en particulier. »

De l'autre côté du Massif *Central*, l'*existence* des deux mots est encore bien signalée : « *La* Souterraine (Creuse) est le centre d'une petite région de *la Marche* (une quarantaine de kilomètres au nord-est de Limoges) *où* de nos jours encore on appelle *marandals* la collation *prise* par les travailleurs des champs en fin d'après-midi, le *plus* souvent avant la traite » (M. Pierre Cotet, Paris). Nous *ne* nous éloignons pas trop avec la Saintonge : « En Saintonge *sûrement*, et vraisemblablement en Vendée, en parlant du goûter de quatre heures, on dit toujours « faire *marandou* ». Mais je n'ai *jamais entendu* ce mot comme substantif, je n'ai jamais en*tendu dire marandouner*. » (Dr Pierre Lafon, Saint-Pierre-d'Oléron).

Le domaine occitan est moins bien représenté en nombre d'attestations ; mais nos deux correspondants sont très affirmatifs. « Puis-je vous signaler que la *mérende* (la collation) et *marendar* (faire collation) sont tout à fait en vie en occitan, au moins dans certains de ses dialectes comme le périgourdin ? » (M. Jean Barbut, Viroflay.) Et M. F. Bozzi, de Roanne : « Etant méridional du Sud-Est, je tiens à vous préciser que ces termes — *mérende, mérender* — continuent à s'employer couramment dans les milieux agricoles et ouvriers autochtones de là-bas »

Marande n'appartient donc à aucun dialecte particulier ; ce *n'est* ni un régionalisme ni un mot de patois, mais un élément du fond national *rural qu'une* enquête plus méthodique attesterait sans doute, avec une fréquence plus *ou moins* grande, dans la France provinciale. Est-il également employé par toutes les générations là où il vit encore ? Certainement pas. Plus de la moitié des lettres se réfèrent à la période 1910-1930 et laissent entendre que *le* mot ne subsiste aujourd'hui que dans le vocabulaire *des* gens âgés. Cependant les affirmations d'une survivance *actuelle* générale, ne manquent pas.

La forme d'un mot est fixée quand les dictionnaires l'enregistrent sans contestation et (de nos jours) quand la radio et la télévision l'utilisent sans variante de prononciation appréciable. Marande et marander sont absolument inconnus du français central et officiel ; on devait donc s'attendre à des variations morphologiques assez importantes. Il y en a en effet, mais d'amplitude *faible* ; sans doute les mots en cause sont-ils bien soutenus par leur armature conçonantique (m-r-nasale-d) ? Le Nord a des formes « marinde », « marède », et l'Est a « moronde » et « moirande ». Dans le reste de la France, les mots ont conservé *leurs formes attendues* : ma-, mé- ou mérende ; les graphies *de nos correspondants diffèrent* bien sûr, puisqu'ils ne peuvent *suivre (et pour cause) celle d'un* dictionnaire.

Les variations sont plus marquées sur l'axe sémantique, celui des *significations*. D'*une façon* générale, *marande* est resté « *appréciatif* ». *Une exception* : « Le pays bourguignon étant par excellence le pays de la bonne chère, on désigne par le mot *marande* tout mets à *l'aspect* peu engageant... On utilise couramment, semble-t-il, la locution peu courtoise : marande de vieille fille. » L'exception s'explique : à côté du vrai repas bourguignon, une collation prise sur le lieu de travail, si substantielle et savoureuse soit-elle, fait petite figure.

La notion de « marande » (ou mérende) n'est pas liée à une heure précise de la journée. L'étymologie que me suggère un correspondant (méridies, le repas qu'on *prend* au *milieu* du jour) est populaire et sans valeur. A travers le courrier, on distingue trois « situations » de la marande ; la *plus* fréquente est celle de l'après-midi, « une fois les travaux des champs accomplis », « en fin d'après-midi, le plus souvent avant la traite », « en parlant du goûter de 4 heures », « entre les travaux des champs et la traite du soir ». Une notation isolée pour le Sud-Est : « la collation qui se prend habituellement vers 8 heures le matin, sur les lieux de travail (une simple tasse de café au réveil) ».

Là où il paraît s'être le mieux conservé, en Bourgogne morvandelle, le mot gagne *du* terrain (sémantique) et en vient à désigner toute nourriture préparée.

La contribution de nos lecteurs est précieuse à plus d'un titre ; elle montre à quel point nous connaissons mal, du français, tout ce qui n'est pas le français conventionnel, et combien nous négligeons les richesses du terroir. Peut-on, à partir de cette contribution, répondre mieux à la question que posait implicitement la chronique : pourquoi marande, mérende, etc. sont-ils à tout le *moins en voie de disparition* ?

La marande est profondément *liée au travail des champs*, et aux modes traditionnels de ce *travail* : *de l'aube au crépuscule*. La journée commence à 5 heures *à la belle saison* ; *d'où une* première marande — le pain de *campagne avec le lard cuit et* souvent le fromage blanc, la *piquette aussi — entre 8 heures* et 8 heures et demie. Le dîner (*notre déjeuner de rats des villes* à une heure, et le retour *aux champs* : *une seconde* marande, vers 6 heures du soir, *quand le travail sur les terres* est terminé et avant que commence *le travail du soir à la* ferme, la traite en particulier. Le capitalisme industriel a évidemment cassé ces rythmes, et la petite bourgeoisie urbaine impose son vocabulaire. Le « *goûter* » *a commencé à supplanter*, et la collation (*ecclésiastique* et *noble*) et *la* marande (paysanne), à la fin du dix-*huitième siècle*. *En 1690*, de Callières *note* : « Donnez-lui des confitures pour son goûter, façon de parler bourgeoise. »

Quant au prolétariat urbain, il a créé ses propres termes pour désigner la pause-repas ; sans doute la marande était-elle trop liée *dans* son esprit à la réalité rurale ? On a donc eu le briquet (*picard*, un gros quignon de pain), le casse-croûte, puis *la gamelle*, qu'on fait *réchauffer*. La moquerie a pu jouer un rôle *non négligeable dans* l'affaiblissement du mot — les pay*sans frais* arrivés à *l'usine* « marandaient », leurs camara*des ouvriers boulottaient* ou cassaient la croûte. Qui donnera *un jour aux* « *Cahiers de lexicologie* » le feuilleton de la *maranda* ?

JACQUES CELLARD.

(1) *Le Monde*, 1er-2 septembre. Il fallait lire : « Dans les pas de v. : v. Wartburg » (et non : « Dans les pages... »), le titre de cette chronique.

Les grands principes et les grands sentiments

(Suite de la page 17.)

Il avoue sa fierté d'avoir introduit cette notion de couple, qui rappelait aux gouvernants les droits individuels des gouvernés. Français, issu d'un des pays — je le pense sincèrement — où le conflit des sexes est à la fois le moins aigu et le plus exprimé, le ministre sait bien pourtant à qui, *même chez nous*, appartenait jusqu'ici la décision ? Sauf dans de très rares *milieux « avancés »*, ce n'était pas souvent à la femme. *Si le ministre hésite à s'en souvenir*, le chiffre atroce des avortements *clandestins recensés* (c'est-à-dire suivis de soins hospitaliers) *lui montrera combien* la volonté de la mère était jusqu'à présent *peu souvent respectée*. Alors, est-il difficile d'établir qui prend *cette décision*, *dans des* pays où très peu de femmes ont un *travail rétribué, c'est-à-dire* la moindre liberté ?

Rappelant ici même que *la* condition des femmes pose le pro*blème des hommes*, de *leur* réticence, de leur recul devant le partage des *responsabilités*, Françoise Giroud pouvait-elle imaginer qu'elle recevrait si vite une aussi éclatante, une aussi internationale *confirmation* ?

Dans le monde syndical on sait qu'une *conquête ouvrière* n'est jamais acquise, que toujours les patrons *tentent de grignoter*, d'abolir les avantages arrachés, arguant *de « conditions exceptionnelles »* ou d'« *impératifs provisoires de l'heure »*. *Il en va* visiblement de même dans le combat *féminin qui vise la simple reconnaissance* d'êtres « libres et égaux en *droits* ». *Le pire, c'est d'être* contraintes de lutter contre ceux que *semblerait* unir à *nous ce* projet commun : l'équivalence de *tous, des peuples* comme des sexes.

Face aux femmes, les gouvernants *exercent au carré* leur habitude du maniement des masses. La sagesse des nations *soupire* « Les conseilleurs ne sont pas les payeurs ». Ils sont encore, bien moins, les payeuses.

DOMINIQUE DESANTI.

SOCIETE

Portrait

Les cassettes et l'animatrice

IL n'y avait pas à dire. Cette maison de retraite était bien, belle même. Les chambres étaient trop petites, bien sûr, surtout quand on doit apporter là tout ce qui vous reste d'une longue vie, tout ce qui a surnagé comme après un naufrage. Il faut trier, donner, jeter, et encore on n'y arrive pas.

Le hall, lui, est superbe. Il impressionne tous les visiteurs, avec ses plantes vertes luxuriantes. Il y a des canapés, un coin télévision. La directrice est bien aussi. Correcte, aimable. Elle part le vendredi soir chez elle, car ici ce n'est pas son chez-elle. Elle est encore jeune, elle n'a pas soixante ans.

Mme C. passe beaucoup de temps dans ce vestibule. Si on lui avait dit cela il y a seulement dix ans, elle ne l'aurait pas cru Elle si difficile, qui trouvait facilement les gens ennuyeux, sans intérêt. Mais sa chambre est si petite qu'il lui semble que ses pensées y tournent comme des mouches, tantôt folles, tantôt poisseuses. Sa fenêtre donne sur le jardin et la campagne. La campagne qu'elle a tant aimée toute sa vie. Mais cette vue, toujours la même, cette pelouse éternelle, ce saule planté là, semble-t-il, depuis le commencement du monde : non, ce n'était pas là une vue. D'ailleurs, quand elle s'allongeait à demi sur son lit, elle ne voyait plus rien qu'un carré de ciel où voyageaient les nuages, indifférents, lointains.

Les heures n'en finissaient pas dans cette petite chambre. Et ses photos, soigneusement disposées, il y avait des moments où elle ne voulait même plus les voir. Alors elle les décrochait, ça faisait un petit changement, et un jour elle les remettait, variant leurs places. Sa mère encore jeune, souriant dans une robe démodée, morte. Sa sœur si vive, si drôle avec son grand chapeau de paille, morte aussi. Et des photos d'enfants qui n'étaient pas les siens. Pas de photo d'un bel homme en uniforme, ou jeune, portant haut la tête, ou vieux, souriant, un arrosoir à la main. Non, pas d'homme ici... Son mariage avait été un ratage. Et les autres ? Laissons-les vivre dans le souvenir, comme des oiseaux qui, brusquement, traversent un instant le ciel et s'enfuient.

L'un était mort, les autres ? Elle ne savait pas, elle ne voulait même pas le savoir Elle avait l'impression que c'était dans une autre vie qu'elle les avait connus. Une vie passée à jamais. Une vie où elle parlait, riait, s'habillait pour le soir, téléphonait. Le téléphone tenait une grande place dans sa vie. Ici, il était dans une cabine, il fallait y glisser des jetons. D'ailleurs, qui attendait vraiment son coup de téléphone ? Et qu'avait-elle à dire ? « Mais oui, je suis bien ici. Vraiment c'est bien. Non ! Ce serait trop gentil ! Un jour, bien sûr, prévenez-moi. »

Elle n'aimait guère les visites. « Venez voir ma chambre. Oui, c'est un peu petit. Mais je m'y trouve bien. » Et les visiteuses jetteraient des coups d'œil furtifs sur tous ces vieux qui peuplent la maison de retraite.

Elle, elle en connaît chaque figure. Et elle connaît leurs passés. Bien fades, des résumés. L'essentiel, ils ne le disent pas sans doute. Ou bien il n'y a rien d'autre. Pourtant si, il doit bien y avoir quelque chose qu'ils ne disent pas. Chacun essaie d'oublier un pan de sa vie dans cet endroit.

Aujourd'hui, c'est dimanche soir. Le jour qu'elle déteste le plus. Ceux et celles qui sont sortis reviennent. Animés, roses, rajeunis dirait-on, pressés de parler de leur journée ou de leur week-end. Les voitures tournent sur le gravier, et ce sont des au revoir criés dans la nuit qui vient. Ils grimpent dans leurs chambres, et, au dîner, on les entendra rire et raconter.

Raconter quoi ? Leurs enfants. Ces enfants si bons qui se souviennent que leur mère est ici (ou leur père, mais les pères sont un peu plus discrets), ils viennent la chercher pour un dimanche « en famille ». C'est bien un peu la corvée pour la bru ou le gendre, mais quoi ! on a de l'éducation. Les enfants sont quand même contents quand tout s'est bien passé, que la journée se termine par ce claquement de portière et par le « grand merci » ; ils sont heureux de rentrer chez eux, le devoir accompli.

Les mères, elles, sont intarissables. A les entendre, leurs enfants sont presque des génies. Ils réussissent, ils ont des autos, des enfants, des maisons. Ah ! ils sont bien, vraiment bien. Une grand-mère sort des photos avec fierté. « Voilà la maison. Voyez ces fleurs ! » Une autre dit : « Voilà mon petit-fils. Presque toujours premier » ou « Voilà ma bru, son père est médecin, et pas un petit médecin, croyez-moi. Ça a tout ce qu'il faut là-dedans », etc.

Et, en effet, sur la photo, la maison a beaucoup de fenêtres, la grand-mère pourrait peut-être avoir là... Elle n'a pas l'air d'y penser, elle est fière de la maison.

Les riches et les pauvres

Ici, il y a les riches et les pauvres. Les riche paient une partie de leur pension. Pour les pauvres, c'est l'Etat qui paie tout. D'où jalousie de part et d'autre. Les riches préféreraient ne pas payer, mais puisqu'ils paient ils aimeraient avoir plus de considération que les autres. Meilleures chambres, plus d'attentions de la part du personnel. Et les pauvres surveillent chaque geste, ils supportent mal la moindre différence.

Les riches se groupent volontiers entre eux. Ils ont eu, eux, des « situations ». Ils ne les ont plus, d'accord. Mais enfin il les ont eues. Dans le bâtiment, ou le commerce, ou dans d'autres métiers. Les autres ont été artisans, employés, contremaîtres, ou bien ils ont fait de mauvaises affaires. Eux aussi montrent des photos s'ils trouvent quelqu'un pour s'y intéresser et se vantent de leurs enfants.

Et ainsi, tous ceux qui ont des enfants ont leurs cassettes. Ils les ouvrent, en sortent les bijoux, les font briller, les retournent entre leurs doigts, les remettent doucement en place, et cela leur réchauffe le cœur comme le faisait l'or aux mains des avares dans les comédies. Ceux qui n'ont pas d'enfants sont les vrais pauvres des maisons de retraite. Parler d'un neveu ? Si adorable soit-il, il faudrait qu'il soit ministre ou ambassadeur, car la gloire, n'est-ce pas, c'est qu'on ait donné « l'éducation » qui a fait la réussite, la promotion. L'enfant, le fils, la fille peuvent être égoïstes, intéressés, brutaux. N'importe ! Il gagne de l'argent ou bien il a des enfants, une maison, la considération des voisins, et s'il n'a rien de tout cela, on le lui invente.

Ah ! ces cassettes, Mme C. en avait plein le dos !

Il ne fait pas non plus bon dire qu'on a eu de l'argent autrefois, une voiture, des robes, si c'est l'Etat qui paie aujourd'hui pour vous.

Un sage

Quand elle est déprimée dans le vestibule autant que dans sa chambre, Mme C. essaie de trouver M. L. pour se réconforter un peu.

Lui, c'est un sage. Il a eu fils, mais il est parti à l'étranger il y a longtemps. Il n'écrit qu'au Nouvel An et le père ne sait presque rien de lui. Il n'envoie pas de mandats ni de photos. On ne sait même pas s'il est marié.

Quant au père, sa femme est morte il y a dix ans. « C'était une femme convenable, dit-il, lentement, oui, convenable ». Et cet adjectif dans sa bouche prend tout son sens. On comprend tout de suite que sa femme lui convenait en tout et que c'est bien dommage qu'elle ne soit plus là.

Il a raconté sa vie, lui aussi. Il était pauvre dans sa Bretagne. Un cousin lui a écrit qu'il vienne en Normandie, qu'il y aurait du travail au moment des foins et qu'après il trouverait peut-être autre chose. Alors il s'est mis en route, à pied.

Dans ce temps-là, c'était encore la « louée ». On se rassemblait sur la place du bourg et les patrons venaient vous chercher pour la journée. Pour quelques sous, la boisson et le pain, on faisait l'ouvrage jusqu'au coucher du soleil. Si le patron était content, il vous retenait pour le lendemain.

Il se plaisait malgré tout dans ce coin-là. C'était plus riche que chez lui. Il fit comme son cousin : il épousa une fille du pays. Celle de son cousin était fille d'aubergiste, la bonne aubaine : une fille gentille et pas de fils dans la maison. Lui, la sienne n'avait pas grand-chose. Le dommage, c'est qu'elle n'ait pu faire d'études. Si vive, si intelligente, si brave. Elle faisait les comptes de tout le monde, et ceux de sa cousine pour commencer. Ah ! oui, c'était une femme vraiment convenable.

Il apprit vite un métier, et bientôt il sut faire les roues. Charron, quoi ! Et puis, il se mit dans la tête de faire aussi les caisses et après il vous faisait des charrettes anglaises sans le secours de personne. On venait lui en commander des châteaux et des villas du bord de mer. Il commençait à y avoir des autos, mais on pensait qu'il y aurait quand même toujours des chevaux dans les maisons riches.

Avec cette guerre qui est venue (ah ! quel mauvais temps ! Comme il s'était ennuyé pendant quatre ans), tout a changé. Les gens ont fini leurs charrettes et n'en ont plus commandé. Il a continué avec les chars à foin et comme ça jusqu'aux tracteurs. Alors, là, ça a été complètement fini. Après, il a bricolé à droite et à gauche. Lui et sa femme, ils ont toujours pu « s'en tirer ». Seulement elle est tombée malade. Les médecins, le pharmacien : presque tout y a passé. C'est pour ça qu'il est venu là. Il ne se plaint pas. Il trouve le lit bon, il aime beaucoup la télé et il a trouvé des camarades pour jouer quelquefois aux cartes.

« Enfin ! »

Sa cassette, ce serait plutôt son métier qu'il aimait tant. Mais une fois qu'il a raconté l'histoire, il n'y a plus guère à y revenir. Tandis que les enfants, il leur arrive toujours du nouveau.

Mme C. s'asseoit auprès de lui. Il n'est pas trop bavard, mais ses réflexions sont justes, justes comme un mouchoir bien plié. Et comme ça, elle n'est pas obligée d'aller admirer les cassettes. Voilà que la directrice arrive à son tour. Après elle, descend de la voiture une autre personne. Ça doit être cette animatrice dont on a parlé.

Personne n'a été emballé à l'idée d'avoir une animatrice, une veuve paraît-il. Les riches et les pauvres pensent qu'ils ne sont plus des enfants et ils n'ont guère envie d'apprendre des jeux ou de faire des ouvrages à l'âge qu'ils ont. « On a assez travaillé » disent ceux qui ne se gênent pas pour parler haut.

La directrice a le sourire. Elle frappe dans ses mains. Les conversations s'arrêtent. « Mesdames, et vous aussi messieurs, dit-elle, voici Mme Toulet dont je vous ai parlé. »

Et ils voient avec stupéfaction une petite bonne femme, haute comme trois pommes. Ses joues sont lisses. Ses cheveux pâles sont tirés en arrière, une petite queue de cheval est réunie par un ruban. Elle sourit, elle a un sourire d'enfant.

« J'espère, dit-elle d'une voix claire, que nous nous ente.. rons bien. Je ferai tout ce que je pourrai pour vous, mais rien n'est obligatoire. » Et elle sourit encore. On dirait Alice au pays des merveilles. « Déjà veuve ! » pensent-ils tous. En effet elle est en noir, comme autrefois.

Mme C. sent comme quelque chose qui s'en va de - poitrine, comme un noyau qui ne passait pas, ou même un chat installé là depuis si longtemps qu'elle ne le sentait plus. Elle aussi, elle se sent sourire. « Enfin ! » se dit-elle. Et elle voit ces cassettes maudites qui vont rentrer dans les armoires.

EDMÉE RENAUDIN.

Auteur d'« Edmée au bout de la table » (Stock).

QUERELLE AU VILLAGE

L'institutrice faisait des fautes d'orthographe...

UNE querelle divise actuellement les habitants de Villiers-Adam (Val-d'Oise). Au centre de cette querelle, l'école primaire et plus particulièrement sa directrice que des parents jugent incompétente. En signe de protestation, quinze familles — soit dix-huit enfants sur cinquante — observent depuis le jour de la rentrée une grève scolaire. D'autres familles, au contraire, soutiennent cette enseignante.

Coquet village — peuplé à l'origine d'agriculteurs — Villiers-Adam compte maintenant près de sept cents habitants. La plupart des nouveaux *résidents* travaillent à Paris, qui n'est qu'à quelque 40 kilomètres, et se rangent dans une catégorie *socio-professionnelle* nettement plus élevée que la majorité des anciens habitants. Plus instruits, plus « *évolués* », selon leurs propres termes, les parents qui sont à l'origine de la grève scolaire entreprise le 16 septembre sont les leaders de l'association des parents d'élèves, affiliée à la fédération Cornec. Ils estiment en tout cas être plus capables que d'autres de s'apercevoir de l'incompétence de l'institutrice, qu'ils souhaitent voir partir. Ses partisans, tout aussi acharnés, appartiennent dans l'ensemble à un milieu social plus modeste. Ils sont sensibles notamment à l'affection qu'elle porte aux enfants. Il y a ceux aussi, disent ses adversaires, « *qui, comme elle, vont à l'église et la soutiennent par charité chrétienne* ».

Ancienne élève d'une école normale d'institutrices, Mme Valette commence, à près de cinquante ans, sa huitième année d'enseignement à Villiers-Adam, avec les enfants des deux années de cours élémentaire. Les reproches qui lui sont faits portent d'abord sur les fautes d'orthographe et les erreurs qu'elle commet pendant ses cours. Des cahiers des années précédentes sur lesquels sont collés des textes écrits et polycopiés par l'institutrice en témoignent. Des parents grévistes reprochent, d'autre part, à l'institutrice de ne pas veiller à la discipline : « *Dans sa classe, les enfants parlent, se lèvent...* » Il y a enfin le cas des enfants du « *sauvetage* ». Abandonnés par leurs parents ou retirés à leur garde pour mauvais traitements, plusieurs d'entre eux ont été confiés à des familles de Villiers-Adam et fréquentent l'école communale. Ils souffrent notamment d'une grande inadaptation scolaire, et seraient, selon les parents contestataires plus à leur place dans une école spécialisée.

« Pas de chance »

La querelle est déjà ancienne. « *Il y a sept ans,* raconte une mère de famille gréviste dont la dernière fille devrait être élève de Mme Valette, *nous avions un fils dans sa classe. Seuls à nous apercevoir du problème, nous avons vu l'inspecteur d'académie. Celui-ci nous a répondu que « nous n'avions pas de chance », et nous a conseillé d'inscrire notre fils à l'Isle-Adam, commune proche de Villiers-Adam.* » Mais l'inspecteur d'académie estime que Mme Valette n'a pas commis de faute professionnelle.

Le maire de Villiers-Adam, M. Godard, soutient activement les parents contestataires. Outre son incompétence, il reproche notamment à la directrice de passer d'importantes commandes de fournitures sans en référer à la mairie et sans savoir si le budget le permet. Il a adressé une requête à l'inspecteur d'académie, mais aussi à M. Michel Poniatowski, ministre de l'intérieur et maire de L'Isle-Adam

Les dernières élections municipales ont d'ailleurs accru les difficultés. Trois listes étaient en présence, toutes trois sans étiquette politique précise : celle du maire, et sur laquelle figurait l'autre instituteur qui, lui, est communiste ; une liste sur laquelle était inscrite Mme Valette ; enfin une troisième, celle de l'ancien maire, où figurait notamment le nom de l'actuel président de l'Association de parents d'élèves, un des leaders de la grève. « *Ce qui,* constate le maire, *ne nous empêche pas de nous entendre et prouve que le problème n'est pas politique.* »

Un directeur « rouge »

Tel n'est pas l'avis de Mme Valette, soutenue par une toute neuve association autonome de parents. D'allure sportive et énergique, elle n'en parle pas moins d'une voix douce et posée qui confirme son attitude maternelle et affectueuse envers les enfants, que personne, même parmi ses adversaires, ne lui conteste. Les fautes d'orthographe, qu'elle ne nie d'ailleurs pas, sont, selon elle, accidentelles et servent de « *prétexte* » à ses adversaires qui n'ont rien « *de plus consistant* ». En fait, estime-t-elle, « *c'est la discipline du parti communiste qui joue. Il y a un chef de cellule qui leur dit de ne pas mettre leurs enfants en classe pour me faire partir. Ils veulent un directeur « rouge ». Ils ont leurs idées, c'est leur droit, mais c'est lamentable de s'en servir pour balayer tout le reste* ».

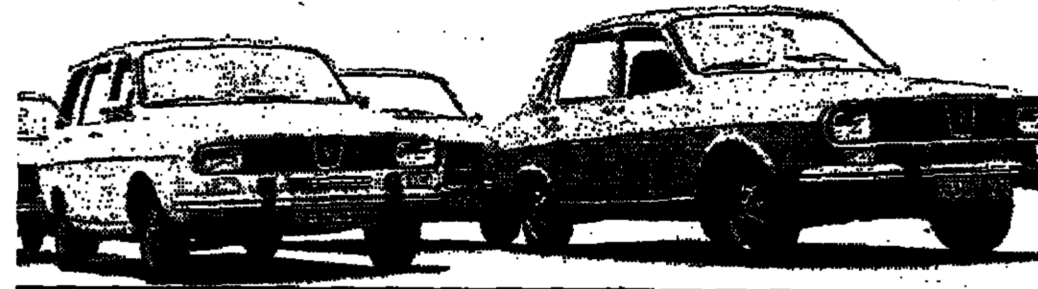
Certains aspects de son enseignement, critiqués par les parents grévistes, ont, explique-t-elle, été jugés « *excellents par l'inspecteur* ». Deux de ses élèves, affirme-t-elle en outre, ont fait leurs deux années de cours élémentaires en un an et ont obtenu ensuite de bonnes notes. Quant à la discipline, elle se déclare hostile « *à celle des mauvaises notes et des points en moins* », plus attachée à celle du « *contact* » entre les enfants et elle et à une « *discipline de vie* » commune aux enfants et à elle-même ».

« *On me reproche,* ajoute-t-elle, *de m'occuper des attardés mentaux. Si je ne le faisais pas, je ne sais pas qui s'en occuperait. Or ce ne sont pas des attardés mentaux, simplement ils ne sont pas fils d'ingénieurs... Pour moi, tous les enfants sont pareils.* » Quoi qu'il en soit, elle n'envisage pas de partir : « *Beaucoup de gens dans le village,* explique-t-elle, *ont du respect et de la sympathie pour moi.* » « *Si j'avais senti le pays contre moi,* conclut-elle, *je ne serais pas restée.* »

Seul point commun entre Mme Valette et ses adversaires : tous attendent la solution de l'inspecteur d'académie. En attendant, la tension est vive entre partisans et opposants de Mme Valette. On choisit même son épicier selon qu'il lui est favorable ou non, tandis que tel enfant gréviste se fait traiter de « *communiste* », tel autre de « *paresseux* ». Le climat à l'intérieur de certaines familles n'est pas davantage épargné. Les enfants de Mme Valette, par exemple, sont très liés avec les aînés d'une famille contestataire, qui n'approuvent pas tellement l'attitude de leurs parents...

CATHERINE ARDITTI.





A CAGNES-SUR-MER

M. CHIRAC A AFFERMI SON AUTORITÉ SUR LES ÉLUS U.D.R.

De nos envoyés spéciaux

Cagnes-sur-Mer. — En conclusion des journées parlementaires de l'U.D.R., réunies les 26 et 27 septembre à Cagnes-sur-Mer, M. Jacques Chirac devait dire la vérité aux Français. Il a également dit leurs vérités à ses « compagnons » de l'U.D.R.

Aux Français, le premier ministre a rappelé les données essentielles de la situation économique, décrivant les mesures prises et celles qui pourraient encore intervenir. Il a certes ajouté, deci delà, une précision à propos des salaires ou le rationnement de l'essence, par exemple, sans toutefois apporter de révélation vraiment fondamentale. On notera, toutefois, l'allusion à la nécessité de maintenir le niveau des salaires au-dessus de celui des prix. Surtout, en s'affirmant responsable, personnellement, de la réussite du plan de redressement, M. Chirac a voulu montrer à ses amis qu'il faisait sienne complètement la politique définie par le chef de l'Etat et qu'il comptait bien retirer un jour bénéfice de l'éventuel succès de celle-ci. Il s'est appliqué à faire comprendre aux élus de son parti qu'il serait malséant de leur part de critiquer un premier ministre au moment où les charges sont si lourdes et il leur a demandé une sorte de sursis jusqu'au redressement des équilibres extérieurs.

Aux parlementaires U.D.R., M. Chirac a dit leurs vérités sans trop s'embarrasser de nuances. Avec un réalisme brutal, le premier ministre a rappelé que l'intérêt bien compris de chacun de ses auditeurs est de conserver son mandat électoral. Il a, plus discrètement, laissé entendre que son intérêt, à lui, est de disposer, à l'Assemblée nationale, du groupe le plus important de la majorité présidentielle. Il s'est même fait fort de ramener au Palais-Bourbon, au début de la prochaine législature, « cent cinquante députés U.D.R. au moins » s'il conduisait lui-même la majorité aux élections législatives. Celles-ci devraient normalement se dérouler en 1978, à l'échéance prévue. M. Chirac a aussi, avec la même assurance, garanti qu'une investiture unique de la majorité présidentielle serait accordée. Il a enfin, et en conséquence, menacé d'exclusion tous ceux qui seraient tentés de s'écarter de cette majorité.

Certains, en entendant le premier ministre s'exprimer avec une telle conviction et une telle confiance, ne doutaient pas qu'une sorte de convention avait été conclue entre lui-même et le chef de l'Etat.

S'il s'est exprimé en leader de la majorité et aussi en chef de file des candidats de cette majorité pour la prochaine campagne, M. Chirac s'est surtout comporté en responsable suprême de l'U.D.R.

Il est vrai que depuis quatre mois la voie était libre. Le chef de l'Etat n'étant plus issu de ses rangs, ses « barons » étant quelque peu à l'écart, son secrétaire général ne faisant pas l'unanimité, le parti gaulliste était sans aucun doute à la recherche d'un homme en qui il pourrait s'incarner. M. Chirac avait entamé son entreprise de séduction envers le groupe parlementaire à l'occasion de la réunion de Vélizy-Villacoublay le 3 juillet. Il vient, à Cagnes, de parfaire cette entreprise. Les élus peuvent bien revendiquer une présence organique dans les instances du mouvement, présence qui leur donnerait une sorte de prééminence dans la définition de l'action : cette exigence ne peut gêner le premier ministre, qui a convaincu ses auditeurs de l'utilité de la discipline et a fait disparaître les ultimes préventions dont il était l'objet.

Du côté du mouvement, de graves remous ne sont guère à craindre non plus. Encadré par des « apparatchiks » efficaces tels que M. Tomasini, secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, ancien secrétaire général, ou M. Pasqua, délégué à l'action, M. Sanguinetti, actuel secrétaire général, bénéficie de la caution et de la protection de M. Chirac. Sa mise en cause, si elle devait se poursuivre, ne pourrait sans doute se conclure que par un non-lieu.

Les modifications de statuts qui seront proposées au comité central des 5 et 6 octobre, en visant à intégrer davantage le groupe parlementaire et le mouvement, tendront en réalité à créer un instrument plus cohérent, plus efficace et plus maniable pour le chef du gouvernement. Dans la perspective d'un destin dont les étapes s'esquissent peu à peu.

ANDRÉ PASSERON.

Vendredi, après les interventions de MM. Michel Debré, Robert Boulin, Michel Cointat, dont nous avons rendu compte dans *le Monde* du 28 septembre, M. Jean Valleix (Gironde) souhaite que le Parlement soit associé à la préparation du Plan, cette « ardente obligation » devenue aujourd'hui « une urgente obligation ». M. Antoine Gissinger (Bas-Rhin) demande que la « participation », par laquelle on fera « cesser la lutte des classes », ne soit plus « mise en veilleuse ». M. Guy Guermeur (Finistère) exprime le vœu que les propositions du groupe « *se traduisent rapidement en décisions* ». M. Pierre-Bernard Cousté (Rhône) juge que le plafond de 51 milliards fixé pour les importations de pétrole « *n'est pas raisonnable* » et que le chiffre de 40 milliards eût été préférable. Il estime qu'on ne saurait réduire à un « malentendu » la crise franco-allemande, qui témoigne, selon lui, de « *la prise de conscience que l'Allemagne est la première puissance de la Communauté* ». Il insiste sur la nécessité « *d'une meilleure compréhension franco-allemande* ». M. Jean Bonhomme (Tarn-et-Garonne), qui dit ne pas apprécier chez M. Giscard d'Estaing « *une certaine propension à visiter les prisons plutôt que les hospices* », recommande « *un plan de sauvegarde* » et « *une stratégie de combat* », comportant un prélèvement exceptionnel sur le capital, l'arrêt des dépenses improductives, la mise sur pied d'une économie de guerre.

M. SANGUINETTI : une force de transformation

Après M. Roland Nungesser (Val-de-Marne), M. Alexandre Sanguinetti, secrétaire général de l'U.D.R., souligne que « *le mouvement comprend des élus, donc des électeurs et des militants, qui sont le support de nos élus et les entraîneurs de nos électeurs* ». Il ajoute que les uns et les autres sont « *indissociables* ». Après avoir noté que « *le groupe parlementaire est le fer de lance, l'expression politique du mouvement U.D.R.* », que « *sans lui il n'y a pas de force politique du mouvement* » mais que « *sans les militants du mouvement il n'y aurait pas ce noyau de députés qui représente 63 % de la majorité parlementaire à l'Assemblée nationale* », il précise que l'avenir de l'U.D.R. sera assuré à trois conditions : 1) Qu'elle soit « *une force de soutien* », sans aucune allégeance : « *Il y a*, explique-t-il, *la constatation d'un fait qui nous met dans une voie étroite : comment appartenir à la majorité présidentielle en gardant notre originalité ? Toute solution marginale ou intermédiaire nous condamnerait à être un petit groupe d'appoint. (...) Nous devons adapter tous les jours nos convictions à la réalité et la réalité à nos convictions* » ; 2) Que l'U.D.R. reste « *une force de maintien* » : M. Sanguinetti invite ses amis à maintenir « *tout l'héritage de Charles de Gaulle* », ainsi qu'un certain nombre de valeurs nécessaires dans « *une société de plus en plus permissive* » ; 3) Nous devons être, dit-il, « *une force de transformation* » et non pas seulement de « proposition », formule que le secrétaire général juge trop « modeste ». « *Nous devons continuer à être les plus nombreux et les plus puissants à l'Assemblée nationale*, conclut M. Sanguinetti, *et mesurer que, de ce fait, nous avons, de droit, le premier ministre et que nous devons le soutenir.* »

M. CHIRAC : la vérité

Après que M. Claude Labbé, qui préside, a salué la présence dans la salle de M. Fernand Icart, député rép. ind. des Alpes-Maritimes et président de la commission des finances, M. Jacques Chirac déclare : « *Je voudrais dire, non pas la vérité, je n'aurai pas cette prétention, mais, en tous les cas, la vérité telle que je la ressens sur notre situation économique dans son environnement mondial.* » Le premier ministre note que les deux fondements sur lesquels s'est appuyée la croissance exceptionnelle de ces dernières années — une certaine discipline internationale sur le plan monétaire et l'utilisation de matières premières énergétiques abondantes et à bon marché — sont aujourd'hui remis en cause et que, du fait de cette situation nouvelle, « *il faudra s'habituer à une économie dont la progression sera plus modeste* ». M. Chirac estime que la France présente « *une plus grande sensibilité que d'autres pays à l'inflation, une plus grande dépendance que d'autres en matière de fournitures, notamment d'énergie, une plus grande sensibilité aux mouvements d'opinion* », enfin « *une très grande répugnance pour tout ce qui pourrait mettre en cause l'emploi* ». Le premier ministre souligne que le gouvernement a mis au point, « *en tenant compte de ces caractéristiques particulières* », un plan de refroidissement, dont il rappelle les objectifs et les moyens. Ce plan, dit-il, a « *trois mois et demi : qui peut raisonnablement affirmer que les résultats d'un plan de redressement économique peuvent être jugés ou contestés trois mois et demi après son élaboration et sa mise en œuvre ?* ».

L'orateur énumère ensuite les éléments positifs de la situation actuelle : le rythme de croissance de la production, l'emploi, la croissance des investissements, et les éléments négatifs : l'augmentation des prix (mais « *un certain retournement semble actuellement se produire* »), l'évolution des salaires (« *il faut que les Français sachent que la progression actuelle des salaires est une illusion et qu'elle est de nature à permettre la poursuite d'une situation économique perverse au détriment de leurs intérêts fondamentaux ; il faut absolument que le taux de progression des salaires reste légèrement supérieur au taux de progression des prix* »), le déficit du commerce extérieur.

« *A court terme*, poursuit M. Chirac, *il est bien évident que rien n'est gagné. Ce qui est essentiel, c'est que l'ensemble des Français aient conscience de l'effort qui doit être entrepris pour gagner, et cet effort, ils ne le feront réellement que s'ils sont bien informés et s'ils ont le sentiment que le gouvernement est, à cet égard, responsable vis-à-vis de la réussite de ces actions. Cette responsabilité, le gouvernement la prend, et je ne doute pas un seul instant que le groupe U.D.R. saura la partager avec lui.* »

Le premier ministre examine les propositions de M. Mitterrand, qui ne lui paraissent pas « *de nature à répondre aux besoins de notre économie* », dans la mesure où elles entraîneraient en particulier un déficit budgétaire, et celles de M. Marchais, qui traduisent, selon lui, « *une méconnaissance des réalités élémentaires de l'économie* ». Il ajoute que, dans cette situation « *délicate* » le gouvernement ne cédera pas à « *je ne sais quel emballement qui risquerait d'être payé très cher* ».

M. Chirac présente, dans la seconde partie de son intervention, quelques réflexions politiques. Après avoir défini le gaullisme comme « *le refus de la facilité* », il affirme : « *Nous avons une responsabilité historique qui est de nous rassembler sans arrière-pensée, afin de pouvoir passer, une fois le gué franchi, le relais qui nous a été transmis par le général de Gaulle et par Georges Pompidou.* » Le premier ministre analyse les raisons de l'échec de l'U.D.R. à l'élection présidentielle : « *Nous avons été frappés*, dit-il, *par l'usure politique... Nous n'avons pas progressé avec suffisamment de hardiesse dans la troisième voie tracée par le général de Gaulle.* » Il se félicite du maintien de l'unité du groupe et du mouvement, et ajoute : « *Nous devons exister, c'est-à-dire confirmer notre présence aux prochaines élections législatives. Il est bien évident que si nous nous mettions dans une situation nouvelle, nous serions en compétition avec un candidat ayant reçu une investiture présidentielle et un candidat unique de la gauche. Alors l'U.D.R. disparaîtrait, et avec sa disparition c'est le gaullisme qui disparaîtrait.*

» *Par conséquent, le fond du problème, c'est que nous devons avoir aux prochaines élections législatives, dans le cadre d'une nouvelle majorité présidentielle, s'assurant d'une large majorité au Parlement, au minimum cent cinquante députés U.D.R. C'est un objectif fondamental, et là aussi je puis vous dire aujourd'hui que, cet objectif, nous l'atteindrons. J'ai pour ma part la conviction que les élections législatives auront lieu à la date prévue, et j'ai l'intention — dans la mesure bien sûr où le président de la République me maintiendra sa confiance, — de conduire la nouvelle majorité présidentielle à la victoire, mais aussi dans son sein, l'U.D.R. à une situation qui permettra au gaullisme d'exister politiquement après ce cap difficile à franchir.*

» *Je puis vous dire ici que je ne serai pas le premier ministre qui aura constaté avec indifférence et sans réaction la disparition du gaullisme et que, de surcroît, je ferai en sorte — dans toute la mesure de mes moyens — que tous ceux qui risquent, pour une raison ou pour une autre, de ne pas s'associer suffisamment à cet effort fondamental qui est le nôtre, qui est notre responsabilité et qui consiste à permettre la survie du gaullisme, ne soient pas en mesure de se mettre en travers de cet effort. Cela implique une tactique et cette tactique suppose que nous soyons un élément essentiel de la majorité actuelle, car c'est à ce prix et à ce prix seulement que nous aurons cette investiture présidentielle qui est une nécessité pour nous. Bien entendu, cela suppose que le gouvernement, le président de la République, restent attachés à ce que sont nos options fondamentales. (...) Mais qui peut sérieusement affirmer que les principes fondamentaux de l'unité et du refus de la facilité, qui sont ceux du gaullisme, n'ont pas été à la base de l'action gouvernementale ? Qui peut le dire de bonne foi ?* »

M. Chirac conclut : « *Jusqu'à présent nous pouvions nous abriter derrière un chef d'Etat qui pensait pour nous. Aujourd'hui nous devons penser par nous-mêmes. C'est à ce prix que nous survivrons.* »

Enfin, M. Claude Labbé donne lecture des conclusions de ces journées parlementaires. Il affirme que « *les Français ont droit à la vérité* » et que « *des mesures urgentes et courageuses* » doivent être prises.

Il ajoute : « *En nous adressant au président de la République et au premier ministre, nous tenons à affirmer notre volonté de les soutenir activement dans la définition et la mise en œuvre d'une politique globale et équitable de redressement de notre situation économique et monétaire. Nous sommes certains que le peuple français, clairement informé, saura accepter, s'ils sont justement répartis, les sacrifices qui s'imposent désormais à lui pour qu'il demeure maître de son destin.* »

THOMAS FERENCZI.

M. Marchais : Mme Giroud anime la campagne d'intoxication

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a pris à partie Mme Françoise Giroud, secrétaire d'Etat à la condition féminine, au cours d'une conférence de presse vendredi 27 septembre. M. Marchais, après avoir noté que sur quarante-cinq mille adhésions recensés par soixante-sept fédérations du P.C.F., depuis le 1er janvier, on dénombrait quatorze mille adhésions de femmes, soit plus de 30 %, a notamment déclaré : « *M. Giscard d'Estaing a tenu à trouver pour sa politique une caution féminine. Il avait besoin d'une propagandiste zélée, ayant la double mission de faire croire que le gouvernement fait quelque chose pour les femmes, et de tenter de convaincre les Françaises des vertus de l'austérité. Il l'a trouvé en la personne de Mme Françoise Giroud.*

» *Mme Giroud est ainsi devenue l'un des principaux animateurs de la formidable campagne d'intoxication que développe le pouvoir. Il n'y a là rien d'étonnant. Elle offre, en effet, pour le pouvoir le double avantage d'être une femme et d'être parvenue à se donner l'apparence d'une femme de gauche.*

» *En tant que femme, elle a pour mission de trouver les meilleurs arguments pour tenter de convaincre les Françaises de la nécessité des nouveaux sacrifices qu'on s'apprête à leur imposer. « Ex-femme de gauche », elle bénéficie* a priori *d'une image de marque plus « sociale » que le prince Poniatowski, le comte d'Ornano, le banquier Fourcade, le technocrate Chirac ou le réactionnaire confirmé Lecanuet.* »

Selon le secrétaire général du P.C.F., Mme Françoise Giroud reproche aux femmes de ne pas savoir économiser. « *C'est ridicule, et c'est indécent*, s'est exclamé M. Marchais. *Ridicule parce que, en tenant de tels propos, Mme Giroud démontre qu'elle ne connaît rien à la façon dont vivent la majorité des Françaises. Indécent parce que, dans la majorité des familles françaises, le problème n'est pas qu'on consomme trop, mais qu'on se prive trop : de nourriture, de vacances, de vêtements, de soins médicaux, de loisirs.* »

M. Georges Marchais a ensuite reproché au secrétaire d'Etat de vouloir maintenir la division entre pauvres et riches, et de rendre les hommes responsables de la situation des femmes.

Puis M. Georges Marchais a rappelé les propositions du P.C.F. pour améliorer la condition féminine :

« — *Appliquer réellement la loi sur l'égalité des salaires, pour mettre fin à l'intolérable retard des salaires féminins par rapport aux salaires masculins ;*

» — *Augmenter les bas salaires ;*

» — *Elaborer démocratiquement un plan national de formation professionnelle initiale et continue pour les femmes et les jeunes filles ;*

» — *supprimer toute discrimination pour les concours et l'accès des femmes aux postes de responsabilité dans la fonction publique et les entreprises nationalisées. Pour le secteur des entreprises privées, ouvrir une négociation sur ce point avec les grandes organisations syndicales ;*

» — *avancer à 55 ans l'âge d'ouverture du droit à la retraite ;*

» — *revaloriser de 30 % les prestations familiales ;*

» — *allonger le congé maternité jusqu'à seize semaines entièrement rémunérées ;*

» — *raccourcir sans perte de salaire la semaine de travail des femmes à 40 heures, et 35 heures pour les travaux pénibles ;*

» — *développer la construction des crèches, car 400 000 travailleuses ont des enfants de moins de 3 ans pour lesquels il n'existe que 33 000 places de crèches. C'est au moins 1 000 crèches supplémentaires dont il faut lancer la réalisation ;*

» — *les crédits nécessaires à l'ouverture de 1 000 centres de contraception doivent être dégagés sur le prochain budget ;*

» — *la prochaine session parlementaire doit être marquée par l'abrogation de la loi de 1920 et le vote d'une loi non répressive sur l'interruption de grossesse, ainsi que le début de la discussion d'une législation progressiste du divorce ;*

» — *il faut notamment permettre aux femmes investies de fonctions sociales, syndicales et électives de disposer — sur leur temps de travail et en étant indemnisées — d'heures qu'elles pourront consacrer à l'accomplissement de leur mandat.* »

Le P.C. n'apportera pas sa caution à des tentatives d'« union sacrée »

D'autre part M. Marchais a préconisé « *le rassemblement des Français pour imposer au pouvoir et au véritables responsables de la crise actuelle des solutions réelles et efficaces* ».

Il a ajouté : « *l'intérêt national commande aux Français de se rassembler pour sortir le pays de l'ornière et non pour l'y enfoncer. C'est pourquoi, en aucun cas, le parti communiste français n'apportera quelque caution que ce soit à des tentatives visant à ressusciter* « l'union sacrée » *autour des hommes du grand capital* ».

LE DOCTEUR PEYRET député U.D.R. EST INCULPÉ DE FRAUDE ÉLECTORALE

Le docteur Claude Peyret, député U.D.R. de la 3e circonscription de la Vienne, vice-président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à l'Assemblée nationale et rapporteur du projet de loi sur l'interruption volontaire de grossesse, a été inculpé de fraude électorale par M. Jacob, juge d'instruction à Poitiers. Cette décision fait suite à une plainte déposée, avec constitution de partie civile, par les treize anciens adversaires de M. Peyret aux élections municipales de Brigueil-le-Chantre, en mars 1971.

Le dimanche 14 mars 1971, des membres de la liste opposée à celle conduite par M. Peyret, maire sortant, croient déceler des irrégularités dans le déroulement du scrutin. Après avoir eu des difficultés, affirment ces opposants, pour contrôler les listes électorales, ils se retirent entre les deux tours. M. Peyret et ses douze colistiers sont élus (ou réélus) au second tour.

Le tribunal administratif de Poitiers rejette, le 12 mai 1971, une requête en annulation. Les adversaires du député U.D.R. portent alors l'affaire devant le Conseil d'Etat, qui confirme à la fin de l'année 1973 la décision du tribunal administratif de Poitiers. Sans attendre la décision du Conseil d'Etat, qu'ils jugeaient trop lente à intervenir, les opposants au maire de Brigueil-le-Chantre avaient déposé la plainte avec constitution de partie civile qui vient de valoir son inculpation à M. Peyret.

L'INSTITUT SOCIALISTE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES ORGANISE CINQ JOURNÉES DE DÉBATS

L'Institut socialiste d'études et de recherches (*), animé par M. Gilles Martinet, délégué général du parti socialiste pour les recherches idéologiques sur les problèmes du socialisme, organise du 1er au 5 octobre à la Cité universitaire de Paris une série de rencontres. La première (1er octobre) est consacrée aux luttes sociales en Italie au cours des quinze dernières années. La seconde journée (2 octobre) est consacrée à l'étude de « la politique de l'espace ». La troisième journée (3 octobre) traitera des problèmes de l'information. Le 4 octobre, les travaux doivent être consacrés aux régions et aux ethnies et mettre aux prises des partisans et des adversaires d'une autonomie des minorités nationales. Enfin, les rencontres d'octobre seront closes le 5 octobre par une confrontation sur « les nouveaux déséquilibres mondiaux ».

★ ISER, 10, boulevard Poissonnière, 75009 Paris, tél. 523-02-11.



JUSTICE

LE VINGT-TROISIÈME CONGRÈS DE LA PRUD'HOMIE

Les syndicats demandent un renforcement des conseils

Neuf cents personnes sont actuellement réunies à Cannes pour le vingt-troisième congrès de la prud'homie française. Alors que la réforme d'ensemble des conseils de prud'hommes est pour l'instant écartée (le Monde du 28 septembre), les syndicats attendent une amélioration profonde de leur fonctionnement.

Au Moyen Age, les prud'hommes étaient des sages dont la probité était reconnue par tous, et qui assistaient le prévôt des marchands et les échevins à rendre la justice lorsque des contestations surgissaient sur les foires ou les marchés. Après être apparus à Lyon, au début du siècle dernier, les conseils prud'homaux destinés à résoudre entre les patrons et les salariés les conflits individuels relatifs au louage de services, de travail ou d'apprentissage, ont pris un important développement grâce à la loi du 15 juillet 1905.

Les retouches apportées depuis lors ont peu modifié les principes de base, qui ne correspondent plus, dans de nombreux cas, à ceux de la vie économique et sociale du temps d'Emile Loubet ou d'Armand Fallières.

Les régions industrielles où furent alors implantés des conseils prud'homaux ne répondent plus à la géographie économique actuelle. Le déphasage est aussi grand en ce qui concerne les professions qui régissent la formation des différents « secteurs » de la juridiction. Celles-ci accordent encore une place appréciable à des métiers qui ont pratiquement disparus, mais elles ignorent, par exemple, les électroniciens ou les informaticiens. L'extension des conseils à tout le territoire, à toutes les activités, est donc réclamée par les salariés pour mettre fin à l'actuel engorgement de certains conseils prud'homaux. M. Jean Lecanuet s'y est engagé jeudi devant le congrès. Mais, disent les syndicats, il faudrait qu'il y en ait deux fois plus pour que les dossiers soient réglés dans des délais acceptables.

Cependant, bon nombre de litiges du travail continuent à relever d'autres tribunaux selon des règles ténébreuses, alors que la prud'homie offre aux salariés un moyen plus simple, plus efficace et gratuit pour obtenir justice.

Malheureusement, les élections des conseillers prud'homaux sont empreintes d'un archaïsme propre à décourager la meilleure volonté du corps électoral. Outre les conditions requises pour l'âge, l'ancienneté professionnelle, le scrutin a lieu le dimanche, en fonction du lieu de travail des électeurs. Les syndicats, depuis longtemps, demandent que la consultation soit organisée en semaine. Mais la révision des modalités de l'élection — l'une des questions importantes du congrès — n'est pas envisagée sous le même angle par les collèges des salariés et par ceux des employeurs.

Ces derniers sont favorables à une désignation qui agrée aussi à F.O., à la C.F.T.C. et à la C.G.C., généralement avantagés, dans d'autres instances, par le procédé. La C.G.T. et la C.F.D.T., au contraire, sont opposées à la cooptation et réclament le scrutin de liste proportionnel (bien que celui-ci ferait sans doute perdre des sièges aux cégétistes).

Enfin, les représentants des salariés demandent que l'organisation intérieure de la prud'homie soit simplifiée et que ses pouvoirs soient accrus. Ils réclament des crédits de l'Etat pour former les conseillers prud'homaux et pour relever leurs vacations.

La réforme, maintes fois promise, est toujours écartée, tant pour des motifs financiers que pour des raisons liées à tout ce qui touche l'édifice judiciaire. Il y a trois ans, M. Fontanet, alors ministre du travail, avait envisagé de confier à des « formations » de conseils prud'homaux le soin de faire respecter le droit syndical dans l'entreprise.

M. Durafour, pour sa part, à l'heure présente, entend laisser dormir dans leurs cartons les propositions de la « chambre économique et sociale ».

Peu soucieux, semble-t-il, de mettre en chantier une réforme « grandiose », le ministre, dit-on dans son entourage, désire améliorer progressivement la juridiction prud'homale. Il n'est pas question de placer un magistrat de carrière à la tête de chaque conseil, ce qui risquerait de transformer en simples assesseurs les conseillers élus.

JOANINE ROY.

Les évasions de Fleury-Mérogis

UNE « CHAINE » D'AUBERGES D'UN GENRE PARTICULIER

En arrêtant quatre personnes accusées d'avoir organisé l'évasion de deux détenus de la prison de Fleury-Mérogis (« le Monde » du 28 septembre), les policiers n'ont reconstitué qu'une partie du réseau organisé avec la collaboration d'un gardien, lui-même arrêté à la fin du mois dernier. Quatre autres complices, dont le rôle était sans doute plus important que celui des premiers, ont été récemment identifiés et sont actuellement recherchés. D'autre part, il apparaît que l'on soit aujourd'hui passé dans cette affaire de la découverte d'une chaine d'évasion à celle d'une « chaine hôtelière », d'un genre assez particulier pour orienter l'enquête dans de nouvelles directions.

Parmi les quatre hommes écroués le 26 septembre se trouvent non seulement les frères des deux détenus évadés de Fleury-Mérogis en mars et juin derniers (*le Monde* du 30 août) mais encore le gérant et le directeur de l'auberge de la Moutière à Montfort - l'Amaury (Yvelines), MM. Angelo Fortunat et Francis Hubert. C'est dans cette auberge qu'avaient été organisées avec M. Yvon Deloison, surveillant à la prison de Fleury-Mérogis, les évasions de Jean-Claude Guillemet, malfaiteur spécialisé dans les attaques de banques, et de Rachid Gharbi, trafiquant de drogue.

Le réseau avait en outre préparé l'évasion de cinq autres détenus parmi lesquels Georges Segard, complice de Christian Jubin dans la prise d'otages au palais de justice de Paris, le 10 avril 1972. Cette tentative le 14 juillet dernier avait échoué après que l'un des évadés se fut blessé en franchissant l'un des murs d'enceinte de la prison.

La constitution de cette chaîne d'« entraide » aux détenus n'était apparemment pas due au hasard des relations mais à leur nécessité. Trois des quatre hommes qui viennent d'être arrêtés sont des repris de justice qui connaissaient la prison de Fleury-Mérogis pour y avoir été incarcérés. Ce fut, par exemple, le cas du directeur de l'auberge de la Moutière, impliqué en 1972 dans un trafic de faux dollars.

Ayant depuis longtemps perdu la renommée que lui avait donnée le Paris élégant des « années folles », cette auberge de Monfort-l'Amaury a connu une « reconversion » et une nouvelle réputation. Malgré son « jardin fleuri » et les trois « fourchettes » accordées par les guides gastronomiques, l'établissement était en situation de faillite lorsque, il y a quelques mois, M. Fortuna en fut nommé gérant par le syndic et en confia la direction à M. Hubert. Au même moment, plusieurs auberges bien notées de la région, qui connaissaient également des difficultés financières, ont été reprises en gérance par des hommes qui déclaraient être associés à une chaîne de restaurants parisiens, et, surtout, appartenir au même groupe qui venait de reprendre en mains les destinées de La Moutière.

Certains de ces nouveaux restaurateurs se sont vu refuser l'autorisation de s'installer. Leur casier judiciaire avait été jugé beaucoup trop chargé. Aujourd'hui, il semble que les enquêteurs doivent diriger leurs investigations au-delà de la seule affaire du réseau d'évasion pour examiner les activités de ce groupe, des activités qui ne seraient pas purement hôtelières et ne se limiteraient pas à la « façade » de quelques auberges.

FRANCIS CORNU.

● *Pour escroquerie et émission de chèques sans provision, un conseiller général socialiste* de Saône-et-Loire, M. Bernard Jeault, chirurgien-dentiste à Autun, a été condamné vendredi 27 septembre à dix-huit mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 F d'amende par le tribunal de Chalon-sur-Saône. M. Jeault avait été élu en septembre 1973, au deuxième tour, contre le candidat de la majorité, M. Berhaut.

● *Un détenu*, Rachid Bernard Berkioune, aurait tué, le 1er septembre dernier, d'un coup de couteau dans le cœur, René Villerouge, autre détenu de la centrale de Muret, au cours d'une querelle (*le Monde* du 3 septembre). Rachid Bernard Berkioune, qui aurait reconnu les faits, a été inculpé d'homicide volontaire et transféré à la prison Saint-Michel, à Toulouse.

A Besançon

M. Fred Lip comparaît en correctionnelle pour émission de chèques sans provision

De notre correspondant

Besançon. — M. Fred Lip a connu, vendredi 27 septembre, à Besançon, les tourments de la correctionnelle. L'ancien P.-D.G. de la firme horlogère était poursuivi, d'une part pour émission de chèques sans provision et, d'autre part, pour subornation de témoins. Dans la première affaire, on reproche à M. Lip d'avoir, en qualité de dirigeant de la société Electra, laissé signer vingt-huit chèques de plus de 1 000 F, d'un montant total de 294 000 F, alors que le compte d'Electra à la B.N.P. n'était pas approvisionné. Ceci se passait peu de temps avant qu'Electra ne dépose son bilan, le 5 mai 1971, avec un passif de 5 millions.

M. Lip, qui comparait en personne, ne nie pas avoir eu la responsabilité de l'émission de ces chèques, bien qu'il ne les ait pas signés lui-même. Mais il affirme, avec ses avocats, le bâtonnier Fernand Delamarche, de Besançon, et Me Paul Lombard, de Marseille, que la provision existait bel et bien, puisque la B.N.P. accordait à Electra un découvert de 2 500 000 F, renforcé par une caution personnelle de 500 000 F. Tout le débat, comme il est de règle dans ce genre d'affaire, a tourné autour de la réalité juridique de ce découvert, qui ne faisait pas l'objet d'un engagement écrit de la banque vis-à-vis de son client.

Certains aspects des mœurs bancaires

Bien que le parquet n'ait pas jugé opportun de faire comparaître les banquiers en qualité de témoins, on devait tout de même entendre, « *à titre de renseignement* », M. de Ricaud, directeur de la B.N.P. à Besançon, et le directeur de la Banque de France de Besançon, venu sur convocation de la défense. Leurs dépositions, pour prudentes qu'elles fûrent, n'en mirent pas moins en lumière certains aspects des mœurs bancaires.

C'est ainsi qu'à propos des déclarations de crédits que les banques font, chaque fin de mois à la Banque de France, M. de Ricaud admet, en toute simplicité, que la B.N.P. déclarait toutes les autorisations égales aux utilisations « *car la Banque de France n'aurait pas compris* ». C'est pourquoi, bien qu'affirmant que le découvert accordé à Electra n'avait pas été renouvelé en 1971 — du fait de la situation de cette société, — la B.N.P. continuait à en faire état sur le bordereau destiné à la Banque de France, pour éviter à cette dernière de se poser des questions et, probablement aussi, pour échapper à des observations toujours pénibles. « *On se demande*, sursaute le président Lorrain, *à quoi peuvent bien servir les contrôles, dans ces conditions.* »

Le directeur de la Banque de France n'y voit pas malice : pour lui, la déclaration de la B.N.P. suffit à prouver que le découvert était officiel et qu'il dépassait le montant de l'échéance au début du mois de mai 1971, alors que la B.N.P. avait déjà refusé de payer certains chèques.

Toute la question reste de savoir si ce découvert n'avait pas de valeur, selon la thèse de l'accusation ; s'il était « forcé », pour reprendre l'expression du directeur de la B.N.P., ou officiel, comme l'affirme le directeur de la Banque de France. La déclaration souscrite par la B.N.P. auprès de la Banque de France constituait-elle l'écrit probant sans lequel le découvert n'a pas la provision ?

Le tribunal s'est donné jusqu'au 25 octobre pour répondre à cette question, et dire, aussi, si M. Lip, qui plaide la relaxe dans les deux affaires, est convaincu de subornation de témoins pour avoir, lors d'un procès intenté en 1970 devant les prud'hommes par M. Robert Lux — l'ancien P.D.G. d'Electra et ancien directeur chez Lip — produit des attestations défavorables à son collaborateur. M. Lip, à l'occasion de ce procès, avait fait signer, par des salariés de la société Lip, des documents qui visaient à prouver que M. Robert Lux n'avait pas eu d'activité dans la société.

CLAUDE FABERT.

SCIENCES

LE 19 JUILLET A GRENOBLE

Une fuite d'antimoine radioactif a contaminé la réserve d'eau du réacteur à haut flux

De notre correspondant

Grenoble. — Les vives inquiétudes manifestées le mardi 24 septembre lors de la réunion du conseil régional de la région Rhône-Alpes par M. Maurice Pic, sénateur socialiste de la Drôme et maire de Montélimar, au sujet des conséquences de l'implantation de plusieurs centrales nucléaires le long du Rhône, se sont traduites, devant le silence persistant des pouvoirs publics, par la mise en place d'une commission spécialisée de vingt-quatre membres. Elles ont été illustrées de façon inattendue par les déclarations des membres de l'association de sauvegarde des sites de Maleville et de Bugey (Ain) groupant des personnes généralement hostiles à l'utilisation de ce type d'énergie (1).

Les responsables de cette association ont en effet révélé jeudi 26 septembre, dans le cabinet d'un avocat de Grenoble, qu'un « incident grave » s'était produit en juillet dernier sur le réacteur à haut flux neutronique de l'Institut Max-Von-Laue-Paul-Langevin de Grenoble.

La description de l'incident se trouve confirmée, pour l'essentiel, par le directeur technique de l'institut ainsi que par le chef du service de protection du centre d'études nucléaires de Grenoble (CENG). Toutefois, ces derniers qualifient ce qui est survenu au réacteur respectivement d'« incident normal » et de « petit incident mineur ». Il reste que, plus de deux mois après les faits qui se sont produits le 19 juillet dernier, quelques instants seulement après la visite des ministres ouest-allemand, français et anglais venus saluer l'entrée officielle de la Grande-Bretagne dans cet institut européen de recherches, les conditions de travail autour du réacteur sont modifiées et des précautions supplémentaires sont prises. De plus, les visites autres que celles des personnes concernées par les manipulations sont suspendues pour un an à l'intérieur du réacteur.

Une radioactivité quatre fois supérieure

Le réacteur à haut flux est cependant d'une conception sensiblement différente d'une centrale nucléaire. C'est un appareil qui ne produit pas d'électricité et qui est seulement destiné à des recherches scientifiques grâce à un flux intense de neutrons. Il brûle de l'uranium beaucoup plus enrichi qu'une centrale nucléaire et son cœur est refroidi par un circuit d'eau lourde, le tout immergé dans une piscine d'eau légère destinée à accroître la garantie contre les rayonnements. Une telle piscine à l'air libre n'existe pas dans une centrale nucléaire où l'eau circule en circuit fermé.

Selon le directeur technique de l'institut, c'est la défectuosité d'un équipement auxiliaire utilisé comme source de démarrage du réacteur et placé dans la piscine qui est à l'origine de l'incident du 19 juillet. Un peu d'antimoine fortement radio-actif s'est répandu dans l'eau et s'est tout de suite solubilisé. Lorsque les équipes de sécurité ont neutralisé l'appareil défectueux, les 600 mètres cubes d'eau de la piscine étaient déjà contaminés. La dose de radioactivité a été évaluée à 2 500 *curies. Les contrôles* ont montré alors que la surface de la piscine, jusqu'ici inoffensive, présentait une radio-activité quatre fois supérieure à celle autorisée par les règlements de sécurité.

Pour permettre une réutilisation du réacteur, on a choisi de filtrer l'eau et d'attendre que la radioactivité des parois diminue d'elle-même (cette radioactivité diminue de moitié tous les deux mois). Les effluents obtenus après le lessivage des filtres sont naturellement radioactifs et doivent *être détruits*. Le service de protection du CENG, qui assure une sorte de support technique à l'institut, est alors intervenu pour évacuer vers la station de traitement du CENG *et* avec un camion-citerne les quelque 30 mètres cubes d'effluents.

Le porte-parole de l'Association antinucléaire a *dénoncé* les conditions dans lesquelles s'est opéré, *selon lui*, ce transfert. Il a indiqué qu'une partie des effluents dangereux s'étaient répandus sur le sol et avaient même contaminé un égout rejoignant l'Isère. La direction *de l'institut admet* qu'au cours des opérations (le camion-citerne a fait une demi-douzaine de rotations) « *quelques dizaines de litres sont tombés sur le sol* ». A la suite de *cette* fausse manœuvre, les équipes de sécurité sont encore intervenues pour baliser la zone dangereuse, piquer au marteau pneumatique la couche de bitume contaminée sur « *quelques mètres carrés* » et pour isoler dans des enveloppes de vinyl les roues du camion-citerne et lui permettre ainsi d'effectuer le trajet. En revanche, la direction de l'institut dément qu'un égout ait été pollué, l'effluent déversé dans un regard ayant pu être récupéré.

BERNARD ELIE.

(1) Les sites de Malleville et de Bugey doivent recevoir ou ont commencé à recevoir des équipements de centrales nucléaires. L'association s'est donné pour objectif de coordonner les activités des comités antinucléaires de cinq départements (Ain, Isère, Rhône, Savoie, Haute-Savoie). Elle est présidée par M. Gérard Vernay, maire de Roche (Isère). Son siège est à Grenoble, 8, rue Pierre-Duclos. Tél. : 87.19.04.

RELIGION

LES TRAVAUX DU SYNODE DE ROME

Mgr Lorscheider (Brésil) en appelle à l'esprit de créativité des évêques

De notre envoyé spécial

Rome. — « *Qui sommes-nous ? Que sommes-nous en train de faire ? Que devons-nous faire ? A qui sommes-nous envoyés ?* » Autant de questions fondamentales que l'Eglise d'aujourd'hui ne peut éviter tant sont brouillées les cartes, estompées les identités, distendus les liens de la communauté. Aussi bien est-ce le pape en personne qui a posé ces points d'interrogation en ouvrant, le vendredi 27 septembre après-midi, la première séance du synode épiscopal consacré à l'évangélisation. En attendant les réponses que pourra donner l'assemblée, Paul VI a étendu son regard aux religions non chrétiennes. « *Celles-ci*, a-t-il affirmé, *ne doivent plus être considérées comme des rivales ni comme des obstacles à l'évangélisation, mais comme un secteur de vif et respectueux intérêt et d'une amitié déjà commencée.* »

Voilà un langage relativement neuf, que ne manqueront pas d'apprécier les croyants des grandes *religions de l'Asie et de* l'Afrique. Paul VI a évoqué d'autre part le problème suivant, qui est loin d'être résolu, aussi bien en théorie qu'en pratique : « *Comment sauvegarder le respect de la liberté et des valeurs authentiques qui se trouvent aussi chez les peuples non chrétiens, valeurs dans lesquelles on entrevoit pourtant une prédisposition providentielle à la plénitude de la révélation chrétienne ? Comment concilier ce respect des personnes et des civilisations avec l'universalisme de la mission chrétienne ?* »

Enfin, Paul VI a traité des rapports entre la libération humaine et le salut. « *Il n'y a point*, a-t-il dit, *d'opposition ni de séparation entre évangélisation et progrès humain, mais complémentarité* ». Et plus loin : « *Ni la violence, ni la révolution, ni le colonialisme, sous quelque forme que ce soit, ne pourront servir de moyens à l'action évangélisatrice et pas davantage la politique en elle-même, même si les chrétiens ont le devoir d'apporter leur contribution à la conduite des affaires publiques.* »

« LA VIEILLESSE EN ELLE-MÊME EST UNE MALADIE »

« La vieillesse en elle-même est une maladie », devait répondre Paul VI, reprenant une citation de Sénèque, aux vœux et aux félicitations que lui présentait le cardinal Koenig, archevêque de Vienne, président de séance, qui lui souhaitait un bon anniversaire. Le pape est en effet âgé de soixante-dix-sept ans depuis le jeudi 26 septembre, et on ne saurait dire que sa santé soit très satisfaisante.

Les Pères du synode ont fait une ovation à Mgr Joseph-Marie Trinh Van Can, coadjuteur de l'archevêque de Hanoï. Aucun évêque du Vietnam du Nord, en effet, n'avait pu venir à Rome depuis une vingtaine d'années, ni pour le concile ni pour les trois premières sessions du synode. Le pape avait tenu à saluer personnellement le prélat dans son allocution et lui avait donné une accolade sous les applaudissements de l'assemblée.

Modifier les structures de l'Eglise ?

Après le rapport de Mgr Rubin (Pologne), secrétaire général du synode sur les méthodes de travail de l'assemblée, Mgr Aloisio Lorscheider (Brésil), a présenté un panorama de la vie de l'Eglise contemporaine. Il a énuméré les différents points sur lesquels des progrès ont été enregistrés depuis quelques années : réforme des séminaires, liturgie mieux adaptée, sens grandissant de la justice sociale, action plus étendue des laïcs, œcuménisme, etc. Puis il a exposé certaines difficultés actuelles :

● Parler la langue des autres en pays de mission n'est pas suffisant ; ce sont les structures mentales qui importent. A quoi sert de tenir un raisonnement logique à des peuples insensibles aux syllogismes et qui pensent par images ?

● Le pluralisme est une exigence. Mais il s'agit de ne briser ni les valeurs de communion ni *les valeurs des cultures locales.*

● Les structures actuelles de l'Eglise sont à examiner, et la question se pose de savoir dans quelle mesure elles peuvent être modifiées.

● Des liens plus étroits et plus efficaces sont à établir entre le centre et la périphérie.

● De nouvelles difficultés sont apparues dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat. L'opinion publique réclame une plus grande distance et une plus grande indépendance entre l'une et l'autre.

● Le désir grandissant de certains de voir l'Eglise s'engager dans la justice sociale a fait apparaître un nouveau type d'ecclésiastiques qui, tout en refusant de quitter l'Eglise ou de s'attaquer directement à la hiérarchie, travaillent à la « conscientisation » des chrétiens et espèrent que la destruction des structures de la société entraînera une réforme de celles de l'Eglise.

Enfin, Mgr Lorscheider a préconisé diverses réformes :

1) Le concile Vatican II a eu des répercussions, encore insuffisantes sur la rénovation interne de l'Eglise. Les évêques ne semblent pas toujours remplir les conditions nécessaires à l'accomplissement de leur ministère actuel ;

2) Il est à souhaiter que les évêques fassent preuve d'esprit créatif et découvrent de nouveaux moyens pour promouvoir le salut des hommes ;

3) Il est urgent d'examiner les rapports entre la hiérarchie et les laïcs. Il faut étudier et développer l'exercice de la co-responsabilité.

« *L'idée de l'Eglise hiérarchique comme centre de tous les droits et de tous les pouvoirs a nui et nuit encore à nos efforts pour étendre le royaume de Dieu.* » Cette conclusion du rapporteur, qui était chargé par le pape de donner le coup d'envoi du synode, définit nettement une orientation. L'assemblée la suivra-t-elle ?

HENRI FESQUET.

● *Le professeur Stephan Pfürtner s'est marié* civilement et en secret au mois d'août. Ancien professeur à l'université dominicaine de Fribourg (Suisse), il avait dû cesser son enseignement à la demande du Vatican, à la suite de la publication de « *douze thèses de morale sexuelle* » dans lesquelles il affirmait qu'une vie sexuelle heureuse fait partie du « *droit fondamental de l'homme d'être heureux* ». Il abandonna la prêtrise et l'ordre dominicain en avril dernier (*le Monde* du 5 avril).

ÉDUCATION

Les ressources d'un maître auxiliaire au chômage

Quelles peuvent être les ressources des maîtres auxiliaires qui ne retrouvent pas de poste à cette rentrée ? Les maîtres auxiliaires eux-mêmes ont tendance à penser — parce qu'ils sont révocables sans préavis et qu'ils n'ont droit, comme le précise un décret de 1962 qui leur sert de statut, à « aucune indemnité de licenciement » *— qu'ils ne peuvent toucher aucune allocation de chômage lorsqu'ils perdent leur emploi. Le ministère de l'éducation, de son côté, ne fait guère d'efforts pour les informer sur leurs droits. En fait, ils ont droit à des allocations de chômage de deux types :*

● L'allocation d'aide publique, *de 10 francs par jour pendant trois mois (elle peut être prolongée dans certains cas). Pour en bénéficier, un maître auxiliaire doit avoir travaillé cent cinquante jours consécutifs au cours des douze derniers mois. La demande d'allocation doit être faite à l'Agence nationale pour l'emploi, avec une lettre de licenciement et une attestation du travail antérieur.*

● L'allocation pour perte d'emploi, *équivalent de l'assurance chômage des salariés du secteur privé, s'élève, pendant les trois premiers mois, à 40 % du salaire du dernier mois de travail, à 35 % pendant les neuf mois suivants. Pour y avoir droit, il faut avoir accompli au cours des trois mois précédant le licenciement au moins cent quatre-vingts heures de travail, ou quatre semaines, ou vingt-deux jours de travail à temps complet (pour les enseignants n'ayant qu'un service à temps partiel, on considère qu'une heure de cours équivaut à trois heures de travail : il faut donc avoir enseigné soixante heures au cours des trois mois précédant le licenciement).*

C'est au rectorat que les maîtres auxiliaires doivent s'adresser. Toutefois, pour toucher cette allocation, ils doivent s'inscrire comme demandeurs d'emploi à l'Agence nationale pour l'emploi.

D'autre part, pour la première fois cette année, des maîtres auxiliaires en quête d'emploi pourront suivre un stage de reconversion tout en recevant pendant trois mois la totalité de leur salaire antérieur. Avantage appréciable étant donnée la modicité des autres allocations. Pour l'obtenir, les candidats doivent s'adresser à la délégation à la formation continue de leur académie. Mais cette possibilité n'est accordée qu'à ceux qui ont enseigné toute l'année scolaire 1973-1974.

RÉUNIS EN CONGRÈS A SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Les conseillers d'orientation doutent de l'efficacité de leur travail

Le vingt-cinquième congrès de l'Association des conseillers d'orientation s'est réuni du 24 au 27 septembre à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines). Invité à conclure les débats, le ministre de l'éducation, M. René Haby, a rappelé l'importance d'un travail d'équipe autour du chef d'établissement et du conseiller d'orientation pour l'information scolaire et professionnelle dans l'enseignement secondaire. Malgré la promesse du ministre que « le projet de loi portant réforme des enseignements pré-élémentaire, élémentaire et secondaire ne saurait être en contradiction avec leur préoccupation d'une orientation continue », *les conseillers d'orientation n'en ont pas moins émis des réserves au cours de ce congrès, plus politique que technique, sur les possibilités qui leur étaient données de faire passer* « l'orientation continue du mythe à la réalité ».

Il n'a jamais été facile de distinguer parmi les trois cent cinquante conseillers d'orientation, venus de toute la France, ceux qui doutaient des chances de l'orientation continue et ceux qui ne croyaient plus du tout à l'orientation elle-même, tant l'une et l'autre apparaissent étroitement liées aux structures du système scolaire tout entier.

Les chiffres rappelés par le ministre de l'éducation, s'ils témoignent d'un progrès sensible dans les effectifs, n'apportent pas de solution immédiate aux difficultés que rencontrent chaque jour les conseillers. En 1973, le service public de l'orientation comptait deux mille cent vingt-deux directeurs et conseillers, et devait être renforcé de cent soixante-deux unités en 1974, « *soit une croissance de près de 13 % en un an, cas assez rare dans les corps de l'éducation* », devait préciser M. Haby. Pourtant, le recrutement répond toujours aux mêmes normes, soit un conseiller pour mille élèves du premier cycle, « *ce qui n'est pas équitable* », remarquait le rapporteur général des travaux du congrès.

De plus en plus, en effet, les centres d'information et d'orientation s'ouvrent au public, universitaire ou professionnel, au point d'aboutir à un *million* de consultations chaque année, soit près de cinq cents par conseiller. Dans ces conditions, le travail d'information l'emporte largement sur les consultations approfondies et répétées que réclamerait l'orientation continue ou non.

Aucune formule originale d'orientation continue n'a pu, en effet, être trouvée pendant ces trois jours de travail. Ses objectifs (un « *souci constant de l'orientation, jamais définitive et susceptible de modifications et de remise en cause* ») pourraient la définir s'ils ne semblaient pas condamner immédiatement tout autre effort d'orientation pratiqué jusqu'à présent : « *L'orientation continue n'est possible que si les conditions sont telles que chacun a une chance égale de se réaliser* », précisait le rapporteur. Ce constat qui devait faire l'unanimité des participants « *par justice et par intérêt pour le pays* » a abouti à un procès des structures actuelles de l'école et à l'étude par certains groupes de travail de ce que serait une orientation dans le cadre d'une société socialiste.

Un projet mythique ?

« *On nous fait trop souvent supporter la responsabilité de l'orientation,* disait un participant, *alors que les choix sont déjà dans les structures. Nous ne faisons la plupart du temps qu'appliquer un barème. Nous utilisons un Chaix...* » « *Pour sortir de cette situation, il faut pouvoir discuter longuement, retrouver les raisons profondes d'un échec, cela demande beaucoup de moyens et de temps. Mais c'est le prix de l'orientation continue* », devait dire la directrice d'un centre d'information et d'orientation.

Bref, l'orientation sera continue ou ne sera plus ; les participants regrettent d'avoir trop souvent à opérer de façon « négative » par l'échec. L'orientation continue ? « *C'est un mythe, bien entendu,* conclut une participante, *mais mieux vaut encore un projet mythique qu'un projet miteux.* »

ANDRÉ MEURY.

POLICE

Après le congrès de Colmar

LA C.F.D.T.-POLICE S'INQUIÈTE DES DÉCLARATIONS DE M. LOUIS VERGER

Après les déclarations de M. Louis Verger, directeur général de la police nationale, devant le congrès du syndicat autonome des policiers en civil (S.N.A.P.C.) réuni à Colmar (« le Monde » du 26 septembre), la fédération C.F.D.T. de la police nationale vient d'exprimer dans un communiqué « son désaccord le plus complet avec la conception hiérarchique » exposée par M. Verger. Répondant aux propos du directeur de la police nationale selon lesquels « la responsabilité ne se partage pas », la fédération déclare : « [...] Cette déclaration, au-delà du souverain mépris qu'elle témoigne à notre groupe social, est étonnamment contradictoire avec les lénifiantes professions de foi sur la nécessité du dialogue et de la concertation. Enfin, elle est lourde de menaces pour le syndicalisme policier dans son ensemble. En tout état de cause cette dialectique sur l'autorité « pouvoir absolu » est inacceptable pour deux raisons :

— parce que nous sommes policiers (...), nous pensons que fonder les relations individuelles sur un tel concept reflète une insensibilité inquiétante aux aspirations des Français qui souhaitent accéder, au contraire, à une véritable participation aux décisions qui les concernent ;

— parce que nous sommes membres de la C.F.D.T. (...), nous croyons que la libération économique des hommes nécessitera un véritable déconditionnement à ces formes d'autorité, patronat de droit divin ou commandement hiérarchique de droit commun. »

SOCIÉTÉ

Grève de la faim : premier étage à droite

Evreux, le 26 septembre : « Grève de la faim, premier étage à droite » : *bien peu de visiteurs ont lu ce panneau dans l'annexe du presbytère de la cathédrale d'Evreux, où plusieurs harkis ont trouvé refuge, dans l'indifférence générale.*

*Ils sont maintenant six dans une pièce étroite, propre, calme. Par terre, sur un des matelas, Mohamed Sadouki dort enfoui sous sa couverture : pour lui, c'est le dix-septième jour. Le porte-parole du groupe, Abdelkader Laradji, qui a vingt-six ans, résiste mieux au bout de vingt-deux jours d'eau sucrée et de café (*le Monde *du 6 septembre) : il est debout, mais paraît* « *diminué* ». *Autour de la table, quatre nouveaux venus depuis le 25 septembre. Ils arrivent de Caen, de Beauvais et de Rouen : Mohamed Ben Merzoug, Mohamed Oulf, Mohamed Guettiche et Mohamed Bourejan ont pris la relève de Chérif Chergui, hospitalisé le 18 septembre.*

« Cette fois-ci, nous ne nous ferons pas avoir. » *Pourtant,* « *l'autre fois* »*, en janvier dernier dans la même ville (*le Monde *des 4, 11, 12 et 15 janvier), les grévistes de la faim de la même Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie avaient reçu de très nombreux soutiens, sans grands résultats, pensent-ils, sinon, un peu plus tard, des promesses électorales de M. Giscard d'Estaing.*

Impossible de distinguer les problèmes pour ces harkis qui se sentent « mis en marge de la société ». *Certains ont du mal à s'exprimer en français. Ils revendiquent, pêle-mêle, tout à tout le monde : il y a le rapatriement de leurs familles restées en Algérie, que le gouvernement algérien ne laisse pas sortir ; le règlement de leurs indemnités de rapatriés, pour lesquelles il leur est souvent impossible de fournir des preuves ; les pensions des blessés de la guerre d'Algérie ; le racisme des Français, leurs concitoyens, qu'ils ressentent avec une amertume particulière ; l'absence de promotion sociale pour eux en France ; l'augmentation du coût des logements de la cité d'accueil de Saint-Maurice-l'Ardoise (Gard) ; leur interdiction de circuler en Algérie puisque les autorités algériennes récusent leur nationalité française, etc. Alors, de la grève de la faim, ils attendent le miracle.*

« Entre eux *(les gouvernements)*, ils s'arrangent bien pour faire le Marché commun, alors, s'ils veulent, ils peuvent faire quelque chose pour qu'on rentre voir nos enfants en Algérie puisqu'on n'a pas les moyens de les faire venir. »

« Leur cause est bonne, *dit l'abbé Hue qui les héberge,* ce sont de véritables pauvres, sans appuis politiques, syndicaux, sans relations. »

Mais l'action est sans envergure, parce que mal organisée. A Evreux, l'effet de surprise de la grève de la faim est émoussé. A partir de ce samedi 28 septembre, les harkis vont continuer leur grève à Paris. En espérant être mieux entendus. — R. Cl.

[Sans contester le bien-fondé des demandes des harkis, il faut rappeler un certain nombre de décisions prises en leur faveur, parmi lesquelles récemment :

● LOGEMENT : un programme de construction de mille logements, réalisable en cinq ans, est financé en 1974 par le ministère du travail. Un programme supplémentaire est à l'étude pour 1975.

● RETRAITES : les années de service et les périodes de détention accomplies en Algérie sont validées gratuitement pour le calcul de la retraite de la Sécurité sociale.

● SCOLARISATION : bourses et crédits supplémentaires pour les études surveillées dans les groupes scolaires des cités d'accueil, des hameaux de forestage et des ensembles immobiliers urbains (regroupant seize mille harkis sur un total de cent quatre-vingt-cinq mille recensés).

● FORMATION PROFESSIONNELLE : le centre de Chantenay-Saint-Imbert (Nièvre), réservé aux Français musulmans, va pouvoir accueillir cent trente-cinq élèves.]

DÉFENSE

Au Palais-Bourbon

LA COMMISSION DE LA DÉFENSE SOUHAITE POUVOIR PORTER LE PRÊT DU SOLDAT A 10 F PAR JOUR.

La commission de la défense de l'Assemblée nationale est favorable à une importante augmentation du prêt accordé aux militaires du contingent. Son président, M. Albert Voilquin, député (républicain indépendant) des Vosges, l'a déclaré, jeudi 26 septembre, à Bordeaux : « *Ce prêt devrait être de 10 F par jour,* a-t-il déclaré, *mais je connais la levée de boucliers que va soulever une telle déclaration de la part de nos financiers* (1). »

« *Ce problème du prêt du militaire est un problème social,* a-t-il dit, *qu'il nous faut aborder, mais sans démagogie. C'est pourquoi il n'est pas question de promettre l'impossible : nous ne pouvons pas donner l'équivalent du SMIC aux appelés du contingent.* »

(1) Actuellement, le prêt du soldat de deuxième classe (homme du rang) est de 2 francs par jour.

MÉDECINE

Plusieurs milliers de praticiens assistent aux Entretiens de Bichat

Les vingt-huitièmes Entretiens de Bichat, qui ont commencé vendredi 27 septembre à Paris, à la faculté de médecine Pitié-Salpêtrière (105, boulevard de l'Hôpital), dureront jusqu'au dimanche 6 octobre. Plusieurs milliers de médecins français et étrangers doivent participer à cette manifestation, la plus importante de l'enseignement post-universitaire.

Aux Entretiens proprement dits, qui examineront la plupart des spécialités de médecine, chirurgie et thérapeutique, s'ajouteront des « tables rondes » sur des sujets cliniques et pratiques, et trois débats d'actualité : le tabagisme, le pain dans l'alimentation moderne et l'intérêt du conseil génétique.

Un « mur d'images » consacré à « Quarante questions sur la rhumatologie et les maladies rhumatismales » fonctionnera en permanence pendant la durée des Entretiens, tandis qu'un programme de films médicaux — présentés aux heures des repas et en soirée — sera complété par un festival du film médico-chirurgical les samedi 5 et dimanche 6 octobre.

En outre, une conférence-débat sur l'information médicale du public par la presse, la radio et la télévision achèvera la série des « tables rondes » le dimanche 6 octobre de 14 à 17 heures.

Ces vingt-huitièmes Entretiens de Bichat, placés, comme chaque année, sous le parrainage de la faculté de médecine de Paris, de l'Assistance publique, du Collège de médecine et de l'Association d'enseignement médical des hôpitaux de Paris, seront accompagnés des traditionnels colloques et réunions de la Semaine médicale de Paris.

En marge du programme d'enseignement spécifiquement scientifique sont prévues plusieurs manifestations culturelles. Une exposition organisée par le professeur Jacques-Louis Binet et Mme Jacqueline Sonolet, sur le thème « M. E. Chevreul : de la loi du contraste simultané des couleurs », sera inaugurée dimanche 29 septembre à 16 h. 30. Cette exposition sera ouverte gratuitement au public sur les lieux mêmes des sessions pendant toute la durée dse Entretiens. En outre, ce même dimanche, à 17 heures, ont lieu deux conférences : « La psychopathologie d'Hitler face au suicide », par Alain Decaux, et « Van Gogh, prince des maudits », par Guy Goldlewski.

A partir du lundi 30 septembre et jusqu'au vendredi 4 octobre, la tribune télévisée quotidienne (18 h. 20) de la première chaîne, « Au-delà des faits », traitera à l'occasion de ces entretiens de cinq problèmes d'actualité médicale.

AU CENTRE ANTIPOISONS DE NANCY

Un médecin survit à l'absorption volontaire de 50 grammes d'un champignon vénéneux

Un omnipraticien de Remiremont (Vosges), le docteur Pierre Bastien (cinquante ans), qui avait volontairement absorbé, dimanche 22 septembre, devant huissier, 50 grammes d'ammanite phalloïde pour expérimenter un traitement personnel de l'empoisonnement, souvent mortel, que provoque ce champignon vénéneux, a quitté, vendredi 27 septembre, le centre antipoisons de Nancy.

Le docteur Bastien s'était intoxiqué volontairement afin de justifier la valeur de sa thérapeutique à base de vitamine C, associée à un agent anti-infectieux (le nifuroxazide) et à un antibiotique (la dihydrostreptomycine). Selon lui, si ce traitement était mieux connu, il permettrait de sauver, chaque année, la vie de quelque trois cents personnes. Dans les faits, le docteur Bastien, qui avait exigé, en dégageant la responsabilité de ses confrères, de ne recevoir que son propre traitement, avait, cependant, accepté la réanimation et la rééquilibration de son organisme en potassium et en sodium. Or, ces mesures, appliquées précocement, affirment la plupart des spécialistes et des réanimateurs, suffisent à elles seules à réduire la mortalité à 2 %, alors que celle-ci serait environ vingt fois plus élevée chez les intoxiqués qui ne sont pas « réanimés » à temps.

« *Il s'agit d'un cas individuel* », a déclaré le professeur Larcan, chef du service d'urgence et de réanimation du centre antipoisons, en ajoutant : « *Comme il s'agit d'une intoxication récidivante* — (c'est la deuxième fois que le docteur Bastien absorbe de l'ammanite phalloïde) — *on peut aussi se poser le problème d'une certaine immunité acquise.* » Ces deux réserves étant faites, le professeur Larcan a précisé : « *Ce traitement peut être considéré comme un traitement utile, mais qui, à mon sens, devrait être complété en milieu hospitalier par d'autres moyens dont on dispose actuellement.* »

ÉCHECS

LA DEUXIÈME VICTOIRE DE KARPOV

On s'inquiétait depuis quelques jours à Moscou, parmi les spectateurs du Tournoi des prétendants au championnat du monde, des difficultés que le grand maître Victor Kortchnoï rencontrait avec la pendule. Chaque joueur dispose en effet d'un temps limité, deux heures et demie, pour jouer les quarante premiers coups, et dans chacune des dernières parties jouées Kortchnoï a eu le plus grand mal à respecter ce délai.

Est-ce la fatigue due aux longues heures passées la veille et l'avant-veille sur la superbe cinquième partie, finalement nulle, qui a causé la défaite de Kortchnoï dans la sixième ? Toujours est-il qu'après avoir utilisé une heure et demie de réflexion entre le treizième et le quinzième coup, il ne lui restait plus que dix minutes pour effectuer vingt-cinq mouvements. La complexité de la position rendait la tâche impossible et le drapeau de la pendule tomba inexorablement au trente et unième coup, donnant ainsi au jeune Anatole Karpov sa deuxième victoire en six parties.

Le futur adversaire du champion du monde, Robert Fischer, se trouve parmi les deux hommes qui luttent actuellement à Moscou. Karpov n'est plus qu'à trois points de la victoire.

FINALE DU TOURNOI DES CANDIDATS
(sixième match
Moscou, septembre 1974)
Blancs : A. KARPOV
Noirs : KORTCHNOI

	Blancs	Noirs
1.	e4	e5
2.	Cf3	Cf6
3.	C×e5	d6
4.	Cf3	C×e4
5	d4	d5
6	Fd3	Fe7
7.	0-0	Cc6
8.	Te1	Fg4
9.	c3	f5
10.	Db3	0-0
11.	Cbd2	Rh8
12.	h3	Fh5
13.	D×b7	Tf6
14.	Db3	Tg6
15.	Fe2	Fh4
16.	Tf1	F×f3
17.	C×f3	F×f2
18.	T×f2	C×f2
19.	R×f2	Dd6
20	Cg5	Tf8
21.	Da3	Dd8
22.	Ff4	h6
23.	Cf3	Te8
24	Fd3	Te4
25.	g3	Tf6
26.	Dc5	g5
27.	C×g5	h×g5
28.	F×g5	Te6
29.	Te1	Dg8
30.	h4	Tg6
31.	T×e6	T×e6

Et les noirs abandonnent.

CARNET

Réceptions

— M. John N. Irwin, ambassadeur des Etats-Unis depuis mars 1973, a donné une réception vendredi dans les salons de sa résidence, à l'occasion de son départ.

— M. Malfatti di Montetretto, ambassadeur d'Italie, a donné une réception jeudi dans les salons de sa résidence.

Naissances

— Mme Henri Pelle des Forges,
M. et Mme Herman Grégoire,
M. et Mme Georges Meyer,
ont la joie d'annoncer la naissance de leur arrière-petit-fils et petit-fils,
Benoît,
né le 23 septembre 1974, fils de Claire et Fabrice Grégoire.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le mariage, à Caen, le 28 septembre, de
Mlle Nicole Chatelet,
fille de M. et Mme Jean Chatelet,
avec M. Arnaud Collignon,
fils du général et de Mme Jean Collignon.

Décès

— Mme F. Masson,
Mme M. Marion,
ses sœurs,
les familles Masson, Doré, Marion et Marot,
ses neveux et nièces :
ses nombreux amis et ses collaborateurs,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de
M. Paul CHANSON
survenu le 25 septembre.
Les obsèques ont eu lieu le 28 septembre en la basilique Notre-Dame de Beaune, suivies de l'inhumation à Bessay-en-Chaume.

— Metz, Nancy.
M. Gilbert Dreyfuss, ingénieur général des ponts et chaussées et Mme, Mlles Anny et Françoise Dreyfuss, et toute la famille,
ont la douleur de vous faire part du décès de
Mme Marcel DREYFUSS
née Andrée Rueff
survenu à Nancy le 15 septembre 1974.
Les obsèques ont eu lieu à Nancy le 18 septembre.
Metz, 10, rue Winston-Churchill.

— M. et Mme Roger Droullly,
Mme Cécile Droullly,
ont la douleur de faire part du décès, à l'hôpital N.-D.-de-Bon-Secours, de
M. André DROUILLY.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 25 septembre.

— M. le président et Mme H.-G. Henninot,
Mme Yvonne Lavertu,
ont la douleur de faire part du décès de leur père,
M. Hector HENNINOT,
administrateur de société,
croix de guerre 1914-1918,
survenu à Paris à l'âge de quatre-vingt-onze ans
La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre, à Calais, le lundi 30 septembre 1974, à 15 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.
9, rue de Paradis, 75010 Paris.

— Le Syndicat national des directeurs de C.E.T. fait part du décès de
Mme Claude LEONE,
épouse de M. Léone,
secrétaire général du Syndicat.
Les obsèques auront lieu dans l'intimité le mardi 1er octobre à Céret (Pyrénées-Orientales).

— M. Henri Schwak,
M. et Mme J. Sabag et leurs enfants,
M. Alain Schwak,
M. Maurice Soria,
M. et Mme Albert Cohen et leur fils,
M. et Mme Lucien Soria et leurs enfants,
M. Simon Schwak et sa fille,
Mlle Rosette Schwak,
Les parents, famille et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, mère, grand-mère, sœur, belle-sœur, tante et parente,
Mme Henri SCHWAK,
née Yvette Soria,
décédée le 25 septembre 1974
Les obsèques auront lieu le lundi 30 septembre 1974.
Réunion porte principale du cimetière de Pantin parisien à 10 h. 45.
48, rue Tahar-Sebti, Casablanca.
21, rue Lasson, Paris-12e.

— Mme veuve Victor Souied,
M. et Mme Lucien Souied et enfant,
M. et Mme Robert Souied et enfants,
M. et M. Gérald Souied et enfants,
M. et Mme Jean-Claude Souied et enfants ;
M. et Mme Max Hababou et enfants
M. et Mme Bernard Souied et enfants,
M. et Mme Joseph Souied et enfants,
M. et Mme Simon Souied et enfants,
M. et Mme Emile Souied et enfants ;
Mme veuve Albert Scemama et enfants ;
Mme veuve Emile Giami et enfants ;
Mme veuve Albert Cohen et enfants ;
M. et Mme Joseph Zagroun et enfants ;
Les enfants de feu Salomon Koskas ;
M. et Mme Jacob Scemama et enfants ;
M. et Mme René Scemama et enfants,
M. et Mme François Scemama et enfants ;
Les familles parentes et alliées ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très cher époux, père, grand-père, frère, beau-frère et oncle
Victor d'AARON SOUIED DU KEF
(Tunisie),
survenu le 26 septembre 1974 dans sa soixante-dix-huitième année après une longue et douloureuse maladie en son domicile, 11, jardin des Hespérides.
Rue de Musselburgh,
94500 Champigny-sur-Marne.

Messes

— En mémoire de
Alfred BOUR,
ancien membre
de l'Assemblée de l'Union française, décédé au cours de l'été 1973, une messe sera célébrée le 9 octobre, à 19 heures, en l'église Saint-Philippe du Roule.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu du
colonel Charles DIMARY (C.R.),
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
rosette de la Résistance,
officier de la Legion of Merit USA,
vice-président de l'Association de la libération française du 8 novembre 1942 qui prépara et facilita le
débarquement allié
en Afrique du Nord,
une pieuse pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé, en union de prière avec la messe chantée qui sera célébrée à son intention le 1er octobre, à 11 h. 45, en la chapelle du monastère des Bénédictins, 3, rue de la Source, Paris-16e.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Visites et conférences

LUNDI 30 SEPTEMBRE

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques, 15 h., devant l'église, Mme Bouquet des Chaux : « La Renaissance à Paris : l'église Saint-Etienne-du-Mont. » — 15 h., rue de Vaugirard, 70, Mme Carcy : « Les grandes heures de la Révolution : aux Carmes. » — 15 h., rue Saint-Martin, 18, Mme Legregeois : « Le quartier des Halles hier et aujourd'hui. »

14 h. 30, cour Carrée, pavillon de l'Horloge : « Les appartements des rois de France au Louvre » (Paris et son Histoire). — 14 h. 45, Palais de Chaillot, à la caisse, « Musée des monuments français : J. Goujon, P. Bontemps » (Mme Angot). — 15 h., Sainte-Chapelle : « Architecture et vitraux du treizième siècle » (Histoire et Archéologie). — 15 h., métro Cité : « La Sainte-Chapelle » (Jadis et Naguère). — 15 h., Grand Palais, porte Clemenceau : « Exposition Joan Miro » (Tourisme culturel). — 15 h. rue Pierre-Lescot, 28 : « La cour des Miracles, les Halles, la tour de Jean-sans-Peur » (A travers Paris). — 15 h. 15, portail : « La Sainte-Chapelle » (M. de La Roche).

VENTE

« WOMAN V » DE WILLEM DE KOONING

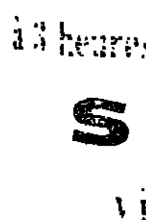
Un tableau du peintre expressionniste américain Willem de Kooning, une des figures majeures de la peinture américaine d'après guerre, vient d'être acquis par la National Gallery australienne pour 850 000 dollars, soit plus de 4 millions de francs. C'est un prix record pour une œuvre de peintre vivant. La toile, intitulée Woman V, *appartient à une série de six tableaux peints dans les années 50 par l'artiste, originaire de Hollande, fixé aux Etats-Unis en 1926.*

A L'HOTEL DROUOT

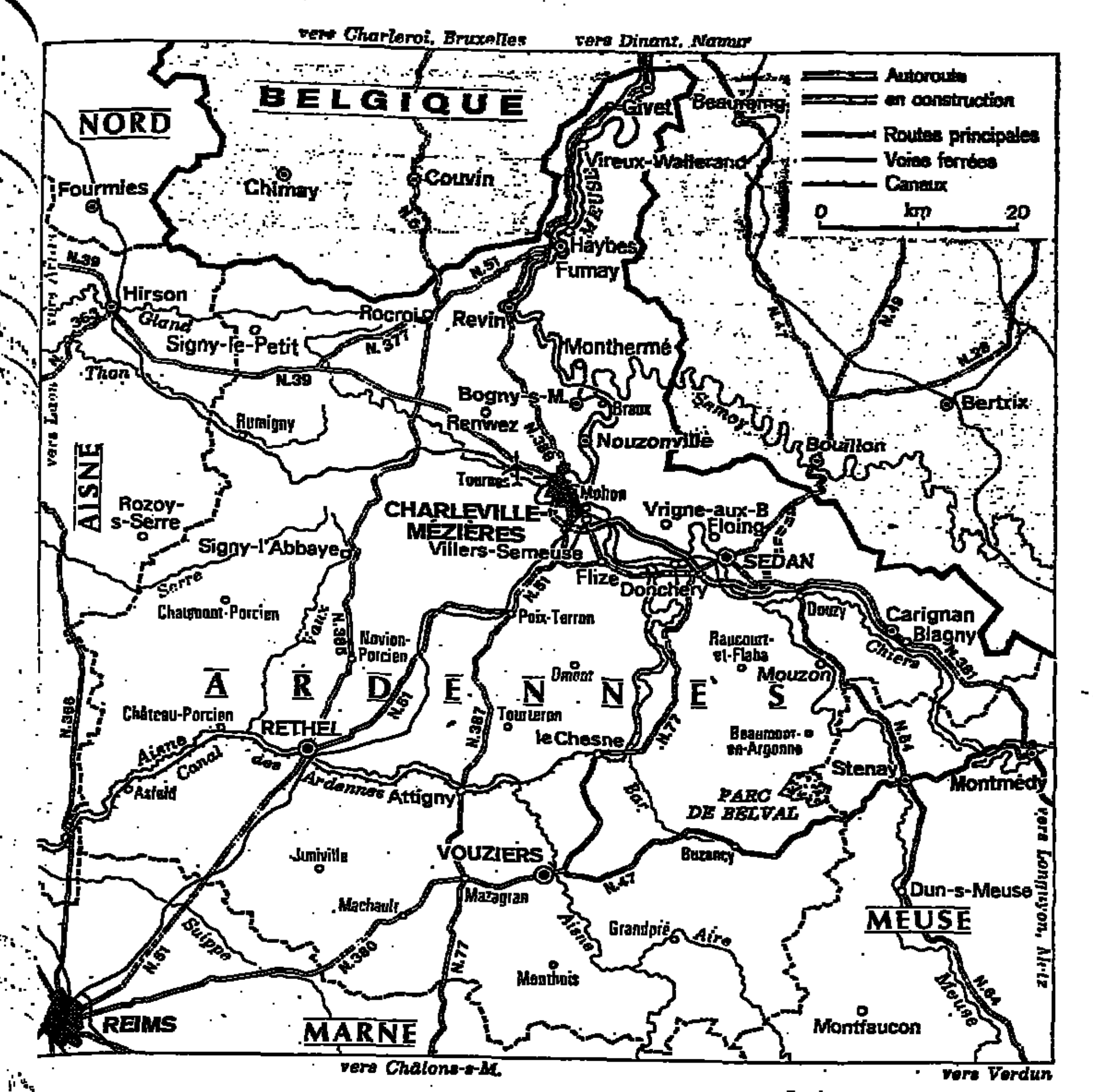
Lundi

EXPOSITIONS

S. 14. - Ap. décès. Beau mobilier. Me Delorme.
S. 14. - Ameublem. Mes Boisgirard.







Les Ardennes sortent de l'ombre

« Les années noires sont derrière nous. » C'est ainsi que, dans les Ardennes, on évoque, sur un ton volontaire, les mauvais souvenirs liés à la « défection » de Ford il y a quatre ans. C'est Bordeaux, et non Charleville, qui allait accueillir l'usine d'automobiles tant attendue. Le département, en bloc, descendit dans la rue crier son inquiétude.

Depuis, on a repris l'espoir et la marche en avant. Ce ne fut pas sans rencontrer des embûches : des fonderies, des entreprises textiles, des ardoisières, ont fermé. Mais les Ardennes ont des atouts : la jeunesse de sa population, une agriculture diversifiée au sud, des entreprises nouvelles et modernes, des forêts majestueuses, qui produisent un bien de plus en plus rare — le bois — et qu'on voudrait voir traversées par davantage de promeneurs à la recherche de solitude.

Car l'Ardenne est aussi une terre de poètes...

LES PRÉMICES D'UN ENVOL

C'est un trou de verdure où [chante une rivière.
Accrochant follement aux herbes [des haillons
D'argent ; où le soleil, de la [montagne fière,
Luit : c'est un petit val qui [mousse de rayons.

HÉLAS ! *aujourd'hui le spectacle* de la Meuse ne serait plus de nature à inspirer Arthur Rimbaud, le fol enfant chéri de Charleville. La rivière est basse, ses eaux souillées et brunâtres. Des poissons flottent le ventre en l'air. Les stations d'épuration de Charleville-Mézières et de Sedan ne fonctionneront que dans quelques mois. Une imposante manifestation contre la pollution de la Meuse *et de ses affluents doit avoir* lieu le 29 septembre.

Car les Ardennes sont un département industriel : jadis surtout métallurgique (haut lieu de l'estampage) et *textile, il compte aujourd'hui* aussi des usines de verre, d'automobiles et bientôt peut-être un laboratoire pharmaceutique.

Comme pour la plupart des régions dont l'économie a trop longtemps puisé ses forces dans le travail du fer et des fibres, la délégation à l'aménagement du territoire a classé, il y a quelques années, le nord des Ardennes dans les zones prioritaires pour la conversion industrielle. Et puis, surtout, il fallait compenser moralement l'immense déception qu'avait causé, ici, en 1970, la préférence témoignée par Ford à Bordeaux plutôt qu'à Charleville. En définitive, c'est Citroën qui remplaça le géant américain, suivi par quelques autres entreprises. Mais, en cette fin de 1974, le bilan des créations d'emplois, s'il traduit un réel « décollage », fait apparaître aussi la fragilité de l'économie.

Ainsi, de janvier 1970 à juillet 1974 on compte 1 573 emplois industriels créés contre 1 232 postes supprimés par suite de fermetures. 1972 et 1973 ont marqué un bond en avant, mais la progression générale de l'emploi depuis douze ans est beaucoup plus faible dans les Ardennes que dans les trois autres départements de la région (Aube, Haute-Marne et surtout Marne). De plus, on n'est pas à l'abri des faillites, des dépôts de bilan et des réductions d'horaire.

Sur ce dernier point, des piliers de l'économie locale comme la firme Sommer (2 100 personnes) montrent quelques signes de faiblesse : *« Il nous faudra bien six mois pour remonter la pente »*, expliquent les dirigeants de l'entreprise. Et dire que les primes d'intéressement de fin d'année pouvaient, il y a quelque temps, représenter quatre à cinq mois de salaire chez Sommer !

Autre motif d'inquiétude : l'emploi féminin ne représente que 24 % de l'emploi total, et ce taux tombe à moins de 20 % dans l'arrondissement de Sedan et dans la vallée encaissée de la Meuse, alors que la moyenne régionale est de 32 %.

C'est pourquoi la surprise et le désappointement furent unanimes lorsque les Ardennais lurent dans leur journal du 31 juillet dernier que le gouvernement, à l'invite de la DATAR, avait décidé de réduire chez eux de 25 % à 12 % la prime de développement régional.

Du député U.D.R., M. Jacques Sourdille aux syndicats, en passant par le préfet, les protestations se multiplièrent. *« On diminue les primes, mais on trouve bien des devises pour permettre aux trusts français d'investir à l'étranger »*, constate M. Bernard Poncin, délégué de la C.G.T. *« Il y a beaucoup de P.M.E. dans la région,* ajoute pour sa part M. Czerkawski, responsable de la C.F.D.T., *et un gouvernement de gauche n'aurait jamais agi ainsi à leur égard pour le crédit. On rend plus forts les grands ; les petits on les asphyxie. »*

« Il y a des régions plus éprouvées que les Ardennes, dit pour se justifier la DATAR. *Vous avez obtenu des résultats encourageants. »* Mais *la C.G.T. renvoie la balle en récapitulant* six fermetures d'entreprises entre le 19 mai et le 10 septembre et la mise en chômage totale ou partielle de deux mille six cents salariés. La C.F.D.T. comptabilise pour sa part sept cent dix licenciements depuis juin 1973. F.O. reconnaît qu' *« il y a évidemment Citroën, mais allez chercher la moindre information dans cette société. Et puis les relations sociales chez Citroën... »*.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 32.)

LA PART DU RÊVE

Par ANDRÉ DHOTEL

LA haute Ardenne est un pays industriel. La métallurgie tient la première place avec ses usines le long de cette Meuse, qui ouvre vers le nord, depuis le siècle dernier, sa grande voie commerciale. Cependant, si l'on s'intéresse à l'Ardenne, ce n'est pas tellement pour favoriser cette remarquable audace d'un fleuve et d'une économie qui font leur chemin au travers d'un massif inextricable. On se plaît plutôt à vanter des légendes auxquelles on ne croit guère, que ce soit celle des quatre fils Aymon, des Dames de Meuse ou du château du Roc-la-Tour bâti et démoli par le diable. Les fantômes anciens rivalisent avec les appareils électro-ménagers et, malgré la réputation séculaire, des industries feignent de dominer les esprits avec leurs merveilles gratuites.

Arthur Rimbaud, dont on étouffe difficilement les singulières affirmations, ne fit que détester ces « chers Anciens », et il n'a pas manqué de vanter les fonderies. On n'a guère remarqué comment ce poète s'attache à décrire des villes imaginaires où s'allument les feux d'un âge nouveau voué à d'immenses entreprises techniques qui « s'échafaudent » sur des passerelles, des gouffres, des gorges. Certes, en même temps il célèbre quelque haut lac, de profond déserts, forêts, prairies ardennaises et mystiques, dont il constate l'originelle virginité ou divinité.

Deux mondes opposés

Qu'est-ce à dire, sinon que l'Ardenne n'a pas besoin de recourir à des histoires vaporeuses pour présenter, en une contradiction saisissante, deux mondes opposés mais actuels, et non pas ennemis, et qui obéissent chacun à leur propre destin. Les dernières maisons de Charleville touchent à la grande forêt. Les usines de la vallée apparaissent toujours dans le même regard que l'infinité sylvestre. Le sud du département des Ardennes, dont la culture et l'élevage font une contrée parfaitement civilisée, n'en est pas moins envahi par d'autres forêts. De la forêt de Boult à celle de Mazarin, en passant par le Dieulet et les bois du mont Dieu, il n'est guère d'horizon où ne se dessine une lisière qui arrête les spéculations banales, et celui qui s'avance dans les taillis ou futaies a toutes chances de se perdre jusqu'à ce qu'il entende les voitures sur une route lointaine ou le chant d'un cop ou les discussions des canards. Alors, hanté par les dédales du sous-bois, il se retrouvera peut-être dans d'immenses prés vallonnés dignes d'un western, clairières où la pensée s'inverse et où il verra le monde dans une pureté reconquise.

Que ce pays soit à deux heures ou guère plus de Paris, avec lequel les relations sont constantes, n'empêche pas tel ou tel, apparemment doué de quelque instruction, de parler, hors de propos, du « fin fond des Ardennes », comme s'il s'agissait du pays perdu par excellence.

La contradiction joue à chaque instant. Elle se retrouve dans le caractère des gens du lieu, à la fois accueillants et sauvages, attachés aux réalités de l'heure et soudain fervents de fantaisies inédites, économes et donneurs, amicaux et moqueurs. Les guerres n'ont pas manqué de fournir des occasions de peines, de duretés, de travaux, de réveils propres à retourner toute pensée, mais c'est surtout le pays lui-même qui dans sa substance révèle la double nécessité de l'industrie magnifique et des rêves sans fin.

Un peuple secret

C'est qu'une réalité mystérieuse y subsiste. Il ne s'agit pas de simples rideaux d'arbres, mais d'un véritable monde. Dès que l'on quitte les confins de la Champagne, où viennent d'ailleurs se promener les sangliers, le ciel s'ouvre au vol du milan royal, qui traverse les étendues en maintenant ses ailes dans une immobilité souveraine. Il y a les lents circuits des buses qui rôdent ensemble. On découvre encore le milan noir, les busards, le rare aigle blanc ou circaète. Enfin, en hiver, les balbuzards pêchent aux prairies inondées où s'ébattent avec le colvert, l'immangeable et superbe canard harle-bièvre, et parfois le cygne sauvage.

Il y a tout le peuple secret des bêtes de la forêt, mais encore avec le botaniste vous vous étonnerez d'une flore si proche des cheminées d'usines. Séneçons sylvestres, hautes digitales pourpres, balsamines dorées des ruisseaux vous mènent à ces fougères plus rares que sont les osmondes royales, aux rossolis glanduleux des marais, enfin l'unique trientalis d'Europe. Avec le mycologue vous découvrirez ces champignons qui n'ont jamais été revus depuis la fin, ou même le début, du dix-neuvième siècle, sans parler du Cortinarieus diabolicus *qu'on aurait seulement « cru voir ».*

C'est ainsi que l'Ardenne, en ses plus humbles visions, impose, plus que tout autre pays, la vérité d'un rêve vivant à la face des industries. Sans jouer la comédie d'un hommage aux légendes, il est nécessaire, tout en se glorifiant des grandioses nécessités techniques, de savoir s'arrêter devant l'indicible miracle d'une nature intensément réelle et qui nous parle elle aussi de l'avenir, mais d'un autre *avenir.*

Sommaire

LES ARDENNES

CHARLEVILLE-MÉZIÈRES : cinq villes qui n'en font qu'une

IL y a huit ans — c'était le 1er octobre 1966 — naissait Charleville-Mézières, nouveau chef-lieu des Ardennes issu de la fusion de cinq des douze anciennes communes qui constituaient alors l'agglomération du chef-lieu : Mézières, ancienne place forte et siège de la préfecture qui ne comptait alors que 13 328 habitants ; sa grande voisine Charleville, cité industrielle et commerciale prospère, première ville du département avec 26 402 habitants ; Mohon, ancien village que l'industrialisation et surtout le développement du chemin de fer avaient transformé en une cité ouvrière de 9 252 habitants ; Montcy-Saint-Pierre, cité dortoir « champignon » qui venait de passer en quelques années de 1 600 à 2 978 habitants, et Etion, commune semi-rurale de 843 habitants.

Ces situations très différentes constituaient l'obstacle majeur au projet de fusion dont l'idée avait été lancée, dès 1948, par les élus de Mézières. Mais leurs collègues de Charleville — qui par la seule taxe locale bénéficiaient d'un revenu quatre fois supérieur à celui des quatre autres communes réunies — ne paraissaient pas pressés de partager cette richesse avec les cités voisines moins favorisées.

De leur côté, les habitants des petites communes craignaient que leur intégration dans une grande cité ne se traduise par une trop lourde augmentation de leurs charges.

Ce n'est qu'après de très longues discussions et surtout l'expérience bénéfique d'un syndicat intercommunal créé en 1961 pour l'étude en commun des grands projets d'équipement que quatre-vingt-dix-sept conseillers municipaux, sur les cent huit que comptaient alors les cinq communes, se prononcèrent pour la fusion.

De l'esprit de clocher à l'esprit communautaire

L'esprit de clocher qui avait trop souvent dominé les débats entre les anciens conseils municipaux pouvait faire craindre un échec de cette expérience alors unique en France.

Mais un véritable esprit communautaire a vu le jour, explique M. André Lebon, député (P.S) et ancien maire de Charleville en rappelant que, lors des élections municipales de 1971, la liste sortante (socialiste-centre gauche) qui avait fait la fusion avait été réélue, recevant ainsi, après cinq années de gestion du nouveau chef-lieu, l'approbation de la majorité du corps électoral.

On doit noter d'ailleurs que, à l'occasion de ces élections, aucune des autres listes (U.D.R. et P.C.F.) n'avait remis en cause la fusion.

Sans doute, précise M. Lebon, y a-t-il parfois certaines réticences de quelques anciens habitants des vieux quartiers mais cela n'est jamais très sérieux. Quant aux jeunes générations, des faits quotidiens confirment qu'elles sont parfaitement intégrées.

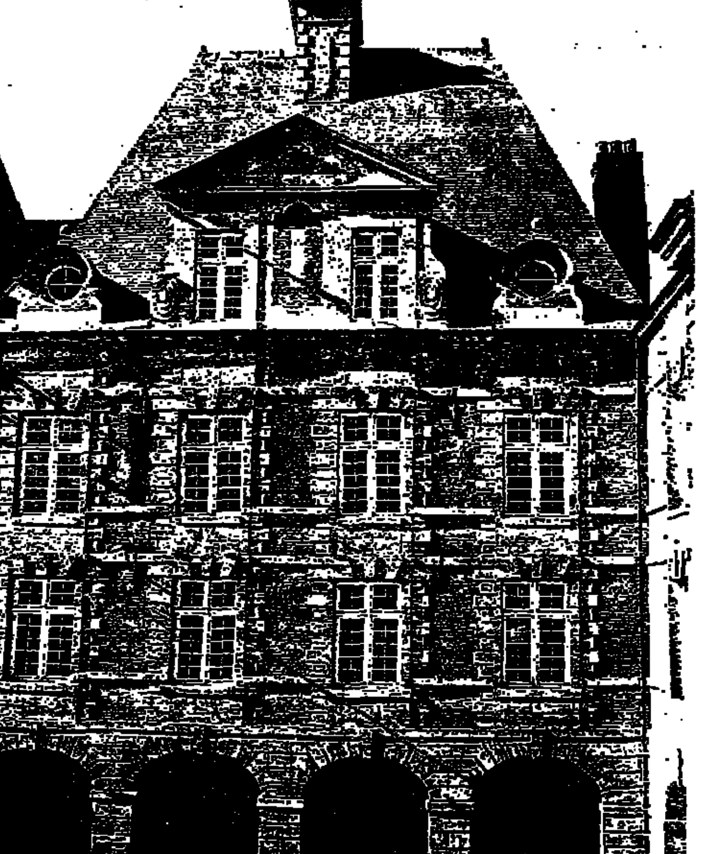
Au sein même du conseil municipal, toutes les questions — y compris celles concernant plus particulièrement l'une ou l'autre des anciennes communes devenues des quartiers, — sont examinées et traitées dans un esprit d'intérêt général.

Il est en outre normal et même souhaitable que les quartiers — anciens et nouveaux — possèdent une certaine personnalité, et à ce sujet la municipalité regrette parfois que, malgré le dynamisme et la bonne volonté des dirigeants, soutenus par la ville, certaines associations créées pour animer ces quartiers ne parviennent pas toujours à intéresser les habitants à leurs activités.

Lors de la fusion, les municipalités des cinq anciennes communes puis les élus de la nouvelle « communauté » avaient formulé des souhaits et établi un programme d'équipement parfois très important.

Le conseil municipal de Charleville-Mézières a mis un point d'honneur à respecter les décisions prises par les équipes des anciennes communes. Dans le schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (S.D.A.U.) qui se prépare actuellement et notamment dans le plan d'occupation des sols les zones sont déterminées en fonction des décisions antérieures : ainsi pour celle, résidentielle, de Montcy-Saint-Pierre où le conseil avait demandé que l'on n'implante ni tours, ni immeubles collectifs.

« *Nous avons même,* souligne M. Lebon, *réalisé des projets d'équipement importants comme la ZUP de la Ronde Couture, celles de Manchester et du Port Bussy, et la zone industrielle de Mohon, projets décidés par les anciennes villes qui n'auraient certainement pas pu, sans la fusion, être réalisés aussi rapidement.* »



Un pavillon de la place Ducale

L'État a tenu ses promesses

Lorsque l'on demande à M. Oudet, premier adjoint chargé plus spécialement des finances, s'il a reçu de l'Etat l'aide qu'il était en droit d'attendre au titre des incitations au regroupement des communes, la réponse est également positive :

« *Nous avons reçu toutes les subventions promises et même,* ajoute-t-il, *à la suite de la loi du 16 juillet 1971 portant sur les fusions, comme nous étions encore — à trois mois près — dans le délai de cinq ans, nous avons obtenu des primes supplémentaires pour des travaux complémentaires. En outre, la fusion nous a souvent donné un argument majeur pour obtenir certains emprunts. Ainsi, encore actuellement, j'obtiens des crédits en les justifiant par la nécessité d'équilibrer certains équipements qui étaient insuffisants dans les anciennes communes.* »

On doit noter également le concours appréciable apporté dans la réalisation des grands projets par une organisation des services techniques qui ne pouvait exister dans les communes divisées.

Le responsable du budget municipal se déclare également satisfait des résultats obtenus pour maintenir à un taux raisonnable la progression des impôts locaux.

Des impôts moins lourds qu'ailleurs

Certaines communes pratiquaient une politique financière d'économie à court terme qui freinait l'augmentation des charges mais en même temps retardait la réalisation des équipements. Cette politique ne pouvait durer longtemps, et une commune comme Montcy-Saint-Pierre, qui venait de doubler sa population, était acculée à réaliser d'urgence de grands projets : par exemple, une nouvelle conduite d'adduction d'eau.

Sans la fusion, ses charges auraient augmenté dans des proportions considérables. La fusion a permis, par une intercommunication des réseaux, de fournir l'eau à tous les quartiers de la ville.

L'équilibrage des impositions a pu être réalisé dès le budget de 1968 (alors qu'un délai de trois ans était prévu) et l'augmentation qui en a résulté apparait comme tout à fait normale lorsque l'on considère la valeur des grands travaux d'équipement entrepris dès les premières années de la fusion.

Cette progression des impôts locaux n'a jamais dépassé celle des impôts du département, et une étude comparative récemment réalisée sur les charges des villes de 50 000 à 100 000 habitants fait ressortir que l'impôt sur les ménages par habitant à Charleville-Mézières a été inférieur de 23 % à la moyenne des autres villes pour la période de 1969 à 1973.

Pour les quatre derniers exercices, l'augmentation totale du nombre des centimes communaux ressort à 56 %, soit une moyenne de 12,4 % l'an, généralement inférieure à la progression dans les autres villes.

Le poids du chef-lieu

Un rapport établi en 1963 sur les incidences administratives et financières de la fusion par M. Degenne, inspecteur de l'administration, prévoyait que l'agglomération chef-lieu pourrait atteindre 80 000 à 90 000 habitants vers 1975.

Or, la dernière estimation fixe à 64 300 le nombre actuel des habitants de Charleville-Mézières. En y ajoutant la population des six autres communes non fusionnées de l'agglomération chef-lieu, on aboutit à 75 000 habitants, ce qui laisse penser que les prévisions du rapport Degenne ne seront pas atteintes.

« *Sans doute les prévisions de ce rapport, déjà ancien, étaient-elles un peu surfaites,* note M. Lebon ; *mais il n'en reste pas moins que la progression de 12 000 à 60 000 habitants a été bénéfique pour l'ensemble du département.* »

Charleville-Mézières est devenue la soixante-quatorzième ville française et surtout la troisième ville de Champagne-Ardenne, avant Châlons-sur-Marne, capitale administrative. Elle reste, bien sûr, derrière sa grande voisine Reims, qui progresse elle aussi, mais le chef-lieu des Ardennes prend de plus en plus de poids dans la région. Ainsi, ayant plus de 30 000 habitants, il peut avoir son propre représentant au conseil régional.

Réalisations et projets

Les équipements routiers demeurent parmi les réalisations prioritaires de la municipalité. D'importants travaux sont en cours sur le second axe urbain dont la partie principale sera mise en service avant la fin de l'année. En même temps que se poursuivra la réalisation des autres tranches en direction de la route de Paris, puis de la voie rapide Charleville - Mézières-Sedan, la ville devra accélérer la mise en chantier de la pénétrante urbaine vers la vallée de la Meuse, et l'on parle déjà d'un troisième axe routier en direction de la route d'Hirson.

Pour l'ensemble de ces grands projets, la fusion a permis une unité de vues qui va également se concrétiser par la mise en place d'un plan général de circulation et la réalisation d'un réseau d'assainissement pour l'épuration des eaux usées.

Les réalisations ont été nombreuses dans le domaine du logement, des écoles, des équipements sportifs. Elles devront se poursuivre et s'étendre, notamment dans le domaine culturel, où il faut noter la création d'un conservatoire de musique fréquenté par cinq cents enfants de tous les quartiers.

Une dépense de 15 millions de francs est prévue pour la réalisation d'un parc des expositions avec salles polyvalentes et pour la nouvelle caserne de sapeurs-pompiers.

La seule difficulté que redoutent les élus serait le départ de certaines usines actuellement implantées en ville et auxquelles le chef-lieu n'a plus de terrains à offrir depuis que la zone industrielle de Mohon est entièrement occupée.

POL CHAUMETTE.

هكذا من الأصل

L'EUROPE DES ÉCRIVAINS

« L'ARDENNE ne chante pas. » Un antique dicton l'affirme. Depuis la légende des quatre fils Aymon, cette terre âpre « *sans cesse martyrisée, champ de bataille séculaire* », n'avait plus produit, semble-t-il, ni poème ni poètes. Des généraux, oui, comme Turenne, et des ingénieurs pour forcer *son sol avaricieux... Mais ni le philosophe* Taine ni même l'historien Michelet n'ont fait remettre en cause l'idée reçue. Et puis Rimbaud surgit... Sans doute va-t-il ricaner du square de Charleville — « *taillé en mesquines pelouses* », — pas plus honni d'ailleurs que toute la vieille « *Europe aux anciens parapets* ».

Sans doute, le mauvais sujet ne sera pas admis tout de suite, non plus que l'autre « vilain bonhomme ». Verlaine, de vieille famille ardennaise belge. Mais, à la fin, la gloire venue d'ailleurs force la porte et semble libérer des voix qui se taisaient. L'Ardenne avait double visage. On ne le savait pas. Désormais elle va chanter.

En 1925 Jean-Paul Vaillant fonde tout ensemble sa revue *la Grive* et la « Société des écrivains ardennais ». L'une et l'autre vivent encore, bien que s'orientant aujourd'hui vers des voies différentes. Longtemps *la Grive* célèbre la « *petite patrie méconnue* », injustement accusée d'ignorer tout lyrisme. Elle chante le « *passant considérable* » — et Rimbaud devient omniprésent à Charleville : statue, musée, plaques, sociétés portant son nom — et le « pauvre Lélian », l'emprisonné de Vouziers. Elle redit toutes ses gloires et toutes ses anecdotes, recueille les vers d'Apollinaire,

« *Tant de tristesses plénières*
» *Prirent mon cœur aux fagnes [désolées* »,

raconte la marche de George Sand vers les « Dames de Meuse » — 35 kilomètres à pied à soixante-dix ans ! — s'indigne du récit de voyage de Théophile Gautier qui « *franchissant les rapides* » de la Semoy se croyait « *au bout du monde* »... *La Grive* s'acharne. Elle a une revanche à prendre contre « *l'ostracisme intolérable qui pèse sur ce bout de terre vague perdu au nord de la Champagne* ». Mais aussi elle révèle une originalité profonde, enfin dénouée : ce peuple des forêts et de terres âpres rêve mieux que quiconque en regardant son ciel. On entend déjà André Dhôtel :

« *Au ciel désorienté*
» *le soleil pourrait bien*
» *cheminer à l'envers.* »

Et cent autres voix.

« *Aujourd'hui*, dit Mme Eva Thomé, *la Société des écrivains ardennais* (1) — *dont André Dhôtel est président d'honneur — compte cent quarante membres. Elle a sans doute ses petits ridicules comme bien d'autres sociétés de ce type mais quelque chose lui appartient en propre. Nous avons fait l'Europe bien avant tout le monde.* »

Regards vers Reims

Car les écrivains ardennais, depuis 1925, ignorent les frontières politiques. Pour eux les trois Ardennes — luxembourgeoise, belge et française — n'en font qu'une.

Le massif hercynien, les sillons de la Meuse et de la Semoy en font un seul pays. On ne se ferme pas. On s'ouvre jusqu'à Reims, jusqu'à Liège, et même jusqu'à l'Eifel allemand. *Si l'Ardenne reste la mère, il* faut savoir qu'« *on ne peut comprendre les autres pays, même lointains, qu'en aimant d'abord sa terre* ».

Sur ses terres, la Société voyage. Chaque année, elle s'en va tenir ailleurs son assemblée générale : à Rocroi ou à Sedan, à Namur ou à Virton, en France ou en Belgique, et le 13 octobre prochain à Luxembourg. Elle est, en somme, une « société régionale internationale ». Demeurée proche de *la Grive* — qui a pris son nouvel essor vers Reims, — elle publie ses propres cahiers : sujets ardennais ou première œuvre d'un écrivain du « massif ».

Elle est liée aux Amis de Rimbaud qui publient leur bulletin à Paris — correspondants à Charleville mais aussi aux Etats-Unis comme au Ghana — et au centre culturel Rimbaud, — correspondants en U.R.S.S. comme en Ethiopie. Elle a des fenêtres grandes ouvertes sur le monde.

Les jeunes poètes du Club 24 — partis de Rethel — ne sourient pas de cette dame bientôt cinquantenaire. Ils publient eux aussi — l'Ardenne chante ! — leurs cahiers, sans agressivité envers la « mère », sans le moindre complexe évidemment : mieux que nulle part on sait au pays de Rimbaud que le génie peut avoir dix-huit ans.

JEAN RAMBAUD.

(1) 23, Ilot du Château-d'Eau, 08 Charleville-Mézières.

...rthur, le passant considérable...

La fin des idées reçues

JE sais... Ce département n'est pas tout à fait comme les autres. Forêts d'Ardenne et d'Argonne, mais que se passe-t-il derrière vos brumes de légende?

« Département inaccessible » sur la frontière de l'Est, comment, par tes sept trains quotidiens vers Luxembourg et Cologne, te découvre-t-on aujourd'hui, si proche à deux heures de Paris, et comment se fait-il qu'on trace une autoroute à travers la trouée de Sedan?

« Département assiégé » dans tes citadelles de Sedan et Mézières, comment ouvres-tu les deux cent mille fenêtres du village olympique de Munich et comment déverses-tu sur le monde entier la moitié de tes produits?

« Département exposé », rebattu par les invasions à chaque défaite de la France, comment te retrouves-tu gardé par l'artillerie nucléaire du camp de Mailly-en-Champagne et chauffé par une des premières centrales électronucléaires?

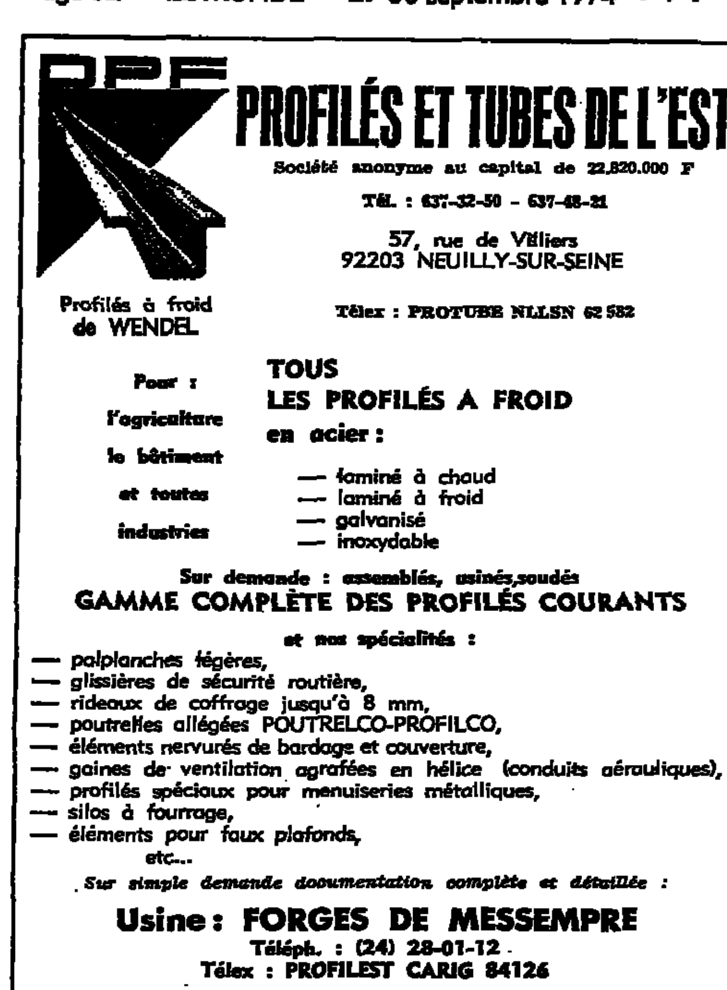
Sans doute va-t-il falloir que les Français révisent leur histoire et leur géographie. Le pétrole nous manque et voici le temps des remises en question. La frontière repoussée pour longtemps à 1 000 kilomètres à l'est, un centre géométrique va donc apparaître sur la Meuse ardennaise à égale distance de Francfort, d'Anvers et de Paris, à mi-chemin de Londres et de Bâle?

Depuis quelque vingt années, il se passe quelque chose d'insolite dans ce département oublié : Sedan abandonne l'antique drap des pantalons garance pour fabriquer le revêtement plastique de tous les murs d'Europe; Charleville, ancienne capitale du clou forgé, devient la capitale européenne des pelles mécaniques; Citroën y installe la plus moderne fonderie d'Europe, et Concorde vole grâce à l'électronique ardennaise.

Terre d'Arthur Rimbaud et du Temps des cerises, forêts préservées et Meuse endormeuse, Paris s'interroge. Ardennais têtus et accueillants, bâtisseurs et rebâtisseurs, est-ce donc là le changement?

Mais vous en avez fait d'autres.

JACQUES SOURDILLE,
député U.D.R. des Ardennes, président du conseil régional de Champagne-Ardenne.





LES ARDENNES

Les prémices d'un envol

(Lire la suite page 29.)

Et pourtant, les ouvriers qualifiés, les jeunes qui sortent des C.E.T. ou des lycées techniques trouvent facilement un emploi. Six offres pour chaque élève. Mais pas toujours d'un niveau et d'un intérêt conformes à ceux qu'on serait en droit d'exiger avec un diplôme. Entre la formation dispensée et les offres d'emplois, il y a souvent un abîme. Dans un hypermarché, sur vingt caissières, la moitié environ sont titulaires du Bac G (administration, secrétariat, commerce). Pour tenter de remédier à ces distorsions, le lycée technique de Charleville-Mézières a intelligemment lancé une section d'assistantes d'ingénieurs (deux ans d'études) pour les jeunes filles diplômées d'un bac de l'enseignement secondaire. Elles pourront trouver un travail à mi-temps, relativement bien rémunéré.

Mais Reims, Paris, la Basse-Seine offrent des salaires plus attirants. *« Nous continuons à être un pays naisseur et nous exportons notre matière grise et notre valeur technique »*, regrette M. Jean-François Dromby (P.S.), adjoint au maire de Sedan. Il y aurait bien un moyen de les retenir : décentraliser, outre des usines, des services de l'Etat. Mais sur ce point, en dépit des espoirs nés du récent déplacement du gouvernement à Lyon, on attend toujours des initiatives concrètes. Sait-on aussi que l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans libérerait d'un coup cinq mille postes de travail dans les Ardennes et favoriserait ainsi des promotions internes ?

A longue échéance, il faut forger les bases d'un développement économique complet. Les infrastructures ont bénéficié d'un salutaire coup de pouce avec la construction, achevée il y a un an et financée dans sa quasi-totalité par le département, de l'autoroute Charleville-Sedan. Piqué au vif, l'Etat ne pouvait pas ne pas suivre ce bon exemple local, et, aujourd'hui, les travaux de la voie Sedan-Bouillon (Belgique) sont en cours. *« Jusqu'à maintenant, les Sedanais qui voulaient voir les performances de leur voiture allaient les essayer sur les autoroutes belges »*, plaisante M. Dromby. Seul problème (scandale ! dit-on à Sedan) : le contournement autoroutier sud de la ville. Les élus refusent de participer pour 45 % au coût des travaux fois l'Etat. D'ailleurs, pour eux, la réformes des finances locales est une tâche autrement plus urgente : en effet, les usines, et donc les patentes, profitent surtout aux communes périphériques, alors que Sedan doit prendre en charge la plupart des équipements sociaux et éducatifs.

Les voies de communication, le désenclavement, voilà les têtes de chapitre des revendications des responsables ardennais. Non pas qu'on souhaite tout de suite l'aménagement de la Meuse au gabarit européen : *« Les péniches peuvent transporter 280 tonnes, mais, dès qu'on passe en Belgique, c'est comme les autoroutes, la rivière est accessible aux bateaux de 1 000 tonnes. Quant au canal des Ardennes, entre l'Aisne et la Meuse, il est le seul du type Freycinet dont le trafic augmente régulièrement »*, fait remarquer M. Maurice Périn, président de la chambre de commerce de Charleville.

Autre goulet d'étranglement, le logement : le département a reçu une dotation de 260 H.L.M. en 1974 : ce sera probablement le même contingent cette année, mais la seule agglomération de Charleville-Mézières a déjà besoin d'un minimum de 200 habitations sociales, et Sedan de 80. Les autres villes n'ont donc même pas de quoi « lécher le plat ». Toute cette « misère » parce que, à Paris, on rappelle qu'existent à Revin 150 logements vides construits il y a quelques années. Mais quels logements ! Des casernes, auxquels les ouvriers et les ouvriers-paysans des usines de Revin préfèrent, après leur travail quotidien, la verdure et la fraîcheur de leur ferme ou de leur village en forêt. *« Cette affaire des logements de Revin, c'est la « casserole » du département qu'il faudrait se décider à faire passer par pertes et profits »*, ne craignent pas de déclarer les responsables de l'équipement du département.

Les zones industrielles ? Elles se sont bien remplies. On songe maintenant à en aménager une nouvelle à Tournes sur 50 à 70 hectares. Elle aurait vocation à recevoir des ateliers et des industries légères pour la main-d'œuvre féminine. Mais ses promoteurs craignent que le « coup de frein aux primes » décidé par la DATAR ne retarde sa réalisation, rejetant les industriels vers d'autres régions plus attractives. Il n'est pas sûr cependant qu'ils aient raison car aucune étude sérieuse n'a jamais démontré que les primes étaient l'élément déterminant.

Alors, serait-ce la présence d'un aéroport ? Les élus consulaires du département « poussent » le projet de Tournes. L'allongement de la piste actuelle, les équipements de navigation, aboutissent à un devis de 5,2 millions de francs. La DATAR serait prête à dégager une subvention. Mais M. André Lebon, député socialiste et maire de Charleville-Mézières, rechigne : *« Il y a des travaux plus urgents : rocades, terrains de sports, C.E.S., formation d'apprentis, bibliothèques, assainissement, foyers des anciens, logements. Qui prendrait ces avions ? Nous avons six trains vers Paris chaque jour. » « Nous sommes en train de renouveler l'erreur que fit, il y a cent ans, Orléans en refusant le chemin de fer »*, réplique M. Périn.

Querelle d'anciens et de modernes ? Non, sans doute. Mais illustration concrète de deux conceptions différentes des choix prioritaires : les exigences de l'économie ou bien la qualité de la vie.

L'essentiel et le plus difficile étant, pour les responsables de l'avenir d'un département et de l'avenir de ses enfants, de ne pas s'exposer à entendre un jour, dans leur bouche, le reproche : *« Ils n'ont rien fait. »*

FRANÇOIS GROSRICHARD.



(PUBLICITÉ)

A SEDAN, PREMIÈRE EUROPÉENNE POUR LA BRANCHE VERRE PLAT DE BSN-GERVAIS DANONE

UN NOUVEAU PROCÉDÉ ÉLARGIT LES POSSIBILITÉS D'UTILISATION DU VERRE DANS LE BATIMENT

FACE A L'ÉVOLUTION DES CONDITIONS D'HABITAT...

Les applications du verre deviennent universelles. Mais la sécurité de son emploi constitue, en même temps, l'une des préoccupations croissantes des utilisateurs. La consommation de verres trempés, assurant une plus grande protection contre les différents risques, n'a cessé de progresser ces dernières années en France dans le secteur de la construction (60 % entre 1969 et 1974).

En matière de sécurité, les professionnels du bâtiment se fixent des règles de plus en plus strictes. Ainsi, le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment a-t-il publié en juillet 1972 un additif aux Documents Techniques Unifiés (les D.T.U.), codes de la profession, qui constitue un pas important en faveur des vitrages de sécurité, en stipulant l'emploi de verres trempés ou feuilletés dans les locaux ouverts au Public ou les parties communes d'habitation. Certes, la Législation Française ne rend pas obligatoire, notamment comme aux États-Unis, l'emploi des vitrages de sécurité dans les locaux d'habitation, mais les dispositions prises marquent le début d'une évolution qui doit aller en s'accélérant car l'on ressent dans l'opinion une exigence croissante de protection contre les risques divers.

D'autre part, les produits « tout verre » se développent de plus en plus. Autrefois, le verre n'était utilisé qu'en remplissage ; la fonction d'encadrement était assurée par des matériaux traditionnels comme le bois ou le métal. Maintenant, les qualités physiques des verres trempés permettent au verre de se passer d'encadrement. Aussi est-il couramment utilisé pour les portes, les fenêtres, comme pour des agencements intérieurs variés tels que les écrans de douches, les plateaux de table, etc.

...BOUSSOIS RÉPOND PAR DE NOUVEAUX PROCÉDÉS...

Depuis plus de 40 ans, les verriers se sont fixés pour objectif de conférer au verre une qualité et des performances toujours meilleures.

Pour améliorer la protection thermique, Boussois a été la première société dès 1954 à mettre sur le marché français un vitrage isolant sous la marque Thermopane. Elle dispose aujourd'hui d'une gamme très étendue qui permet de satisfaire tous les besoins d'isolation thermique actuels.

En 1965, elle lançait des solutions d'ouvrants SECURIT en série « TOUT VERRE », véritable innovation dans le domaine du verre. Depuis, la gamme s'est étendue à différents modèles de portes et fenêtres (fenêtres FLO, PIVORAMA, portes DIADOR...).

AUJOURD'HUI BOUSSOIS LANCE DANS SON USINE DE DONCHERY, PRES DE SEDAN, UN PROCEDE DE TREMPE A PLAT, NOUVELLE ETAPE TECHNOLOGIQUE MARQUANTE

— Quels sont les avantages des produits verriers trempés tels que la glace SECURIT ?

Le principe de la trempe consiste à réchauffer les produits verriers découpés, façonnés, et éventuellement émaillés, jusqu'à une température d'environ 700°C, puis à les refroidir brusquement par des jets d'air soufflé.

Tout en conservant les qualités propres aux produits de base dont ils sont issus, (qualités optique et acoustique, transmission lumineuse) les produits verriers trempés offrent une résistance au choc thermique : la glace SECURIT résiste à un choc de 300° alors que la glace recuite casse à 70° environ. Par ailleurs, en cas de rupture, la glace SECURIT se fragmente en morceaux émoussés de petites dimensions qui évitent les blessures profondes. Ce traitement renforce considérablement la résistance du produit fini.

— Le nouveau procédé de trempe à plat sur coussin gazeux. Son originalité ?

Ce procédé est parfaitement bien adapté à la fabrication de séries. En effet, le système traditionnel de trempe, nécessitant un certain nombre de manipulations successives, est remplacé par un processus en continu. Les plaques de verre arrivent à plat, passent sur des rouleaux, puis sur un coussin gazeux qui les supporte dans la zone de chauffe elles défilent ensuite entre les caissons de trempe, sont reprises en charge par des rouleaux puis passent devant des batteries de refroidissement.

La qualité optique des produits ainsi traités est parfaite. Ce procédé permet en effet, d'obtenir dans d'excellentes conditions de planéité toutes les épaisseurs couramment utilisées, y compris les épaisseurs faibles, pour lesquelles les procédés classiques se révélaient insuffisants.

— Une usine moderne dans une région dynamique.

BOUSSOIS a choisi un terrain de 13 hectares sur la zone industrielle près de Sedan pour implanter cette nouvelle usine de transformation. Le dynamisme de la région des ARDENNES et le rôle joué par la CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE SEDAN ont contribué pour une large mesure à l'aboutissement de cette entreprise.

D'autre part, la vocation européenne du groupe BSN-Gervais Danone justifie la localisation privilégiée de cette unité de production au carrefour des marchés français, belges et allemands.

La plupart des travaux ont été confiés à des entreprises locales (génie civil, routes, assainissements...). La première tranche de l'usine représente 13.000 mètres carrés couverts, les installations peuvent être doublées ou triplées si la nécessité s'en fait sentir.

Un souci d'esthétique a présidé à la réalisation de cette usine très moderne. Les recherches associées de l'architecte et du coloriste conseil ont permis d'obtenir des bâtiments harmonieusement intégrés au paysage.

L'usine a démarré début septembre. Elle emploie actuellement environ 130 personnes.

● BOUSSOIS QUI EXPLOITE SIX USINES EN FRANCE, DISPOSE D'UNE TECHNOLOGIE AVANCEE

BOUSSOIS S.A. emploie 5.300 personnes dans ses usines de BOUSSOIS-sur-SAMBRE, ANICHE, WINGLES, BOBIGNY, SEDAN, BORDEAUX.

Ses marques les plus connues sont les suivantes : DECOREGE, DIALUX, FUMEGE, LUMINOR, PROFILIT, SOLTRAN, THERMOPANE, VERFLEX.

En Europe, la production du verre plat du Groupe, concentrée sous l'égide de la holding Glaverbel Mécaniver, est répartie entre une trentaine d'usines situées principalement en France (BOUSSOIS S.A.), en Belgique (GLAVERBEL S.A.), et en Allemagne (FLACHGLAS AG DELOG DETAG).

Ces différentes unités fabriquent tous les types de produits verriers :

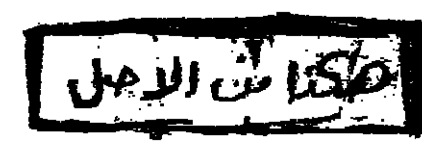
- verres à vitre, étirés selon les procédés classiques ;
- verres coulés, translucides et imprimés ;
- glace polie fabriquée suivant le procédé float glass.

Le Groupe accentue son orientation vers des techniques modernes de fabrication : 4 usines de float-glass sont actuellement en fonctionnement, l'une à BOUSSOIS en France, deux à MOUSTIERS en Belgique (dont l'une en cours de démarrage), une quatrième à GLADBECK en Allemagne, dont la production a démarré en juin dernier.

Ces usines fabriquent également des produits transformés, notamment :

- des vitrages de sécurité pour les marchés du bâtiment et de l'automobile ;
- des vitrages isolants pour lesquels le Groupe est le premier fabricant européen.

Les produits transformés représentent d'ailleurs une part croissante du chiffre d'affaires de la Branche (près de 60 % sur un montant de 3,3 milliards de francs en 1973) et connaissent des taux de croissance très élevés.



LES ARDENNES

Des richesses touristiques intactes

EXPLOITER LE RETARD

DANS la tapageuse mythologie des héroïsmes jusqu'au-boutistes, Bazeilles est, pour l'infanterie de marine, le moment crucial où naissent les réputations. La *Dernière Cartouche*, tirée à bout portant — d'une salle à *manger* bourgeoise déjà inscrite à l'inventaire des dommages de guerre — sur un ultime assaillant, installe définitivement les bases d'un esprit de corps. Pour l'imagerie populaire, la petite « maison des dernières cartouches », immortalisée par Alphonse de Neuville, marque le point fort, sur le plan artistique, des revers de 1870.

Bazeilles, dans les Ardennes, pouvait à juste titre s'enorgueillir d'être connu de tous, ou du moins de tous ceux qui avaient encore présente à la mémoire la figure de craie de l'officier blessé, accoudé au buffet d'époque, et qui commandait du regard la définitive détonation ; après quoi, épuisé, il entrerait dans l'histoire.

Il est des régions qui n'ont à vendre que le frou-frou des palmiers, l'inexorable avance des glaciers, le rythme des marées, ou la tranquille aubaine des villages aux pierres tendres. Il en est d'autres... « *Quelle configuration mystérieuse imposa depuis toujours à ces collines douces, à ces forêts tranquilles [...] d'être soumises à cette effroyable loi du sang laquelle les nations n'ont cessé d'en appeler, faisant Dieu juge de leur courage et de leur habileté guerrière (1) ?* »

Il en est d'autres qui ne pourront pas facilement se débarrasser de leur passé militaire, qui continuera longtemps encore à exercer une véritable *fascination sur les voyageurs*. Et, en effet, les Ardennes auraient pu se consacrer presque exclusivement à ce tourisme des champs de bataille. Cette ronde des circuits des guerres, triste image de marque, mais qui voyait affluer des dizaines de milliers d'étrangers bien décidés à venir rencontrer le grand souffle des invasions et des conquêtes.

Tourisme dans les Ardennes... Il faut comprendre que les chocs qu'a subis la région au cours de son histoire n'ont pas particulièrement porté ses habitants à penser à l'accueil des visiteurs, et à la meilleure manière de les recevoir. C'est une idée relativement récente ici, et il ne faudra pas s'étonner de ne pas rencontrer de grandes structures d'accueil telles que depuis longtemps déjà elles existent dans d'autres provinces. Une certaine timidité pèse encore sur la région, où, depuis trois ou quatre ans seulement, un effort est entrepris, notamment par les hôteliers, pour doter les Ardennes d'un appareil *touristique* moins rudimentaire que celui qui existait.

Du côté de la Belgique

Sur le *fond*, les responsables devront combattre une sorte de complexe d'isolement qui ferait assez *facilement* dire que bien peu de *gens* connaissent la région, savent la situer et surtout ont une quelconque envie de s'en aller la découvrir.

Moins traumatisées, les Ardennes *belges, pourtant, montrent, depuis* de longues années, qu'on peut avec succès entreprendre ici des opérations touristiques. payantes. Elles donnent aussi peut-être l'exemple de ce qu'il ne faut pas toujours faire. Les forêts sont fragiles et les paysages ne résistent pas longtemps à cette autre forme d'invasion qu'est le tourisme.

Les Ardennes pourraient donc « profiter » de leur retard et faire en sorte que le mouvement qui se dessine soit maîtrisé. Six cent quatre-vingt mille nuitées en 1973. C'était une bonne année. On ne souhaite pas dans la région jouer le chiffre, mais plutôt la qualité, et de ce fait l'avenir est envisagé avec calme et pondération.

Il le *faut*, car le danger, *pourrait-on dire, est aux portes. En* effet, les gens du plat pays — Lille est à 180 kilomètres de Charleville-Mézières — ont pris l'habitude de venir se mettre au vert *dans cette campagne agréable et* douce qui contraste avec leur *horizon* de nuages et de terrils. Les Ardennes, poumon pour le Nord, ce Nord qui n'aura plus guère de mal à atteindre les bords de la Meuse sitôt la réalisation achevée de l'autoroute Calais-Bâle, l'A-26. On peut également penser que Paris ne restera plus longtemps insensible à ces relativement proches réserves de nature, et qu'il conviendra de suivre avec attention et prudence les premières grandes vagues de touristes.

Les Ardennes touristiques, *encore* dans les limbes, seront ce qu'en feront ses responsables. Le pays est trop beau pour le gâcher.

JEAN-PIERRE QUÉLIN.

(1) Claude Mettra, *Vivre en France*. Éditions Sun.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

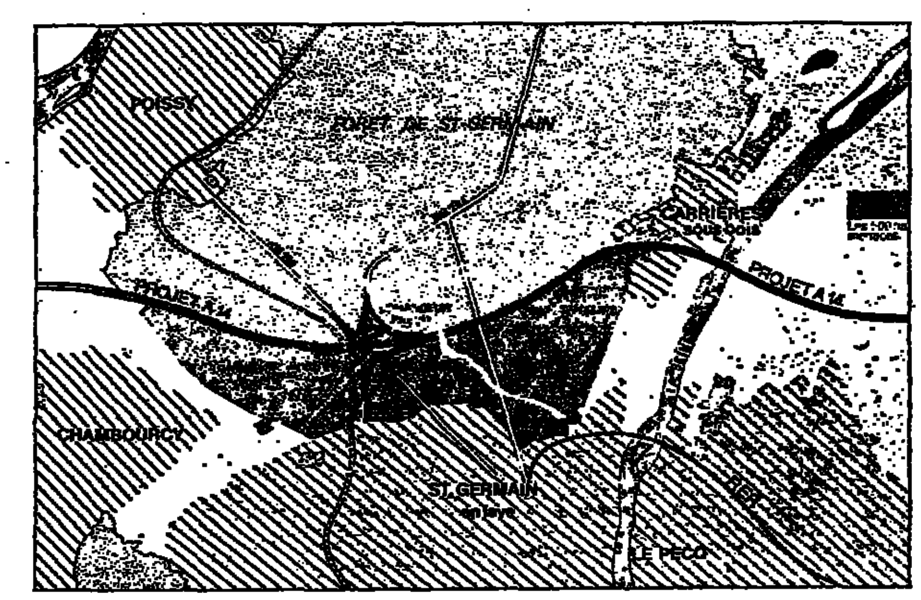
District parisien

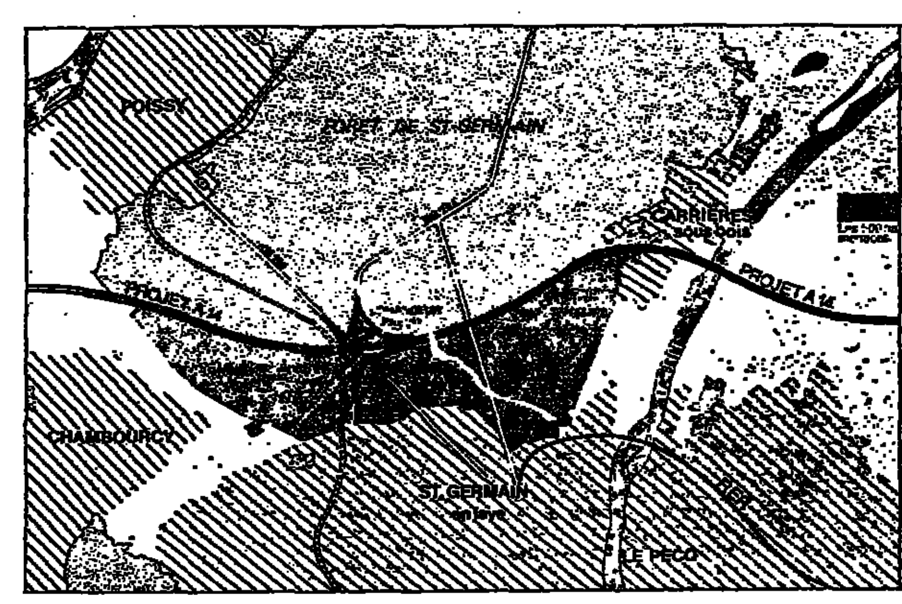
DANS LA FORÊT DE SAINT-GERMAIN

UNE AUTOROUTE POUR RIEN

« L'autoroute Paris-Orgeval (A 14) sera construite en tenant compte de l'environnement », a déclaré M. Robert Galley, ministre de l'équipement, lors de sa récente visite dans les Yvelines. « Il faut renoncer à ce projet qui amputerait de 500 hectares la forêt de Saint-Germain-en-Laye », estime au contraire M. Michel Péricard. Le président de l'Association pour la sauvegarde de l'environnement de Saint-Germain (1) a rappelé lors d'une conférence de presse réunie à Saint-Germain, jeudi 26 septembre, la politique de « préservation intégrale des espaces verts de la région parisienne » amorcée par M. Giscard d'Estaing.

Voilà un dossier dont le contenu semble tellement anachronique que l'association de M. Péricard, l'homme de « La France défigurée », devrait sans trop de mal obtenir une victoire. D'autant que le renoncement à ce projet ne coûterait pas un sou à l'État. Cela compte par les temps qui courent.





A dix-sept minutes de l'Etoile, par le métro express, s'étend la plus vaste des forêts proches de Paris : celle de Saint-Germain-en-Laye, 3 456 hectares, un million huit cent mille visiteurs *chaque année. Or, dans cette* région, explique M. Péricard, « *dès qu'il y a un projet important on pense — manque de terrain, manque d'argent — à la forêt* ». Plusieurs routes et le chemin de fer de grande ceinture la traversent déjà ; une maison d'éducation de la Légion d'honneur y a été construite au dix-neuvième siècle ; un camp militaire, un stade, un terrain de golf, une piscine, y ont été installés. Au détriment de plus de 800 hectares d'espaces verts.

C'est à une nouvelle amputation de 500 hectares que conduirait — indirectement — la construction *de l'autoroute A-14*, prévue *il y* a plusieurs années pour relier la porte Maillot à Orgeval, par la Défense, afin de délester l'autoroute de Normandie.

Les emprises de l'autoroute, des autres voies qui seraient élargies, et d'un échangeur de 10 hectares, occuperaient au total plus de 80 hectares. En fait, c'est tout un pan de forêt de plus de 400 hectares, au *sud du massif, qui serait* menacé de dépérissement et livré, à terme, aux pressions de l'urbanisation, car « *l'autoroute aura semblé tracer la nouvelle limite de la forêt* », selon M. Péricard.

Les communes de Chambourcy et surtout de Saint-Germain, à l'étroit dans leur territoire, ne résisteraient pas longtemps à la tentation d'annexer des espaces devenus indignes du nom de forêt.

On peut s'étonner, dans ces conditions, que M. Robert Galley, ministre de l'équipement, ait affirmé, lors de sa visite dans les Yvelines, le 12 septembre, que « *l'autoroute A-14 sera construite en tenant compte des besoins de l'environnement* ». Le ministre a même cité en exemple la traversée du bois de Boulogne par le boulevard périphérique !

Débouchant par un viaduc au bord de la terrasse de 2 kilomètres que Le Nôtre aménagea au-dessus de la vallée de la Seine, l'autoroute doit, en principe, être construite en tranchée, couverte par endroits de dalles, puis, au-delà de l'échangeur, sur un remblai de 5 à 10 mètres de hauteur. Aucune protection efficace contre les bruits et les pollutions n'est prévue, selon l'association.

Le jeudi 26 septembre, M. Péricard a demandé qu'on renonce purement et simplement au projet d'autoroute A-14, déclaré d'utilité publique en 1967. Tout en lançant à la direction des routes l' « *avertissement solennel que les populations voisines n'accepteraient jamais ce projet* », l'association ne propose pas d'autre tracé : « *Les ingénieurs sont là pour cela.* » Ce qu'elle suggère est plus original.

Le *métro* express, *fait-on* remarquer, dessert exactement les mêmes secteurs que l'autoroute A-14 (la Défense et Saint-Germain). Son terminus est enclavé dans le centre ancien de la ville, difficilement accessible à tous ceux qui n'habitent pas à proximité. Cet équipement très coûteux ne remplit pas à plein son rôle régional. Pourquoi ne pas s'attacher alors, estime l'association, à prolonger cette ligne plutôt qu'à investir encore des crédits dans des travaux autoroutiers ? — M. Ch.

(1) 45, rue Wauthier (78100), Saint-Germain-en-Laye.

URBANISME

DES ENQUÊTES VRAIMENT PUBLIQUES

M. Jean-Pierre Brulé, président de l'association pour la défense du quartier du Chay à Royan, nous écrit :

Je viens par un exemple concret *souligner le bien-fondé de votre* article du 3 septembre dernier intitulé « Des enquêtes vraiment publiques ». Le site exceptionnel de Royan, avec ses constructions basses en bordure de mer et ses espaces verts, va être défiguré en toute légalité, au terme d'une procédure qui a échappé à l'immense majorité de la population royannaise.

Voici les faits : en 1973, le conseil municipal, puis le préfet, approuvent un plan d'occupation des sols, après une « enquête publique » (1er au 23 août 1972) qui a recueilli 155 avis, soit envi*ron 1 % de la population, dont* 85 avis favorables et 70 défavorables. Un an plus tard, une première tour de 35 mètres est en cours de construction au bord de la Grande-Conche et beaucoup d'autres sont en projet, le POS ayant porté de 12 à 35 mètres la hauteur autorisée.

Dans un autre des sites les plus beaux de Royan, le terrain municipal du fort du Chay, en bord de mer, est cédé à un promoteur qui projette d'y construire deux cent vingt logements en immeubles à étages multiples sur moins de 3 hectares. Ce terrain est le seul espace libre en bord de mer dans une zone de villas où le précédent règlement d'urbanisme (1968) exigeait 1 000 mètres carrés minimum par construction et un seul étage.

Des associations créées pour la défense de ces deux sites ont recueilli en quelques jours près de deux mille signatures, qu'on ne peut s'empêcher d'opposer aux quinze avis de majorité de l'enquête « publique ». La population royannaise, qui est en train de prendre conscience de la gravité de ces projets, espère qu'une autorité publique interviendra d'urgence, dans l'esprit des déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing au cours de la campagne électorale, pour éviter des dommages irréparables.

A PROPOS DE...

La crise de l'énergie

Une maison anti-gaspillage

La première société de construction de logements « écologiques » vient de se créer en *Grande-Bretagne*. En France même, l'esquisse d'un pavillon « écologique » a été présentée au ministère de la qualité de la vie par de jeunes ingénieurs et architectes.

MM. Pierre Le Chapellier et Jean-Loup Wallet, les responsables du « groupe d'études de la maison écologique », ont conçu un logement de 100 mètres carrés, construit en matériaux locaux, qui devrait disposer d'environ 1 200 mètres carrés de terrain.

L'électricité est fournie par une éolienne à hélice tripale alimentant des accus. L'eau serait montée du puits par une seconde éolienne dotée d'un réservoir. Le gaz provient de la décomposition des ordures ménagères et d'algues spécialement cultivées sous serre. Des panneaux disposés sur les murs et les toits captent les rayons du soleil et assurent le chauffage. Un atelier permet à la fois des activités artisanales et l'entretien de la maison. Enfin verger et potager assurent une partie de la nourriture.

La « maison écologique » ne nécessite donc aucun branchement sur les réseaux publics : eau, gaz, électricité, égouts. En ce sens, elle constitue une intéressante contribution à la politique d'« anti-gaspillage ». Avec son équipement complet, elle coûterait aux environs de 300 000 francs. — M. A.-Ru.

ENVIRONNEMENT

Nouveaux remous à Marckolsheim

A une courte voix de majorité, le conseil municipal de Mackenheim (Bas-Rhin) a approuvé dans la nuit de vendredi à samedi 28 septembre le principe de l'installation sur son territoire de l'usine chimique allemande Bayer. La commune de Mackenheim fait partie de la zone industrielle de Marckolsheim sur laquelle une autre usine allemande, la Chemische Werke, doit s'installer.

La décision de la nuit dernière fait grand bruit en Alsace. Elle intervient au lendemain même de la visite de M. Jarrot, ministre de la qualité de la vie et paraît en contradiction avec les souhaits qu'il avait exprimés à la préfecture de Strasbourg. « *Il faut*, avait-il dit, *interdire tout nouvel empiétement industriel sur la forêt dans la région de Marckolsheim.* » Or, la firme Bayer convoite pour ses bâtiments 200 hectares de la précieuse forêt rhénane. Il est vrai qu'à Mackenheim les choses n'ont pas été toutes seules. Une fraction du conseil municipal estimait le vote prématuré puisqu'on ne connaît pas encore le dossier technique. Mais, sur l'intervention de la préfecture, le maire mit l'affaire au vote et l'emporta par sept voix contre six.

Les villageois, dont plus de deux cents refusent l'usine Bayer, firent sonner le tocsin et voulurent faire un mauvais parti à leur maire, qui ne put regagner sa maison que sous la protection de la gendarmerie.

Non loi de là, sur le terrain de la Chemische Werke toujours occupé par les contestataires du Gisem, les cultivateurs allemands sont revenus.

Le passage en France qui leur avait été refusé vendredi, pendant le voyage de M. Jarrot, leur est à nouveau permis. La détermination des populations faiblit d'autant moins qu'on vient de découvrir qu'une seconde entreprise traitant cette fois le tétraéthyl de plomb projette de s'installer à côté de la Chemische Werke, qui doit fabriquer du stéarate de plomb. Il s'agit d'une firme internationale, Ethyl Corporation, qui a entrepris des travaux de prospection dans la forêt de la zone de Marckolsheim.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

APRÈS L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS AVEC LES POUVOIRS PUBLICS

L'équipage du « France » paraît hésiter à suivre les consignes syndicales

Réunis samedi matin 28 septembre en assemblée générale, les marins du paquebot « France », sur proposition du comité de coordination, auraient donné leur accord pour rentrer au port du Havre, lundi prochain, à condition de pouvoir laisser, une fois à quai, une équipe de sécurité composée exclusivement de grévistes volontaires qui pourront être relevés régulièrement.

Cette décision, dont il n'était pas possible samedi en fin de matinée d'obtenir une confirmation formelle, aurait été prise après qu'une centaine de membres de l'équipage eurent manifesté leur intention de quitter le navire qu'ils occupaient depuis le 11 septembre. Pourtant, les représentants des syndicats C.G.T. et C.F.D.T. de marins et d'officiers avaient, le 27 septembre au soir, jugé inacceptables les propositions que venait de leur faire le secrétaire général à la marine marchande, avec lequel ils s'étaient entretenus durant trois heures. Le gouvernement voulait que le « France » ne rentre au Havre qu'après la fin de la grève de quarante-huit heures organisée depuis vendredi dans la marine marchande (grève suivie de manière inégale), qu'il ne demeure sur le navire qu'une centaine de marins pour veiller à la sécurité, que l'autorité des officiers soit rétablie, qu'il n'y ait pas de manifestations à l'arrivée du navire et que les responsables syndicaux s'engagent à faire respecter ces conditions.

En tout état de cause, une grande manifestation de solidarité était organisée ce samedi après-midi au Havre. En outre, le conseil supérieur de la marine marchande se réunit le mardi 1er octobre pour examiner, au-delà du conflit du « France », le plan de croissance de la marine marchande.

Le plan de croissance de la marine marchande : 2150 emplois nouveaux 8 milliards de devises économisés

Le plan de croissance de la flotte française, qui doit couvrir la période de 1976-1980 et faire suite au programme 1971-1975, est prêt depuis longtemps. M. Yves Guéna y avait mis une dernière main avant de quitter le ministère des transports, en février 1974.

On « sort » aujourd'hui le dossier, car il représente pour les pouvoirs publics une carte maîtresse dans la négociation difficile qu'ils mènent avec les syndicats de marins et d'officiers à propos du *France*. Mais au bout du compte, c'est le troisième partenaire, silencieux mais attentif — les armateurs — qui en sera le principal bénéficiaire.

De *quoi* s'agit-il ? La flotte française est moderne (âgée de sept ans, en moyenne), mais elle n'occupe que le dixième rang au monde : cinq cents bateaux, totalisant près de 10 millions de tonneaux (1), vingt-cinq mille officiers et marins : un chiffre d'affaires de 5,5 milliards de francs en 1972, dont 700 millions de francs provenant des navires étrangers affrétés par la France. Résultat : alors que le commerce extérieur par voie maritime est en expansion rapide, les navires français ne transportent que 60 % du pétrole nécessaire et pour les marchandises « sèches » ce taux tombe à 40 %. Le déficit de la balance des frets et passages atteindra probablement 3 milliards de francs cette année, dont les hydrocarbures représentent environ les quatre cinquièmes. Autre faiblesse : la France ne « fait pas le poids » dans les grands consortiums d'armateurs internationaux. On l'a vu il y a deux ans dans la lamentable affaire du navire *Korrigan* pour la desserte par cargos porte-conteneurs de l'Extrême-Orient : la mésentente entre les Chargeurs réunis et les Messageries maritimes a abouti à reléguer à un rang très médiocre le pavillon français.

C'est pour toutes ces raisons qu'un pas en avant est nécessaire, l'amélioration des moyens de transports internationaux devant « suivre » le commerce extérieur. Il serait anormal de se trouver démuni devant une concurrence étrangère soutenue par l'aide renouvelée des autres États, aussi bien en Grande-Bretagne, qu'en Norvège, aux États-Unis, en U.R.S.S. et au Japon.

Pour le pétrole et le gaz naturel liquéfié, le gouvernement suggère la mise en service d'ici à 1980 d'une capacité de 4,8 millions de tonneaux supplémentaires, ce qui permettrait de faire face à la quasi-totalité des besoins français. Pour les marchandises « sèches » il faut que le taux de couverture soit au minimum de 40 à 50 %, ce qui implique un programme de constructions neuves de 3,1 millions de tonneaux.

Mais sur les transports de passagers — qui sont pourtant au centre de l'actualité — le plan du gouvernement est étonnamment muet.

Un vide à la rubrique paquebot

Pour faire passer le tonnage de 9 à 16,3 millions de tonneaux, les armateurs devront investir environ 25 milliards de francs, mais ils demandent pour cela l'aide de l'État. Celle-ci pourrait prendre la forme de subventions d'équipement (800 millions de francs en cinq ans) et de bonifications d'intérêt, le taux des emprunts, qui couvrent en général 80 % du prix de construction d'un bateau étant abaissé de 12 ou 14 % à 7 ou 8 %. Un barème des primes est prévu : 0 % pour les gaziers et les pétroliers pour lesquels le niveau des frets apparaît suffisamment rentable... et pour les paquebots, 3 % pour les gros transporteurs de vrac et 8 % pour les petits, 10 % pour les cargos classiques, 15 % pour les porte-conteneurs et les navires embarquant des remorques ou des camions. Les pouvoirs publics escomptent « primer » cent vingt-quatre navires d'ici à 1980.

Au total, dans cinq ans, la flotte française compterait 547 navires contre 455 au début de 1974. Compte tenu des navires anciens à vendre ou à démolir, et contrairement à une évolution récente défavorable, ce plan permettrait la création de 2 150 emplois nouveaux (1 044 officiers et 1 106 marins).

Enfin, les experts ajoutent que l'économie en devises, bien que certains navires soient commandés à l'étranger, peut être chiffrée à 85 milliards de francs pour toute la durée d'utilisation des bateaux, et à 8 milliards de francs pour la seule période de 1976 à 1980.

Ce plan sera sans doute bien accueilli par les armateurs qui chercheront, toutefois, bien que leur situation financière soit en général satisfaisante, à demander davantage de primes. Mais les syndicats, eux, ne pourront pas manquer de constater le vide à la rubrique « paquebot ». Au moment où le *France* s'apprête, selon toute vraisemblance, à baisser pavillon, les marins ne pourront pas ne pas voir dans cet oubli une véritable « provocation ». Enfin il faudra bien évoquer le rôle de la nouvelle Compagnie générale maritime (C.G.M.), holding d'État regroupant depuis un an la Transat et les Messageries. Or, le fait que le pouvoir n'ait pas encore jugé nécessaire de remplacer M. Dominique de la Martinière, « limogé » de la présidence de la C.G.M. en juin dernier, témoigne d'une sorte de désinvolture qui n'autorise actuellement aucun optimisme quant à l'avenir du groupe.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(1) Le tonneau est une unité de volume (2,83 mètres cubes).

SPORTS

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Nîmes et Reims conservent la première place

Après les matches de la dixième journée du championnat de France de première division, Nîmes et Reims, bien que battus respectivement par Nice et Saint-Étienne, conservent leur première place. Le résultat de Nice-Nîmes ne sera sans doute pas homologué. Le gardien nîmois Landi, blessé par un pétard, a dû être remplacé, et Nîmes a fini la partie en jouant à dix. Il est souhaitable pour l'équité sportive et aussi pour s'opposer à l'inconscience de quelques spectateurs, que le match soit rejoué.

Reims recevait Saint-Étienne, qui rencontrera, le 2 octobre, Lisbonne, au Portugal, en match retour du premier tour de la Coupe des clubs champions européens. Les Stéphanois ont produit la meilleure impression en Champagne, et, même si l'arbitre, M. Machin, a oublié un et peut-être deux penaltys en faveur des Rémois, le score (2 à 0) a bien reflété les possibilités des deux équipes. Il semble que Saint-Étienne, champion national en titre a retrouvé, après un début de saison difficile, une bonne partie des qualités collectives mises en évidence au cours de la précédente saison. La cohésion stéphanoise, la volonté d'être efficace en permanence, ont d'ailleurs mieux fait ressortir les faiblesses qui continuent de handicaper le Stade de Reims. Pour l'essentiel, la force rémoise repose sur un rythme général enlevé et sur la réussite de Bianchi. Sans l'un et l'autre, Reims est un peu à la dérive. On l'a bien vu le 27 septembre. — F. J.

Résultats

Saint-Étienne b. *Reims	2-0
*Nice b. Nîmes	2-0
*Rennes et Troyes	1-1
*Bastia et Marseille	2-2
*Angers et Bordeaux	2-2
*Sochaux et Strasbourg	0-0
*Lille b. Red Star	1-0
*Lyon b. Lens	5-1
*Metz b. Monaco	1-0
Nantes b. *Paris-S.-G.	3-2

Classement. — 1. Nîmes et Reims, 14 points ; 3 Lille, Troyes, Bastia, Lyon et Bordeaux, 13 pts ; 8. Saint-Étienne et Nice, 12 pts ; 10. Metz et Lens, 11 pts ; 12. Marseille, Nantes, Rennes et Strasbourg, 10 pts ; 16. Paris-S.-G., 9 pts ; 17. Monaco, 8 pts ; 18. Sochaux, 6 pts ; 19. Red Star et Angers, 5 pts.

TIR

Aux championnats du monde ENCORE DES MÉDAILLES POUR LES SOVIÉTIQUES

Les Soviétiques continuent leur moisson de médailles aux championnats du monde de tir qui ont lieu en Suisse.

Viktor Torchine a remporté, vendredi 27 septembre, le concours du tir au pistolet, modèle Standard, avec 581 points, devant l'Américain Bonne Harmon, suivi de deux autres Soviétiques, Valeri Nargasov et Vladimir Stolypine.

Le Français André Porthault s'est classé cinquième, ce qui est une belle performance. Par équipes, l'U.R.S.S. l'emporta aussi.

Au stand du Bergfeld, à Berne-Hinterkappelen, les Soviétiques devaient encore confirmer leur supériorité en enlevant les deux médailles d'or attribuées en skeet, grâce à Larissa Kortchinskaïa et à leur équipe masculine qui ne s'est toutefois imposée devant la Pologne que grâce à une meilleure dernière passe.

Si les Soviétiques sont parvenus in extremis à sauver leur couronne par équipes, la médaille de bronze revenant aux Américains, le sacre de Larissa Kortchinskaïa (vingt-sept ans) a été plus évident. Déjà championne du monde à deux reprises auparavant, cette Ukrainienne s'est imposée par sa valeur, distançant d'un point l'Allemande de l'Ouest Saskia Brixner et de deux points la Suédoise Eivor Melander, et établissant par la même occasion un nouveau record du monde de la spécialité.

Le concours individuel masculin ne prendra fin que samedi, lors de l'ultime journée.

PRESSE

« FRANCE-SOIR » « LE POINT » ET LA STATION EUROPE 1 SIGNENT UN ACCORD

France-Soir, *le Point* et Europe 1 ont signé un accord, annonce un communiqué publié par la direction de *France-Soir*, « *les engageant, à partir du 1er octobre 1974, à collaborer dans les domaines de l'information et de la promotion.*

» *Cet accord, au niveau des directions et des rédactions en chef, a pour but de multiplier les sources d'informations et de rechercher les moyens d'offrir, dans tous les domaines, aux lecteurs comme aux auditeurs, de meilleurs services.*

» *Dans le domaine de la promotion, des actions communes entre les trois supports seront engagées dans le cadre de manifestations spécifiques.*

» *Les autres titres de France Éditions et publications seront amenés à développer également leurs relations avec Europe 1.* »

[En dépit de la filiation commune de « France-Soir » et du « Point », qui appartiennent au groupe Hachette — qui finance le déficit du « Point » — on affirme que la portée de cet accord se limite aux objectifs précisés dans le communiqué et ne prélude pas à un rapprochement entre Hachette et le groupe Floirat (Société Images et Son groupant Europe 1 et Télé Monte-Carlo).]

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

« L'Ampelopède »

Sur un air — un titre — de comptine, *Pic et pic et colégram*, Rachel Weinberg avait raconté, dans son premier film, l'histoire (en grande partie autobiographique) d'une petite juive cachée dans une famille de paysans cévenols, sous l'occupation. Son deuxième film, *l'Ampelopède*, porte un titre bizarre, qui résonne, pourtant, comme un mot inventé par des enfants. Alors, qu'est-ce qu'un ampelopède ?

C'est un animal fabuleux, issu des légendes de Sologne, une sorte de monstre, mi-homme, mi-singe, qui n'est pas méchant. Il vivait libre, on le capture ; on le parque dans une réserve entourée de grillages, avec une fille un peu simplette qu'on lui donne — sujet d'expérience — pour compagne. Film fantastique ? Non : fable moderne ancrée dans le folklore solognot que Rachel Weinberg réinvente avec la complicité de ses acteurs et des habitants du village où elle a tourné. Fable qui colle à une réalité d'aujourd'hui, à la terre, à la nature. Pour cette Sologne, l'ampelopède, la sorcière qui descend de son arbre sur une escarpolette de verdure, sont des êtres familiers comme les animaux sauvages de la forêt. Mais la civilisation des technocrates, des hommes d'affaires, s'en mêle, le folklore est réduit à l'état de curiosité « scientifique », les bois sont détruits, les immeubles de béton s'élèvent sur les terres rasées, les animaux massacrés sont remplacés par du gibier d'élevage. L'homme lui-même devient un gibier pour le travail organisé, forcé. Et pire encore...

Rachel Weinberg mêle style de fiction et style de reportage ; elle rapproche, ordonne des éléments de réalité différents ; elle inscrit dans un présent où les villageois ne peuvent plus agir, mais simplement parler, ressasser des souvenirs et des traditions, les images ironiques et amèrement burlesques d'un avenir possible. La fable permet une transposition de certains « problèmes » à l'ordre du jour : protection de la nature, méfaits de la spéculation. Mais, par le truchement de la conteuse, Isabelle Huppert — qui joue ici, comme tous les comédiens, Jean-Marie Marguet, Patrizia Pier Angeli, Jean Pignol, un jeu original, — Rachel Weinberg fait apparaître des préoccupations beaucoup plus personnelles. *L'Ampelopède* est bien une suite à *Pic et pic et colégram*. L'enfant devenue femme voit renaître dans un monde en plein développement industriel les menaces que d'autres systèmes ont fait peser sur les vies des individus et des communautés considérées comme « inutiles ».

Cinéaste-auteur, Rachel Weinberg rejoint, à sa manière, un jeune courant du cinéma français en train de redécouvrir les paysages et les hommes de la province.

JACQUES SICLIER.

★ La Clef.

Musique Pop

Frank Zappa et les Mothers of Invention

Voici dix ans que Frank Zappa construit une œuvre profondément originale, inscrite dans son temps et qui apparaît de plus en plus comme une synthèse de ce qui a traîné dans la musique occidentale depuis des années et des années.

Zappa était vendredi soir au Palais des sports avec les Mothers of Invention, groupe qui a connu une dizaine de formules depuis sa formation et qui comprend aujourd'hui une exceptionnelle section rythmique, George Duke au piano et à l'orgue, Napoleon Murphy Brock au saxophone et à la flûte. Ici, les musiciens sont totalement soumis à une œuvre, mais à l'intérieur de celle-ci chacun s'exprime, joue, chante, mime, participe, entre dans une improvisation apparente sous la direction omniprésente de Zappa, qui est à la fois la charpente, le moteur et l'âme de l'ensemble. Les morceaux s'étendent sur quinze à vingt minutes, basculent dans la satire, la parodie, dans les dialogues savoureux, dans de beaux discours de Zappa à la guitare, avant de retrouver le blues. Tout cela, bien sûr, dans un torrent de sons, dans une cascade de mots d'où sont extraites toutes les vibrations, toutes les résonances, dans une superbe théâtralisation alimentée par l'humour et la dérision, soulignée par le mime (il faut voir Zappa mimant sa propre musique et les Mothers jouant l'un des thèmes en version muette), par la danse, par le geste inachevé, arrêté par le flash, par les voix à l'unisson qui scandent, deviennent comme autant d'instruments.

Un fabuleux concert que celui de Zappa et des Mothers. Trop court. À peine une heure et demie.

Prochains concerts pop : Jethro Tull, le 14 octobre ; Johnny Winter, le 28 octobre. Toujours au Palais des sports.

CLAUDE FLÉOUTER.

Musique

UN « FESTIVAL D'AUTOMNE » A AIX-EN-PROVENCE

Un « festival d'automne » de musique contemporaine aura lieu, du 5 au 13 octobre, à l'initiative de la société du casino municipal d'Aix-en-Provence. C'est M. Maurice Fleuret, le fondateur des « SMIP » à Paris, qui a établi la programmation de cette manifestation, baptisée Avant-Garde sans frontières.

Expositions

FIGURATION A TROIS TEMPS

Un accrochage de la galerie La Roue réunit trois peintres, des figuratifs, qui sont figuratifs tout en faisant de l'abstraction, si l'on peut dire. L'aîné, Proweller, est connu, bien qu'un peu marginal. C'est une sorte de prince de l'image en aplat, de la découpe franche et des dissonances qui, à fleur d'espace, toujours un peu plus ramenées en avant de la toile, font tonner les formes résumées, et pourtant avenantes de filles bronzées, celles de paysages anodins et pourtant personnalisés.

A côtoyer ce monde de la couleur architecturale, Tirouflet, lequel, le fragile, prenait des risques. Il tient pourtant bien la cimaise avec son discours menu, réduit à quelques schèmes, et tout près de basculer dans un espace abstrait. Il ne tient qu'à un fil, une ligne, bien calculée, tendue comme un arc sur un écran de rêve lancinant. Une fois l'horizon donné par la rencontre de deux plans, l'un à peine plus soutenu que l'autre, quelques triangles, quelques trapèzes, quelques rectangles apportent juste ce qu'il faut de figures pour donner droit à chaque toile de porter l'étiquette de « jetée », de « môle », d' « usine » ou de « clocher ». Alain Tirouflet, en février dernier, avait bénéficié de l'aide du ministère des affaires culturelles pour sa première exposition individuelle.

Abraham Hadad, né comme lui en 1937, est pour sa part lauréat du prix 1972 de la ville de Vitry, un prix qui a sa valeur. Il n'est pas spéculatif de tempérament. Il peint l'homme et parle d'un monde d'espoirs et de désenchantements, de rêves et d'illusions, d'élans et de brimades. Il peint des mains qui cherchent et se cherchent, toujours mobiles. C'est par elles que s'établit le contact, et cinq doigts ne suffisent pas, il en faut six, sept, huit parfois, pour terminer des bras et des jambes en forme de boudins, serrés aux corps roulés en boule, enlacés jusqu'à l'asphyxie, sur des canapés, des tapis, des coussins. Avec pour toile de fond, des couleurs tour à tour d'arc-en-ciel et de pluie.

GENEVIÈVE BREERETTE.

★ Galerie La Roue, 16, rue Grégoire-de-Tours.

Télévision

LA MAGNANI EN V.F.

On rendait hommage à « la Magnani », vendredi soir, sur la deuxième chaîne. On l'avait annoncé avec insistance, la speakrine le redit à 20 h. 30 : la grande, l'incomparable actrice italienne avait accepté de tourner pour la télévision — non sans réticence, elle se méfiait du petit écran, dit-on — une série de quatre films dans lesquels elle incarne quatre femmes différentes. Vendredi, elle était Teresa, une femme de 1870 dont le mari, prisonnier politique atteint de tuberculose (Mastroïani), meurt le jour de la libération de Rome par les Piémontais. Elle était là, noire, amère, dure, belle comme elle savait l'être... et elle parlait français. La Magnani en V.F., une moitié de Magnani, pour un hommage. Quel gâchis ! — G. B.

Danse



L'Ensemble folklorique hongrois

● **L'Ensemble populaire de l'État hongrois revient se produire à Paris après treize ans d'absence. Mais les artistes sont tristes. Ils viennent de perdre Miklos Rabaï, leur directeur artistique, l'âme de la troupe.**

Miklos Rabaï, c'était le Moisseev hongrois. Alors qu'il se destinait à l'enseignement de la biologie, il se prit de passion pour le folklore de son pays et y consacra toute son activité. Il avait constaté que dans le monde moderne l'art populaire perd sa fonction originale à partir du moment où le milieu où il a pris naissance est en train de disparaître : finies les veillées à la filanderie, les longues soirées d'hiver où l'on égrène le maïs en racontant des histoires, les noces qui durent plus de trois jours... A partir de 1950, Rabaï parcourt le pays pour rechercher les danses traditionnelles, tout comme son ami Kodaly recherchait les chants. Région par région, il recueille les joutes de bergers de la Puszta, les danses de bâtons du sud de la Transdanubie, les figures de bals populaires (quadrille, czardas, polka), la danse de la bouteille, de l'éperon, du fouet, et les fameuses danses tziganes, ainsi que les musiques d'accompagnement et les costumes richement brodés.

Les danses traditionnelles de la Hongrie se prêtent plus que d'autres à une transposition théâtrale, avec leur alternance de mouvements lents et de mouvements rapides, leurs pas de côté, leurs rythmes syncopés. Miklos Rabaï, assisté du chorégraphe Dezsö Letai, a su les mettre en scène avec un sens remarquable de la composition, suivant un dessin très subtil. Pour les interpréter, il faut des danseurs exercés. L'orchestre et les chœurs sont étroitement associés à la chorégraphie : la nuance des gestes, la virtuosité des pas, s'accordent directement à celles des voix et des instruments. L'Ensemble populaire hongrois est ainsi devenu peu à peu un véritable conservatoire national. Installé dans un bâtiment baroque du vieux Budapest, il regroupe un orchestre traditionnel (cordes, bois, cymbalums), un ensemble vocal réputé, un corps de ballet professionnel dont les éléments sont sélectionnés dans tout le pays. Et tous se retrouvent sur scène dans le joyau du répertoire : « les Noces d'Ecser », composé par Rabaï dès 1951.

● **Ecser est un paisible village à 20 kilomètres au sud de Budapest où l'on fait sécher le maïs sous les galeries à colonnes. Le dimanche, dans la petite église cernée de lilas, le curé dit sa messe en tournant encore le dos aux fidèles. Deux anges immenses peints à la fresque, le jupon au vent, en costume régional, dansent au-dessus de l'autel, comme dansent les jeunes du village initiés par un « ancien » à la czardas et aux pas piqués. Ils ne manquent pas, le jour des mariages, de venir asperger les époux avec l'eau d'un maigre ruisseau prénommé Amour, et leur font cortège en les emprisonnant dans leurs rondes. Grâce à cette tradition, le village est désormais célèbre dans le monde entier.**

« Les Noces d'Ecser » constituent le somptueux final du spectacle harmonieusement composé, coloré et vivant, qui est présenté pendant un mois au Palais des congrès (21 h.).

MARCELLE MICHEL.

■ **La cantatrice américaine Arlène Saunders, souffrante, est remplacée dans le rôle de la comtesse des « Noces de Figaro », que reprend l'Opéra, par Pilar Lorengar le 28 septembre, et par Elisabeth Soderström le 2 et le 5 octobre. La distribution du 9 octobre n'est pas encore fixée.**

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées

...a : les Noces de Figaro (sam., 19 h. 30).
...édie-Française : les Marrons du feu ; le Légataire universel (sam., 20 h. 30).
...P. : Cinéma (sam., 20 h. : le Charbonnier (v. o.), 21 h. 45 : Elle court, elle court, la banlieue).

Les autres salles

...C. T.-Alliance française : la Nuit des dauphins (sam., 20 h. 45 ; dim., ... h. et 18 h. 30).
...tine : le Tube (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. et 20 h. 30).
...thée : le Sexe faible (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
...théâtre : 12, rouge, pair, manque, carré, cheval et plein (sam., ... h. 30, dim., 15 h. et 20 h. 30).
...ffes-Parisiens : Monsieur Amilcar (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et ... h. 45).
...ré Thorigny : Pourquoi la robe d'Anna ne veut pas redescendre (sam., 16 h. et 21 h. ; dim., 16 h.).
...édie Caumartin : Boeing-Boeing (sam., 21 h. 10 ; dim., 15 h. 10 et ... h. 10).
...édie des Champs-Elysées : Colombe (sam., 20 h. 30, dim., 15 h. et 20 h. 30).
...sseu : les Portes claquent (sam., ... h. et dim., 15 h.).
...taine : les Jeux de la nuit (sam., ... h. 45, dim., 15 h. et 20 h. 45).
...té-Montparnasse : Marco Millions (sam., 20 h. 30, dim., 14 h. 45 ... 18 h.).
...nase : le Cheval évanoui (sam., ... h., et dim., 15 h.).
...rfot : l'Amour fou (sam., 21 h. ; dim., 15 h. et 21 h.).
...chette : la Cantatrice chauve ; la Leçon (sam., 20 h. 45).
...Bruyère : De l'influence des rayons gamma sur les marguerites (sam., 20 h. 45, dim., 15 h. ... 20 h. 45).
...rnaire (sam. et dim.) : Chansons de guerre, chansons d'amour (18 h. 30) ; Pasiphae (20 h. 30) ; Molly Bloom (22 h.) ; Super 8 de ...rasserie (24 h.).
...deleine : le Tournant (sam., ... h. 30 ; dim., 15 h. et 18 h. 30).
...thurins : le Péril bleu (sam., 17 h. ... 21 h., dim., 15 h. et 21 h.).
...hel : Duos sur canapé (sam., ... h. 10 ; dim., 15 h. 10 et 21 h. 10).
...chodière : l'Arnacœur (sam., ... h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
...ntparnasse : Madame Marguerite (sam., 21 h., dim., 15 h. et 18 h.).
...uffetard : Guerres d'amour (sam., ... h. 30).
...veautés : Pauvre France (sam., ... h. 45 ; dim., 15 h. et 20 h. 45).
...ne : la Bande à glouton (sam., ... h. ; dim., 15 h. et 18 h.).
...is-Royal : la Cage aux folles (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. et ... h. 30).
...te-Montparnasse : le Premier (sam., 20 h. 30 et 22 h. 30).
...-Georges : l'Arc de triomphe (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h.).
...re : le Sauvage (sam., 20 h. 30 ; dim., 15 h. 30).
...âtre de la cour des Miracles (sam.) : Chansons à dix balles (18 h. 30) ; Gueule de tabouret, ...oulouschka-Song (20 h.) ; Caush'...ves (21 h. 30) ; Appelez-moi mai...s (22 h. 30).
...âtre de Dix-Heures : la B.I.D. (sam., 20 h. 30).
...âtre Essaïon (sam.) : Comment harponner le requin (20 h. 30) ; Mougnou-Mougnou (22 h. 30). — Salle II : Phèdre (20 h. 30) ; Hauts-parleurs et cargos lents (22 h. 30).
...âtre d'Orsay : Harold et Maude (sam., 20 h. 30 ; dim., 16 h.).

Théâtre de la Plaine : les Vampires subventionnés (sam., 20 h. 30 ; dim., 17 h.).
Théâtre Présent : Zut (sam., 20 h. 30).
Théâtre 347 : Arlequin prend la mouche (sam., 20 h. 45 ; dim., 15 h. et 20 h. 45).
Troglodyte : l'Inconfortable (sam., 22 h.).

Les théâtres de banlieue

Versailles, Théâtre Montansier : les Branquignols (sam., 21 h.).

Les festivals

SCEAUX
Orangerie du château, sam., 17 h. 30 : les Ménestriers ; dim., 17 h. 30 : Quatuor Mazence Larrieu (Loëillet, Stamitz, Quantz, Leclair, Telemann, Bach, K. P. E.).

Les concerts

Hôtel Heronet, sam., 20 h. 15 : S. Escure et le trio Revival (Bach).
Abbaye de Royaumont, sam., 20 h. 15 : F. Lodéon, violoncelle, et D. Hovora, piano (Brahms, Debussy, Bach, Fauré).
Chartres, sam., 21 h. : Orchestre de chambre de Paris, dir. P. Duvauchelle (Vivaldi, Lejune, Leclair, Couperin).

Le jazz

Saint-Maur, M.J.C., sam. et dim., 15 h. : D. Annegarn, B. Florentine et Chris.

Les opérettes

Bobino : Il était une fois l'opérette (sam. 20 h. 30, dim. 14 h. 30).
Châtelet : les Trois Mousquetaires (sam. 20 h. 30 ; dim. 14 h. 30 et 20 h. 30).
Théâtre de Paris : les Aventures de Tom Jones (sam. 20 h. 45 ; dim. 15 h. et 20 h. 45).

Les comédies musicales

Européen : Gomina (sam. 20 h. 30 ; dim., 15 h. et 20 h. 30).
Henri Varna-Mogador : la Révolution française (sam. 20 h. 45 ; dim. 15 h. et 20 h. 45).
Variétés : Godspell (sam. 20 h. 45).

Le music-hall

Caf' Conc' de Paris : Coluche (sam. 20 h. et 23 h.).
Casino de Paris : Zizi, je t'aime (sam. 20 h. 45 ; dim. 14 h. 30 et 20 h. 45).
Elysée-Montmartre : Oh ! Calcutta ! (sam. 17 h. et 21 h.).
Folies-Bergère : J'aime à la folie (sam. et dim. 20 h. 30).
Olympia : Claude Nougaro (sam. 21 h. 30 ; dim. 14 h. 30 et 21 h. 30).
Renaissance : Mouloudji (sam. 21 h. ; dim. 15 h. et 18 h. 30).

Le cirque

Carré Thorigny : cirque Gruss (sam. 15 h. 30 et 20 h.).

La danse

Palais des Congrès : Ensemble national de Hongrie (sam. 17 h. et 20 h. 45 ; dim. 15 h. et 18 h.).
Clichy, Théâtre Rutebeuf : Ballets soviétiques Sverdlosk (sam. 20 h. 30).

Audio-visuel

Jardins du Palais-Royal : Molière côté jardin (sam. et dim. 20 h. 45).

Samedi 28 et dimanche 29 septembre

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles :

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704-70-20 (lignes groupées) et 727-42-34
(De 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés.)

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, sam. 15 h. : les Dix Commandements, de Mille ; 18 h 30 : Quoi de neuf, Pussycat, de Donner ; 20 h. 30, l'Impératrice rouge, de von Sternberg ; 22 h. 30, Fenêtre sur cour, de Hitchcock ; 0 h. 30 : la Valse de l'empereur, de Wilder. Dim. 15 h. : Que viva Mexico, de Eisenstein ; 18 h. 30, Blanche, de Borowczyk ; 20 h. 30, les Héritiers, de Diegues ; 22 h. 30, la Nuit du chasseur, de Laughton ; 0 h. 30, Big broadcast of 36, de Taurog.
Rue d'Ulm, sam. 19 h. 30 : la Taule, de Mekas ; 21 h. : Cendre et Diamant, de Wajda. Dim. 19 h. 30 : les Jeux de l'amour, de Broca ; 21 h. : les Cousins, de Chabrol.

Les exclusivités

AMARCORD (It., v.o.) (**) : Hautefeuille, 6e (633-79-38), Gaumont Champs-Elysées, 8e (225-67-29) ; v.f. : Templiers, 3e (272-94-56), P.L.M. Saint-Jacques, 14e (272-94-56).
L'ARNAQUE (A., v.o.) : Elysées-Cinéma, 8e (225-37-90) ; v.f. : Helder, 9e (770-11-24), Bretagne, 6e (222-57-97), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
LE CANARDEUR (A., v.o.) : Jean-Cocteau, 5e (033-47-62), Paramount-Elysées, 8e (359-49-34) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gaîté, 14e (326-99-34), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Grand-Pavois, 15e (531-44-58).
CELINE ET JULIE VONT EN BATEAU (Fr.) : Dragon, 6e (548-54-74), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14)
COMME UN POT DE FRAISES (Fr.) : A.B.C., 2e (236-55-54), Cluny-Palace, 5e (033-07-76), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Mercury, 8e (225-75-90), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA COUSINE ANGELIQUE (Esp., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).
CONTES IMMORAUX (Fr.) (**) : Vendôme, 2e (073-97-52), UGC-Odéon, 6e (325-71-08), Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14), UGC-Marbeuf, 8e (225-47-19), Hollywood-Boulevards, 9e (770-10-41), Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02), Cambronne, 15e (734-42-96), Passy, 16e (288-62-34), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE CRI DU CŒUR (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), France-Elysées, 8e (225-19-73), Gaumont-Lumière, 9e (770-84-64), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13).
DE MAC LAREN A PETER FOLDES (TOUT LE DESSIN ANIME CANADIEN) : Le Seine, 5e (325-92-46). (de 14 h à 18 h. 30)
LES DERNIERES FIANÇAILLES (Can.) : Marais, 4e (278-47-86).
DITES-LE AVEC DES FLEURS (Fr.) : Saint-Germain-Studio, 5e (033-42-72), Colisée, 8e (359-29-46), Français, 9e (770-33-88), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Studio-Alpha, 5e (033-39-47), Marivaux, 2e (742-83-90), Plaza, 8e (073-74-55), Triomphe, 8e (225-45-76), Lux-Bastille, 12e (343-79-17), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Grand-Pavois, 15e (531-44-58), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Paramount-Montmartre, 18e (606-34-35), Arlequin, 6e (548-62-25), Galaxie, 13e (580-76-86).
ERVINKA (Isr., v.o.) : Studio de l'Etoile, 17e (380-19-93).
LA FEMME DE JEAN (Fr.) : Bonaparte, 6e (326-12-12)
LE FANTOME DE LA LIBERTE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08), Concorde, 8e (359-92-84), Ermitage, 8e (225-15-99), Caméo, 9e (770-20-89), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Mayfair, 16e (525-27-06), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA FOLLE DE TOUJANE (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (033-34-83).
L'EXORCISTE (A., v.o.) (**) : Bretagne, 6e (222-57-97), Hautefeuille, 6e (633-79-38), Normandie, 8e (359-41-18), Publicis-Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Caravelle, 18e (387-50-70).
GENERAL IDI AMIN DADA (Fr.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19)
GOLD (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). V.f. : Richelieu-Gaumont, 2e (233-56-71) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Images, 18e (522-47-94).
GRANDEUR NATURE (Fr.) (**) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (359-42-33) ; Liberté-Club, 12e (343-01-59)
LES GUICHETS DU LOUVRE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40) ; Montparnasse-83, 6e (544-14-27) ; Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48) ; Clichy-Pathé, 18e (522-37-51) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxeville, 9e (770-72-86)
L'INITIATRICE (It., v.f.) (**) : Alpha-Elysée, 8e (225-76-83) ; Mery, 17e (522-59-54).
JEUX INTIMES (Ang., v.o.) (**) : Jean-Renoir, 9e (874-40-75) V.f. : Alpha-Elysées, 8e (225-76-83) ; Fauvette, 13e (331-56-86).
LES JOYEUSES AVENTURES DE LA PANTHERE ROSE (A., v.o.) : Panthéon, 5e (033-15-04) ; Elysées-Point-Show, 8e (225-67-29) ; Studio République, 11e (805-51-97), sauf mardi.
JUSTICE SAUVAGE (A., v.o.) : U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Napoléon, 17e (380-41-86). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Miramar, 14e (326-41-02) ; Telstar, 13e (331-06-19) ; Mistral, 14e (734-20-70).
MAHLER (Ang., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont-Champs-Elysées, 8e (359-67-29). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
LES MILLE ET UNE NUITS (It., v.o.) (**) : Studio Médicis, 5e (633-25-97), Biarritz, 8e (359-42-33), Ciné-Halles, 2e (236-71-72), Studio Raspail, 14e (326-38-98) ; v.f. : Omnia, 2e (231-39-36), Ciné-monde-Opéra, 9e (770-01-90), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).
LE MILIEU DU MONDE (Suis.) : Saint-Germain-Huchette, 5e (633-87-59), Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16), Publicis-Matignon, 8e (359-31-97), 14-Juillet, 11e (700-51-13), Montparnasse-Pathé, 14e (544-14-27), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
MICKEY, DONALD, DINGO, PLUTO EN VACANCES (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66).
MISTER MAJESTIK (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82).
NE VOUS RETOURNEZ PAS (A., v.o.) (*) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19), Bilboquet, 6e (222-87-23), Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Gaumont-Madeleine, 8e (073-56-03), Miramar, 14e (326-41-02), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41).
LA PALOMA (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40).
LES SEINS DE GLACE (Fr.) : Boul-Mich, 5e (033-48-29), Capri, 2e (508-11-69), George-V, 8e (225-41-46), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Mistral, 14e (734-20-70), Magic-Convention, 15e (828-20-32), Paramount-Maillot, 17e (747-24-24), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25).
SOLEIL VERT (A., v.o.) (*) : Luxembourg, 6e (633-97-77) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; v.f. : Maxeville, 9e (770-72-87) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).
TROLL (Fais donc l'amour, on n'en meurt pas) (Suéd., v.o.) (**) : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Gramont, 2e (742-95-82) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-56-16) ; Axis, 9e (874-70-63)
VERDICT (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Cluny-Palace, 5e (033-07-76) ; Gaumont-Bosquet, 7e (551-44-11) ; Gaumont-Ambassade, 8e (359-19-08) ; Gaumont-Sud, 14e (331-51-16) ; Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (387-50-70) ; Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74)
VIVE LA FRANCE (Fr.) : Omnia, 2e (231-39-36) ; Cluny-Ecoles, 5e (033-20-12) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19) ; Murat, 16e (288-99-75).
LES FEUX DU MUSIC-HALL (It., v.o.) : Olympic, 14e (783-67-42).
LES HOMMES PREFERENT LES BLONDES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LIFEBOAT (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-85-78).
LITTLE BIG MAN (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90).
MACUNAIMA (Brés., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90)
LES NOCES (Pol., v.o.) : Le Seine, 5e (325-92-46).
LA NUIT DES MORTS-VIVANTS (Ang., v.o.) (**) : Le Styx, 5e (633-08-40).
PANIQUE DANS LA RUE (A., v.o.) : Studio Logos, 5e (033-26-42).
PERSONA (Suéd., v.o) : Cinéma des Champs-Elysées, 8e (359-61-70)
LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (A., v.o) : Action République, 11e (805-51-33).
LES TROIS AGES (A) : Cinoche de Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LA VIE EST A NOUS (Fr.) : Studio Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).

Les films nouveaux

LANCELOT DU LAC, film français de Robert Bresson. — Quartier Latin, 5e (326-84-65), Quintette, 5e (033-35-40), Gaumont-Rive Gauche, 6e (548-26-36), Concorde, 8e (359-92-84), Madeleine, 8e (073-56-03), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96).
L'AMPELOPEDE, film français de Rachel Weinberg, avec Isabelle Huppert. — La Clef, 5e (337-90-90)
LA TERRE PROMISE, film chilien de Miguel Littin, avec Nelson Villagra. — Saint-Séverin, 5e (033-50-91), 14-Juillet, 11e (700-51-13).
LE GANG DES DOBERMANN, film américain de Byron Chudnow, avec Eddie Norman. — v.f. : Gramont, 2e (742-95-82), Fauvette, 13e (331-60-74), Cambronne, 15e (734-42-96), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74).

Les séances spéciales

A TOUCH OF CLASS (Angl., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
CABARET (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-60), à 20 h., 22 h. 10
CONVERSATION SECRETE (A., v.o.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h. et 24 h.
LES DYNAMIQUES AVENTURES DE TOM ET JERRY : Studio Marigny, 8e (225-20-74), à 14 h., 15 h. 45, 17 h. 30.
L'INVITATION (Suis.) : Luxembourg, 6e (633-97-77), à 10 h., 12 h., 24 h.
LOVE (Angl., v.o.) (**) : Studio Parnasse, 6e (326-58-00), t.l.s. à 22 h.
OUT ONE SPECTRE (Fr.) (version de 4 heures) : Le Seine, 5e (325-92-46) t.l.s. à 20 h.
PIERROT LE FOU (Fr.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h. ; Dominique, 7e (552-04-55), à 20 h., sauf mardi.
REPULSION (Ang., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-60), à 11 h. 45 et 0 h. 15.
LE RETOUR DE FRANKENSTEIN (Ang., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
SATYRICON (It., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (236-12-60), à 11 h. 45 et 0 h. 15.
SLEEPING BEAUTY (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), à 12 h. et 24 h.
LA SOURIS QUI RUGISSAIT (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h.
UN HOMME QUI DORT (Fr.) : Le Seine, 5e (325-92-46), t.l.j. sauf dim. à 12 h.
YA YA MON GENERAL (A., v.o.) : La Clef, 5e (337-90-90), à 12 h. et 24 h
DE MAC LAREN A PETER FOLDES (Can.) : Le Seine, 5e (325-92-46), à 14 h., 15 h. 30, 17 h., 18 h. 30.

Les grandes reprises

2001 ODYSSEE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Studio Contrescarpe, 5e (325-78-37).
EASY RIDER (A., v.o.) (**) : Studio Cujas, 5e (033-89-22).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

Les festivals

INGMAR BERGMAN (v.o.) Racine (6e) (633-43-71), sam. : la Nuit des forains ; dim : l'Œil du diable.
H. BOGART (v.o.) : Action Lafayette (9e) (878-80-50) : le Mystérieux docteur Clitterhouse ; dim. : la Caravane héroïque.
LES MEILLEURS POLICIERS : André-Bazin (13e) (337-74-39), sam. : Sans mobile apparent ; dim. : le Limier.
PARADE BUSTER KEATON : Grands-Augustins (6e) (633-22-13), sam. : le Cameraman ; dim. : Hurrah Buster Keaton.
CYCLE PAUL NEWMAN : New-Yorker (9e) (770-63-40), sam. et dim. 14 h., 16 h. et 18 h. : Hombre (v.o.).
CYCLE JEAN RENOIR : New-Yorker (9e) (770-63-40), sam. et dim. 20 h. et 22 h. : la Règle du jeu.





LA VIE ÉCONOMIQUE

LA CRISE ÉNERGÉTIQUE ET L'INFLATION

LES ÉCONOMIES D'ÉNERGIE EN FRANCE

Après les particuliers, les industriels

Réduire de 10 % les importations de produits pétroliers : tel est l'objectif assigné par le président de la République et rendu public lors du conseil des ministres du 25 septembre. Peut-on, par la vertu des seules mesures adoptées jusqu'à présent, atteindre ce but ? On peut en douter sérieusement ; aussi se déclare-t-on persuadé dans certains milieux — pétroliers et industriels — qu'un jour ou l'autre on en viendra à des méthodes plus contraignantes, ne touchant plus seulement les particuliers mais aussi les entreprises.

Il y a bientôt un an que le thème des économies d'énergie revient comme un leitmotiv. Des mesures avaient été adoptées au temps du gouvernement de M. Messmer, et le projet de loi qui sera déposé avant le 22 octobre sur le bureau des Assemblées parlementaires ne fait que les reprendre. Parallèlement, des recommandations avaient été faites. Or, le moins que l'on puisse dire, c'est que, jusqu'à présent, la campagne incitant les Français à consommer moins de produits pétroliers n'a pas donné tous les résultats escomptés. Pour les huit premiers mois de 1974, on a enregistré, par rapport à la même période de 1973, une diminution de la consommation de 3 millions de tonnes, soit 4,9 %.

Ce n'est pas négligeable, si l'on se rappelle qu'il y a un an les experts tablaient sur une progression « normale » de 12 % de notre consommation en 1974 ; mais ce ralentissement a été obtenu en majeure partie grâce à une baisse de 2,3 millions de tonnes des ventes de fuel domestique (— 10,1 %), ce qui n'est pas significatif du tout puisque l'hiver 1974 a été particulièrement clément. Les ventes de carburant ont également diminué de 384 000 tonnes (— 3,5 %). En revanche, celles de gas-oil ont progressé de 260 000 tonnes (+ 5,9 %). Enfin, si l'E.D.F. a fait un effort important d'économies (700 000 tonnes), les industriels ont, eux, utilisé 420 000 tonnes de plus de fuel lourd (+ 3,3 %) que l'année précédente.

Au total, on est donc encore loin du taux de 10 % d'économies retenu par le gouvernement. Pour l'atteindre, la première idée qui vient à l'esprit est d'agir sur la consommation de fuel domestique (qui constitue 35 % de la consommation totale de produits pétroliers). C'est sur ce poste que le gouvernement a déjà fait porter l'essentiel de son effort, et il paraît difficile d'aller beaucoup plus loin (*le Monde* du 27 septembre).

Restent donc les carburants et les fuels industriels. Le porte-parole du gouvernement a été formel : *« Il n'y aura pas de rationnement ni par les prix ni par les tickets. »* Cette affirmation ne convainc pas tous les professionnels. Beaucoup sont persuadés que les pouvoirs publics prendront des décisions autoritaires dans quelque temps. Un rationnement des carburants ne pourrait pourtant avoir qu'un impact marginal sur l'ensemble, puisque ceux-ci ne représentent qu'une faible part dans la consommation totale de produits pétroliers (14 % pour l'essence et le super et 6 % pour les gas-oil). Il apparaît beaucoup plus judicieux de créer d'abord un environnement qui encourage une moindre utilisation de la voiture.

D'ores et déjà, le gouvernement étudie un abaissement de la limitation de vitesse et une répressions accrue des infractions. Pourquoi ne pas aller plus loin et envisager les modalités d'une interdiction de la circulation dans le centre des villes, le transfert d'une partie du trafic marchandises de la route vers le rail ?

En toute hypothèse, l'aspect dissuasif ne saurait constituer qu'un volet d'une action. Parallèlement, il faut mettre en œuvre une véritable politique des transports collectifs qui pourrait passer par une baisse de leurs tarifs, la multiplication des lignes d'autobus, de train, la détaxation du carburant pour les taxis, etc. De même, il conviendrait d'envisager un aménagement des horaires de travail dans les grands centres urbains afin d'étaler dans le temps les migrations quotidiennes. Ces mesures de longue haleine auraient un double mérite : amener, à terme, des diminutions réelles et durables de la consommation de carburant, permettre à l'industrie automobile de réaliser sans trop de dommages sa reconversion.

A la recherche du temps perdu

Toutefois, c'est sur le fuel lourd, plus généralement sur l'énergie consommée par l'industrie, que l'on peut réaliser les économies les plus substantielles, et là tout est à faire. Le désencadrement du crédit pour les investissements économisant l'énergie n'a pas eu l'effet escompté, et le crédit, même libéré, est très cher. Les industriels n'ont pas pu se reporter vers d'autres produits, puisque la France souffre d'une certaine pénurie de gaz.

Le rationnement par les prix et par les quantités étant exclu, le gouvernement a décidé la mise en place d'un système de contrats de programme entre l'administration et les branches industrielles. Quatre grands secteurs sont directement concernés : la sidérurgie, qui consomme 25 % de l'énergie totale utilisée par l'industrie, la chimie (20 %), les industries mécaniques et électriques (13 %) et le ciment et le matériel de construction (10 %).

Une enquête déterminant la consommation et la part de l'énergie dans la valeur ajoutée de chaque branche industrielle a été menée. On pense que ses résultats permettront de fixer une norme moyenne à laquelle serait appliqué un coefficient prenant en compte un taux d'expansion normal des activités du secteur. Une fois ce critère défini, un contrat de programme serait alors signé entre le syndicat professionnel et l'administration. Mais ce système est encore flou. Il reste notamment à déterminer les pénalités ou les bonifications que l'on pourrait accorder à ceux qui s'inscrivent au-dessous ou au dessous de la norme. Pour que ce dispositif soit efficace, il faut une double condition. D'une part, que le ministre de l'économie et des finances accorde de sérieuses facilités (taux d'intérêts réduits, déductions fiscales) en faveur des investissements industriels destinés aux économies d'énergie. D'autre part, que les professions coopèrent activement et acceptent la règle du jeu. Faute de quoi on serait bien obligé d'en venir à des mesures de caractère plus bureaucratique.

Seule une réduction sensible de la consommation de fuel industriel permettra en effet d'atteindre les objectifs fixés par le gouvernement. Et encore...

Une véritable politique d'économie de l'énergie impose à l'évidence un effort de longue haleine. Elle exige un changement de comportement de la part de tous les consommateurs et des choix décisifs, aussi bien au niveau de l'industrie qu'à celui des équipements collectifs.

Il aurait été certes plus facile de demander ces efforts il y a un an, lorsqu'a éclaté la crise pétrolière. On ne l'a pas fait. Il faut maintenant rattraper le temps perdu.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

● A PARIS, les crèches, les écoles maternelles et les foyers de personnes âgées devaient être chauffés depuis le vendredi 27 septembre, annoncent les groupes socialiste, communiste et radical de gauche du Conseil de Paris, qui précisent que cette assurance leur a été fournie à la suite d'une démarche qu'ils ont faite auprès du cabinet du préfet de Paris.

M. Sauvagnargues reçoit aux États-Unis un accueil exceptionnellement favorable

(Suite de la première page.)

Celui-ci a touché aux problèmes de Chypre, du Proche-Orient, des négociations Est-Ouest, mais, sûrement, ainsi que M. Anderson, le porte-parole de la Maison Blanche, l'a souligné, à la participation de la France, aux discussions de Camp-David, qui est considérée comme *« un développement très positif »*.

Cependant, sur le fond du problème, des divergences persistent. Du côté français, contrairement à ce qu'a affirmé M. Kissinger, on pense que l'augmentation du prix du pétrole a été décidée pour des raisons essentiellement économiques et non politiques. C'est donc une discussion essentiellement économique qu'il faudra mener au cours de la concertation inévitable entre pays producteurs et consommateurs. Dans l'optique française, une position commune des pays consommateurs pourrait s'établir autour des points suivants : réduction des consommations nationales ; développement des autres sources d'énergie ; concertation entre les pays intéressés. En tout cas, les Européens espèrent que les Américains envisagent, eux aussi, de prendre les mesures d'austérité que commandent les circonstances. Toujours du côté français, on souhaite que le dialogue, établi entre les pays arabes et l'Europe, indiquant la volonté de négocier des pays producteurs, serve d'exemple et conduise à une discussion élargie entre producteurs et consommateurs.

Dans l'immédiat, aucun communiqué n'est prévu à l'issue de la rencontre de Camp-David, qui se tiendra sans ordre du jour préétabli et sans formalisme. L'extrême discrétion maintenue sur ces entretiens s'expliquerait essentiellement par le fait que le gouvernement américain n'a pas, lui-même, encore défini un programme d'action précis, et encore moins un projet de stratégie commune, en vue de résoudre la grave crise de l'énergie. Dans ce contexte, les observateurs pensent que l'influence française — et, plus encore, celle de l'Europe — pourra ultérieurement faciliter la négociation entre les Etats-Unis et les pays producteurs.

HENRI PIERRE.

LES FÉLICITATIONS DE M. FORD

Le président des Etats-Unis, M. Gerald Ford, a publiquement félicité, le 27 septembre, la France pour son plan de limitation des importations de produits pétroliers, indique le Financial Times, qui précise que M. Ford a donné ce satisfecit lors de son discours prononcé à l'occasion de l'ouverture du « sommet économique contre l'inflation » (voir d'autre part).

Pour sa part, le New York Times publie, dans son numéro du 26 septembre, un éditorial sur le thème : « La France montre la voie. » Le quotidien américain estime que le plan français « donne au monde industriel l'exemple d'une action significative et sensée pour se préserver contre les implications désastreuses de l'escalade des prix du pétrole ».

La conférence américaine sur l'inflation

POUR M. FORD, LES « SACRIFICES » DEVRONT ÊTRE RÉPARTIS « ÉQUITABLEMENT ».

Le Sommet économique national contre l'inflation, dont le principe avait été annoncé par le président des Etats-Unis quelques jours seulement après son élection, a commencé ses travaux le 27 septembre, à Washington. Huit cents personnes, représentants du Congrès (démocrates et républicains), syndicalistes, membres de l'administration et des milieux industriels et financiers, participent à ces travaux qui sont télévisés.

M. Gerald Ford, qui présidait les débats, a indiqué, dans son allocution, que les « sacrifices » qu'il serait amené à demander aux Américains devraient être répartis « équitablement ». Il s'est également prononcé en faveur de consultations entre les Etats-Unis et leurs partenaires sur le moyens de lutter contre l'inflation.

Des premières interventions des participants à la conférence deux idées se dégagent : des réductions d'impôts doivent être accordées aux familles les plus touchées par les hausses de prix, et il faudra lancer un programme d'emplois publics si le chômage devient trop important. Pour leur part, les orateurs du parti démocrate et les représentants des syndicats se sont livrés à une critique de la politique économique de l'administration américaine.

M. Gerald Ford doit tirer, ce samedi 28 septembre, les conclusions des deux journées de travaux de la conférence.

SELON LE « NEW YORK TIMES »

M. Kissinger craint un effondrement de certains régimes occidentaux

Selon le *New York Times*, le secrétaire d'Etat américain, M. Kissinger, a récemment déclaré à plusieurs visiteurs ses craintes que l'impossibilité de résoudre les problèmes économiques mondiaux ne conduise à un effondrement politique de l'Occident et à la prise du pouvoir par les communistes dans certains pays.

Le journal américain cite, pour illustrer les sentiments de M. Kissinger, les déclarations du chef du gouvernement israélien, publiées, mercredi 25 septembre, par le journal de Tel-Aviv *Maariv*.

Selon M. Rabin, des Américains, de plus en plus nombreux, considéreraient que la hausse du pétrole est la principale cause d'un *« effondrement possible »* des régimes européens démocratiques et les rendraient *« mûrs pour la domination communiste »*. *« Des personnalités américaines ont souligné devant moi, dans de nombreuses conversations,* a dit M. Rabin, *le danger sérieux d'une domination communiste en Italie, et peut-être dans d'autres pays européens. »*

Selon le *New York Times*, M. Kissinger nourrit des craintes identiques pour l'Inde, et aurait l'intention de formuler des mises en garde à la conférence de Camp David.

FISCALITÉ

QUOTIENT FAMILIAL : L'abattement forfaitaire passe de 4 500 à 5 000 F

Le gouvernement a décidé de modifier, très légèrement, le texte de l'article du projet de loi de finances pour 1975 concernant le quotient familial. L'abattement forfaitaire sur les revenus imposables des familles, ayant à charge des enfants de plus de dix-huit ans qui font leur service militaire ou qui poursuivent leurs études (jusqu'à vingt-cinq ans), est porté de 4 500 F à 5 000 F.

Cette modification est présentée par le ministère de l'économie et des finances comme ayant un caractère purement technique, un affinement des calculs ayant montré que le point d'équilibre était plus près de 5 000 F que de 4 500 F : le fisc n'entend retirer, en effet, aucun bénéfice de cette réforme du quotient familial. Dans l'état actuel, elle devrait se traduire par un allégement d'impôt pour les familles de deux enfants (dont l'un âgé de plus de dix-huit ans) ayant un revenu mensuel brut inférieur à 6 500 F par mois et par un léger alourdissement pour les autres.

Ce projet de relèvement du forfait répond néanmoins en partie au vœu des associations populaires familiales comme à celui exprimé par M. Mitterrand lors de sa conférence de presse du 24 septembre (*le Monde* du 26 septembre). Par contre, il ne paraît pas de nature à calmer la Confédération générale des cadres, qui est hostile au principe même de la modification du quotient familial.

Prenant la parole vendredi 27 septembre à Nantes, M. André Malterre, président de la C.G.C., a en effet réaffirmé : *« Les mesures sur le quotient familial n'ont aucune justification : j'espère que le Parlement les rejettera. »*

Dans la presse hebdomadaire

Rendez-vous avec la crise

Aux sollicitations des journalistes qui pressaient, au début de la semaine, le président de la République d'expliquer la *« crise »* aux Français, sont venues s'ajouter des critiques plus précisément dirigées contre la politique gouvernementale.

Marc Bormann, dans *FRANCE NOUVELLE* (organe du comité central du P.C.), explique que le pétrole a *« bon dos »*, et, ajoute-t-il, *« la hausse des prix du pétrole ne doit pas dissimuler l'aggravation de la crise sur tous les plans (inflation, commerce international, système monétaire). Et elle n'y participe que parce que les intermédiaires — les compagnies pétrolières multinationales — continuent de développer leur politique d'accumulation forcenée, bloquant les rapports entre Etats consommateurs et Etats producteurs, avec le soutien, dans la réalité, des gouvernements capitalistes des pays consommateurs. (...) La crise en France n'est pas fatale, et il n'y a pas de raison que le peuple français en fasse les frais. Et encore moins qu'on lui présente comme boucs émissaires des pays producteurs de pétrole dont l'action anti-impérialiste va en définitive dans le même sens que ses intérêts profonds. »*

C'est aussi ce que note l'éditorialiste de *FRONT ROUGE* (marxiste - léniniste) : *« En rendant les décisions de Vienne responsables des prochaines hausses des prix de l'énergie en France, avec leurs répercussions sur tous les produits, le gouvernement cherche à camoufler cette réalité : la responsabilité unique, dans la hausse des prix, du système capitaliste et en particulier des grandes compagnies pétrolières, qui réalisent des profits fabuleux. Non seulement ces compagnies refusent d'être touchées en quoi que ce soit par les mesures des pays producteurs, mais elles s'en servent comme prétexte pour accroître encore leurs profits (...). »*

Cavanna, dans *CHARLIE-HEBDO*, se référant aux propos de M. Henry Kissinger qui, à la tribune de l'ONU, a envisagé, selon lui, *« la possibilité pas négligeable du tout d'un vilain conflit, hélas ! hélas ! bien regrettable mais déclenché par on ne sait quels éléments imprévisibles incontrôlables, disposant d'armes et décidés à s'en servir »*, affirme : *« Entre une grosse crise et une bonne guerre, un pays civilisé n'a jamais hésité. Tout plutôt que la crise. (...) Ça ne peut pas continuer comme ça. Ce n'est pas pensable. Les gros ne se laisseront pas faire ; ils le reprendront, leur pétrole, et total, tout ce que les Arabes auront gagné ce sera l'hécatombe ; quelle tristesse, on pleurera bien, mais enfin on aura de l'essence dans nos bagnoles et du mazout dans nos chaudières, le spectre de l'inflation et l'hydre du chômage retourneront dans le placard aux accessoires et, mon Dieu, une occasion de tristesse de plus ou de moins, on n'en mourra pas, la tristesse, les journaux en sont pleins, on a l'habitude. »*

Pour Pierre Pujo, dans *ASPECTS DE LA FRANCE* (royaliste), le pessimisme est moins noir. *« (...) Il ne convient pas de dramatiser à l'excès la situation, la France ne manque pas d'atouts pour faire face à la crise, mais devant la guerre économique et monétaire qui est engagée à l'échelle mondiale, il importe de dire au public que beaucoup de ses habitudes devront être modifiées, de resserrer la solidarité nationale et de promouvoir un grand effort collectif.*

» Evidemment, cela suppose de la part de M. Giscard d'Estaing, une révision profonde de beaucoup de ses conceptions. Reconnaîtra-t-il qu'il a fait fausse route depuis l'élection présidentielle dans son aveugle libéralisme ? Pour faire face à la crise économique qu'aggrave la crise morale et mentale des Français, le chef de l'Etat devra cesser de courtiser la gauche, affronter les partis et les syndicats marxistes, rester sourd aux criailleries des politiciens de toutes tendances et ne pas se laisser fléchir par les doléances des groupes de pression socio-économiques tout en s'efforçant d'associer les forces vives du pays à la politique gouvernementale par la poursuite du dialogue et de la concertation. »

« Quel manque d'imagination quant aux solutions proposées ! », s'exclame Bertrand Renouvin dans la *NOUVELLE ACTION FRANÇAISE* (royaliste), et il ajoute : *« Il s'agit aujourd'hui de passer d'un productivisme quantitatif à une civilisation de la qualité, de quitter l'ère du gaspillage pour construire une civilisation du durable, de dominer la technique sans pour autant la détruire, par exemple en mettant fin à l'impérialisme de l'automobile sans abandonner ce moyen de communication.*

» Les désillusions du progrès conduisaient à ces choix, que les faits imposent désormais. Un projet de société devrait les ordonner, qui demande du temps, de l'ambition, et une constance certaine dans l'effort. Mais nous n'avons pour franchir le cap qu'une équipe pilotant à vue, faute de savoir tracer son chemin dans le long terme, et qui se prépare à gérer la pénurie comme elle gérait autrefois l'abondance.

» C'est dire qu'elle est d'ores et déjà disqualifiée, moins de quatre mois après son accession au pouvoir. »

Georges Montaron, dans *HEBDO - TEMOIGNAGE CHRETIEN* ne se montre pas surpris par la crise parce que, affirme-t-il, *« Giscard fait la politique qu'il avait annoncée et que ses électeurs attendaient de lui. C'est un conservateur « éclairé », un libéral « réformiste », un homme de droite qui s'efforce de donner un « visage humain » au système capitaliste. Il donne des coups de plumeau mais il se garde bien de modifier les structures de la maison « France ». Il use d'un style nouveau mais il compte sur les événements extérieurs pour vaincre l'inflation et pour rééquilibrer la balance commerciale. C'est un authentique disciple du libéralisme économique. Il fait confiance aux seuls mécanismes naturels pour régler la production.*

» Or face à la crise actuelle le libéralisme est impuissant. »

« On accuse les Arabes qui mettent en péril les économies occidentales. (...) Au lieu de s'en prendre aux autres, il faudrait une politique de l'énergie en Europe, une organisation sévère contre le gaspillage et une politique méditerranéenne. », poursuit Georges Montaron, qui conclut : *« La crise est là. Mais le gouvernement n'est pas au rendez-vous. »*

AFFAIRES

Titan-Coder : le parti socialiste demande la création d'une entreprise publique

« L'affaire Titan-Coder était viable. La situation actuelle est la conséquence d'une mauvaise gestion, dont les travailleurs sont les premières victimes. Le gouvernement, pourtant engagé par les fonds publics alloués à la société, a laissé faire. Aujourd'hui encore, sa passivité laisse le libre jeu à l'initiative américaine », déclare, dans un communiqué, le bureau exécutif du parti socialiste.

« Comme l'affaire Lip, la liquidation de Titan-Coder pose le problème de la responsabilité de la gestion des entreprises. En la circonstance, le parti socialiste considère que l'intervention de l'Etat ne saurait se limiter à l'octroi de nouveaux prêts ou subventions. La création d'une entreprise publique s'impose à la fois comme sanction de la mauvaise gestion de l'entreprise et comme moyen de sauvegarde d'une industrie nationale », conclut le comité exécutif.

Le député, maire communiste d'Aubagne (Bouches-du-Rhône) a, de son côté, posé à l'Assemblée nationale une question orale avec débat pour la première semaine de la rentrée parlementaire. Il demande au ministre de l'industrie et de la recherche *« quelles mesures il compte prendre pour que l'entreprise Titan-Coder, qui compte 2 700 salariés, puisse poursuivre son activité dans le cadre d'une solution nationale »*.

Enfin, des salariés de l'usine Titan-Coder de Blanc-Mesnil (où sont employées 80 personnes environ) ont reçu des lettres de licenciement, indique la fédération C.G.T. de la métallurgie, qui appelle les travailleurs [face à une telle attitude] *« à renforcer leur action »* et *« demander à être reçus par les ministres intéressés pour connaître les solutions envisagées par le gouvernement »*.

ACTION SOCIALE

M. Lenoir annonce la création de centres de réadaptation pour certains « exclus »

M. René Lenoir, secrétaire d'Etat à l'action sociale, a donné vendredi 27 septembre sa première conférence de presse pour faire le point sur divers projets de loi en préparation, qui représentent, selon lui, une étape importante de la politique que le gouvernement entend mener « pour l'instauration d'un secteur public à vocation sociale ».

Parmi ces projets, le plus récent porte sur la création de centres de réadaptation pour certaines catégories d'« exclus », en utilisant l'infrastructure des centres d'hébergement.

Les centres d'hébergement, qui dépendent tantôt de services publics tantôt d'associations du secteur privé, accueillent quatre catégories de pensionnaires : les personnes sortant d'établissements hospitaliers, de cure ou de rééducation démunies de ressources ou de logement ; les personnes libérées de prison ; les femmes prostituées ou en danger de prostitution ; les vagabonds aptes à un reclassement. Il s'agit de transformer ces établissements en véritables centres de réadaptation sociale, capables d'accueillir aussi des rapatriés, des « cas sociaux », des familles inadaptées, dont il sera plus aisé de favoriser ainsi la réinsertion en les dirigeants vers des ateliers de travail protégé (actuellement réservés aux handicapés).

Après avoir dégagé les grandes lignes d'un projet de « loi sociale » destiné à coordonner le secteur social et médico-éducatif, M. Lenoir a précisé qu'une commission nationale et des commissions régionales consultatives donneraient leur avis sur l'ouverture des établissements sociaux dont il convient de maîtriser l'implantation parfois anarchique. Ces établissements — foyers de jeunes travailleurs, crèches, centres d'accueil des handicapés, des personnes âgées, des inadaptés — seraient soumis désormais à une autorisation préalable qui sera en même temps une autorisation de fonctionnement et dépendra, le cas échéant, de l'agrément de la Sécurité sociale.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

MONDIALE

Les produits manufacturés en France ont augmenté de 18 % en un an

Augmentation des prix de détail en pourcentage

	En 1 mois (Août 1974 comparé à juillet 1974)	En 6 mois (Août 1974 comparé à février 1974)	En 1 an (Août 1974 comparé à août 1973)
ENSEMBLE	+ 0,8	+ 7,4	+ 14,5
ALIMENTATION	+ 0,7	+ 6,1	+ 12,4
Produit à base de céréale	+ 2,0	+ 10,2	+ 19,4
Viande de boucherie	—	+ 2,5	+ 7,4
Volailles, produits à base de viande	— 0,5	— 1,3	+ 10,0
Produits de la pêche	+ 1,0	+ 6,8	+ 14,9
Laits, fromages	+ 0,5	+ 8,8	+ 13,6
Œufs	— 1,7	— 12,8	+ 0,2
Corps gras et beurre	+ 0,4	+ 2,2	+ 30,2
Légumes et fruits	+ 2,1	+ 8,8	+ 14,8
Boissons non alcoolisées	+ 1,1	+ 13,0	+ 16,3
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 1,0	+ 8,7	+ 18,0
Habillement et textile	+ 0,8	+ 7,5	+ 14,8
Meubles et tapis	+ 1,1	+ 11,0	+ 17,5
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 0,9	+ 9,1	+ 12,4
Autres articles d'équipement du ménage	+ 1,3	+ 12,9	+ 20,4
Savons et prod. d'entretien	+ 1,5	+ 14,1	+ 20,2
Articles de toilette et de soins	+ 0,7	+ 6,2	+ 9,2
Véhicules	+ 1,1	+ 9,0	+ 12,0
Papeterie, librairie, journaux	+ 3,7	+ 11,1	+ 21,4
Combustible, énergie	+ 1,2	+ 9,6	+ 41,5
SERVICES	+ 0,5	+ 6,5	+ 11,6
Logement	+ 0,2	+ 5,6	+ 9,9
Soins personnels, de l'habillement	+ 0,6	+ 10,6	+ 17,2
Services de santé	—	+ 4,1	+ 7,1
Transports publics	+ 0,6	+ 8,4	+ 12,7
Hôtels, cafés, restaurants, cantines	+ 0,6	+ 6,7	+ 13,6

Le rythme de hausse des prix de détail a fléchi en août, atteignant 0,8 %, contre 1,3 % en juillet. C'est la première fois depuis le début de l'année que le taux mensuel d'augmentation des prix est inférieur à 1 %. L'indice des prix à la consommation, établi par l'INSEE, s'est, en effet, établi à 138,6 en août, contre 137,5 en juillet, sur la base 100 en 1970. Depuis un an (d'août 1973 à août 1974), l'indice a augmenté de 14,5 %, et il a progressé, depuis le début de l'année, de 10,6 %.

Le rythme d'augmentation des prix des produits manufacturés a diminué en août par rapport au mois précédent, passant de 1,6 % à 1 %, mais il reste nettement supérieur au rythme de progression des produits agricoles (0,7 %) et des services (0,5 %).

Rien n'indique cependant que le résultat d'août annonce un retournement de tendance durable, et les chiffres doivent être maniés avec la plus grande prudence. Le ministère de l'économie et des finances n'a pas manqué de le souligner dans un communiqué publié vendredi 27 septembre.

« Pour des raisons diverses, telles que l'augmentation des loyers en juillet, la fermeture de certains magasins en août, le rythme de la hausse des prix peut varier d'un mois à l'autre sans que la tendance profonde soit modifiée. Pour apprécier cette tendance, il est prudent de considérer des périodes plus longues, *souligne-t-il*. Ainsi, au cours du premier trimestre 1974, l'augmentation des prix avait atteint 4,2 %. Elle était encore de 4 % au deuxième trimestre. Pour les trois derniers mois connus — juin, juillet et août, — elle s'établit à 3,2 %. (...)

» Les premiers signes d'une décélération commencent à apparaître, mais le retour à un rythme de hausse modéré suppose une action en profondeur qui exige une certaine durée. »

Le Bulletin officiel des services et des prix *publie ce samedi 28 septembre les décrets modifiant la réglementation des prix dans le sens d'un durcissement des contrôles (la liberté de répercuter dans les prix de vente l'enchérissement des matières premières est supprimée), décision qui avait été annoncée le 24 septembre (*le Monde *du 25 septembre) par le comité des prix.*

Pour freiner l'inévitables hausses des tarifs

L'ÉTAT PRÉVOIT D'ACCROITRE SES PRÊTS AUX ENTREPRISES PUBLIQUES EN 1975

Le conseil de direction du F.D.E.S. (Fonds de développement économique et social), qui vient de se réunir sous la présidence de M. Fourcade, a fixé à 13 % en 1975 la progression des dépenses d'investissements des entreprises nationales par rapport à cette année. Le financement de ces dépenses sera surtout assuré par la hausse des tarifs et par des emprunts sur les marchés financiers. Cependant, le souci de ne pas majorer trop fortement les tarifs publics a conduit M. Fourcade à fixer à 700 millions de francs en 1975 contre 440 millions de francs en 1974 (+ 59 %) le montant des prêts de l'Etat aux entreprises nationales.

Au total, les prêts du F.D.E.S. au secteur public et au secteur privé atteindront 2,8 milliards de francs en 1975 contre 2,04 milliards de francs en 1974 (+ 37 %).

UN GROUPE DE TRAVAIL INTERMINISTÉRIEL EXAMINERA LES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRISES.

M. Jacques Chirac a décidé de créer auprès du ministre de l'économie et des finances un groupe de travail interministériel permanent dont la mission sera de coordonner « l'action des ministères concernés par les difficultés rencontrées par les entreprises du fait des disciplines imposées dans le cadre de la lutte contre l'inflation » et d'informer le gouvernement des solutions qui pourraient éventuellement y être apportées.

M. Jean-Pierre Fourcade a procédé le 26 septembre à l'installation de ce groupe de travail, qui sera préside par un inspecteur général des finances, M. Montarnal, et comprend des représentants du ministère de l'industrie et de la recherche, du ministère du travail, du ministère du commerce et de l'artisanat et de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale.

LE C.D.P. APPELLE A UNE PLUS GRANDE DISCIPLINE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE.

Le Centre Démocratie et Progrès, que préside M. Jacques Duhamel, rend public, dans le dernier numéro de son bulletin *Faits et Causes*, le résultat des réflexions qu'a inspirées à ses dirigeants (récemment réunis à huis clos) la crise économique et financière.

M. Duhamel écrit notamment que « *le C.D.P. souhaite, en particulier, le retour à une parité fixe — qu'on baptise cela « serpent européen » ou autrement — pour imposer à tous — y compris à l'Etat — le chemin de la discipline* ».

L'ancien ministre relève en outre « *les éléments positifs des mesures prises en matière monétaire, fiscale et budgétaire* », mais suggère que soient taxées d'office « *les sociétés qui déclarent (dans une proportion d'un tiers, année par année) des résultats nuls ou déficitaires, tout en assurant, souvent confortablement, la survie de leurs dirigeants* ».

Le C.D.P. réclame, d'autre part, « *une véritable politique des revenus* » pour freiner l'inflation, et une politique de l'épargne fondée sur l'indexation en capital des emprunts effectués.

● M. ANDRÉ BOULLOCHE, député du Doubs, membre du comité directeur du P.S., a déclaré, vendredi 27 septembre, à propos de la création d'un conseil central de planification économique : « *En tant que rapporteur spécial des crédits du commissariat au Plan à la commission des finances de l'Assemblée nationale, je prends note avec intérêt de cette conversion subite aux mérites de la planification, mais j'attire l'attention sur le fait que le projet de budget pour 1975 prévoit une régression en volume des crédits du commissariat, qui constitue cependant l'encadrement irremplaçable, en l'état actuel des choses, de toute planification. Je souhaite que la discussion du budget permette au gouvernement de s'expliquer sur cette contradiction.* »

LA DÉCOMPOSITION DU SYSTÈME MONÉTAIRE

II. — Une fausse solution : le « recyclage »

Par PAUL FABRA

L'extraordinaire vague de spéculation, sur les terrains, sur *les matières premières*, sur les changes, etc., qui a déferlé sur le monde capitaliste depuis deux ou trois ans n'est pas sans rappeler ce qui s'est passé entre 1925 et 1929, époque au cours de laquelle il n'était également question, notamment aux Etats-Unis, que de prospérité. L'assemblée générale du Fonds monétaire va s'ouvrir alors que pèse désormais la menace d'un effondrement du système international des paiements et que la solidité de l'appareil bancaire est mise en doute. Mais il n'est question que de nouveaux expédients pour résoudre les difficultés à la petite semaine. (« Le Monde » du 27 septembre.)

Ce fut sans doute une très grave imprudence que de fonder le développement industriel de l'Europe occidentale, du Japon et même des Etats-Unis sur une source d'énergie sur laquelle l'« Occident », pris au sens large du terme, avait perdu son contrôle politique. Au lieu de tirer une leçon de cette erreur stratégique, les mêmes nations sont en train d'en commettre une autre, sans doute plus déterminante encore. On est confondu devant le mélange de naïveté, de cynisme et d'imprévoyance que représentent les *tentatives* faites pour asseoir le système international des paiements sur un « recyclage » permanent des capitaux encaissés par les pays producteurs de pétrole vers les pays consommateurs.

Une résurrection du Gold Exchange Standard

Dans son principe, cette vaste redistribution des jetons paraît aller de soi. Voici d'un côté des Etats dont les revenus excédentaires doivent cette année s'élever, *dit-on, à quelque 60 milliards de* dollars, et de l'autre la Grande-Bretagne, l'Italie, la France, le Danemark, pour ne parler que des pays les plus déficitaires situés en Europe, *dont* le *déficit* global de la balance des paiements est lourdement grevé par les achats d'hydrocarbures. Le problème, *dans le monde tel qu'il est* (les raisonnements absurdes se parent souvent de réalisme), n'est-il pas d'organiser le transfert des fonds gagnés par ceux qui n'en ont pas l'emploi vers ceux qui en ont un besoin criant ?

Comme les « experts », même en présence des données les plus explosives, ne font généralement pas autre chose qu'extrapoler le présent, sans envisager sérieusement les ruptures brutales, les voici en train de calculer doctement qu'au rythme actuel les réserves de change accumulées par les membres de l'OPEP s'élèveront « progressivement » — pourquoi ne pas dire « gentiment » ? — jusqu'à environ 300 milliards de dollars, vers 1980 (chiffre de l'O.C.D.E.), à moins que ce ne soit 650 milliards de dollars — un dollar de quelle valeur du reste ? — selon d'autres estimations émanant de banques américaines. Puisqu'il est évident que les recettes nettes des uns ne peuvent provenir que des débours des *autres, il faut admettre que* les mêmes chiffres représentent, dans l'esprit de nos calculateurs, le déficit global des pays consommateurs. Comment donc éviter l'asphyxie de ces derniers sans le mécanisme du recyclage ?

L'un des vices de ce raisonnement est qu'il suppose ce qui paraît, pratiquement et théoriquement, le plus improbable : que plus les pays *déficitaires* auront besoin de capitaux, plus les puissances qui les détiendront seront disposées à les leur prêter. C'est le contraire qui a toute chance de se *produire, pour* la bonne raison que le premier souci d'un prêteur est d'avoir l'assurance d'être remboursé autrement, pour reprendre la métaphore usuelle, qu'avec des morceaux de papier qui ne valent plus rien.

C'est ici que l'on peut saisir les motifs — sans doute partiellement inconscients — propres à expliquer pourquoi tant d'experts officiels, de financiers de tous genres... et de gouvernements font si bon marché de cette évidence. La raison est que, en dépit de l'effondrement qu'il a fini par connaître (en mars 1973, quand les pays créanciers des Etats-Unis décidèrent de ne plus soutenir le dollar), le Gold Exchange Standard (1) et ses mécanismes pernicieux restent le « modèle » auquel continuent à se référer les analyses officielles.

Selon ce système, on s'en souvient, les Américains pouvaient indéfiniment rester en déficit *vis-à-vis du reste du monde*, puisque les autres pays acceptaient d'accumuler les créances en dollars reçues en paiement sans jamais en réclamer le remboursement soit en or auprès de la Trésorerie des Etats-Unis, soit en biens et services réels auprès de l'économie américaine tout entière. Les autorités de Washington n'ont pu user si longtemps de cette faculté que parce qu'elles avaient les moyens de pression politico-militaires propres à convaincre leurs créditeurs de constamment renouveler leur crédit. Cependant, l'expérience a prouvé aux plus incrédules que ce système finissait par présenter des inconvénients même pour ses bénéficiaires et qu'il n'était de toute façon pas *soutenable à la longue, parce qu'il* privait de toute espèce d'autonomie les banques centrales de l'Europe et du Japon, les transformant en simples organismes chargés de racheter sur le marché tous les dollars n'y trouvant pas acquéreurs au cours officiel.

Acheter le pétrole à crédit

Imagine-t-on les Arabes — et les Iraniens — supporter longtemps de jouer en faveur des monnaies *européennes* et japonaises le rôle que ni la Bundesbank, ni la Banque d'Angleterre, ni la Banque d'Italie, ni la Banque de France, ni la Banque du Japon, etc... n'ont voulu, en d'autres temps, jouer jusqu'au bout en faveur du dollar ? Dans son essence, le « recyclage » consiste à recréer, sur une échelle infiniment plus grande, un mécanisme s'apparentant au *Gold exchange standard*. On est d'autant plus *autorisé à analyser son fonctionnement* qu'il a déjà commencé à opérer sous nos yeux.

Il s'agirait, en quelque sorte, d'acheter à crédit le pétrole que *pourtant l'on consomme tout de* suite ! Chaque année, les Etats producteurs mettraient par des moyens divers à la disposition de leurs clients les sommes nécessaires pour régler le solde négatif de leurs balances des paiements. Les formules ne manquent pas, la plus communément pratiquée actuellement étant celle qui engage le moins les deux parties, tout en créant la plus grande insécurité pour l'ensemble du système, à savoir les dépôts à court terme effectués par les titulaires de revenus pétroliers auprès des banques de New-York, de Londres, de Paris, etc.

Karl Marx écrivait que l'histoire des peuples et des sociétés humaines se résument souvent en une *lutte* entre créanciers et débiteurs, l'issue la plus fréquente de l'affrontement étant la victoire absolue des créanciers (c'est ainsi que la plèbe romaine a été soumise au pouvoir des patriciens, les paysans chinois à celui des usuriers, etc.). Pour qu'il en soit autrement, il faut que le débiteur dispose d'atouts exceptionnels. Cela paraît particulièrement vrai à l'échelle des nations : ni les Européens ni les Japonais n'ont jamais eu la capacité de fait d'user de leur droit de créditeurs vis-à-vis des Etats-Unis et, quand la France du général de Gaulle s'y est ris*quée en réclamant de l'or contre* ses dollars, on sait la tempête qu'elle a déclenchée contre elle.

Mais, dans la nouvelle conjoncture qui nous occupe, tout, semble-t-il, viendrait renforcer encore la prédominance dont jouit, sauf exception, le créancier. Les Etats arabes ne seraient-ils pas en mesure d'exercer sur leurs débiteurs une formidable pression politique — grâce à l'encerclement d'Israël — et économique — grâce à l'arme du pétrole dont ils ont déjà montré l'efficacité ? S'ils deviennent durablement, comme *on les invite à le faire*, les créanciers des pays industrialisés en accumulant sans fin des créances en dollars, en livres sterling et demain en « unités de compte » européennes, ils *ne seront* pas réduits à espérer que leurs débiteurs veuillent bien honorer leur signature. Les plus faibles de ces derniers, Européens et Japonais, seront presque entièrement à leur merci. Si, d'aventure, les pays consommateurs méditaient de se débarrasser un jour du fardeau de leur endettement grâce à l'inflation, on pourrait leur faire payer cher ce mauvais coup...

Pour l'instant, ces terribles inconvénients n'apparaissent pas encore au grand jour parce que le « recyclage », comme presque tout ce qui concerne les affaires financières de ce monde déréglé, se fait de façon anarchique et pour tout dire quasi clandestine. Les pays en mal de paiements couvrent leur déficit grâce à des appels au marché de l'euro-dollar. Ainsi l'Etat français invite-t-il les entreprises nationales et privées à emprunter auprès des « euro-banques », *qui sont le plus souvent* des filiales de banques américaines installées à Londres, des ressources dont personne ne connaît l'origine, mais dont on sait qu'elles proviennent en partie des dépôts arabes, des fonds illégalement réfugiés en Suisse, etc., les crédits ainsi consentis sont déjà considérables. Depuis le début de l'année, la France a emprunté au moins 5 milliards de dollars (sans compter l'emprunt de 1,5 milliard du Trésor, non encore utilisé), la Grande-Bretagne à peu près autant, *l'Italie et le Japon*, chacun 7 à 8 milliards.

C'est grâce à ces opérations que le franc, la livre sterling, la lire italienne et le yen japonais ont pu maintenir leur valeur sur le marché libre des changes et même s'y raffermir ! Ainsi la prétendue « stabilité » du système des changes flottants, dont on commence à reparler (parce qu'il n'y a pas eu de « plongeon » spectaculaire sur le marché depuis neuf mois !) est-elle entièrement imputable à l'endettement massif des pays industrialisés les plus touchés par l'*inflation*. z

(1) L'« étalon de change-or » a remplacé l'« étalon-or » après la première guerre mondiale, pour répondre aux besoins et liquidités. Dans ce système, le dollar et la livre, « monnaies de réserves », peuvent servir aussi bien que l'or comme moyens de paiements internationaux.

Prochain article :

UNE TRAGIQUE ERREUR

Rectificatif. — Dans le premier article de Paul Fabra, une coquille a fait écrire, à propos du rapport entre les réserves bancaires et les moyens de paiement : « *Cette décentralisation...* » Il fallait lire « *cette diminution* ».

CONFLITS ET REVENDICATIONS

L'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. suspend son mouvement aux usines de la SNIAS à Toulouse

De notre correspondant

Toulouse. — **Des travailleurs des usines toulousaines de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) ont évacué, vendredi après-midi 27 septembre, les ateliers qu'ils occupaient depuis la veille, — après avoir séquestré pendant quelques heures deux membres de la direction — pour protester contre des mutations d'ouvriers aux usines de Marseille-Marignane (« le Monde » du 28 septembre).**

La situation avait été confuse toute la journée de vendredi : considérant que ces transferts de quelques dizaines de membres du personnel de Toulouse à Marignane *étaient* un ultimatum inacceptable, des militants de la C.G.T. et de la C.F.D.T. avaient occupé les usines, tandis que F.O., la C.G.C. et la C.F.T.C. se prononçaient contre ce mouvement.

Après évacuation des ateliers, l'intersyndicale C.G.T.-C.F.D.T. a souligné qu'il ne s'agissait que d'une suspension du mouvement et appelle les travailleurs de la SNIAS à une assemblée générale lundi 30 septembre. Des débrayages de solidarité ont eu lieu dans d'autres usines de la société nationale, aux Mureaux (Yvelines) et à Nantes-Bouguenais.

Le maire de Toulouse, M. Pierre Baudis, député (ap. rép. ind.) de la Haute-Garonne, a souhaité « *une nouvelle répartition des tâches industrielles dans le domaine aéronautique, afin que la SNIAS puisse disposer de marchés militaires* ». — L. A.

● *La section C.F.D.T.* de la Société nationale industrielle aérospatiale n'a pas apprécié la déclaration officielle de la direction de la SNIAS, à Toulouse, sur les transferts du plan de charges depuis Marseille-Marignane pour assurer du travail au personnel des usines de Toulouse (*le Monde* du 26 septembre). Commentant ces affirmations, ses représentants ont souligné mercredi 25 septembre : « *Nous nous étonnons que la direction locale affiche, après le pessimisme de ces dernières semaines, un optimisme béat. C'est sans doute pour endormir les travailleurs.* »

La direction ne prévoit pas de licenciements collectifs

« *Il n'y aura pas de licenciements, et singulièrement pas de licenciements collectifs, sans que j'en aie averti, avec un préavis suffisant le comité central d'entreprise* », a déclaré, vendredi 27 septembre, à Paris, M. Charles Cristofini, président du directoire de la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS). « *J'en ai pris l'engagement, et je le maintiens. Du reste, je n'ai pas prévu de réunion du comité central d'entreprise avant le 25 octobre, date à laquelle les comptes de la société pour 1973 seront examinés* », a ajouté M. Cristofini, qui affirme qu'il ne présentera pas, à cette occasion, de communication sur d'éventuels licenciements. « *On a parlé de six mille licenciements ; c'est de la folie*, a encore declaré le président du directoire de la SNIAS, *car c'est le tiers de nos effectifs chargés de la construction des avions.* »

M. Cristofini n'écarte pas, toutefois, la perspective d'une diminution des effectifs par des mesures analogues à celles qui ont été prises depuis plusieurs mois (mises en pré-retraite à partir de soixante ans et réductions d'embauche dans certains secteurs) ou par une limitation des horaires de travail. A ce jour, le groupe de la SNIAS (filiales et groupements d'intérêt économique compris) emploie un peu moins de quarante-deux mille personnes, soit une diminution des effectifs de l'ordre de huit cents depuis le début de l'année.

A propos de la situation dans les usines de Toulouse, le président du directoire de la SNIAS a rappelé sa décision de transférer certains emplois, sans que ces mutations de personnel se prolongent au-delà de la fin du premier semestre de l'an prochain, aux usines d'hélicoptères de Marignane (Bouches-du-Rhône). Dans un deuxième temps, ce sont les chaînes de production de l'hélicoptère lourd Super-Frelon qui seront transférées de Marignane — où elles se trouvent actuellement — aux ateliers de Toulouse, où sera exécutée la commande récente de plusieurs de ces hélicoptères. Déjà commandé à soixante-dix-sept exemplaires, le Super-Frelon a fait l'objet, il y a trois jours, d'un contrat de la part d'un pays étranger dont M. Cristofini n'a pas voulu révéler l'identité mais qui serait un pays arabe.

« *Ce contrat*, a-t-il seulement indiqué, *peut donner à la SNIAS à Toulouse jusqu'à deux ans et demi de travail, surtout si, comme nous l'espérons, la série dépasse la centaine d'hélicoptères. Dans deux ans et demi, la crise du transport aérien sera avalée et on passera à une cadence accrue de fabrication de l'Airbus.* »

M. Cristofini a précisé que trente-deux travailleurs de la SNIAS à Toulouse avaient accepté leur transfert temporaire à Marignane pour faire leur apprentissage en matière de construction d'hélicoptères. « *Nous avons commencé par les célibataires et les mariés sans enfants, auxquels il a été proposé, en plus de leur salaire, une indemnité de déplacement et de logement, net d'impôts, de 70 francs par jour*, a indiqué le président du directoire *de la SNIAS. Huit autres travailleurs ont refusé ces propositions* »

« *Si nous sommes mis dans l'incapacité d'assurer ce transfert*, a alors affirmé M. Cristofini, *nous serons obligés de débaucher à Toulouse pour recruter à Marignane, car le client de Super-Frelon a stipulé des délais de livraison que nous devons respecter. Du reste, il y aura de l'embauche nouvelle à Marignane, du fait que l'activité des chaînes de production va être relancée grâce à de nouvelles commandes.* »

LA SEMAINE FINANCIÈRE

Bourses étrangères

NEW-YORK

Rechute

Wall Street est retombé derechef à son plus bas niveau depuis douze ans, l'indice Dow Jones s'établissant à 621,95 contre 670,76. Cette chute de 49 points, acquise en cinq séances consécutives de baisse, annule la reprise de la semaine précédente. Le fait marquant de la semaine a été la réduction, très attendue, de leur taux de base « prime rate », par deux grandes banques, annoncée mercredi, qui provoquait un redressement spectaculaire mais sans prolongement, puisque la séance clôturait en légère baisse. Qualifié de feu de paille, ce redressement manqué impressionna défavorablement le marché qui se remit à baisser derechef. En outre, les deux banques en question n'ayant pas été servies, les opérateurs ont estimé que la baisse des taux de base était prématurée.

En outre, les nouvelles annoncées au cours de la semaine n'avaient rien de particulièrement positif : déficit record de la balance commerciale en août, gel affectant les récoltes de maïs et de soja dont les prix montent, prévisions pessimistes sur la poursuite de l'inflation et médiocres résultats du « sommet » de fin de semaine à Washington. Un certain nombre de baisses spectaculaires ont été notées parmi les valeurs de croissance : Xerox, Kodak, I.B.M.. Recul, par ailleurs, d'Exxon, au plus bas de l'année, de General Electric, General Motors, Alcoa. Le volume d'affaires s'est nettement réduit, avec 60,88 millions de titres échangés contre 77,11 millions, partie à cause de la fête juive du Yom Kippour, partie en raison de l'indécision des opérateurs, soumis depuis trois semaines au régime de la douche écossaise. Indices Dow Jones : transports, 132,20 (contre 137,61) ; services publics, 61,92 (contre 63,52).

	Cours 20 sept.	Cours 27 sept.
Alcoa	44 3/4	39 3/4
A.T.T.	42	42
Boeing	18 1/4	17 5/8
Chase Man. Bank	32 3/4	31 3/8
Du Pont de Nem.	119 1/4	110
Eastman Kodak	75 1/8	66
Exxon	65 1/4	59 5/8
Ford	40	36 3/4
General Electric	38	32 1/4
General Foods	17	17
General Motors	40	36 1/8
Goodyear	14 3/4	13 7/8
I.B.M.	171 1/2	160 7/8
I.T.T.	16 1/2	16
Kennecott	28 3/4	26 1/2
Mobil Oil	35 1/8	33
Pfizer	27 1/8	24
Schlumberger	87 5/8	78 3/4
Texaco	22 3/8	21 1/2
U.A.L. Inc.	16 5/8	16 1/4
Union Carbide	39 3/8	37 7/8
U.S. Steel	43 1/2	40 5/8
Westinghouse	10 3/8	9 3/4
Woolworth	11 5/8	11 1/8

LONDRES

La chute se poursuit

L'effondrement des valeurs s'est encore accéléré cette semaine sur le marché de Londres, où l'indice des valeurs industrielles est tombé au plus bas depuis seize ans. Les craintes de faillites ont redoublé à l'approche de l'échéance trimestrielle, lourdement chargée avec le versement de l'impôt sur les sociétés et celui des intérêts payés sur les prêts bancaires. Un fabricant de machines textiles a déposé son bilan, et la City a été très défavorablement impressionnée par l'annonce d'une augmentation de capital de 62,5 millions de livres par la compagnie d'assurances Commercial Union, la plus forte jamais effectuée. L'on a appris ultérieurement que la compagnie avait subi de grosses pertes en Australie. Seules les mines d'or ont été un peu mieux disposées, et surtout les mines australiennes, à la suite de la dévaluation du dollar australien. Indice du « Financial Times » : industrielles, 186,3 (contre 198) ; fonds d'État, 56,40 (contre 56,77) ; mines d'or, 284,2 (contre 282,6).

	Cours 20 sept.	Cours 27 sept.
Bowater	101	96
Brit. Petroleum	280	268
Charter	86	84
Courtaulds	78	71
De Beers	169	158
Free St. Geduld	19 3/8	19
Gt. Univ Stores	104	94
Imp. Chemical	166	160
Shell	157	144
Vickers	81	80
War Loan	24 5/8	24 1/2

ALLEMAGNE

Tassement

Les marchés allemands, bien disposés initialement, se sont repliés peu à peu sous l'influence de Wall Street, perdant environ 1/2 %. Des achats importants d'investisseurs institutionnels ont été relevés en début de semaine, mais le refus de la Bundesbank de desserrer sa politique de crédit a entraîné une baisse des cours en fin de semaine.

Indice de la Commerzbank : 536,5 contre 539,3 le 20 septembre.

	Cours 20 sept.	Cours 27 sept.
A.E.G.	78	73,50
Badische Anilin	124,50	124,50
Bayer	110,70	110
Hoechst	114,50	115
Commerzbank	149	148
Mannesman	170,30	166
Siemens	193,20	190,50
Volkswagen	85,50	85,20

TOKYO

Au plus bas depuis deux ans

Vif repli à la Bourse de Tokyo, où une flambée de ventes a fait descendre l'indice Dow Jones au niveau le plus bas depuis deux ans, soit 3 930,79 yen. Le marché a été affecté par la baisse de Wall Street et les résultats décevants des sociétés.

	Cours 20 sept.	Cours 27 sept.
Fuji Bank	335	350
Honda Motors	469	452
Matsushita Electric	403	401
Mitsubishi Heavy	138	133
Sony Corp.	1 760	1 730
Toyota Motors	465	440

BRUXELLES

Irrégulier

La tendance haussière qui se manifestait la semaine dernière ne s'est pas maintenue, en raison de la faiblesse de Wall Street. Reprise remarquée de la sidérurgie.

	Cours 20 sept.	Cours 27 sept.
Arbed	4 598	4 365
Astur. des mines	2 375	2 380
Cock. Ougree	1 316	1 444
Electrobel	5 050	4 985
Lambert	1 760	1 685
Petrofina	3 340	3 280
Gevaert	1 116	1 138
Société générale	2 420	2 385
Union minière	1 198	1 236

SUISSE

Irrégulier

Pas de tendance définie cette semaine sur les marchés suisses, où hausses et baisses s'équilibrent.

	Cours 20 sept.	Cours 27 sept.
Brown-Boveri	900	930
Ciba-Geigy	1 175	1 270
Hoffm.-Laroche	68 000	74 000
Nestlé	2 250	2 250
Sulzer	2 560	2 590
U. B. suisse	2 460	2 390

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Nouvelles hausses du cuivre et du sucre

METAUX. — *Les cours du cuivre se sont raffermis en début de semaine, à la suite d'informations concernant d'éventuelles restrictions du gouvernement chilien sur ses exportations de métal rouge. Troisième producteur et exportateur mondial de cuivre, le Chili tire de ce métal 75 % de ses devises étrangères. Or pour freiner la chute des cours depuis le début de l'été, les autorités de ce pays envisageraient de réduire les expéditions. Il faut, en effet, souligner que de janvier à août la production des mines chiliennes a totalisé 508 428 tonnes métriques contre 360 438 tonnes au cours des huit premiers mois de 1973. La semaine dernière, les stocks du marché de Londres ont augmenté de 8 825 tonnes, alors que les prévisions portaient sur 7 000 tonnes, pour atteindre 81 595 tonnes. Selon certaines rumeurs, ils se seraient encore accrus de 5 000 tonnes à la suite d'arrivages supplémentaires de métal japonais.*

Les cours du zinc se sont, d'une semaine à l'autre, sensiblement redressés. Les firmes canadiennes Dofasco Dominion et Stelco viennent d'annoncer une hausse de 6,25 % des prix du zinc galvanisé.

DENREES. — *De nombreuses informations ont, cette semaine, contribué au renchérissement des prix du sucre. Pour faire face au déficit des livraisons prévues par l'accord du Commonwealth, la Grande-Bretagne a été autorisée par la C.E.E. à acheter sur le marché mondial 250 000 à 300 000 tonnes de sucre. En outre, la C.E.E. a décidé de procéder à des adjudications hebdomadaires à l'achat. En Europe occidentale, où la récolte de betteraves a été retardée par les pluies, on relève la faible teneur en sucre des betteraves (125 kilos de sucre à la tonne contre 145 l'an dernier).*

Les cours du cacao se sont également inscrits en progrès, dans un marché généralement calme. La spéculation a été néanmoins encouragée par l'absence d'offre de vente de la caisse nigériane, dont l'intervention était attendue avec un rythme hebdomadaire de vente de 20 000 tonnes par semaine. Au Cameroun, la campagne principale (estimations : 120 000 tonnes) a été ouverte. Les prix sont largement majorés, puisque le grade 1 passe de 100 F C.F.A. à 120 F C.F.A. et le grade 2 de 90 F C.F.A. à 100 F C.F.A. En Côte-d'Ivoire, où la campagne principale n'a pas encore débuté, les prix ne sont toujours pas fixés.

TEXTILES. — *Les prix de la laine se sont inscrits en léger repli. Sur le marché de Bradford, les vendeurs de rubans de laine ont abaissé les prix des mérinos de première qualité, à la suite de la dévaluation du dollar australien. Par contre, les prix des croisés sont demeurés stables, la dévaluation de la monnaie ayant été compensée par un relèvement de 9 % des prix d'intervention aux enchères.*

Les cours des cotons ont été peu discutés. En France, pour le premier semestre, les chiffres de fabrication de l'industrie cotonnière sont en progression de 4,4 % et la production de 4,3 %. Les livraisons ont également marqué une augmentation de 2,1 %, tandis que les stocks en usines s'établissaient, à fin juin, en diminution de 12,2 %.

La pénurie de disponibilités et la baisse attendue de la récolte dans les principaux pays producteurs ont stimulé la spéculation sur le jute brut, dont les cours ont sensiblement progressé. Ce mouvement a été entretenu par l'annonce d'inondations au Bangladesh.

Cours des principaux marchés du 27 septembre 1974

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

METAUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars) comptant 625 (601), à trois mois 645 (616) ; étain comptant 3 770 (4 050), à trois mois 3 425 (3 420) ; plomb 230 (234) ; zinc 383 (373). — New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme) 61,90 (60,50) ; aluminium (lingots) 39 (inchangé) ; ferraille, cours moyen (en dollars par tonne) 114-115 (111) ; mercure (par bouteille de 76 lbs) 278-283 (inchangé). — Singapour (en dollars des Détroits par picul de 133 lbs) : 1 131 3/8 (1 137 3/8).

TEXTILES. — New-York (en cents par livre) : coton oct. 48,50 (47,45), déc. 49,70 (47,90) ; laine suint oct. 141 (153), déc. 145 (160). — Londres (en nouveaux pence par kilo) : laine (peignée à sec) oct. 185 (inch.) ; jute (en sterling par tonne) Pakistan, White grade C 217,50 (197,25). — Anvers (type Australie en francs belges par kilo) : laine oct. 150 (153). — Roubaix (en francs par kilo) : laine oct. 17,80 (18,90). — Calcutta (en roupies par maund de 82 lbs) : jute 510 (520).

CAOUTCHOUC. — Londres (en nouveaux pence par kilo) : R.S.S. comptant nov. 27,25-28,50 (27,30-28). — Singapour (en nouveaux cents des Détroits par kilo) : 145,50-146 (147-148).

DENREES. — New-York (en cents par lb) : cacao déc. 77,10 (79,10) ; mars 70,55 (66,60) ; sucre disp. 33,50 (33,25) : oct. 36,85 (36,12). — Londres (en livres par tonne) : sucre oct. 365 (363,50) : déc. 354 (338,75) ; café nov. 455 (449), janv. 451,5 (438) ; cacao déc. 750 (729), mars 690 (669). — Paris (en francs par quintal) : cacao déc. 885 (857 1/2), mars 849 (817) ; café nov. 549 (544), janv. 567 (548) ; sucre (en francs par tonne) : nov. 4 315 (4 175), déc. 4.245 (4.150).

CEREALES. — Chicago (en cents par boisseau) : blé déc. 479 (446), mars 489 (460) ; maïs déc. 377 1/2 (342), mars 384 (350 1/2).

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Tassement du dollar
Hausse du franc

Tassement du DOLLAR, faiblesse du DEUTSCHEMARK, hausse du FRANC, dévaluation de 12 % du DOLLAR AUSTRALIEN et de 9 % du DOLLAR NEO-ZELANDAIS : tels ont été les faits marquants de cette semaine.

L'effritement du DOLLAR, qui s'était amorcé la semaine précédente, s'est donc poursuivi. Est-ce l'effet de l'annonce d'un déficit de 1,13 milliard de dollars de la balance américaine au mois d'août ? La nouvelle n'était certes pas de nature à soutenir la devise américaine, mais il faut sans doute voir dans la baisse de taux qui semble se dessiner aux Etats-Unis la cause première de la légère dépréciation du DOLLAR que l'on a pu constater.

La détente des taux s'est en effet poursuivie. Ainsi le taux du DOLLAR à un mois est revenu en quelques jours de 12 1/2 à 11 3/8 %. Parallèlement, celui du DOLLAR au jour le jour a fléchi de 11 à 10 1/2 %. Mais plus important encore : deux grandes banques américaines, la Morgan Guaranty Trust et la Chase Manhattan, ont ramené leur taux de base (prime rate) de 12 à 11 3/4 %. Est-ce l'amorce d'une baisse plus profonde ? Rien n'est moin sûr puisque la First National City Bank a refusé de prendre une mesure similaire. Il reste que certains opérateurs préfèrent céder leurs dollars pour acquérir des devises offrant des taux plus rémunérateurs, et notamment le FRANC.

Il n'est pas douteux que la persistance de taux d'intérêt si élevés en France explique pour une large part la bonne tenue de la devise française. Mais le FRANC a également bénéficié de l'approche de l'échéance mensuelle qui amène les entreprises gênées par l'encadrement du crédit à accélérer en fin de mois la mobilisation de leurs créances en devises. Le FRANC a donc monté, notamment vis-à-vis du DOLLAR et du DEUTSCHEMARK, qui est revenu à Paris à son plus bas niveau depuis le 21 janvier.

La devise allemande, en effet, est restée faible et la Bundesbank a dû, cette semaine encore, intervenir en cédant des FRANCS BELGES dans le cadre de l'accord européen du « serpent ». La diminution de l'excédent de la balance commerciale allemande en août — il a atteint 3.155 millions de D.M., soit 29,8 %, de même qu'en juillet, et 2 % de moins qu'en août 1973 — et la décision de l'institut d'émission de réduire de 8 % le contingent des réserves obligatoires des banques à compter du 1er octobre étaient les raisons le plus souvent avancées par les spécialistes, pour expliquer le nouveau repli du DEUTSCHEMARK.

Le DOLLAR AUSTRALIEN a été dévalué de 12 % le 25 septembre. Il vaut désormais 1,3090 dollar américain et « flottera ». Cette opération efface en fait deux réévaluations intervenues l'an dernier. La Nouvelle-Zélande a immédiatement réagi en dévaluant de 5 % le DOLLAR NEO-ZELANDAIS. Ces deux changements de parité ont provoqué, à peine connus, un recul du YEN, qui s'est redressé par la suite.

La LIVRE STERLING a fait bonne contenance, bénéficiant, semble-t-il, de la hausse des taux sur le marché monétaire à l'approche d'une échéance trimestrielle.

Rappelons enfin que s'ouvrira le 30 septembre à Washington l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, et que samedi et dimanche l'inflation sera au centre des entretiens qu'auront à Camp-David (Maryland) les ministres des affaires étrangères et des finances des cinq pays les plus industrialisés du monde. Des décisions importantes seront-elles prises au cours de ces deux réunions ? Les spécialistes, en tout cas, en doutent...

Sur le marché de l'or de Londres, les cours ont peu varié, le prix de l'once d'or étant finalement fixé le 27 septembre à 145,75 dollars (contre 146 dollars le vendredi précédent).

PHILIPPE LABARDE.

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Florin	Lire	Mark	Livre	$ U.S.	Franc français	Franc suisse
Londres	6,3108	1,5412	6,1931		2,3390	11,0675	6,9201
	6,2732	1,5318	6,1598		2,3140	11,0950	6,9362
New-York	36,9288	0,1511	37,6222	2,3390		21,0526	33,6790
	36,8867	0,1510	37,5657	2,3140		20,8550	33,3611
Paris	175,40	7,1800	178,70	11,0675	4,7500		159,90
	176,90	7,2430	180,15	11,0950	4,7950		160
Zurich	109,6547	4,4897	111,7381	6,9201	2,9700	62,5390	
	110,5680	4,5279	112,6033	6,9362	2,9975	62,5000	
Francfort	98,1354	4,0181		6,1931	2,6580	55,9597	89,4949
	98,1925	4,0211		6,1598	2,6820	55,5092	88,8073

MARCHÉ MONÉTAIRE

Fin de mois calme

Le calme semble revenu sur le marché monétaire de Paris après la légère tension enregistrée la semaine précédente. Le loyer de l'argent au jour le jour est revenu de 13 1/2 % à 13 3/8 % à la veille du week-end. Cette détente était prévisible au terme de la période de constitution des réserves des banques qui s'achevait le 20 septembre. Il ne semble pas que l'échéance de fin de mois soit particulièrement chargée, bien que le marché se soit montré nettement plus emprunteur. De toute façon, la Banque de France est intervenue pour faciliter cette échéance en lançant une adjudication, jeudi, pour 15 milliards de F, limitée aux effets de première catégorie au taux inchangé de 11 3/4 %. Avec les 44 milliards de F adjugés il y a huit jours, le marché se trouve alimenté, bien que l'on puisse envisager, lundi prochain, une légère tension, 23 milliards d'effets, pris en compte par la Banque de France, venant à échéance.

De toute façon, l'institut d'émissions maintient actuellement les taux dans une étroite fourchette, sans qu'une détente quelconque se profile à l'horizon, pour l'instant du moins, et sauf décision à l'échelon le plus élevé. Au reste, la Bundesbank n'a pas modifié lundi son taux d'avance sur titre (Lombard), qui demeure fixé à 9 %. Sur le marché à terme, l'on a coté 13 3/4 à 13 7/8 sur un mois, inchangé. — F. R.

Tableau mensuel des titres à revenu fixe

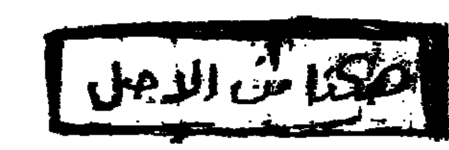
COURS DU 27 SEPTEMBRE 1974

VALEURS	% du coup.	% du nom.
5 % perpétuel	83 274	57 30
Empr. national 73	94 890	98 59
P.T.T. :		
—6 % 1958	82 485	188 55
—6 1/4 % 1967	82 174	82 10
—6 1/2 % 1968	02 180	81 40
—7 % 1969	02 520	86 30
—8 1/2 % 1970	82 641	87 20
—8 1/2 % 1971	02 808	86 20
—8 1/4 % 1972	03 276	79 60
—8,70 % 1973	83 089	82 .
VILLE DE PARIS		
—6 1/4 % 1967	02 748	78 80
—6 3/4 % 1968	05 468	79 90
—8 % 1969	03 432	82 90
—8 1/2 % 1970	04 129	85 40
—8 1/2 % 1971	03 374	84 70
Seine 5 % 1962	00 959	83 60
—5 % 1964	01 301	80 80
GR. NATIONAL :		
—6 1/4 % fév. 68	03 452	90 50
—6 3/4 % oct. 68	08 025	78 ..
—7 % mars 69	03 383	91 66
—8 % nov. 69	06 490	79 11
—8 1/2 mars 70	04 234	82 85
—8 1/2 % nov. 70	06 434	86 20
—8 1/2 % avr. 71	02 431	84 60
—8 1/2 % sep. 71	08 042	83 66
—8 1/2 % nov. 71	06 632	87 .
—8 1/2 mars 72	02 281	83 60
—8 % nov. 72	05 760	82 85
—8,70 % 1973	02 853	83 80
—9,30 % oct. 73	00 826	82 30
—9,40 % jan. 74	08 390	85 90
—10,50 % avr. 74	04 298	86 60

VALEURS	% du coup.	% du nom.
CRED. FONC. :		
—8 1/2 % déc. 70	05 722	89
—8 1/2 % janv. 71	04 297	84 90
—8 1/2 % sep. 71	00 817	85 ..
—8 1/2 % janv. 72	04 024	84 10
—8 % mai 72	03 058	79 70
—8 % 1972	08 983	79 20
—9,10 % 1973	06 132	78 60
—9,30 % 1973	00 711	85 60
—9,80 % 1974	06 127	88 60
C.N.C.A. :		
—8 1/2 % déc. 70	05 889	87
—8 1/2 % avr. 71	08 416	85 70
—8 1/2 % nov. 71	06 644	87 50
—8 1/2 % mars 72	03 228	81
—8 % nov. 72	08 016	77 20
—9,60 % avr. 73	03 902	88 30
—9,30 % nov. 73	00 436	86 20
S.N.C.F. :		
—8 1/2 1970	08 272	84 90
—8 1/2 % 1971	07 294	82 30
—8 % 1972	06 259	78 40
—9,30 % 1973	08 298	86
E.D.F. :		
—8 1/2 % juin 70	01 907	82 ..
—8 1/2 % nov. 70	06 478	82
—8 1/2 % fév. 71	05 818	81 70
—8 1/2 % juin 71	01 928	82
—8 1/2 % janv. 72	04 957	81 10
—8 % oct. 72	06 352	77 40
GAZ DE FRANCE :		
—8 % 1965	06 865	84 .
—8 1/2 % 1970	03 860	86 20
—8 1/2 % 1971	03 312	80 50
—8 1/2 % janv. 72	05 539	82 50
—8 1/2 % fév. 72	04 108	81 70
—9,30 % 1973	05 096	79 ..

VALEURS	% du coup.	% du nom.
CHARB. FRANCE :		
—6 1/4 janv. 67	03 791	96 60
—6 1/4 % 1968	03 621	98 20
—7 % 1969	03 842	79 ..
—8 1/2 % 1971	07 607	87 40
—8 % 1972	00 069	79 40
—8 % déc. 1972	06 253	101 10
—8,80 % juin 73	02 120	83 .
Renault 8 1/4 oc. 69	87 281	82 40
—8 3/4 oct. 70	07 680	83 10
Pétrofig. 6 1/2 58*	FR	270 ..
—8 3/4 % 1970	05 157	84 30
—8 3/4 fév. 72	04 674	79 50
G.I.A.C. :		
—8 3/4 avr. 70	08 323	81 20
8 3/4 mars 71	04 482	81 ..
—8 3/4 mars 72	03 150	79 80
—8,90 % mai 73	02 611	80 .
Citroën 5 % 62	04 342	87 30
G.E.A. 7 % oct. 68	06 983	85
— 8 3/4 70	03 983	90 50
G.I.M.A.T. :		
—8 3/4 % mars 70	09 926	83 80
—8 3/4 % fév. 71	05 157	81 ..
—8 3/4 % nov. 71	06 839	80 65
—8 1/4 % 1972	05 716	75 30
—8,25 % déc. 72	05 777	74 10
—9,50 % 1973	08 408	85 ..
Michelin 5 1/2 % 70	FR	424 ..
Cimeca 6 % 65	04 063	87 ..
— 6 1/2 % 67	04 680	83 .
— 8 1/4 % 69	00 122	82 80
— 8 3/4 nov. 70	07 121	84 30
— 8 3/4 % 71	06 387	84 30
— 10,60 % 1974	06 748	93 02
	... ...	... ..

VALEURS	% du coup.	% du nom.
E.I.C.E.L. 8 % 58*	FR	446
— 6 1/2 % 67	05 633	84 20
— 7 1/4 % 69	03 342	84 .
— 8 3/4 oct. 70	07 399	80 70
— 8 3/4 % 71	00 604	78 80
—8 1/4 % 1972	00 163	74 70
—9 1/2 % 1973	00 539	85 ..
G.I.S. 8 1/8 % 69	FR	438 ..
— 8 3/8 s. 70	FR	401 ..
— 8 3/8 m. 71	FR	416 60
— 8 5/8 s. 71	FR	398 70
— 8 3/4 j. 72	04 358	78 ..
— 8 1/4 août 72	05 096	73 ..
—8,80 % mai 73	02 647	77 50
—9,50 % 1973	07 918	87 80
Sacilor 7 % 59*	FR	210
Vallourec 7 1/4 70	FR	198 90
S.N.P.A. 6 1/2 58*	FR	230 20
—8 1/4 juil. 69	06 449	81 50
—9,50 % mars 73	04 422	78 80
Fse Pétr. 5 % 60	02 899	90
Raffinage 8 3/4 71	03 560	79 70
G.I.C. 6 1/2 % 66	08 048	85 10
—7 1/4 % 69	03 843	83 60
—8 3/4 juin 70	02 546	83 20
—8 3/4 mai 71	02 891	80 20
—8 1/4 % 1972	06 085	74 10
P.U.K. 6 % 65	08 995	91 .
— 8 3/4 oct. 70	07 280	81 20
— 8 3/4 % 71	02 287	78 80
Rh. Poul. 8 3/4 71	04 078	80 30
St Gobain 6 % 58*	FR	333 50
— 5 % 60	FR	86
— 5 % 63	FR	87 80
Air Liq. 5 % 62	02 041	90 80
— 5 % 64	0412 3	83 10
* Emprunt indexé	.. ...	.. ..



LA REVUE DES VALEURS

Bourse de Paris

SEMAINE DU 23 AU 27 SEPTEMBRE

Une semaine désastreuse

APRES un mois et demi de baisse ininterrompue, l'on aurait pu penser que la chute des cours se serait ralentie d'elle-même. Eh bien non ! La semaine écoulée a été la plus désastreuse de toutes, avec un recul moyen supérieur à 7 %, des cotations différées faute d'acheteurs et un pessimisme croissant qui eût pris un tour extrêmement inquiétant à la veille du week-end sans l'intervention massive des organismes de placements collectifs.

La tentative de reprise du vendredi précédent ayant fait long feu, il était prévisible que les valeurs françaises se replieraient le lundi, ce qu'elles firent avec ensemble, perdant plus de 3 % en moyenne. A la surprise générale, le marché se montrait plus résistant mardi grâce aux timides achats des vendeurs à découvert, plus nombreux ces temps-ci. Mais le lendemain la déroute reprenait pour s'accentuer jeudi et prendre un tour véritablement catastrophique, faisant les gros titres des journaux du soir. Vendredi, l'on craignait le pire tant les ordres de vente étaient importants avant l'ouverture. Mais il faut croire que le phénomène avait fini par inquiéter en haut lieu, puisque des achats massifs effectués par les investisseurs institutionnels donnaient un coup d'arrêt à la baisse en assurant une contrepartie suffisante et en provoquant même une légère remontée des cours.

Mais les dommages infligés à la cote sont restés très graves. La cotation de nombreuses valeurs — et non des moindres (Michelin, L'Oréal, Moulinex) — a dû être retardée devant l'abondance des offres, et les grandes valeurs traditionnelles n'ont pas plus résisté que les autres.

Il faut bien dire que rarement un ensemble de facteurs aussi négatifs ont été réunis pour déprimer le marché. Sur le plan technique, le règlement d'une des liquidations les plus perdantes de l'histoire de la Bourse de Paris — plus de 120 millions de francs — a entraîné des ventes forcées, que ce soit à terme ou au comptant, le processus étant aggravé par la poursuite de la baisse depuis le début du nouveau terme d'octobre : certains titres ont encore baissé de 20 % sur leurs derniers cours de compensation, après avoir reculé d'autant le mois précédent !

Sur un plan plus général, le climat de crise dans lequel le pays est plongé, dramatisé par les déclarations parfois contradictoires des dirigeants politiques, a fait naître les plus vives inquiétudes. Les perspectives d'un rationnement du fuel lourd ont déprimé le secteur des produits chimiques, la crainte d'un ralentissement de l'activité dans le bâtiment et les travaux publics a provoqué un nouveau et vif recul des valeurs du compartiment, tandis que le durcissement de l'encadrement du crédit accélérait la déroute des banques spécialisées, entraînant cette fois-ci les banques de dépôt. Ne parlons pas de l'automobile et du pneumatique, où Michelin descend dans les profondeurs...

A plus longue échéance, les milieux financiers et les investisseurs institutionnels redoutent une stagnation en valeur réelle — et dans de nombreux cas une réduction — des marges bénéficiaires. On l'a bien vu cette semaine avec la violente baisse de Poclain et de Moulinex sur des résultats semestriels décevants ou moins satisfaisants.

Est-ce à dire que la chute des valeurs françaises va se poursuivre ? Autour de la corbeille, l'on se montrait sceptique sur la durée et l'importance du soutien officieux apporté vendredi. Mais ce soutien — même occasionnel — n'était-il pas indispensable pour « casser » la psychose qui s'emparait du marché et éviter la panique ? Au surplus, la conjonction des éléments négatifs réunis en fin de mois est apparue assez exceptionnelle pour justifier une telle intervention. Ajoutons que des facteurs extérieurs ont joué : le véritable effondrement de la Bourse de Londres a accéléré la revente massive à Paris des valeurs françaises achetées non moins massivement en 1972 et en 1973 par des voisins alors très enthousiastes. Quant à Wall Street, sa rechute après l'abaissement du taux de base de certaines banques a défavorablement impressionné.

Au cours d'un « septembre noir » marqué par une baisse de près de 20 %, la Bourse n'a-t-elle pas suffisamment anticipé les événements ? On ne saurait l'assurer. Mais ce ne serait pas la première fois qu'elle commettrait des excès, et dans certains cas il semble bien qu'elle ait sérieusement commencé. Que l'on pense simplement à un début de détente des taux d'intérêt, qui pourrait se produire dans quelques mois, alors que de nombreuses grandes valeurs seront encore en mesure de procurer des rendements de 12 % et plus l'année prochaine...

Aux valeurs étrangères, rechute des américaines, stabilité des allemandes et irrégularité des mines d'or, très secouées la semaine précédente.

Sur le marché de l'or, recul du lingot et du kilo en barre à 22 150 F et 23 060 F contre 23 500 F et 23 750 F, et quasi-stabilité du napoléon à 259,20 F contre 260,20 F. Vif progrès de la rente 4 1/2 % 1973, qui a seule surnagé dans le naufrage de la Bourse de Paris.

Les principales variations de cours

VALEURS FRANÇAISES

Baisses (%)

Poclain	300	— 26	Bouygues	279	— 16
Saunier-Duval	120	— 25	Chargeurs	151,10	— 16
J. Borel	344	— 23	U.C.B.	146	— 16
Club Méditerr.	128	— 22	U.F.B.	105	— 15
Presses Cité	66	— 22	Locabail	93,20	— 14
Skis Rossignol	851	— 21	B.C.T.	141	— 13
Gds Travx Mars.	111	— 20	Suez	144	— 13
Nobel-Bozel	80	— 20	Maisons Phénix	330	— 13
Radar	*223,50*	*— 19*	*Michelin*	*508*	*— 12*
Legrand	1109	— 17	Pernod	301,50	— 12
L.M.T.	1109	— 17	Carrefour	1095	— 12
Chimiq. routière	60,50	— 17	Pricel	233	— 12
C.D.C.	136	— 17	Peugeot	139	— 11

Valeurs à revenu fixe ou indexées

L'emprunt 4 1/2 % 1973 a pratiquement regagné tout le terrain perdu la semaine précédente, dans un marché toujours très étoffé. Le maintien à des cours élevés du *napoléon* et des achats de la spéculation expliquent en grande partie cette reprise.

Bonne tenue des autres fonds d'Etat et surtout des obligations

	27 sept.	Diff.
4 1/2 % 1973	475	+ 20
4 1/4 % 1963	94,80	— 0,20
4 1/4 - 4 3/4 % 1963	81,10	inchangé
4 1/2 % 1965	93,80	+ 0,30
% 1966	91,80	— 0,10
% 1967	89,80	+ 0,10
% 1973	90,99	+ 0,69
E.N.E. 3 %	946	+ 1,90
Charbonnages 3 %	96,90	+ 1,70
C.N. 10 1/2 % 4-74	93,70	+ 0,50
C.F. 9,90 % 1974	89,50	+ 0,40
P.T.T. 8,70 % 1973	82	+ 0,40

de première catégorie (secteur public), très recherchées tout au long de la semaine.

Solmer procède depuis lundi dernier à l'émission d'un emprunt de 300 millions de F au taux nominal de 12 %.

Le G.I.M.A.T. *(Groupement des Industries de Matériaux de Construction)* va placer sur le marché, la semaine prochaine, un emprunt d'un pareil montant et au même taux.

Banques, assurances, sociétés d'investissement

La *Générale Occidentale* vient d'arrêter les comptes de l'exercice 1973-1974, d'une durée exceptionnelle de dix-huit mois. Le bénéfice (non consolidé) s'est élevé à 21,46 millions de francs (c. 14,65), ce qui représente, sur un an, un taux de progression supérieur à ... %. La part de la *Générale Occidentale* dans les profits consolidés du groupe a augmenté, passant de 61,67 millions à 71,61 millions de francs. Le montant du prochain dividende sera porté de 3,50 à 4 F.

Prétabail-Sicomi annonce pour le premier semestre, un bénéfice

	27 sept.	Diff.
...ail Equipement	118	— 4
...C.T.	141	— 24,80
...etelem	120	— 10
...mpagn. bancaire	235	— 15
...C.F.	101,80	— 7,20
Crédit foncier	246	— 9
...I.C.	98	— 11,20
Crédit national	226,50	— 12,50
Crédit du Nord	87	— 10
...Banc. de Paris	107	— 1
...eafrance	95,10	— 12,40
...cabail	93,20	— 14,80
Prétabail-Sicomi	195	+ 15,50
...vac	113,30	— 13,70
...C.E.	146	— 28
Générale Occident.	191	— 9
...ifimeg	96	— 5
...N.I.	200	— 25
...aternelle S.A.	113,50	+ 3,50
...ricel	233	— 33
...ez U.P.	141	— 24,50

net de 25,8 millions de francs (c. 12,4). Ce chiffre tient compte de profits exceptionnels réalisés à l'occasion de cessions d'immeubles.

La direction du Trésor a autorisé le groupe *Keyser Ullmann* à prendre une participation de 5,34 % dans le capital de la *Société de Banque et de Participations*, qui compte parmi ses principaux actionnaires la *Cie de Navigation Mixte*. Pour concrétiser cette opération, le capital de la *Société de Banque et de Participations* sera porté de 30 à 45 millions de francs.

Alimentation

Les comptes de l'exercice 1973-1974 de *Moët-Hennessy*, arrêtés au 30 juin, font apparaître un bénéfice net de 32,48 millions de F (cf. 26,56). Le montant du prochain dividende sera fixé à 7,20 F par titre (cf. 8 F l'an passé).

Le bénéfice net consolidé semestriel de *J. Borel International* a atteint 4,8 millions de francs contre 3,2 millions). Les prévisions pour l'année en cours situent à 45 % le taux de progression des profits d'exploitation et à 42,3 % celui du bénéfice net.

	27 sept.	Diff.
Beghin-Say	141,50	— 1
Carrefour	1 895	— 155
Casino (1)	863	— 497
C.D.C.	136	— 29
Radar	223,50	— 52,50
B.S.N.-Gerv.-Dan.	428	— 28
Mumm	383	— 1,20
Veuve Clicquot	525	— 45
Moët-Hennessy	372	— 23
Olida-Caby	169	+ 8
Pernod	301,50	— 41,50
Ricard	327	— 27
Raffin. St-Louis	140	— 12
S.I.A.S.	221	+ 1
Viniprix	415	— 86
Club Méditerranée	164,50	— 36,50
Perrier	124	— 8
J. Borel	350	— 99
P.L.M.	85	— 10
Nestlé	3 525	— 75

(1) Ex-droit d'attribution : 335 F.

Nestlé annonce pour les sept premiers mois de 1974 un chiffre d'affaires en progression de 17 %. Les résultats obtenus cette année par cette société seront affectés par la hausse des coûts, qui n'a pu toujours être répercutée sur les prix de vente. Les dirigeants de cette entreprise peuvent cependant être en mesure de *maintenir* le dividende à son niveau de l'an passé.

Bâtiment et travaux publics

Le secteur a été l'un des plus éprouvés de la cote, avec des pertes atteignant parfois 15 à 20 %. *Les* professionnels des travaux publics estiment pouvoir réaliser en 1974 un chiffre d'affaires global en augmentation de 15 % sur celui de 1973 (32 milliards). En tenant compte du projet de budget, ils estiment que leurs activités réelles diminueront de 2 % en volume sur celles de 1974.

	27 sept.	Diff.
Auxil. d'entrepr.	142	— 16,50
Bouygues	279	— 54
Chimiq. et routière	60,50	— 11,50
Ciments français	77	— 8
Entr. J. Lefebvre	127,90	+ 1,90
Génér. d'entrepr.	82,20	— 4,30
Gds Travx de Mars.	111	— 26,50
Ciments Lafarge	143	— 14,50
Maisons Phénix	380	— 56
Poliet et Chausson	86,10	— 6,40

Matériel électrique, services publics

Les crédits consacrés au téléphone par le budget 1975 des Postes et Télécommunications, bien qu'en augmentation sensible, ne permettent pas de maintenir le rythme d'expansion nécessaire pour atteindre les objectifs prévus. L'activité exportatrice des constructeurs de matériel téléphonique se heurtant à la concurrence étrangère, qui s'exerce notamment par des conditions de crédit plus avantageuses, le président de *LMT* estime disposer d'une surcapacité de production.

La situation provisoire de *Moulinex* au 30 juin 1974 enregistre un chiffre d'affaires hors taxes de 471,4 millions contre 379,5 et un bénéfice de 62,3 millions contre 51,4 ; la majoration de 18 % de l'impôt sur les sociétés ramènera de 21 % à 8 % la progression de ce bénéfice.

	27 sept.	Diff.
Alsthom	59,90	— 2,20
C.G.E.	221,50	— 19,50
C.S.F.	96	+ 4,50
Electro-Mécaniq.	76	— 4
Jeumont	62,90	— 7,10
Legrand	1 109	— 230
Machines Bull	27,10	— 2,65
L.M.T.	1 310	— 193
Moulinex	182,50	— 21
T.R.T.	160	— 29,20
Radiotechnique	286,50	— 21,50
Thomson-Brandt	125	+ 4,80
General Electric	160,50	— 17,50
Générale des eaux	410	— 19
Lyonnaise des eaux	283,90	— 21,10
Chauffage urbain	56,40	— 10

Leroy-Somer va investir 20 à 30 millions de francs pour l'implantation d'une usine aux Etats-Unis. Les ventes effectives dans ce pays sont estimées à 10 millions de dollars pour l'année prochaine contre 4 millions de dollars en 1974 ; la société a pour objectif de réaliser 50 % de son chiffre d'affaires en Amérique d'ici à cinq ans.

L'absorption de *Fulmen* par la *Cie Européenne d'Accumulateurs* sera matérialisée à partir du 30 septembre par l'échange des titres, à raison de 9 actions *Européenne d'Accumulateurs* contre 4 actions *Fulmen*.

Les valeurs de services publics n'ont pas échappé à la baisse générale.

Parisienne de chauffage urbain va solliciter l'autorisation d'émettre des obligations à concurrence d'un montant de 45 millions de francs.

Métallurgie, constructions mécaniques

Usinor, déjà intéressé à un charbonnage aux Etats-Unis, compte prendre des participations dans des mines de fer au Brésil. Les investissements des prochaines années absorberont 1 750 millions à Dunkerque. Des emprunts renouvelables en euro-dollars ont couvert en partie l'augmentation du fonds de roulement. Après contribution d'une importante provision pour hausse des prix, le bénéfice du premier semestre 1974, qui sera prochainement publié, atteindra probablement le double de celui du premier semestre 1973.

	27 sept.	Diff.
Châtillon	63,20	+ 1,20
La Chiers	195	— 16
Creusot-Loire	110,50	— 1,60
Denain Nord-Est	146,50	— 7,50
Marine	108,20	— 4,80
Métal-Normandie	118	— 8
Pompey	61,40	— 1,40
Sacilor	80,50	— 2
Saulnes	133,50	+ 5,90
Usinor	91	— 2,10
Vallourec	116,50	— 13,50
Alspi	52	+ 1,80
Babcock-Fives	65	— 2
Génér. de fonderie	193,90	— 4,10
Poclain	300	— 105
Sagem	346,50	— 42,50
Saunier-Duval	120	— 40
Trailor	565	— 60
Penhoët	179	— 6
Citroën	25	— 1
Ferodo	176	— 12
Peugeot	130	— 13

Les Aciéries de Neuves-Maisons-Châtillon, dont *Châtillon-Commentry* détient 28,26 %, émettent une action nouvelle, jouissance 1er janvier 1974, pour trois anciennes. Les actions nouvelles de 100 F seront libérées à raison de 40 F par prélèvement sur les réserves et de 60 F en numéraire ou par compensation de créances.

Après 17,37 millions de francs d'amortissements et provisions contre 12,09 millions, *Poclain* annonce pour le premier semestre un bénéfice avant impôts de 25,94 millions de francs contre 33,89 millions. Selon la société, le carnet de commandes et les exportations devraient permettre, pour le second semestre, « une activité convenable ».

La *Générale de Fonderie* a obtenu pour le premier semestre un bénéfice net de 10,13 millions de francs contre 8,78 millions. Le chiffre d'affaires a été de 479 millions de francs, soit un progrès de 26,80 %. L'usine de céramique sanitaire de Brive sera opérationnelle vers le 15 décembre.

I.H.C. Holland, constructeur de dragues et de matériel pour les forages « off-shore », envisage pour 1974 un bénéfice net de 4 à 5 millions de florins. La perte comptable sur les trois plates-formes de forage qui, après déduction des bénéfices de 1973, reste inscrite pour 70,1 millions, a été admise par le fisc et pourra être déduite des bénéfices imposables de 1974 à 1979.

Mines d'or, diamants

L'*Anglo-American Corporation* annonce un dividende intérimaire de 7,5 cents contre 6,5 cents. Pour le semestre, au 30 juin, le bénéfice net attribuable à la compagnie mère s'élève à 34,68 millions *de rands contre 26,82 millions*. La valeur boursière du portefeuille de titres cotés a été ramenée de 1 216 millions de rands à 116 millions.

	27 sept.	Diff.
Amgold	205	— 7,50
Anglo-American	20,55	— 0,50
Buffelsfontein	127	+ 2
Free State	144,80	— 1,20
Goldfields	18,55	— 0,45
Cons. Goldf. of SA	172,30	— 0,70
Harmony	44	+ 1
President Brand	135,90	+ 0,90
Saint-Helena	163	— 8
Union Corporation	28,10	— 2,70
West Driefontein	256	+ 15
Western Deep	114,80	+ 9,80
Western Holdings	222,80	+ 0,20
De Beers	12,50	— 0,60

Produits chimiques

Pour le premier semestre 1974, le chiffre d'affaires consolidé de Pechiney-Ugine-Kuhlmann est en augmentation de 43 %, avec des prix de vente en hausse importante par suite, notamment, de l'augmentation des coûts des matières premières et de l'énergie. Des *signes* de ralentissement d'activité apparaissent dans le secteur de la transformation du cuivre, dont le cours a sensiblement baissé depuis le printemps. Les prises de commandes diminuent dans la chimie, notamment pour les matières plastiques destinées à l'automobile et l'ameublement : dans l'ensemble, néanmoins, l'activité du secteur sera en progression sensible.

	27 sept.	Diff.
Clin-Midy	257	— 15
Cotelle et Foucher	99,90	— 7,10
Institut Mérieux	500	— 55
Laboratoire Bellon	181	— 8,50
Nobel-Bozel	80	— 19,50
P.U.K.	106	— 5,50
Pierrefitte-Auby	57	— 3
Rhône-Poulenc	114	— 9,50
Roussel-Uclaf	211	— 14

En revanche la conjoncture demeure soutenue dans l'aluminium, l'électro-métallurgie, les aciers spéciaux et les ailettes de turbomoteurs. Pour la société holding, le résultat net atteint 150,8 millions F contre 133,7 millions F. Les résultats consolidés de l'année *1974 seront estimés dans* le courant de novembre.

Pétroles

Petroland, opérateur du « groupe français » en mer du Nord néerlandaise, vient de mettre en évidence des imprégnations de gaz au cours d'un forage effectué sur le bloc L-4, structure située à proximité des blocs K-6 et L-6. Des essais permettront de savoir si l'on se trouve en présence d'un gisement exploitable.

Les comptes de Socantar pour l'exercice clos le 30 juin 1974 se soldent par un bénéfice de 7 millions 329 783 F. Le conseil proposera de distribuer les dividendes suivants, identiques aux précédents : 3,60 F par action de 50 F; 2,40 F par action de 33,33 F; 0,96 F par action de 13,33 F.

	27 sept.	Diff.
Antar	25,60	— 2,90
Aquitaine	359	— 16
Esso Standard	57	— 1,80
Franç. des pétroles	93	— 2,60
Pétroles B.P.	31	— 3
Primagaz	230	— 24
Raffinage	85,50	— 4,50
Sogerap	66,50	— 0,10
Exxon	288	— 32
Norsk Hydro	335	— 3
Petrofina	393	— 5
Royal Dutch	113,60	— 6,40

La mise en exploitation du champ pétrolifère de Brent, en mer du Nord, coûterait environ 2 milliards de dollars, a indiqué M. Gerrit Wagner, président-directeur général du groupe *Royal Dutch-Shell*, groupe qui détient 50 % dans cette exploitation aux côtés d'Exxon Corporation.

« Sauf désastres imprévus, 1974 devrait être une bonne année pour le groupe. Plus de la moitié du bénéfice de l'année courante proviendra des opérations en Amérique du Nord dans les domaines du pétrole, du gaz naturel et des métaux. »

Filatures, textiles, magasins

A fin mai 1974, après les douze premiers mois d'un exercice qui en comptera exceptionnellement dix-huit, la situation de *SCOA* fait ressortir un bénéfice net de 17,1 millions contre 16,5 pour l'exercice précédent. Les comptes consolidés qui seront établis pour une période de douze mois dégageront probablement un résultat supérieur à 40 millions, soit 12,20 F par action cotée 53,80 F.

	27 sept.	Diff.
Dollfus-Mieg	62,50	— 1,90
Sommer-Allibert	415	— 16,50
Agache-Willot	40	— 3
Fourmies	35	— 4,80
Lainière Roubaix	57	— 3
Roudière	315	— 55
Saint-Frères	23	— 2
Bail Investissem.	132	— 9
Galeries Lafayette	77	+ 1,50
Paris-France	107	— 9
Prénatal	40,30	— 3,70
Printemps	66,70	— 3,80
La Redoute	323	— 26
S.C.O.A.	53,80	— 2
Prisunic	41,20	— 6,80

Mines, caoutchouc, outre-mer

Des chiffres encourageants ont été accueillis sans surprise.

Le Nickel a obtenu, dans le premier semestre, un retour à l'équilibre de ses exploitations nickel. La production du semestre a atteint 32.500 tonnes et les livraisons 37.000 tonnes, contre 57.000 tonnes et 55.000 tonnes pour l'année 1973 entière. Les marges brutes du Nickel et de la Néo-calédonienne du Nickel ont atteint 93 millions contre 34 millions. Le résultat du Nickel s'est élevé à 8,46 millions, dont 7,35 millions de dividendes des filiales. Celui de la *Calédonienne du Nickel, dont* Le Nickel possède maintenant tout le capital, a atteint 993.000 F.

Le chiffre d'affaires de Penarroya, au premier semestre, s'est élevé à 740 millions et le résultat à 20,87 millions de francs, les chiffres correspondants n'ayant *été, pour l'année 1973 entière, que de 902 millions* et de 15,45 millions de francs (déduction faite, pour ce dernier chiffre, des cessions d'actif).

	27 sept.	Diff.
Le Nickel	75	inchangé
Peñarroya	75,40	— 0,60
Asturienne	285	+ 1,50
Charter	9,10	— 0,30
Inter-Nickel	107,50	— 8,50
Noranda	153	+ 3,50
R.T.Z.	8,70	— 0,30
Tanganyika	10,60	— 0,50
Union minière	147,50	+ 3
Z.C.I.	4,30	+ 0,15
Hutchinson-Mapa	197	— 5
Kléber	41,50	— 1,45
Michelin	500	— 70

Le Nickel, fortement gêné par la hausse du fuel, a bénéficié en revanche d'un allégement fiscal, du relèvement de ses prix de vente et de l'amélioration de la parité franc-dollar. Les cours élevés des métaux et surtout du plomb et de l'argent ont été favorables à Penarroya.

Le résultat de Mokta, pendant le premier semestre, a été en très légère diminution par suite des cessions d'actif effectuées pendant le premier semestre 1973.

Hutchinson Mapa a acquis 34 % du capital de *Salpa*.

Valeurs diverses

B.I.S. S.A. a réalisé pendant le premier semestre de 1974 un chiffre d'affaires de 256 290 782 F (contre 209 678 936 F pendant la même période de 1973). Au 30 juin, le bénéfice net de l'entreprise s'élevait à 6 330 102 F (après affectation d'une somme de 1 434 142 F représentant 50 % de la contribution exceptionnelle de 18 % de l'impôt pour 1973) contre 5 millions 874 575 F pour le premier semestre 1973.

	27 sept.	Diff.
Air liquide	227	— 9
Bic	403	
Europe n° 1	244	— 31
Hachette	130,10	— 7,80
L'Oréal	1 010	— 130
Presses de la Cité	66	— 19
Skis Rossignol	851	— 234

TITRES LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉS A TERME

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
4 1/2 % 1973	164 400	77 879 940
Moulinex	56 750	10 629 252
Carrefour	7 900	9 037 350
Michelin	14 480	7 343 010*

(*) Quatre séances seulement.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

	23 sept.	24 sept.	25 sept.	26 sept.	27 sept.
Terme	73 711 947	61 528 360	62 073 247	78 152 072	85 909 005
Comptant					
R. et obl.	41 023 118	50 099 227	73 604 870	56 321 605	55 495 765
Actions	28 042 115	31 190 152	24 390 245	34 197 018	32 511 094
Total	132 777 180	142 717 739	160 068 362	168 670 695	173 915 864

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E. base 100, 31 décembre 1973)

Valeurs					
françaises	65,4	66,8	65,1	63,4	64,1
étrangères	74,6	74	73,4	72,9	72,5

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1961)

Indice gén.	56,6	56,1	55,4	53,7	53,7

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Base 100 : 29 décembre 1972

	20 sept.	27 sept.
Indice général	73	68,1
Assurances	114,5	115,1
Banq. et sociétés financ.	56,6	51,8
Sociétés foncières	77,9	74,4
Sociétés investiss. portef.	86	81,2
Agriculture	80,1	79,6
Aliment., brasseries distill.	81,1	75,5
Autom., cycles et l. équip.	40,4	37,6
Bâtim., matér. constr., T.P.	62	56,5
Caoutchouc (ind. et comm.)	60,8	55,9
Carrières salines, charbon.	78,4	78,4
Constr. mécan. et navales	73,8	68,1
Hôtels, casinos, thermal.	81,3	77,2
Imprimeries, pap., cartons	67,5	65,9
Magas., compt. d'exportat.	54,4	50,7
Matériel électrique	61,7	56,5
Métall., com. des pr. métal.	95,3	92,4
Mines métalliques	106,2	103,7
Pétroles et carburants	69,3	62
Prod. chimiq. et ét-mét.	91,8	86,5
Services publics et transp.	82	77,7
Textiles	70,4	67
Divers	69,6	63,8
Valeurs étrangères	77,7	74,3
Valeurs à rev. fixe ou ind.	100,7	100,9
Rentes perpétuelles	80,9	80,7
Rentes amort., fonds gar.	126,7	127,7
Sect. indust. publ. à r. fixe	88,5	88,7
Sect. ind. publ. à rev. ind.	128,9	117,5
Secteur libre	91,8	82,5

INDICES GENERAUX DE BASE 100 en 1949

Valeurs à rev. fixe ou ind.	176,4	176,8
Val. franç. à rev. variable	506	472
Valeurs étrangères	579	549

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE
Base 100 : 29 décembre 1961

Indice général	58,2	53,7
Produits de base	44,9	42,3
Construction	66	60,1
Biens d'équipement	50,9	47,1
Biens de consom. durables	65,9	58,1
Biens de cons. non durabl.	54,7	49,4
Biens de consom. aliment.	78,7	72,6
Services	84,3	78,9
Sociétés financières	69,1	64
Sociétés de la zone franc expl. principal. à l'étr.	113,8	109,9
Valeurs industrielles	51,9	47,9

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 28 septembre 1974 a été tiré à 550 086 exemplaires.

A B C E F G H

LES DIFFICULTÉS DE L'EUROPE VERTE

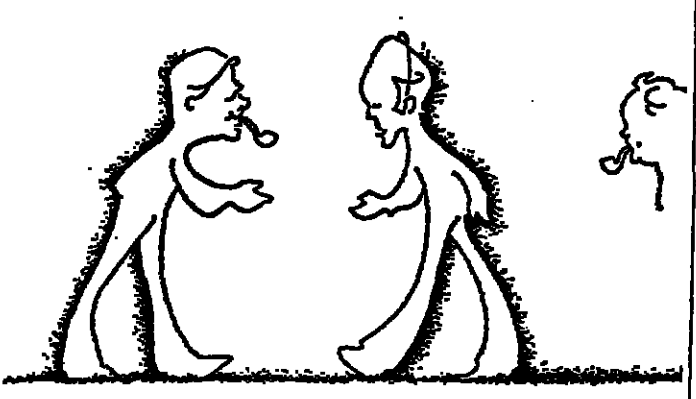
Les Pays-Bas repoussent l'idée d'une conférence intergouvernementale pour modifier la politique agricole

La confusion et l'inquiétude provoquées dans la C.E.E. par le refus allemand d'entériner l'accord des ministres de l'agriculture du 20 septembre, se dissipent quelque peu. Les Neuf attendent maintenant la session des ministres des affaires étrangères et de l'agriculture, qui se tiendra mercredi 20 octobre à Luxembourg. La plupart des déclarations ministérielles font état de la « *possibilité d'une solution commune* ». Une ligne de partage se dessine néanmoins entre les Etats membres.

D'une part, ceux qui, avec la France, ne souhaitent pas ouvrir le dossier de la révision de la politique agricole commune (PAC).

Quoi qu'il en soit, Bonn s'efforce maintenant de calmer la tempête. « *Il n'y a pas d'alternative à l'Europe et cela vaut aussi pour l'agriculture* », a déclaré vendredi 27 M. Logemann, secrétaire d'Etat à l'agriculture à Wiesbaden.

De son côté, le porte-parole du gouvernement fédéral, M. Klaus Boelling, a assuré que Bonn n'avait pas assorti de « *conditions* » la conclusion d'un accord, mais de « *préalables* ». Dès lors, la mise en route d'un « *inventaire global de la politique agricole* » est, aux yeux du gouvernement, « *très important* », mais ne constitue qu'un des trois préalables.





(Dessin de PLANTU.)

Ainsi les Pays-Bas : « *Nous repoussons l'idée d'une conférence intergouvernementale pour modifier la PAC. Si elle doit être reconsidérée, cela doit se faire sur la base de propositions de la commission* », a déclaré le premier ministre néerlandais M. Joop Den Uyl, au cours de sa conférence de presse hebdomadaire. Pourtant M. Den Uyl ne voit pas dans la réaction allemande « *une évolution négative à l'intérieur de la Communauté* ».

D'autre part, la Grande-Bretagne, qui soutiendra les propositions allemandes. « *Une réunion des Neuf consacrée à ce réexamen offrira au gouvernement britannique une occasion excellente pour faire accepter ses propres idées* [sur cette question] », indique un communiqué publié le 27 septembre par M. James Callaghan. Son porte-parole de Bonn a commenté cette prise de position en déclarant : « *Le gouvernement fédéral a constaté avec satisfaction que certains des partenaires de la R.F.A. ont accueilli positivement son initiative.* »

M. Boelling a précisé que son gouvernement présenterait « *au moment opportun* » un plan de réforme aux Neuf.

Il reste que la Fédération des exploitants agricoles de R.F.A., le Bauern Verband, reproche au gouvernement fédéral « *d'avoir précipité l'Europe dans la crise par sa décision sans exemple, irresponsable et prise à la légère* ».

La Fédération des exploitants français (F.N.S.E.A.) a adressé une mise en garde au chancelier allemand : « *Le gouvernement de la R.F.A.*, déclare-t-elle, *porterait une lourde responsabilité si, en refusant obstinément une augmentation des prix agricoles inférieure à celle que l'évolution du coût de production justifie, il conduirait les agriculteurs des neuf pays à désespérer de l'Europe.* » De son côté, l'organisation conservatrice, la Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) ne s'embarrasse pas de ces nuances : elle demande que la France se retire du Marché commun. — (*A.F.P., A.P., Reuter.*)

LA FRANKFURTER ALLGEMEINE : M. Schmidt a rendu service à M. Giscard d'Estaing.

Dans son éditorial du 28 septembre, la *Frankfurter Allgemeine*, organe des milieux d'affaires allemands, estime que le refus de M. Schmidt d'avaliser une hausse de 5 % des prix agricoles européens est, en fin de compte, positif pour le président de la République française. En effet : « *Il faut faire la distinction entre les vives réactions de la presse française et les réflexions du gouvernement de Paris sur ce sujet. (...) Dans la presse, l'irritation devant le « non » allemand est au premier plan. Mais, pour M. Giscard d'Estaing, l'affaire ne se présente pas sous un aspect seulement négatif. Depuis longtemps, les exigences des groupes d'intérêt français constituent un obstacle à la politique qu'il souhaite pour contenir l'inflation. Mais, lorsque les partenaires européens acceptent à Bruxelles les exigences présentées par les Français, le gouvernement français n'a pas la possibilité d'être dans son pays plus catholique que le Pape.*

» *Au-delà des décisions et des émotions du jour, un autre aspect de l'affaire peut servir M. Giscard d'Estaing. L'opinion publique française a été trop longtemps laissée dans l'impression que le pays voisin était un géant économique, mais un nain politique. Giscard, lui, a toujours pensé que la puissance économique équivalait à la puissance politique. En tant que politicien réaliste, il ne peut que se féliciter de la disparition de la fiction.* »

DIE WELT (Hambourg, indépendant) : Bonn commence à baisser le ton.

« *Par une activité diplomatique fébrile, le gouvernement fédéral tente de calmer l'agitation européenne qu'il a lui-même déclenchée. Le déroulement du conflit est corrigé lentement par un ton modéré et une attitude moins dure. Des manœuvres de repli sont prévues pour la réunion de mercredi à Luxembourg (...) Le conflit a-t-il été fructueux ? Oui et non. (...) Le « théâtre vert » a été payant dans la mesure où les partenaires de la R.F.A. ne passeront plus outre à ses objections fondamentales. L'écho international critique, voire effrayé, en est une preuve pour Bonn. Par contre, les metteurs en scène commencent, non sans préoccupation, à se rendre lentement compte qu'un chantage politique rend les amis plus durs et non pas plus accommodants. Ils reconnaissent qu'une aggravation du climat européen peut aussi se repercuter sur Bonn.* »

PAR LE BIAIS DES FONDS D'INTÉRESSEMENT

La baisse de la Bourse de Paris touche aussi deux millions de salariés

L'effondrement de la Bourse de Paris fait les gros titres des journaux : 7 % de baisse dans la semaine, 20 % dans le mois, 35 % depuis le début de l'année, 50 % depuis mais 1973 ! Si l'on raisonne en francs constants, la perte apparaît plus catastrophique encore, puisque l'indice moyen des valeurs françaises est revenu en fait au niveau de lui de 1959, compte tenu de quinze années d'érosion monétaire.

Un tel désastre touche directement ou indirectement beaucoup plus de Français qu'on ne le pense, en raison, notamment, du développement rapide de l'épargne collective sous forme de Sicav et de fonds communs de placement dans le cadre de la participation des salariés aux fruits de l'expansion.

Au 30 juin 1973, les actifs des quatre-vingt-sept sociétés d'investissements à capital variable (SICAV), dont la diffusion s'opère à l'échelon national, s'élevaient à un peu plus de 20 milliards de francs, dont 18 % en actions françaises, et autant en actions étrangères. De même les deux mille sept cent soixante-treize fonds communs de placement au titre de la participation détenaient près de 3 milliards de francs, dont 80 % en actions de SICAV ou en valeurs de leurs entreprises. Parmi les quatre millions de salariés disposant de sommes placées au titre de la participation, une bonne moitié, qui a opté pour le placement en SICAV, éprouvent actuellement d'amères désillusions : depuis le début de l'année, les pertes dépassent souvent 15 %.

Ils en viennent à envier ceux qui ont préféré les comptes bloqués à intérêt fixe, et ne sont touchés que par l'érosion monétaire. Ne parlons pas des entreprises qui ont incité leurs employés à acheter leurs propres actions, dont certaines d'entre elles sont en chute libre.

Les salariés ne sont pas seuls frappés, des caisses de retraite et des compagnies d'assurances le sont aussi, dont les réserves, placées en actions, subissent une double ponction.

Ce phénomène, limité en France par l'importance du volume des obligations dans les réserves, prend un tour aigu aux Etats-Unis, où le pourcentage placé en actions est bien supérieur. Au train où vont les choses, l'Américain moyen commence à nourrir des inquiétudes pour sa retraite. Dans l'immédiat, un bon exemple des conséquences de la chute des Bourses mondiales est donné par la situation de la célèbre Fondation Ford, dont les avoirs ont baissé d'un tiers en un an, et qui prévoit une réduction de 50 % de ses dons annuels pour éviter sa dissolution.

FRANÇOIS RENARD.

QUATORZE JEUNES MANIFESTANTS CONDAMNÉS A NOUMÉA

(*De notre correspondant.*)

Nouméa. — Le défilé des troupes du 24 septembre, qui, chaque année, commémore le rattachement de la Nouvelle-Calédonie à la France, a été marqué, sous le regard d'un public indifférent, par une manifestation d'une dizaine de jeunes Mélanésiens appartenant au « Groupe 1878 » (1). Après vérification d'identité, deux d'entre eux ont été traduits, le lendemain, devant le tribunal en audience de flagrant délit. Ils ont reçu alors le renfort d'une quarantaine de jeunes gens, membres des Foulards rouges, de l'Union des jeunesses calédoniennes et d'un mouvement pacifiste créé récemment, qui décidèrent d'occuper la salle du tribunal jusqu'au jour du jugement, repoussé au 26 septembre.

La police est intervenue et douze d'entre eux ont été arrêtés.

Le tribunal a condamné les deux manifestants du 24 septembre respectivement à quinze jours et huit jours de prison ferme. Pour les douze personnes appréhendées dans la salle d'audience, les peines vont de deux mois à six mois de prison ferme. Tous ont dix jours pour faire appel.

J.-M. C.

(1) C'est en 1878 qu'eut lieu la plus grande révolte canaque à la suite d'opérations de cantonnement des tribus.

Les assassinats politiques se multiplient en Argentine

Le frère de l'ancien président Frondizi parmi les victimes

La situation s'aggrave sensiblement en Argentine. Plusieurs personnalités ont été assassinées ces derniers jours, aussi bien dans les rangs de l'armée que dans les milieux de gauche. Me Silvio Frondizi, frère de l'ancien président de la République, est au nombre des victimes. Certains dirigeants de gauche, eux-mêmes menacés, mettent en cause la responsabilité du gouvernement.

De notre correspondant

Buenos-Aires. — « *Nous poursuivrons la lutte jusqu'à l'extermination complète de tous les ennemis de la patrie* », a déclaré le général Leandro Anaya, le vendredi 27 septembre, lors des obsèques du lieutenant Luis Brzic, abattu mercredi à Rosario par des guérilleros de l'ERP (Armée révolutionnaire du peuple), en représailles à l'assassinat de seize des leurs le mois dernier à Catamarca.

Comme le jour précédent, à l'occasion des obsèques du colonel Jorge Grossi, exécuté à Cordoba dans des circonstances semblables, le commandant en chef de l'armée a manifesté la résolution de tous les militaires d'en finir avec les guérilleros. Mais il a incité ses collègues à la patience : « *L'Etat*, a-t-il dit, *est encore loin d'avoir épuisé toutes les ressources légales pour affronter l'une de ses responsabilités fondamentales : assurer la paix intérieure.* »

Soumis jeudi au Congrès, le projet de loi sur la sécurité de l'Etat, qui tend à aggraver les peines prévues pour les activités subversives, a été approuvé la nuit suivante par le Sénat et devait l'être samedi au petit jour par la Chambre des députés. L'opposition radicale, qui a voté contre un projet à son avis « *improvisé* » et « *inefficace* », aurait souhaité que le Parlement charge auparavant une commission ad hoc d'étudier le phénomène de la violence sous toutes ses formes, y compris celles que le gouvernement et la majorité péroniste entendent passer sous silence. « *Il s'agit d'éliminer la violence d'où qu'elle vienne* », a dit le sénateur Carlos Perette, ancien vice-président de la République et leader du bloc parlementaire radical au Sénat, qui s'est référé aux « *extrémistes de gauche et de droite* », et en particulier aux « assassins » qui signent leurs crimes des trois lettres AAA.

La liste des personnes à abattre que cet escadron de la mort a établie comprend des hommes politiques, parmi lesquels M. Hector Campora, ex-président de la République, plusieurs parlementaires, des intellectuels et aussi des artistes. Cinq d'entre eux, dont M. Horacio Guarany, compositeur et musicien, ont reçu des menaces de mort. A la suite de l'exécution de deux jeunes acteurs qui, eux, n'avaient pas été prévenus, M. Norman Briski, comédien, et Mme Nacha Guevara, chanteuse, ont quitté jeudi le pays. Ils suivent de près M. Rodolfo Puiggros, historien et recteur de l'université de Buenos-Aires de mai à octobre 1973, qui a gagné le Mexique il y a quelques jours, après avoir précipitamment cherché refuge à l'ambassade de ce pays. L'exode ne fait que commencer.

Tandis que les militaires jurent de venger leurs morts, du général Eugenio Aramburu au lieutenant Brzic, oubliant les victimes civiles, l'Alliance anticommuniste argentine ajoute chaque jour de nouveaux noms à son tableau de chasse. A MM. Ortega Pena (député), Curutchet (avocat), Lopez (ex-vice-gouverneur de Cordoba), Troxler (ex-chef adjoint de la police de la province de Buenos-Aires) sont venus s'ajouter jeudi les deux jeunes acteurs déjà mentionnés et, vendredi, Me Silvio Frondizi, professeur à l'université et défenseur des prisonniers politiques. Me Frondizi, qui est le propre frère de l'ancien président Arturo Frondizi, allié des péronistes au sein du Front justicialiste de libération, a été enlevé au domicile de son beau-fils (tué au cours de l'opération), et son corps a été retrouvé, comme dans les autres cas, criblé de balles à proximité de l'aéroport international d'Ezeiza. L'A.A.A., qui a revendiqué la responsabilité du crime, a accusé Me Frondizi d'être l'un des fondateurs de l'E.R.P. Me Frondizi avait, ainsi que Me Curutchet et quatre autres avocats, dénoncé au début du mois l'exécution par les forces armées des seize guérilleros faits prisonniers à Catamarca et les sévices infligés à huit autres révolutionnaires prisonniers.

La passivité des forces de l'ordre

M. Mario Roberto Santucho, principal dirigeant des guévaristes, a émis l'hypothèse d'une relation directe entre les forces armées et l'A.A.A. L'identité présumée des membres de l'Escadron de la mort contribue à provoquer la panique. Tous les soupçons se portent en effet sur la police et les services de renseignements. Dans un mémorandum adressé au ministre de l'intérieur, le député Hector Sandler (Alliance populaire révolutionnaire), lui-même condamné à mort par l'A.A.A., observe, en conclusion d'une brève étude des récents attentats, que l'organisation, « *dont on ne connaît pas le moindre document politique, ne mérite même pas d'être décrite comme un groupe d'extrême droite.* » « *Les éléments de jugement et les faits permettent seulement d'assurer*, ajoute-t-il, *qu'il ne s'agit pas d'une organisation politique, mais bel et bien d'agents appartenant à l'un ou l'autre des services de renseignements de l'Etat.* » Aux yeux de nombreux parlementaires, les facilités dont ont bénéficié les ravisseurs de M. Frondizi, qui circulaient armés à bord de plusieurs autos dans une ville sillonnée depuis quelques jours par les patrouilles de police, attestent sinon la complicité du moins la passivité des forces de l'ordre. C'est là le principal motif de préoccupation de l'opposition, qui souvent n'ose plus élever la voix de peur d'attirer l'attention des « trois A ».

PHILIPPE LABREVEUX.

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE ALLEMANDE

La nouvelle Constitution supprime toute référence à la « nation allemande »

Berlin (*A.F.P., A.P., Reuter*). — L'Allemagne de l'Est s'est donné, vendredi 27 septembre, une nouvelle Constitution, qui entrera en vigueur pour le vingt-cinquième anniversaire de la création de la République démocratique allemande, le 7 octobre prochain. La Chambre du peuple a en effet approuvé à l'unanimité divers amendements à la Constitution de 1968. Ceux-ci suppriment toute allusion aux liens inter allemands et à la réunification de la « *nation allemande* ». Ils soulignent le caractère « *définitif et irréversible* » de l'alliance avec l'U.R.S.S.

Désormais, l'Allemagne de l'Est ne sera plus « *convaincue de sa responsabilité d'avoir à montrer à l'ensemble de la nation allemande la voie d'un avenir de paix et de socialisme* ». Le préambule de la nouvelle Constitution déclare que, « *continuant la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière allemande* », le peuple de de la R.D.A. s'est assuré « *le droit à l'autodétermination sociale, économique, politique et nationale* ».

Un paragraphe supprimé assurait : « *La R.D.A. et ses citoyens s'efforcent de surmonter la division imposée à l'Allemagne par l'impérialisme et soutiennent le rapprochement progressif des deux Etats allemands jusqu'au moment de leur réunification sur la base de la démocratie et du socialisme.* » La R.D.A. n'est plus un « *Etat socialiste de la nation allemande* », mais un « *Etat socialiste des ouvriers et paysans* ».

La nouvelle Constitution réduit, d'autre part, les pouvoirs du Conseil d'Etat. Celui-ci ne pourra plus désormais que ratifier et promulguer les lois sans se prononcer à leur sujet. L'importance du conseil des ministres est donc accrue. La Chambre du peuple sera élue pour cinq ans au lieu de quatre et la majorité électorale est abaissée à dix-huit ans. Enfin, il n'est plus fait mention d'un secteur de l'économie privée. M. Honecker, secrétaire général du parti, a souligné que toute l'industrie est désormais sous le contrôle de l'Etat.

A Bonn, le ministre ouest-allemand des affaires interallemandes, M. Egon Franke, a critiqué ces amendements. Il a déclaré que la « nation allemande » ne pouvait être créée ou effacée par de simples mesures législatives. Il a réaffirmé le droit à l'autodétermination nationale du peuple allemand et l'existence de liens entre les deux Etats.

M. Horst Sindermann, chef du gouvernement est-allemand, recevant les correspondants étrangers accrédités en R.D.A., a déclaré, pour sa part, que les amendements adoptés ne devraient pas empêcher le développement de relations de bon voisinage et une coopération fructueuse entre la R.F.A. et la R.D.A., fondée sur la « coexistence pacifique », au même titre qu'avec d'autres pays capitalistes.